



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

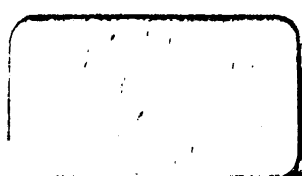
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>







1

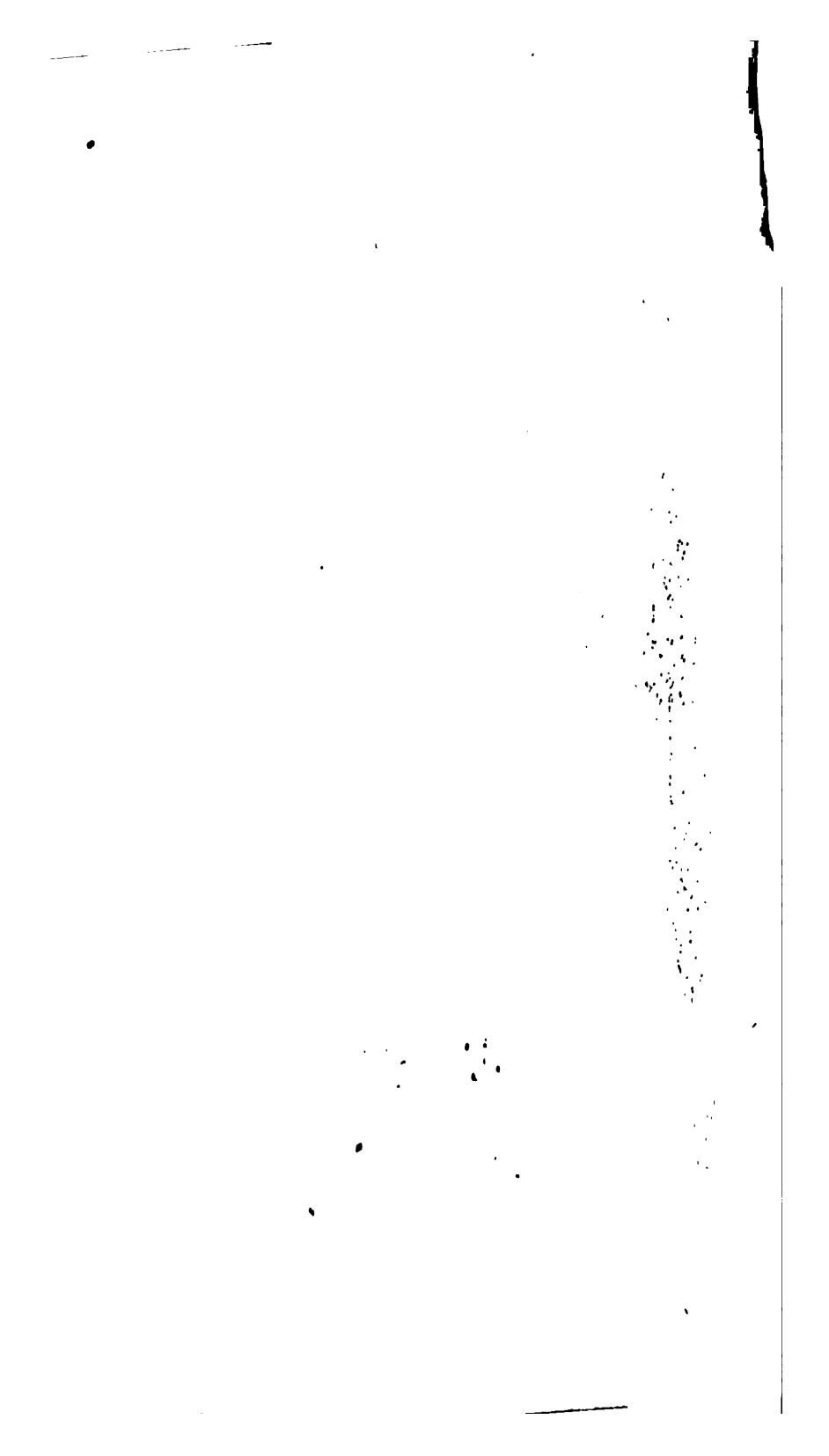
1



AMERICAN
BTV







T A B L E A U
DES
RÉVOLUTIONS
DU SYSTÈME POLITIQUE
DE L'EUROPE

DEPUIS LA FIN DU QUINZIÈME SIÈCLE.

J. D. F.

PAR FRÉDÉRIC ANCILLON.

PROFESSEUR D'HISTOIRE A L'ACADÉMIE ROYALE MILITAIRE.

*Per tantos casus, per tot discrimina rerum
Tendimus. VIRG.*

Ponderibus librata suis. OVID.

PREMIÈRE PARTIE.
TOME SECOND.

A BERLIN,
CHEZ CHARLES QUIEN.

1803.



100

101

102

103

104

105

106

107

108

109

110

111

112

113

114

115

116

117

118

119

120

121

122

123

124

125

126

127

128

129

130

131

132

133

134

135

136

137

138

139

140

141

142

143

144

145

146

147

148

149

150

151

152

153

154

155

156

157

158

159

160

161

162

163

164

165

166

167

168

169

170

171

172

173

174

175

176

177

178

179

180

181

182

183

184

185

186

187

188

189

190

191

192

193

194

195

196

197

198

199

200

REFLEXIONS

SUR L'IMPARTIALITÉ HISTORIQUE.

La vérité de l'histoire consiste dans la conformité des récits avec les faits. L'historien part de l'existence du monde sensible, il admet la réalité des actions de l'homme, comme le physicien admet la réalité des actions de la nature. Il laisse à la métaphysique de décider, ou plutôt de ne décider jamais, s'il peut exister une parfaite correspondance entre nos représentations et les objets, et si nous pouvons nous assurer de cette conformité. Ce grand doute, cet in-

terminable procès, ne le regarde pas. Son unique soin est de connoître à fond les événemens, de les lier, et d'en développer la chaîne à nos yeux, en conservant à tous les chaînons leur nature, leur forme, leur place, et jusqu'à leur couleur.

Il faut se contenter, dans ce genre de travail, de la plus grande approximation possible. La certitude historique ne consiste que dans le plus haut degré de probabilité; l'histoire et la vérité ressemblent aux lignes qu'on nomme asymptotes, et qui s'approchent toujours l'une de l'autre, sans jamais se réunir et se confondre.

L'incertitude de l'histoire tient également à la pénurie de faits, et à la manière dont ils ont été employés par les historiens.

Quand on remonte dans la haute antiquité, les matériaux se présentent rares, clair-semés et imparfaits. A mesure qu'on avance dans l'histoire des derniers siècles, l'horizon s'éclaircit et s'étend, les faits se multiplient, les événemens s'offrent environnés de toutes les circonstances qui les expliquent; les hommes, de tous les traits qui les caractérisent. Les matériaux sont en si grand nombre qu'on se trouve embarrassé du choix, et l'on souffre d'abondance, comme auparavant on souffroit de disette.

D'un autre côté, plus on se rapproche du siècle où l'on vit, plus les rapports qui lient le passé au présent deviennent intimes et nombreux; et plus l'historien est exposé au danger ou au reproche de partialité. Ce n'est plus l'ignorance que

l'on redoute, c'est l'erreur, et même l'erreur volontaire. Les sources d'instruction se présentent à chaque pas; mais les motifs qui peuvent faire altérer la vérité, sont variés et plus actifs; on inspire et l'on ressent plus de soupçons; on se défie des autres et de soi-même; la plume la plus libre passe pour être secrètement asservie, et l'on voit, ou l'on croit voir par-tout les tristes effets de l'esprit de système et de parti.

Plus certaines qualités sont rares, et plus on les recherche; moins on les aime, et plus on les exalte; moins on en est sérieusement jaloux, et plus on paroît y attacher de prix; c'est toujours des absens qu'on parle le plus. A l'époque où les mœurs se dépravaient chez un peuple, on y invente, et l'on emploie avec une sorte

de prédilection, les termes de dé-
cence et de pudeur; à mesure que
les coeurs se sont fermés aux affec-
tions sociales et généreuses, le mot
de patriotisme s'est trouvé dans tou-
tes les bouches; les caractères mâles
et indépendans, les âmes fières et
libres, sont devenus de véritables
phénomènes, et la liberté excite un
enthousiasme général; et aujourd'hui
où les opinions politiques ont divisé
les hommes, comme l'ont fait autre-
fois les opinions religieuses, et où
la vérité n'inspire qu'un intérêt très-
subordonné à l'intérêt de parti, cha-
que écrivain se déclare lui-même
impartial, et produit ses titres, en
accusant d'une partialité révoltante
tous ceux qui ne sont pas de son
bord, et qui n'ont pas juré sous le
même drapeau que lui. Passe en-

core si tout le monde invoquoit l'impartialité, comme dans un temps de famine tout le monde demande du pain: ces clameurs exprimeroient à la fois le regret, le désir et l'impuissance. Mais il est assez plaisant de voir dans une maladie épidémique et contagieuse, ceux qui sont le plus grièvement atteints, se donner à eux-mêmes des brevets de santé, et condamner les autres à une quarantaine sévère.

Au milieu de ces accusations réciproques qui font douter qu'il y ait quelqu'un de coupable, ou plutôt quelqu'un d'innocent; dans ce conflit de reproches et de récriminations plus odieuses les unes que les autres, les idées se confondent, les termes se dénaturent, les expressions les plus simples sont détour

nées de leur sens naturel, et personne ne se demande: qu'est-ce que l'impartialité? Cependant cette question mérite bien une réponse. C'est des idées précises qu'on attache à ce mot que dépend la justesse des applications qu'on peut en faire, et en négligeant de le définir on risque de condamner les autres sans raison, ou d'exiger d'eux l'impossible.

Dans les sciences qui ne sont que le développement d'un petit nombre de principes, et qui procèdent par voie de démonstration, il suffit de la coupelle logique pour distinguer l'or pur de l'alliage, l'erreur de la vérité. On examine uniquement si les prémisses sont justes, et les conséquences légitimes. La partialité de l'écrivain lui peut dicter de faux raisonnemens, mais elle ne sauroit

les déguiser; au contraire, elle trahit elle-même son secret, et elle est moins dangereuse, parce que ses effets sont plus frappans et plus sensibles.

Dans les sciences de fait, et surtout dans l'histoire, où le lecteur ne peut pas, comme dans la physique et dans la chimie, reproduire les faits à volonté et les constater par des observations et des expériences nouvelles, les lumières et l'impartialité sont également nécessaires pour garantir la certitude. Les lumières éclairent l'objet; mais que sert-il de pouvoir le présenter sous sa véritable forme, si l'on n'en a pas la volonté? Et que serviroit à son tour la volonté d'être véridique, si faute de moyens de connoître, on manque la vérité?

Qu'est-ce que cette impartialité conservée religieusement par quelques historiens, perdue de vue par les autres, qui comme la vertu, peu connue et généralement désirée, reçoit des hommages hypocrites de ceux-mêmes qui violent ses lois? Quels sont les caractères qui la distinguent? Y a-t-il des signes certains auxquels on puisse la reconnaître?

L'impartialité, dit-on communément, consiste à raconter les faits dans leur intégrité, à les représenter tels qu'ils sont, et à les peindre sous les couleurs qui leur sont propres, et non sous des couleurs étrangères; ce n'est pas la manière de voir de l'historien que l'on veut connaître, ce sont les événemens.

Dans quelque genre que ce soit,

les objets n'existent pour nous qu'autant qu'ils sont aperçus par nous. Nous ne savons pas ce qu'ils sont en eux-mêmes et indépendamment de notre manière de voir, mais nous savons ce qu'ils sont pour des êtres doués de certains organes et de certaines facultés. Un homme voit comme un homme, et ne sauroit voir autrement; chaque individu de l'espèce humaine voit les objets à sa manière; cette manière résulte de ce qu'il est lui, et non pas un autre; vous ne pouvez exiger de lui qu'il change sa nature, ni qu'il se détache de sa personne; quel que soit l'ordre de faits dont il s'agisse, ces faits n'existeroient pas pour lui s'il ne les voyoit pas, et il ne peut les voir que d'une certaine manière, c'est-à-dire à la sienne. L'âme, dit-on, est le miroir

des faits; mais tous les miroirs ne réfléchissent pas les objets de la même manière. D'ailleurs, cette comparaison est peu juste; l'âme n'est pas une surface sur laquelle les objets viennent se peindre, mais une force qui les saisit, et qui les modifie en les saisissant.

De plus, que nous apprennent les monumens? que nous transmet la tradition? que nous fournit l'expérience? Des données, qui séparées les unes des autres, ne nous offrent ni agrément ni instruction; des anneaux isolés qui n'ont entre eux aucune espèce d'enchaînement; ce sont les élémens de l'histoire, et non l'histoire elle-même; ce sont des pierres et des matériaux, ce n'est pas encore l'édifice. Que m'importe de savoir que Rome a été bâtie dans

telle année, que César a été tué tel jour? Ces faits n'ont aucune espèce d'intérêt ni d'utilité pour moi, du moment où ils sont séparés de ceux qui les précèdent et de ceux qui les suivent. C'est la liaison de ces faits entre eux, et leur liaison avec un dernier événement, que vous choisissez comme terme final de votre récit, qui constitue l'histoire. Or cette liaison n'est jamais donnée par les sens; elle est le résultat de la pensée, qui suivant le calcul des probabilités, choisit cette liaison entre toutes les liaisons possibles. Un fait peut être lié à d'autres faits, comme effet ou comme cause, de mille manières différentes. La nature donne la matière; la raison de chaque individu fournit la forme. Dans la préférence qu'il donne à l'une sur

l'autre, qu'est-ce qui le détermine? Ses idées sur la filiation des penchans, la marche des passions, les signes caractéristiques des vices et des vertus; ses principes sur la moralité des actions, la nature des gouvernemens, les bons ou les mauvais effets des institutions sociales: ses idées et ses principes sont les résultats de l'empreinte primitive qu'il reçut de la nature, de son tempérament, de son éducation, de ses habitudes. Direz-vous qu'il est partial, parce qu'il vous présente les faits comme il les voit? Et peut-il les voir autrement que d'après ses idées, les soumettre à d'autres principes que les siens? Autant vaudroit-il dire que le maçon doit lier les pierres sans ciment, élever son bâtiment sans employer l'équerre, ou

travailler au hasard sans avoir de dessein.

On ne peut donc pas se renier soi-même, dépouiller ses idées et ses principes, voir sans lunettes ou plutôt sans yeux; mais l'essentiel est que les lunettes soient bonnes, que les yeux ne soient pas malades. Les idées doivent être saines, l'esprit juste, et l'impartialité consiste, dit-on, à juger les actions et les hommes sans préjugés. Cette seconde définition, qui paroît au premier coup-d'oeil bien supérieure à l'autre, a le double défaut d'offrir à l'esprit des termes vagues, et de ne pas épuiser l'idée dont il s'agit.

Et d'abord, qu'est-ce qu'un préjugé? Ce mot a fait dans ce siècle une singulière fortune, et peut-être cette fortune, semblable à celle d'un
grand

grand nombre d'hommes, vient-elle uniquement de ce qu'on l'a fort mal connu. Le terme de préjugé est une espèce de talisman avec lequel on produit des effets prodigieux; on est dispensé de réfuter, d'écouter même les opinions que l'on condamne; on décrédite dans un moment l'ouvrage des siècles; on pulvérise tous les raisonnemens; on couvre les hommes et les choses d'un ridicule ineffaçable, ou plutôt on les voue à un silence éternel; on épargne à son adversaire la peine de défendre ses principes, aux auditeurs celle de les écouter, à soi-même celle de les combattre; avec ce mot magique on coule à fond toutes les idées des autres, et l'on se met à l'abri de la triste nécessité d'en avoir; on donne à la force l'air de la foiblesse, et à

sa propre foiblesse les honneurs de la force. Mais, sans être ébloui des miracles qu'enfante le terme de préjugé, il vaut la peine de l'aborder, et de demander: qu'est-ce qu'un préjugé?

Seroit-ce peut-être toute idée ancienne, toutes celles que les générations paroissent s'être transmises avec la vie, qui ont formé jusqu'ici la conscience et la raison universelles, dont l'origine se perd dans les siècles les plus reculés, et qui semblent jouir sous ce rapport d'une espèce de noblesse intellectuelle qu'on pourroit bien ne pas leur pardonner? Mais, quelque admirable que nous paroisse à nous-mêmes l'état actuel de la raison humaine, et quelque éblouissantes que nous trouvions les lumières du dix huitième siècle, nous ne pouvons pas

supposer que les hommes aient pensé et réfléchi pendant des milliers de siècles, sans attraper quelques idées saines qui méritent d'être conservées, qu'il faille dans tous les genres recommencer à neuf le travail de la raison, et jeter au billon, comme de la vieille vaisselle, l'héritage que nos pères nous ont laissé. D'ailleurs, si l'on doit se rappeler que ce qui est ancien a été nouveau, pour ne pas proscrire légèrement toutes les idées nouvelles, il est aussi bon de se dire que ce qui est nouveau sera un jour ancien, et de ne pas traiter de préjugés des idées qui ont eu le genre de mérite dont nous paroissions si jaloux, et qui n'ont aujourd'hui d'autre tort que celui qu'auront un jour nos favoris, si leur fortune se soutient.

En général, si dans un sens, la vérité est toujours neuve et jeune, dans un autre elle est toujours ancienne; sur beaucoup d'objets, les idées vraies doivent avoir été saisies les premières, et des expériences faites valent mieux que des expériences qui sont encore à faire.

Le mot de préjugé seroit-il peut-être synonyme d'erreur? Toute idée fausse mériteroit-elle ce nom? Mais toute erreur n'est pas un préjugé; tout préjugé n'est pas une erreur; tout jugement faux est une erreur; tout jugement adopté et prononcé sans examen est un préjugé. Les erreurs tirent leur origine d'une vue partielle, incomplète, mal dirigée de l'objet sur lequel elles portent; elles viennent de ce qu'on n'a pas réuni tous les élémens du

calcul, ou des fautes qui se sont glissées dans le calcul même. Les préjugés viennent de ce qu'on a été demander à la raison des autres ce qu'on devoit croire; de ce qu'on a substitué l'habitude, l'autorité, la nouveauté, en un mot des considérations étrangères à l'objet qu'on juge, aux preuves qu'on auroit dû tirer de l'objet même.

Le préjugé n'est donc pas nécessairement une erreur. La vérité adoptée sans examen, et sans qu'on sache pourquoi, n'est qu'un préjugé dans l'esprit du grand nombre. Tel auroit moins d'erreurs, s'il avoit conservé plus de préjugés. Les idées saines qu'il eût gardées sans se les développer à lui-même, ne lui eussent pas appartenu, mais elles lui eussent été utiles; et il résulte de

là que les préjugés ne sont mauvais que comparativement aux vérités saisies avec toutes leurs preuves par une raison éclairée; que personne n'est exempt de préjugés, et que le plus dangereux de tous, seroit de croire sur l'autorité de quelques écrivains qui se louent eux-mêmes en louant leur siècle, ou sur la foi de quelques amis complaisans, qu'on a le rare bonheur d'être entièrement exempt de toute espèce de préjugés.

Substituons donc idée fausse au terme vague de préjugé, dans la définition de l'impartialité historique, et disons qu'elle consiste à voir, à lier, à juger les faits d'après des idées justes et saines et d'après les vrais principes du droit naturel, de la morale, de la politique et de la philosophie.

Sur le simple énoncé de ces idées, on sent que cette définition ne nous tire pas entièrement du vague et de l'arbitraire. Les principes des sciences morales et politiques n'ont pas encore atteint un degré d'évidence et de clarté, qui puisse leur assurer l'assentiment universel de tous les bons esprits. Probablement même elles ne l'obtiendront jamais, soit à cause de la nature compliquée des objets dont elles s'occupent, soit à cause de l'imperfection des langues. De là, la diversité prodigieuse des opinions et l'attachement exclusif que la plupart des gens ont pour la leur; de là, l'opposition des jugemens qu'on porte sur l'impartialité des historiens les plus respectables. Convaincus de leurs principes, il les appliquent aux faits, et s'imaginent

les juger sans partialité. Mais ils soulèvent contre eux tous ceux qui ont des principes opposés et qui les accusent de partialité. Car la plupart des gens, fanatiques de leurs idées, soupçonnent de mauvaise-foi tous ceux qui les rejettent, et supposent généreusement qu'ils diffèrent d'eux de langage et non d'opinion. L'homme est toujours porté à donner modestement la mesure de sa raison pour la mesure de la raison humaine, et le sublime de la raison est de ne pas trop croire à la sienne, ou plutôt, tout en tenant fortement à ses idées, de concevoir, d'expliquer, de pardonner toutes les autres.

Mais l'esprit le plus juste, le jugement le plus exquis, des principes même généralement avoués et dignes

de l'être, ne sauvent pas toujours de la partialité. La sensibilité peut séduire, égarer, corrompre la raison, et l'esprit est souvent la dupe du coeur. Pour être impartial, ne faudroit-il pas être étranger à toute espèce de prévention, tenir la balance d'une main ferme, empêcher que les craintes et les espérances, les vœux et les desirs, des intérêts prononcés ou secrets ne l'inclinassent contre les vraisemblances des faits et du témoignage? L'impartialité ne consisteroit-elle pas essentiellement à se refuser à toute espèce de sentiment dans l'appréciation des faits, et à juger avec une parfaite indifférence les hommes et les choses, les actions et les événements?

En effet, suivant l'expression heu-

reuse de l'immortel Bacon, qui savoit revêtir ses profondes pensées, d'images sensibles, et dont les idées paroissent sortir tout armées de sa tête, comme Minerve du cerveau de Jupiter, l'oeil de l'entendement n'est jamais sec; il est toujours plus ou moins humide de sensibilité; les passions y répandent des nuages; l'espérance et l'appréhension le troublent; le coeur est le foyer de la partialité, et quel que soit le feu dont il brûle, ce feu chauffe sans éclairer, ou répand un faux jour sur les objets.

Nous recevons des objets deux sortes d'impressions; les unes nous modifient simplement, les autres nous affectent; les premières nous donnent les représentations, les autres les sentimens; l'esprit saisit les

premières; elles lui servent à connoître les qualités des objets et leurs rapports entre eux; le sentiment ne saisit que les rapports de l'objet au sujet qu'elles affectent en bien ou en mal. Ce n'est donc pas à la sensibilité qu'il appartient de dicter des jugemens; car elle ramène toujours l'homme sur lui-même, et l'homme qui juge doit exister et opérer hors de lui; ce n'est pas de ses affections, c'est des objets qu'il s'agit.

On voit déjà par ces définitions seules, combien il doit être difficile de condamner la sensibilité au silence, pour que la raison ne soit pas troublée dans son travail. Les nomenclateurs qui se disent philosophes, croient que rien n'est plus simple, et qu'il ne doit pas plus en coûter à l'homme de se séparer d'une

partie de lui-même, qu'il ne leur en coûte de distinguer deux facultés. On dirait à les entendre, que l'âme n'est qu'une espèce d'étui, où se trouvent différens instrumens qui n'ont rien de commun que la capsule qui les contient, et dont les uns reposent pendant qu'on emploie les autres; une pendule à flûtes, dont on ôte ou remet les cylindres à volonté. Quoi de plus facile, disent-ils, que de laisser reposer la sensibilité pendant qu'on applique aux faits l'instrument de la raison! Mais il n'en est pas ainsi dans la réalité. L'âme est une; le sentiment du moi, le plus constant et le plus inexplicable de tous les phénomènes, nous l'annonce, et l'on ne sauroit sans un grand effort de volonté, isoler l'une de l'autre des facultés, qui ne sont

que différentes manières d'opérer de la même force. Le maître peut renvoyer une partie de ses gens, pour être seul avec un domestique de confiance; mais souvent le maître est mal obéi, et ceux qui ont été congédiés, viennent interrompre la conversation ou le travail. Les sentimens devancent la naissance de la raison; leur empire plus ancien est aussi plus étendu et plus affermi. Ce sont les habitués de l'âme; leur présence et leur activité s'annoncent sans cesse; ils se mêlent aux idées, colorent tous les objets, et ne permettent pas à l'esprit de les envisager en eux-mêmes. D'ailleurs, la plupart des hommes sentent toujours, et ne raisonnent que par intervalles; aussi sont-ils tous plus ou moins esclaves de leurs préventions.

Les préventions sont les préjugés les plus communs, parce que ce sont ceux du coeur. Si les faux jugemens forment les préventions, les préventions à leur tour forment et multiplient les faux jugemens. Des erreurs ont produit des attachemens et des haines, les attachemens et les haines ont produit beaucoup d'erreurs.

Si donc l'impartialité consiste dans une abnégation parfaite de sa sensibilité, dans l'absence des préventions, des préférences, des goûts, des affections, des mouvemens de l'âme, dans l'art de refuser toute influence au coeur sur le jugement, et de prononcer sur les actions humaines, sans y prendre un intérêt quelconque, il n'a jamais existé d'historien parfaitement impartial. Il faut

droit le supposer sans desirs, sans espérances et sans craintes, sans amour pour le beau, sans respect pour le juste et sans mépris pour le vice; il faudrait que les rapports des idées, des choses, ou des personnes avec son bonheur et son malheur ou celui des autres, lui fussent entièrement cachés; en un mot, il faudrait qu'il cessât d'être homme, qu'il devînt une intelligence pure, ou une simple machine à jugement, un automate intelligent. La première de ces métamorphoses est impossible, et à coup sûr personne ne se souciera de subir l'autre.

Voulez-vous que sans condamner sa sensibilité au silence, et sans mutiler son être moral, l'historien empêche que le secret de son cœur ne lui échappe, et se défende de

toute espèce de mouvement qui pourroit le trahir et inspirer de la défiance au lecteur? Mais obtiendra-t-il facilement de sa sensibilité d'être toujours muette? N'est-ce pas exiger de lui le comble de l'artifice, ou le sublime du renoncement à soi-même? Et ces artifices ne se dévoileront-ils pas eux-mêmes aux yeux du lecteur attentif et sensible? Les âmes sensibles se devinent et se reconnoissent sous le voile de la gravité, de la circonspection, de la réserve, sous les glaces d'une apathie apparente. Dès lors, l'effet ne sera-t-il pas le même? Ne prévient-on pas les autres contre un homme ou contre une action, comme on a été prévenu soi-même? Et mettez qu'il fût possible d'obtenir de soi ou des autres cette indifférence profonde;

cette

cette impassibilité historique, qui semble nécessaire pour être entièrement impartial; voudroit-on que l'histoire fût un corps sans mouvement et sans âme, une momie ou un squelette bien conservé? Ne se priveroit-on pas d'un plaisir aussi vif que délicat, en refusant à l'historien de faire connoître, ou soupçonner du moins, la noble indignation, la haine profonde que lui inspirent les triomphes du crime, et la généreuse pitié, la sainte admiration qu'il ressent en peignant la vertu malheureuse, et en la faisant ainsi jouir d'une immortalité anticipée? Fera-t-on un crime à Tacite, d'avoir parlé d'Helvidius et de Thraséa avec un attendrissement religieux et une mélancolie vraiment morale? de Néron préparant froidement le meur-

tre de sa mère, avec une horreur secrète? Lui pardonnerions-nous le contraire? et ces compositions simples et majestueuses, mâles et fières, ne sont-elles pas d'autant plus attachantes, que l'auteur y a laissé le sceau de son caractère et l'empreinte de son âme?

Tacite lui-même a sans doute dit qu'il écrivoit l'histoire sans intérêt et sans passion. „Galba, Othon, „Vitellius n'ont été, dit-il, ni mes „bienfaiteurs ni mes ennemis; éloi- „gné des temps dont je parle, je puis „en parler sans haine et sans aigreur." Tel est sans doute le premier devoir de l'historien; la flatterie ou la vengeance doivent empoisonner sa plume aussi peu que son coeur; l'or, la fortune, le crédit, les honneurs et les décorations ne doivent

exciter ni ses desirs ni ses regrets; l'espérance et la crainte doivent être étrangères à son âme, [dans ces momens où il juge les morts pour l'instruction des vivans, et où il prononce ses arrêts au nom de la postérité. L'historien doit être indépendant, au-dessus des besoins, des goûts et des passions qui enchaînent l'homme aux pieds de ceux qui enlèvent ou dispensent les moyens de jouir; et l'on ne sauroit trop répéter cette vérité triviale, dans un temps où l'on n'écrit que pour vivre, et où l'on peut dire de la plus grande partie de ceux qui composent la république des lettres, ce que Jugurtha disoit du sénat de Rome: „Société vénale, à qui il ne manque que des acheteurs.”

Mais pour être incorruptible, on

n'est pas à l'abri des séductions du coeur; pour être inaccessible à la crainte ou à l'espérance, on n'est pas inaccessible aux préventions; pour être indépendant des choses et des hommes, le jugement n'est pas encore affranchi de l'influence que la sensibilité exerce sur lui:

Tes plus grands ennemis, Rome, sont à tes portes.

Une foule d'aversions et de préférences sourdes, de penchans secrets et presque insensibles, ensevelis dans les profondeurs de l'âme, la modifient, la déterminent, et finissent par l'asservir. Le nombre et l'activité des ennemis compense leur foiblesse; ce sont ces Lilliputiens, qui dans l'ingenieux roman de Swift, s'emparent de Gulliver en assujettissant chacun de ses cheveux à un

piquet contre terre: image frappante de ce qui nous arrive tous les jours!

Que de sources de partialité ne se présentent pas ici! Il faudroit un ouvrage pour les développer toutes; et les exemples prouveroient qu'elles ne doivent pas leur existence aux combinaisons de l'imagination, et qu'elles ne sont pas simplement possibles, mais que séparées ou réunies dans la réalité, elles ont exercé une action funeste sur les historiens les plus indépendans et les moins suspects de partialité.

Partialité d'opinions et de principes; non-seulement on les emploie pour ranger et lier les faits; non-seulement ce sont des instrumens au moyen desquels nous saisissons les événemens; mais on cherche, ou du moins on accueille

avec plaisir, on relève et l'on met en saillie avec une sorte de complaisance, les faits qui viennent à l'appui de nos principes. On est bien éloigné de la mauvaise foi qui passe les autres sous silence, mais on desire que les lecteurs y fassent moins d'attention qu'aux premiers, et ce desir se trahit et s'annonce; celui qui rêve le perfectionnement graduel et toujours progressif des sociétés humaines, et celui qui croit que les sociétés humaines ont leurs phases de croissance, de dépérissement et de mort, l'ami sincère de la religion et l'incrédule, le partisan des principes démocratiques et le partisan des monarchies, sont également portés, sans le savoir, à cette fraude involontaire. Il y a des affinités dans le monde moral comme

il y a des affinités chimiques dans le monde des corps, il y a des faits et des principes qui s'attirent et s'appellent les uns les autres.

Partialité de philanthropie ou de misanthropie. Dans le grand tableau des vices et des vertus, des longs malheurs et des courts intervalles de prospérité de l'espèce humaine, l'écrivain qui a plus d'âme que d'esprit, aime et cherche tout ce qui élève l'humanité, afin d'avoir lui-même la conscience de sa grandeur. Trouve-t-il un beau caractère? il le peint dans toute sa beauté, et par admiration pour le génie et la vertu, il glisse sur les défauts, et annonce les taches plutôt qu'il ne les montre: l'homme même dégradé lui inspire encore une sorte de respect; c'est un roi détrôné qui peut remonter

sur le trône. L'écrivain plus spirituel qu'énergique, plus malin que sensible, plus frappé du ridicule que du malheur des événemens, ne voit dans l'homme qu'un sujet de dissection sur lequel doit s'exercer son scalpel, qu'un objet de curiosité plutôt que d'intérêt. Sous ce rapport les monstres du monde moral fixent surtout son attention; il en cherche par-tout, il en voit, ou du moins il les démontre avec complaisance.

Partialité de caractère. La nature brise toujours le moule dans lequel elle jette les âmes humaines, et celles de deux hommes ordinaires, examinées de près, ne se ressemblent peut-être pas plus que celles de deux héros; mais au défaut d'une conformité parfaite, il y a une analogie plus ou moins marquée entre

les caractères. Les caractères mâles et élevés devinent, saisissent et peignent mieux leurs pairs, que les autres; ils jugent mal les petites âmes, parce qu'ils ont le bonheur de ne pas pouvoir se mettre à leur place; ils descendroient de trop haut.

Partialité d'état. Chaque état a des opinions, des habitudes, des intérêts différens, qui forment son point de vue particulier. L'homme de lettres, l'ecclésiastique, le militaire, ne racontent pas un fait de la même manière, ne jugent pas d'après les mêmes règles, de l'importance des événemens et des actions des hommes. On a beau se défendre de cette influence des occupations habituelles sur les idées, les affections et les jugemens, et se proposer de voir, de penser, de juger uniquement

en homme; on est souvent d'autant plus partial, qu'on veut dépouiller tous ces préjugés, et qu'on affecte de se montrer impartial.

Partialité de finesse et de profondeur. Tel écrivain loue son ennemi et blâme son bienfaiteur s'ils le méritent, mais il ne résiste pas à la tentation de lier une action à des motifs ou à des suites qui lui sont étrangères, ne fût-ce que pour faire un tour de force, et pour exercer toute la subtilité de son esprit. Il est partial, parce qu'il a l'habitude ou le besoin d'aller chercher à une grande profondeur ce qui se trouve souvent à la superficie.

En méditant toutes ces causes plus ou moins actives de partialité, il faut se consoler en pensant qu'elles s'excluent presque toujours l'une

l'autre, et que tous ces dangers ne sauroient nous menacer à la fois. Pour ne pas désespérer de soi-même et de son travail, on doit se rappeler le joli mot de Fontenelle, qui pourroit servir de devise à l'espèce humaine, „on doit tendre à la „perfection, sans y prétendre.”

L'impartialité consiste donc dans le silence de toutes les préventions. C'est-là en quelque sorte l'idéal de l'historien, dont il tâche de s'approcher de plus en plus. Mais on peut encore demander: quels sont les effets de cette impartialité et les signes qui l'annoncent?

Est-ce de ne pas se proposer un but en écrivant l'histoire? Mais il faut nécessairement en avoir un pour s'orienter sur la mer du passé. C'est l'idée principale que saisit l'his-

torien avant de commencer son travail, qui le guide dans le choix des matériaux.

Est-ce de ne rien passer sous silence? Mais tout ce qui s'est fait ne valoit pas la peine de l'être, et vaut encore moins celle d'être raconté.

Est-ce de ne pas mettre certains faits ou certains personnages sur le devant du tableau, et les autres dans l'ombre; de ne pas se contenter d'en peindre quelques-uns, et d'indiquer simplement les autres? Mais sur la scène de la vie les personnages sont-ils tous également en vue? Le rôle de tous a-t-il la même importance? Et qui sera juge, si ce n'est l'historien, de la place que chacun mérite?

Est-ce de ne se permettre au-

cune réflexion, soit à charge ou à décharge des personnages et des actions? Mais en faisant penser, ne pense-t-on pas, et ne trahit-t-on pas le secret de sa pensée? Quand les réflexions sont fausses, une seule est encore de trop; quand elles sont justes, elles doivent sans doute encore, pour trouver grâce, être bien placées, précises et rares, afin de ne pas interrompre le mouvement dramatique qui est le grand objet de l'histoire; mais quand celles que l'historien se permet ont ces caractères, comment pourroit-on en conclure à sa partialité?

Est-ce d'écrire sans chaleur et sans couleur? Ce conseil n'est facile à donner que lorsqu'il est facile à suivre, et il a toujours l'air d'être un peu partial. Mais d'ailleurs, la

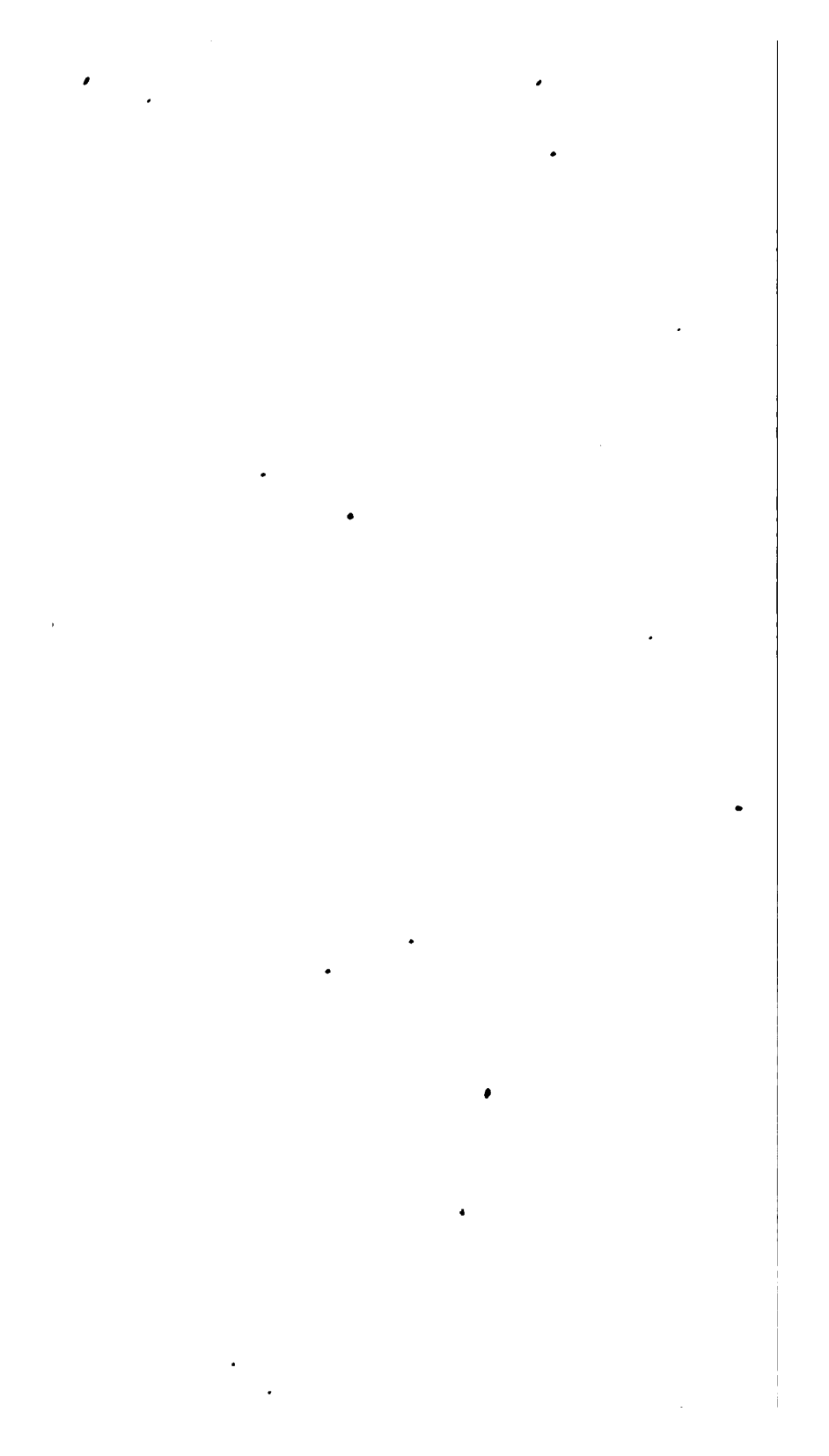
chaleur du style et de l'action prouve aussi peu qu'un homme soit partial, que le flegme et l'apathie prouvent l'impartialité. Souvent la froideur cache la partialité la plus révoltante, et l'on écrirait avec chaleur si l'on n'avoit pas un intérêt secret à donner ou à prendre le change.

Le seul signe auquel on puisse et doive reconnoître l'impartialité, c'est que suivant l'expression de Cicéron, il n'y ait rien de vrai qu'on ne dise. Quelles que soient les idées favorites, les opinions dominantes, les prédilections et les préférences de l'historien, il est impartial du moment où en voyant tous les faits, il les allègue tous, fût-ce quelquefois avec une répugnance secrète et invincible.

Au reste, il est un moyen très-

simple de rendre sa partialité peu dangereuse; c'est d'annoncer l'esprit et le point de vue dans lesquels on écrit l'histoire. Un astronome indique le degré de latitude et de longitude du lieu où il a observé une comète ou une éclipse, et la force de son instrument. S'il se trompe, il donne lui-même les moyens de rectifier son erreur. De même aussi, l'historien qui fait sa profession de foi politique et qui énonce hautement les principes qui l'ont guidé dans son travail, nous donne les moyens de l'apprécier et de rectifier ses faux jugemens.

T A B L E A U
DES
R É V O L U T I O N S
DU
SYSTÈME POLITIQUE DE L'EUROPE
DEPUIS
LA FIN DU QUINZIÈME SIÈCLE.



SECONDE PÉRIODE.

1515 — 1556.

CHAPITRE XIII.

*Des causes et de l'occasion de la Réformation.
Sa naissance, ses progrès, sa marche, ses
effets. Ligue de Smalkalde.*

La marche progressive de la civilisation avoit amené en Italie le beau siècle des Médicis; elle amena en Allemagne une révolution totale dans les opinions religieuses. Tandis que le midi de l'Europe jouissoit en paix des fruits du talent et du génie, dans le nord de l'Europe l'esprit humain se débattoit dans les chaînes de l'erreur, et tout entier à des objets plus sérieux, réclamoit l'exercice de sa liberté, pour arriver plus sûrement au vrai. Cette révolution *)

*) Entre toutes les révolutions qui ont eu lieu dans le monde, il n'y en a qu'une seule qu'on puisse comparer avec la Réformation. Nous sommes trop voisins d'elle pour qu'il soit nécessaire de la nommer. Les différen-

religieuse, dans son principe et par son objet, a été par le fait une révolution politique, et elle a eu une influence décisive sur le système général de l'Europe et sur les rapports de tous les états.

Toutes les révolutions qui ont changé l'état du monde en changeant les opinions d'une grande partie de l'espèce humaine, peuvent être considérées sous deux points de vue; relativement à leurs causes indirectes et éloignées, ou relativement à leurs causes directes et prochaines. Pour saisir les véritables rapports des événemens, il faut réunir ces deux manières différentes de les voir et de les juger. Isolées, non-seulement elles n'expliquent rien, mais, de plus, elles dénaturent les objets et conduisent à de fausses conclusions. Ne saisit-on que les causes directes et prochaines des événemens, les effets paroissent disproportionnés aux causes, le grand changement qui s'est opéré devient incompréhensible.

ces qui se trouvent entre ces deux grands mouvemens, sont sans contredit plus nombreuses et plus frappantes que leurs ressemblances; mais elles offrent des rapports singuliers dans leurs causes, leur marche et leurs effets. Le lecteur attentif et instruit s'apercevra facilement de leurs traits de conformité.

sible, et pour déguiser son ignorance on seroit tenté de l'attribuer au hasard. Vaut-on chercher dans un temps éloigné les causes indirectes et préparatoires des événemens? en observant que le germe en étoit contenu dans le caractère même du siècle où ils ont eu lieu, on s'imagine qu'ils devoient arriver nécessairement; en voyant comment ils ont été amenés par la marche générale de l'esprit humain, on se persuade que dans le monde moral comme dans le monde physique, il est des résultats inévitables qu'on peut quelquefois prévoir, mais qu'on ne sauroit prévenir, et auxquels on doit se soumettre sans résistance. Le hasard et la nécessité également rendent toutes les mesures inutiles et toutes les précautions superflues. Ainsi l'impétuosité qui en prend de fausses, la faiblesse qui n'en prend aucune et reste dans l'inaction, échappent aux censures et aux reproches; l'ignorance et l'incapacité empruntent dans ce point de vue les traits de la sagesse; la sagesse et la fermeté paroissent être un orgueil et une obstination ridicules; enfin, les passions et le crime semblent être à l'abri de toute responsabilité.

Le seul moyen de prévenir ces dangers et d'éviter ces écueils, c'est de combiner les deux principes de solution du problème qui présentent certains faits, et de fixer avec une égale attention les causes préparatoires et les causes prochaines des révolutions. Dès qu'on se pénétrera de l'idée que sans les acheminemens et les préparations à de grands événemens qui se trouvoient dans les habitudes, les opinions, les moeurs générales du siècle où ils se sont passés, les causes directes et particulières seroient restées inactives, ou du moins n'auroient pas pu produire de changement total, la disproportion entre l'effet et la cause s'évanouira, on n'attribuera pas de grands résultats à des bagatelles, et il n'y aura plus de paradoxes d'événemens. D'un autre côté, on verra clairement que sans les causes directes et prochaines, les causes générales et éloignées n'auroient point amené de révolution, les préparations n'auroient rien préparé, et les germes des plus terribles catastrophes que les siècles avoient déposés dans le sein de l'ordre social, y auroient encore dormi long-temps, et y seroient peut-être même restés à jamais

inactifs et ignorés. Or, comme les causes directes et prochaines ne sont pas hors de la portée de l'homme, et qu'il peut les modifier, les combattre, les diriger, la prudence et la fermeté pourront toujours prévenir le mal, ou hâter le développement du bien.

Ces principes s'appliquent d'eux-mêmes à l'histoire de la Réformation. Pour la saisir dans son véritable point de vue et la juger sainement, il faut jeter un coup-d'oeil sur les circonstances qui changeant l'esprit du siècle, avoient préparé une révolution religieuse; nous verrons ensuite quelles en furent les occasions, les moyens et les agens principaux.

La puissance des papes avoit atteint 1300. son plus haut degré d'élévation sous Boniface VIII. Depuis cette époque, sa décadence fut plus ou moins sensible, mais il étoit incontestable qu'elle déclinait graduellement. Nous avons remarqué ailleurs, que la translation du siège pontifical à Avignon qui mit le pape dans la dépendance de Philippe-le-bel, l'abolition de l'ordre des Templiers, le long et scandaleux schisme d'Occident, les mesures vigoureuses

que prirent les conciles de Constance et de Bâle, avoient porté des coups terribles au pouvoir des papes dans l'esprit des peuples et des princes. Les changemens qu'avoit éprouvés l'ordre social dans la plupart des états de l'Europe, n'étoient pas de nature à relever la puissance chancelante des papes, mais tendoient au contraire à l'affoiblir de plus en plus. A mesure que les vassaux avoient perdu de leurs forces, et que les souverains avoient augmenté les leurs, les évêques de Rome avoient rencontré dans tous les pays plus de résistance et moins d'alliés. Les rois, pour peu que la superstition ne les eût pas entièrement aveuglés sur leurs vrais intérêts, avoient toujours vu avec un dépit secret et une inquiétude légitime, cette puissance spirituelle qui se jouoit de la leur, l'entravoit ou la brisoit à son gré. Tant que les papes eurent pour eux l'ignorance fanatique des peuples et l'ambition éclairée des grands vassaux, les souverains furent obligés de se soumettre, tout en frémissant, aux arrêts de la cour de Rome. Mais dans le quinzième siècle, l'autorité royale plus étendue et mieux affermie, étoit en état de se

faire craindre des seigneurs et respecter des papes eux-mêmes. Tandis que les bras qui s'étoient souvent armés en leur faveur, étoient paralysés par les lois et par la force coactive des gouvernemens, l'opinion s'éclaircit, et les progrès des lumières enlevoient à Rome d'autres moyens de domination. Les esprits qui avoient été longtemps immobiles et qui paroissoient avoir perdu l'usage de leurs forces, étoient sortis de leur léthargie. D'abord leur activité s'étoit portée sur les arts mécaniques, ensuite sur les arts d'imagination; mais le mouvement une fois imprimé étoit parvenu jusqu'à la raison. On avoit commencé à réfléchir, et la pensée se dirigeoit d'elle-même sur la religion comme sur l'objet le plus important. Dans plus d'une bonne tête s'étoient élevés des doutes, d'abord timides et secrets, bientôt plus prononcés et plus hardis. Les âmes pieuses étoient scandalisées du relâchement de la discipline, les coeurs honnêtes révoltés de la dépravation du clergé. De toutes parts on faisoit entendre les mêmes plaintes, et ces plaintes étoient fondées. Les ordres monastiques s'étoient multipliés et enrichis.

Dans la plupart des cloîtres, l'opulence avoit perverti les mœurs; on avoit substitué l'oisiveté au travail, la mollesse à l'austérité, des désordres honteux à une régularité exemplaire; et à mesure que les moines perdoient de leurs titres au respect des peuples et baissoient dans l'opinion, ils sembloient hausser leurs prétentions et leur orgueil. Les ordres mendiants étaloient un luxe qui contrastoit avec leur nom, et n'avoient gardé des temps anciens que leur ignorance. Rome conféroit toutes les places ecclésiastiques, soit directement, soit par des recommandations qui étoient autant d'ordres déguisés. Elle les accordoit plus souvent à l'intrigue et à la faveur qu'au mérite, et les prêtres italiens les sollicitoient et les obtenoient avec plus de facilité que les autres. L'or de tous les pays de l'Europe alloit se rendre dans le trésor des papes; et à titre d'ammates, de dixmes, de dispenses, d'indulgences, ils pompoient le numéraire de tous les états.

Ces abus déja dénoncés aux conciles de Constance et de Bâle par le zèle éclairé de Dailly, de Gerson, de Clémangis, s'étoient perpétués malgré leurs justes réclamations;

mais leurs discours, qui n'avoient été que l'expression du voeu général, lui avoient prêté une nouvelle force. Déjà les plaintes ne circuloient plus sourdement. Les princes, la noblesse, le peuple, se réunissoient à demander la réforme de l'église. Les souverains et les nobles convoitoient les biens ecclésiastiques, et vouloient qu'on rétablît les mœurs de l'église primitive en ramenant le clergé à sa pauvreté première. Le peuple desiroit que le clergé fût moins avide et plus libéral, et qu'au lieu de demander aux pauvres leur nécessaire, il les secourût de son superflu. Bien loin de donner l'exemple de la simplicité des mœurs et du zèle pour le maintien de la discipline, Alexandre VI et Jules II avoient donné l'exemple de tous les désordres et de tous les vices. On avoit vu le premier se plonger dans les débauches les plus honteuses, trafiquer publiquement des dignités de l'église, tout sacrifier à son avarice et à celle de son indigne fils, se faire du crime un objet d'amusement, et mourir des suites d'un forfait qu'il avoit médité. L'autre, plus ambitieux et moins vil, agitant l'Europe et ensanglantant l'Italie pour

étendre les domaines du St Siège, avoit fait et défait les liguees avec une égale facilité, s'étoit joué de ses promesses et de ses sermens, et plus soldat que prêtre, n'avoit pas craint de verser lui-même le sang des fidèles. D'autres temps avoient peut-être vu des papes tout aussi coupables, et quand Marosie dispoit de la tiare, elle la plaçoit sur la tête des derniers des hommes. Mais à cette époque les crimes des papes, plus ignorés, étoient moins scandaleux; les communications entre les peuples, rares et imparfaites, empêchoient que ces attentats fussent connus; ils souilloient Rome sans aller effrayer l'Europe: mais au temps d'Alexandre et de Jules, tous les peuples instruits du dérèglement de leur conduite, purent les juger, les condamner, les abhorrer avec connoissance de cause. La convocation du concile de Pise, et les mesures que prirent Louis XII et Maximilien I pour déposer et punir Jules, mirent sa conduite dans le jour le plus odieux; et déjà l'imprimerie, introduite dans la plupart des pays de l'Europe, y faisoit circuler avec une égale rapidité la vérité et l'erreur, l'éloge et le blâme, et liant les hommes de

toutes les contrées, avoit créé l'opinion publique.

Ce fut elle qui vers la fin du quinzième siècle, donna de l'importance à des idées théologiques et à des innovations partielles, qui avant cette époque auroient fait peu de sensation, et seroient peut-être mortes en naissant. Le système religieux de l'église romaine formé successivement avec beaucoup d'art, paroissoit reposer sur des bases si solides, que les papes avoient souvent méprisé, ou du moins différé de punir ceux qui hasardoient d'en attaquer quelque partie; et en effet, avant l'invention de l'imprimerie les opinions de ces novateurs peu connues et peu répandues, ne pouvoient que difficilement devenir dangereuses. La doctrine des Vaudois, les idées de Wicleff sur la sainte cène que Huss adopta et répandit, celles de Huss lui-même, quelque triste célébrité que leur aient donné son supplice et les guerres qui le suivirent, n'avoient pas fait en Europe autant de progrès ni acquis autant de partisans qu'elles sembloient devoir le faire; mais avec l'imprimerie tout changea de face, les idées des théologiens qui seroient restées ense-

velies dans leurs têtes ou dans leurs écrits, depuis cette invention ingénieuse parcourant tous les pays, pouvoient menacer d'un moment à l'autre la doctrine dominante. Les papes sentirent le danger; ils essayèrent de s'emparer de ce grand moyen de circulation et de le diriger à leur gré: mais l'expérience de trois siècles a prouvé que cette puissance est aussi indisciplinable qu'active, et les papes le reconnurent.

L'étude des langues mortes que les Grecs fugitifs de Constantinople introduisirent en Europe, avoit étendu le champ des idées, et donné le desir de lire tous les auteurs dans la langue originale. Il étoit facile de prévoir que la connoissance du grec et de l'hébreu mettoit beaucoup de bons esprits en état de comparer la doctrine dominante avec les livres qui devoient en être la source; et ces théologiens de Cologne qui persécutèrent le célèbre Jean Reuchlin, le restaurateur de la langue hébraïque en Allemagne, agissoient conséquemment, du moment où leur but étoit de perpétuer l'ignorance. On commençoit déjà même en Allemagne à écrire dans la langue du pays, et au moyen de ce véhi-

cule toutes les idées pouvoient se répandre facilement dans les classes inférieures du peuple.

Aussi voyoit-on déjà à la fin du quinzième siècle les effets de ces changemens. Par-tout paroissoient des écrits sérieux ou satyriques contre les abus et les ridicules de l'Eglise romaine, où les moines et le pape n'étoient pas épargnés. On dévoroit ces ouvrages, ils étoient le sujet des conversations et des correspondances, toutes les classes s'en amusoient, et la malignité naturelle à l'esprit humain recevoit sans cesse des alimens nouveaux. Le peuple se moquoit du clergé, les hommes un peu plus éclairés attaquoient la discipline, et quelques bonnes têtes allant plus loin, se disoient en confidence que la religion régnante n'étoit pas celle de l'évangile. A la vérité, plus près du siège de la puissance, d'où l'on étoit plus à même de l'observer et de la connoître, en Italie, on s'étoit permis dès le treizième et le quatorzième siècle les propos les plus hardis; et les papes, le clergé, la doctrine même n'avoient pas été ménagés dans les poèmes de Dante et dans les contes de Bocace. Mais Dante et

Bocace, tous deux au-dessus de leurs siècles, n'avoient pas écrit pour lui, et leurs ouvrages n'avoient été que peu lus, et plus rarement compris.

A la fin du quinzième siècle, le goût de critiquer les abus et les vices de l'église étoit devenu le ton général; les esprits graves et ardens s'épuisoient en déclamations; les esprits légers et badins ne tarisoient pas en plaisanteries. Dans tous les pays régnoit une fermentation sourde et une inquiétude secrète. Les idées religieuses consacrées par l'église, n'étoient plus à l'unisson et des besoins de la raison et du progrès des lumières. Des deux principes qui gouvernent l'homme, le goût de la nouveauté et le pouvoir de l'habitude, le premier prenoit le dessus, et n'étoit plus tenu en équilibre par l'autre, parce que les esprits étoient devenus plus actifs, et que la pensée vouloit du mouvement. On ne savoit pas précisément ce qu'il falloit changer, mais on sentoit qu'il falloit des changemens, et surtout on les desiroit avec vivacité. Les passions contribuoient à renforcer cette tendance générale. L'ambition, la vanité et le desir des jouissances avoit
gagné

gagné en surface et en intensité, à mesure que la civilisation faisoit des progrès. On envioit au clergé son pouvoir, on vouloit partager les honneurs que les peuples lui rendoient, et surtout on convoitoit cette opulence qui lui permettoit de vivre dans le luxe et dans l'oisiveté. La disposition générale des esprits annonçoit clairement que l'Europe étoit menacée de quelque grande commotion.

Tout paroissoit mûr pour une révolution. Cependant les papes auroient pu facilement la prévenir, s'ils avoient eu une juste idée des dangers qui les menaçoient, et s'ils avoient connu et consulté l'opinion publique. Ils n'avoient qu'à employer à reformer les abus, le pouvoir qui les avoit multipliés. Il falloit le faire dans un temps où ils n'auroient paru céder ni à la nécessité, ni à la crainte. Encore revêtus de toute leur autorité, ils auroient pu satisfaire le voeu de toute l'église, en abolissant ou en régénérant les anciennes institutions, sans secousse et sans précipiter leurs mesures. Etoient-ils trop attachés à leurs maximes, et trop intéressés aux abus pour les redresser? il falloit faire des sacrifices aux

circonstances. On devoit du moins redoubler de circonspection et de prudence, et user de toutes les ressources du pouvoir et de l'adresse pour prévenir toute explosion violente. Par un heureux tempérament de fermeté et de justice, il étoit possible de modérer l'effervescence générale et de contenir les novateurs. Les germes de révolution auroient été étouffés, ou seroient demeurés inactifs et stériles. Les matières combustibles étoient préparées, mais tout étoit sauvé si l'on avoit l'art d'en écarter l'étincelle. Les papes eux-mêmes l'y portèrent, et firent naître les causes directes et prochaines qui développèrent l'activité des causes générales.

1513. Léon X occupoit le trône pontifical. Il étoit fait pour gouverner l'Église dans un temps calme et heureux; mais son génie et son caractère n'étoient pas à l'unisson de la crise qui se préparoit. Spirituel, instruit, bon, généreux, il eût été un particulier aimable, il n'étoit qu'un souverain faible et inappliqué. Les lettres et les arts l'intéressoient et l'occupaient beaucoup plus que la grande administration dont il étoit chargé. Quoique sa conduite et ses moeurs

ne fussent rien moins qu'exemplaires, il avoit plus de moralité que ses deux prédécesseurs. Entièrement étranger aux vices et aux crimes d'Alexandre et de Jules, mais doué de moins d'énergie, il fut puni de leurs désordres; et peut-être le fut-il uniquement parce qu'il n'avoit pas leur fermeté ni leur audace. Libéral et magnifique, ses dépenses surpassoient encore ses revenus; la basilique de St Pierre coûtoit des sommes immenses. Léon voulant se procurer de nouvelles ressources, eut recours à un moyen que les papes avoient souvent employé avec succès, la vente des indulgences. C'étoient des assignations sur l'inépuisable trésor des oeuvres de surrogation faites par les saints, que les fidèles, au moyen d'une rétribution pécuniaire, pouvoient acquérir et s'attribuer; et cette espèce de bons d'un genre particulier effaçoit tous les désordres, tenoit lieu de vertus, et assuroit le ciel au propriétaire. Déjà plus d'une fois des hommes éclairés et vertueux s'étoient élevés au sein de l'église romaine contre cet indigne trafic; mais les papes n'avoient pas tenu compte de leurs réclamations. Léon qui ne connoissoit pas

l'esprit de son siècle, ou qui étoit trop léger pour le consulter, crut que cette spéculation de finances lui réussiroit comme à ses prédécesseurs. C'étoit principalement l'Allemagne et les pays du Nord que l'on se proposoit d'exploiter. L'ignorance et la docilité de ces peuples avoient été une veine de richesses pour la cour de Rome, et elle la croyoit intarissable. Le pape intéresse à la vente des indulgences, Albert prince de la maison de Hohenzollern, qui occupoit le siège de Maïence; il lui promet de lui remettre la somme considérable qu'il doit à Rome pour le pallium. Albert, prodigue et fastueux comme Léon, et toujours dépourvu d'argent comme lui, épouse avec chaleur les intérêts du pape, il charge l'ordre des Dominicains de vendre les indulgences en Allemagne, et Jean Tetzl, moine ignorant et effronté, fait dans la Haute-Saxe ce commerce, déjà si révoltant par lui-même, de la manière la plus indécente. Les paysans, dupes de ses promesses, lui apportent leur argent et reçoivent ses billets.

Martin Luther, moine augustin, enseignoit à cette époque la théologie dans l'univer-

sité naissante de Wittenberg. Il étoit né à 1483.
 Eisleben dans le comté de Mansfeld, de
 parens pauvres et honnêtes; son père étoit
 mineur. Dans son enfance il avoit fré-
 quenté l'école d'Erfort, et avoit annoncé
 de bonne heure un esprit vif et une âme
 énergique. De fausses idées religieuses, et
 peut-être le goût des lettres, le déterminè-
 rent à renoncer au monde, et il entra mal- 1505.
 gré ses parens dans l'ordre des Augustins.
 La retraite et les devoirs monastiques exal-
 tèrent sa tête ardente, et il tomba dans une
 sombre mélancolie qui ne lui permettoit
 pas de fixer d'autre idée que celle des ju-
 gemens célestes. Il ne fut guéri qu'en se
 livrant à l'étude des langues mortes, qui
 dirigeant son attention sur des objets réels
 et sérieux, modéra la fougue de son ima-
 gination, et le sauva des dangers d'une ac-
 tivité inquiète et vague. Le vicaire-général
 des Augustins, Staupitz homme doux et
 éclairé, à qui Luther s'étoit ouvert, lui avoit
 donné cet utile conseil. Il prit le jeune
 moine en affection, et lui trouvant du talent,
 l'envoya à Rome pour les affaires de l'or- 1510.
 dre. Ce voyage avoit fourni à Luther l'oc-
 casion d'observer de près la cour des

papes; et il en avoit remporté un mépris profond pour Rome, mépris que la corruption des moeurs régnautes et la licence des esprits devoient naturellement inspirer à un coeur droit et religieux. De retour en Saxe, ses connoissances et la recommandation de Staupitz lui avoient fait obtenir une chaire de théologie à l'université de Wittenberg fondée par l'électeur Frédéric-le-sage. Il en remplissoit les fonctions avec zèle; et y bornant ses soins et ses desirs, il ne se doutoit pas de la célébrité qui l'attendoit, lorsque Tetzcl vint vendre ses indulgences dans le voisinage de Wittenberg.

Luther portoit dans un corps sain et robuste une âme d'une trempe forte et vigoureuse; son esprit étoit plus actif et plus prompt que fin, délié et pénétrant. Il saisissoit facilement les grands traits, et s'attachoit aux masses; les nuances et les détails lui échappoient. Instruit sans être savant, il estimoit l'érudition, et avoit témoigné de bonne heure une aversion invincible pour la philosophie scolastique. Ses principes et ses idées étoient plutôt le résultat d'un premier aperçu juste et lumineux, que le fruit de réflexions profondes et d'un lent

examen. Son génie lui faisoit découvrir la vérité par un tact heureux. Il n'avoit pas cette raison méthodique qui procède avec plus de sûreté que de vitesse. Ses passions étoient ardentes, prononcées et durables, ou plutôt il n'en avoit qu'une dominante, l'amour de ce qu'il croyoit vrai, et le desir de faire triompher sa conviction. Une volonté droite, énergique, inébranlable le rendoit étranger aux demi-mesures, aux vacillations, aux incertitudes. Son esprit avoit pris l'empreinte de son caractère, ses principes une fois arrêtés étoient invariables; de ce moment il ne connoissoit plus le doute, il ne le toléroit plus dans les autres; son tempérament fougueux et son humeur impétueuse qui n'avoient pas été adoucis par l'éducation ni par l'usage du monde, ne lui permettoient pas de ménager ses expressions dès qu'il croyoit avoir la raison et le devoir pour lui. Infatigable au travail, audacieux dans l'attaque, intrépide dans la résistance, il avoit plus de caractère que de génie, plus de force de volonté que de force de tête, moins de richesse et de variété de moyens que d'unité dans la direction qu'il savoit

leur donner. Impérieux comme le sont tous les hommes qui ne voient qu'un seul objet, dur pour les autres parce qu'il l'étoit pour lui-même; naturellement violent et passionné, il le devint encore plus par l'habitude de la lutte et de la guerre. Ses défauts servirent peut-être sa cause aussi bien que ses grandes qualités; et s'il avoit été plus modéré, plus doux, plus voisin de la perfection morale, il n'eût jamais tenté sa grande entreprise, ou il l'eût tentée sans succès.

Tel étoit l'homme qui enseignoit paisiblement la théologie à Wittenberg, lorsque la vente des indulgences vint l'arracher pour toujours à l'obscurité et au repos. Il vivoit ignoré dans le monde, et il s'ignoroit lui-même. Le caractère et les talens qu'il va déployer, n'existoient encore en lui qu'en puissance, les circonstances lui apprirent à se connoître, et développèrent en lui des ressources qui dans tout autre temps seroient restés ensevelies. Luther est indigné de voir qu'on déprave la moralité du peuple en le dépouillant de son argent; l'étude qu'il a faite des livres saints lui a donné des idées plus saines sur les condi-
1517. tions du salut, et il publie des thèses con-

tre les indulgences. A cette époque, et même plus tard encore, il ne prévoyoit pas où cette démarche le conduiroit; il s'élevoit simplement contre un abus: tant d'autres l'avoient fait avant lui. Tous ceux qui sont intéressés à le défendre, parlent et écrivent contre ce moine audacieux, Luther provoqué par ses ennemis, leur oppose de nouveaux écrits plus hardis que les premiers, et la querelle s'engage. Les Dominicains, sûrs de la victoire, en appellent à Rome. Léon pouvoit mettre fin à ce démêlé en imposant silence aux deux partis et en rappelant Tetzél; ou s'il vouloit le soutenir, condamner et punir Luther, il falloit prononcer et faire exécuter l'arrêt sur-le-champ. Mais le pape distrait par les affaires et plein de mépris pour le moine allemand, laisse traîner l'affaire. Les écrits se multiplient, les idées circulent, les têtes s'échauffent, et Luther acquiert des partisans. A la fin, Léon charge Thomas de Vio de Gaëte d'obliger Luther à se rétracter, et de le punir s'il s'y refuse. Luther se rend à Augsbourg, paroît devant le légat, résiste également à ses caresses et à ses menaces, et le quitte sans avoir cédé au

voeu du pape. Il en appelle à Rome, et lorsque Rome elle-même le condamne, il invoque l'autorité d'un concile.

Les circonstances le favorisent. Maxi-
 1518. milien meurt, et pendant l'interrègne d'un an et demi l'électeur Frédéric-le-sage exerce le vicariat dans l'Empire. Ce prince méritoit le beau surnom que lui ont donné ses contemporains. Modéré dans ses principes et mesuré dans ses démarches, il répugnoit aux partis extrêmes, et son esprit conciateur ne lui permettoit pas de condamner facilement les opinions des autres. Sincèrement religieux, il aimoit la vérité, la cherchoit de bonne-foi, et se défioit de ses lumières. Il savoit apprécier les talens de Luther, il estimoit son caractère; trop éclairé pour ne pas s'apercevoir et trop pieux pour ne pas gémir des abus qui déshonorent l'église, il avoit demandé leur réforme avec empressement. L'éclat que la réputation de Luther répandoit sur l'université de Wittenberg, qu'il chérissoit avec toute la tendresse d'un père, lui faisoit désirer de l'y conserver, et même voir avec plaisir le bruit qu'avoient fait les thèses sur les indulgences. Ainsi, bien loin d'inquiéter

Luther, il le protégea; et l'intervalle qui sépare la mort de Maximilien de l'avènement de Charles V, fut très-favorable aux progrès de la nouvelle doctrine. Les adversaires fougueux et mal-adroits de Luther, Jean Eck théologien d'Ingolstadt, et Jaques Hogstraten dominicain, ne firent que lui donner le sentiment de sa supériorité, la mirent dans tout son jour aux yeux des autres, et lui procurèrent des amis précieux.

Entre ces derniers, Carlostadt et surtout Melanchthon jouèrent le rôle le plus actif. Carlostadt, dont le zèle va jusqu'à l'emportement, capable de tout hasarder et de tout braver, plus fait pour les coups de main que pour la discussion, étoit l'enfant perdu du parti. Mélancthon étoit supérieur à Luther pour l'étendue de l'esprit et la profondeur des vues, les richesses de l'érudition et la perfection du style; mais timide, incertain, irrésolu, il manquoit de cette hardiesse qui entreprend, de cette fermeté qui persévère, et de ce courage d'esprit qui obéit à la vérité et au devoir sans s'attendrir sur les conséquences. Mélancthon auroit pu faire le plan de la Réformation, il ne l'auroit jamais exécuté; il pesoit en-

core dans une balance impartiale le pour et le contre des opinions quand Luther prononçoit impérieusement la sienne, il prioit quand Luther combattoit, il pleuroit quand Luther menaçoit et tonnoit. C'étoit la tête du parti, dont l'autre étoit la volonté. Mélanchthon étoit un principe de lumière, Luther un principe de mouvement et d'action.

1520. La guerre étoit déclarée; Rome déclare Luther coupable d'hérésie; ses écrits sont brûlés publiquement à Louvain, à Cologne, à Maïence, et le pape ordonne par une bulle à Frédéric-le-sage d'exécuter la sentence lancée contre ce moine audacieux. Luther en appelle avec plus de force à un concile, et opposant la violence à la violence, il brûle à Wittenberg le code du droit canonique. Léon X avoit peut-être montré trop de sévérité après avoir montré trop d'insouciance, et comme tous les princes foibles, il n'avoit su user à propos ni de rigueur ni de clémence. Luther s'étoit engagé trop avant pour reculer: la nécessité de se défendre l'avoit mis dans le cas de chercher et de trouver de nouvelles armes pour multiplier ses attaques. Déjà ses succès lui avoient donné le secret de ses

forces, la mesure de l'opinion générale; et ses vues de réforme s'étoient étendues avec ses idées et ses connoissances. Toute la religion catholique reposoit sur l'autorité du pape et de l'église; l'édifice entier devoit crouler avec cette base. C'est sur elle, qu'il dirige ses coups; au lieu de déterminer le sens des écritures par la tradition et l'autorité, c'est par le sens même des écritures interprétées suivant ses lumières, qu'il rejette la tradition, et qu'il proscriit l'autorité en matière de foi. Désormais la croyance doit reposer sur l'examen, et la religion n'avoir d'autre fondement que l'évangile et la conviction de chaque individu: chacun est juge de sa foi, ne prend à cet égard des lois que de sa propre raison, et n'est responsable qu'à lui-même.

En brûlant publiquement le droit canonique, Luther changeoit tout-à-fait la constitution de la grande société chrétienne; il avoit détroné le souverain spirituel dont le pouvoir sembloit consacré par le ciel, lui-même, et l'étoit du moins par une haute antiquité et par le respect des peuples. Déjà il ne s'agit plus de réforme partielle, mais d'une refonte totale; de changemens,

mais de révolutions. Ses principes le conduisoient à dire que l'Etat n'existe qu'autant qu'il existe un pouvoir souverain qui décide ce qui en fait d'actions doit être regardé comme la volonté générale, mais qu'il ne peut point y avoir dans l'Eglise de souveraineté, qui décide ce qui doit être l'opinion générale, que dans l'ordre social la liberté ne peut être sauvée que par des lois qui la restreignent, et que l'indépendance absolue de tous ne seroit que la tyrannie de tous; mais que dans l'ordre spirituel et dans le monde des idées, l'indépendance absolue sauve seule la liberté; que ce qui mériteroit le nom d'anarchie dans l'un, est le seul régime qui convienne à l'autre; et que nul ne doit prendre conseil que de lui-même dans l'explication de l'Evangile. Mais contraint par la force des choses, peut-être aussi entraîné par un caractère dominateur, il ne fit que déplacer la souveraineté sans l'abolir, et devenant lui-même monarque conserva la monarchie dans l'Eglise.

Cependant, après l'éclat qu'il a fait à Wittenberg, il ne déclara pas d'abord qu'il ne vouloit plus de ménagemens, mais il demanda la décision d'un concile, et Léon

crut devoir revenir aux voies de conciliation. Charles étoit assez indifférent sur l'article de la religion. Plusieurs ont cru qu'il inclinoit pour la doctrine nouvelle, parce qu'il ne se montra pas zélé catholique; d'autres l'ont cru zélé catholique, parce qu'il a fini par combattre les novateurs. A cette époque Charles croyoit devoir caresser l'opinion publique; la reconnaissance le lioit à l'électeur de Saxe, protecteur secret de Luther, et il ne voyoit pas avec peine ce moyen d'occuper et d'inquiéter la cour de Rome. Il cite l'ennemi du pape à la diète de Worms. Luther s'y rend malgré les craintes de ses amis, y soutient avec courage ses principes, se refuse à toute espèce de rétraction, et ne fait pas une impression bien avantageuse sur l'empereur. A peine a-t-il quitté Worms que la diète le condamne, défend de lire ses écrits, et ordonne à toutes les autorités de les poursuivre. Mais en même temps, pour le soustraire à ces persécutions, l'électeur de Saxe le fait arrêter, probablement du su de Charles, par quatre cavaliers masqués, et le fait conduire secrètement à la Wartenbourg près d'Eisenach. Dans cette

retraite qu'il appeloit son Pathmos, il eut le temps d'étudier et de traduire les livres qui pouvoient servir d'arsenal à ses sectateurs, de consolider et d'achever son système ébauché; et de là il répandit dans toute l'Allemagne des écrits propres à rassurer et à éclairer ses partisans, qui frappèrent d'autant plus qu'ils avoient quelque chose de mystérieux, et partoient d'une main invisible.

1521
jusqu'à
1522.

Pendant la captivité de Luther, sa doctrine fait des progrès. L'enthousiasme se mêle à la conviction, une inquiétude vague et l'amour du vrai, le goût de la nouveauté et une vanité active, la haine des abus et l'intérêt qui compte gagner à leur ruine, les passions qui veulent s'élever sur leurs débris, enfantent à sa doctrine des apôtres et des disciples nombreux. Les uns y voient un objet respectable, et leur zèle mérite des éloges; les autres ne l'adoptent que comme un moyen de parvenir, et ils méritent le mépris. On prêche les nouveaux principes à Erfort, à Worms, à Halberstadt, à Strasbourg, en Autriche, en Bohême. Le respect pour des idées anciennes, le pouvoir de l'habitude, la paresse d'esprit qui

qui rejette l'examen, l'orgueil qui fait repousser ce que la vanité veut faire admettre, le désir de perpétuer des abus lucratifs et des préjugés utiles, la crainte bien naturelle d'un bouleversement total et la hardiesse même des nouvelles opinions suscitent à la doctrine de Luther des adversaires puissans. Une lutte sérieuse s'engage par-tout entre les idées consacrées par les siècles, enracinées dans les esprits, qu'on défend avec opiniâtreté; et des idées qui viennent de naître, pour lesquelles on s'échauffe d'autant plus qu'on les connoît moins, et qu'on propage avec ardeur: ici on veut tout conserver, là on menace de tout détruire. Des deux côtés sont les mêmes passions, qui diffèrent de moyens sans différer d'objets; elles veulent de l'or, du pouvoir et des jouissances. Des deux côtés on confond l'essentiel avec l'accessoire, les personnes avec les choses; et par cette association on fait tort aux unes et aux autres. On garde pour soi et pour son parti la pureté des intentions, l'amour du bon et du vrai; on soupçonne la bonne-foi de ses adversaires, ou on leur prête les motifs les plus odieux. Des deux côtés

on fait arme de tout; les insultes, les exagérations, les calomnies remplacent les raisons, et les affoiblissent en voulant les appuyer. Conservera-t-on les formes et les institutions qui sont le patrimoine des peuples, les opinions qui sont devenues la conscience d'une grande partie de l'espèce humaine? ou tout sera-t-il jeté dans le creuset, et refondu pour renaître sous de nouvelles formes? Tel est l'objet du procès important qui partage l'Allemagne, et qui bientôt partagera toute l'Europe.

On met plus de vivacité à l'attaque qu'à la défense; les partisans de Luther se laissent emporter par leur zèle, et Carlostadt abat les images à Wittenberg, sans attendre qu'il en ait détruit ou affaibli la croyance. Thomas Münzer, fanatique ou fourbe ambitieux, applique à l'ordre politique les principes que Luther veut établir dans les sociétés religieuses, confond ou paroît confondre l'égalité civile avec l'égalité morale, étend aux actions la liberté que le réformateur réclame pour les opinions, et s'élevant contre toute espèce de souveraineté, soulève les paysans ignorans et crédules, que la misère, la vengeance,

l'avidité peuvent porter aux plus funestes excès. Luther sort de sa retraite, condamne et réprime le zèle de Carlostadt, et tonne contre Münzer avec d'autant plus de force qu'on pourroit imputer à la nouvelle doctrine les fausses et dangereuses conséquences qu'on tire de ses principes, et que de pareils désordres lui porteroient un coup mortel. Il publie successivement les livres de la bible qu'il a traduits dans sa retraite. Ce sont les pièces du procès, qu'il met entre les mains de tout le monde. On pourra comparer la religion qu'on enseigne avec son prototype, et ce rapprochement ne sera pas favorable à la foi catholique. Cependant, malgré les exhortations et les menaces de Luther, Münzer continue à répandre l'esprit de révolte et le feu de la sédition dans les campagnes; les paysans égarés croient remplir des devoirs en commettant des crimes, obéir au ciel en désobéissant à leurs supérieurs, et dupes d'eux-mêmes, s'imaginent suivre leur conscience en ne suivant que leurs passions. Ils parcourent la Thuringe, la Hesse, la Westphalie, et laissent par-tout des traces sanglantes de leur passage. Il faut que la force s'arme

pour combattre les progrès d'une opinion
 1525. subversive de l'ordre social. La Saxe, la
 Hesse, Bronsvic se réunissent pour étouffer
 ce fléau. L'armée de Münzer est battue à
 Frankenhauseu, d'autres corps éprouvent
 ailleurs le même sort; près de cinquante
 mille hommes périssent victimes de la fré-
 nésie ou des passions de leur chef, et son
 sang justement versé ne peut ni expier ces
 malheurs ni en prévenir de nouveaux.

Durant ces scènes tragiques qui prou-
 vent par de sanglans exemples qu'il est
 toujours dangereux d'ébranler les idées et
 les habitudes des peuples, et que toute
 commotion violente des esprits est une es-
 pèce de défi donné au hasard dont les ef-
 fets sont incalculables, Luther séparant la
 part de la vérité de celle de l'erreur, et
 distinguant ses principes des abus qu'on
 peut en faire, poursuit avec zèle le grand
 ouvrage qu'il a entrepris, et la Réformation
 fait des progrès. Frédéric-le-sage meurt.
 Il s'étoit contenté de favoriser la propaga-
 1525. tion de la doctrine nouvelle; Jean-le-con-
 stant croit les esprits assez préparés, et
 abolit l'ancien culte. Ernest duc de Lune-
 bourg suit son exemple; Philippe-le-magna-

nîme, landgrave de Hesse, prince ferme et entreprenant, avoit aussi déjà introduit les mêmes rites dans ses états. Dans la plupart de ces pays l'opinion avoit devancé l'action de l'autorité souveraine, et elle ne fit qu'énoncer le voeu des peuples en ordonnant l'établissement du nouveau culte; et là où elle parut décider de la croyance par un acte de souveraineté, défendre et commander ce qui ne sauroit l'être, peut-être étoit-ce le seul moyen de sauver les idées religieuses et de prévenir une véritable anarchie morale.

Dans tous les endroits où la réforme pénétoit, on renioit l'autorité des papes, on abolissoit la messe, la confession auriculaire, l'adoration des saints, on permettoit le mariage des prêtres, on libéroit les religieux des voeux monastiques, on fermoit les couvens, on attachoit des idées nouvelles au sacrement de la sainte cène. Par-tout le clergé étoit grand propriétaire; ses biens tentoient l'avidité des princes qui avoient beaucoup de besoins et peu de revenus, de la noblesse qui comptoit d'augmenter ses domaines et de devenir le premier ordre de l'état, des villes qui vou-

loient affecter le produit des terres ecclésiastiques à des objets d'utilité publique. Les biens du clergé furent sécularisés avec plus ou moins de rapidité, plus ou moins d'humanité et de justice envers les usufruitiers, et appliqués avec plus ou moins de sagesse à l'entretien du culte, des pauvres et des instituts d'éducation publique. *) Mais ces opérations, presque toujours injustes par la forme, lors-même qu'elles peuvent pour le fond être conciliées avec les principes, excitèrent des réclamations nombreuses. On tint plusieurs diètes à Nuremberg et à

*) Toutes les associations particulières doivent leur origine à la volonté, ou du moins au consentement des souverains. Les petites corporations religieuses qui existent dans la grande société politique, ne s'organisent, ne peuvent posséder, acquérir et vendre qu'avec l'agrément de l'état qui les protège. L'état peut par conséquent les détruire, en vertu du même droit qui lui avoit permis de les créer. Les corporations religieuses disoutes, la personne morale qui étoit propriétaire, n'existe plus; les propriétés ne peuvent retomber aux membres qui composoient ces sociétés et qui n'en avoient que l'usufruit; elles ne sauroient être restituées aux donateurs le plus souvent morts ou ignorés; ainsi l'état peut légitimement s'en emparer: mais il est de stricte justice qu'il indemnise ceux qui étoient entrés dans ces corporations sous la foi publique, et qu'il assure aux usufruitiers actuels tous les avantages sur lesquels ils avoient pu raisonnablement compter en entrant dans les ordres abolis.

Spire; mais ces assemblées étoient mal soutenues par l'empereur, tout entier à ses propres affaires et absorbé par ses guerres contre la France. Elles étoient composées de princes partisans de la réforme, et de princes catholiques qui craignant la puissance toujours croissante de Charles ne vouloient pas provoquer des mesures trop rigoureuses, et elles ne firent toutes qu'insister vaguement sur la nécessité de se soumettre à l'arrêt de la diète de Worms, et de convoquer un concile qui décidât définitivement les points litigieux. Cependant on essaya d'arrêter les progrès de la doctrine de Luther, en défendant d'introduire les innovations dans les parties de l'Allemagne où elles n'avoient pas encore pénétré, et de ne plus en faire de nouvelles dans les états où la Réformation s'étoit établie. Mais les princes qui l'avoient embrassée, croyant que la conscience les obligeoit à répandre la vérité, ou trouvant leur propre sûreté à semer chez leurs voisins le germe des troubles qui les travailloient eux-mêmes, protestèrent solennellement contre cette révolution, et envoyèrent une députation à Plaisance pour remettre

1524

et en

1529.

1529.

leur protestation à Charles V, protestation célèbre puisqu'elle a donné son nom à tous les sectateurs de la réforme.

1529. A cette époque, la paix de Cambrai permettoit à Charles de donner un moment d'attention aux affaires de l'Allemagne. Il
1530. convoqua une diète à Augsbourg, et ordonna aux Protestans d'y présenter leur confession de foi, afin que le procès fût jugé. Ce travail n'étoit pas facile; il s'agissoit d'exposer les nouveaux principes dans toute leur intégrité, en les offrant sous le point de vue le plus favorable, et en se servant d'expressions mitigées qui les rapprochassent le plus qu'il étoit possible de la religion dominante. Luther étranger à toute espèce de ménagemens, n'étoit pas propre à ce travail. Mélancthon plus adroit et doué d'un esprit plus conciliateur, en fut chargé. Cet écrit étoit un écrit de circonstance; il contenoit les idées des réformateurs; il ne pouvoit et ne devoit pas être érigé en règle de foi pour leurs disciples, sans contredire le principe fondamental de la nouvelle doctrine: cependant par une de ces conséquences si familières à l'esprit humain, les chefs de la réforme en firent l'Évangile de

leur parti, et l'indiquèrent à leurs nombreux sectateurs comme la seule loi qui pût les sauver de la licence des opinions, et comme un point de ralliement qui les préserveroit de l'anarchie. Soit paresse d'esprit, soit besoin de croire et de fixer leurs esprits incertains, les sectateurs de Luther jurèrent fidélité à ce nouveau code, et substituèrent son autorité à celle du pape. Pendant long-temps les Luthériens ne firent qu'échanger une servitude contre l'autre; tout en proclamant la liberté de l'examen ils se soumirent à un véritable despotisme, et l'opinion de leur chef devint la mesure de leur propre croyance.

Ce fut à Augsbourg qu'éclata la première scission entre les Luthériens et les Zwingliens. La prédication des indulgences avoit aussi armé en Suisse, contre les abus dominans, le zèle de Zwingle curé catholique né à Wildenhaus dans le comté de Toggenbourg. Cet homme joignoit à des mœurs austères un esprit juste, une raison lumineuse et un caractère plus doux, peut-être même des motifs plus dégagés de tou-

tes passions personnelles que le réformateur allemand. Il avoit adopté les idées principales de Luther, mais il avoit séparé toute idée mystique du sacrement de la cène, et n'y voyoit qu'un signe commémoratif de la mort de Jésus. Sa philosophie plus saine et un coeur plus sensible que celui de Luther, lui faisoient attribuer aux oeuvres plus de mérite qu'à la foi, et il accordoit plus à la liberté de l'homme qu'à la prédestination. Sa doctrine prêchée d'abord à Zurich, avoit été adoptée dans ce canton et dans ceux de Berne, de Bâle, de Schaffhouse, par l'avis et l'ordre des magistrats; c'étoit la partie la plus riche, la plus éclairée de la Suisse, et par conséquent la plus mobile et la plus portée aux innovations. Les habitans paisibles des hautes Alpes, plus attachés à leurs anciennes habitudes, regardant leur foi comme un héritage sacré, restèrent fidèles à la religion de leurs pères. La doctrine de Zwingle compta peu de partisans dans ces petits cantons où les idées et les principes invariables comme la nature changent rarement, parce que les communications y sont rares et difficiles; mais les opinions de Zwingle avoient

gagné du terrain en Allemagne; et à la diète d'Augsbourg on en eut la preuve certaine.

Ces aberrations de la route qu'il avoit tracée irritoient Luther et ses sectateurs; on tenta un de ces rapprochemens qui sont impraticables quand il s'agit d'opinions et non d'intérêts, et quand la force de la conviction réelle ou prétendue ne permet pas de composer avec la vérité. Des conférences infructueuses, où chaque parti se fortifia dans sa croyance, ne firent que rendre les animosités plus vives et les différences plus marquées. Déjà des deux côtés on s'attaquoit, on s'insultoit, on se permettoit les récriminations les plus odieuses; et à la satisfaction de l'ennemi commun, les Luthériens et les Zwingliens se haïssoient d'autant plus qu'ils n'étoient séparés que par des nuances légères, et paroïssoient plus acharnés les uns contre les autres que contre les catholiques.

Zwingle ne survécut pas long-temps à ces divisions prononcées. La guerre civile avoit éclaté en Suisse. Les cantons protestans avoient voulu contraindre les autres à passer au nouveau culte, en leur refusant

des vivres. Les cantons catholiques justement irrités avoient pris les armes. Zwingle premier ecclésiastique de Zurich s'étoit vu forcé de s'armer avec les autres. Il ne voulut pas paroître avoir attiré sur ses compatriotes des dangers qu'il refusât de partager; ardent et brave il périt glorieusement en défendant sa patrie, à la bataille de Cappel où les catholiques furent vainqueurs.

Pendant que les Zwingliens faisant des conquêtes sur les disciples de Luther, excitoient son indignation et sembloient justifier le reproche d'instabilité fait dès leur origine aux principes de la Réformation, une nouvelle secte professant aussi la liberté d'examen prenoit des accroissemens rapides qu'elle devoit au zèle de Calvin son fondateur. Cet homme célèbre étoit
 1509. né à Noyon en Picardie. Il avoit adopté les bases fondamentales de la doctrine du réformateur allemand, mais son génie ne lui permettant pas d'être partisan servile de la doctrine d'un autre, il avoit modifié celle de Luther. Se rapprochant de Zwingle dans la manière d'envisager la cène, il outroit les principes de Luther sur la pré-

destination, et anéantissoit presque entièrement la liberté morale et le mérite de l'homme. Sévère jusqu'à la dureté pour lui-même et pour les autres, désintéressé parce qu'il ne connoissoit d'autre besoin que celui du pouvoir ni d'autre plaisir que le travail, son caractère étoit despotique, son humeur austère, son esprit pénétrant, ses connoissances vastes, son activité infatigable. Ennemi de toute autorité et jaloux de la sienne, plus ami de l'ordre et de la règle que de la liberté, il étoit moins emporté et moins fougueux que Luther, plus ambitieux que Zwingle, plus impérieux que Mélanchthon. Protégé par la reine Marguerite de Navarre qui inclinoit secrètement aux idées nouvelles, il avoit répandu ses principes en France avec succès. Mais le zèle de François I s'allumant contre les novateurs, Calvin s'étoit sauvé en Suisse, et ce fut à Bâle qu'il publia et dédia au roi de France son Institution chrétienne. Guillaume Farel l'avoit engagé à se fixer à Genève, pour y achever la réforme déjà commencée. Calvin étoit non-seulement un théologien profond, il étoit encore un habile législateur; la part qu'il

eut aux lois civiles et religieuses qui pendant plusieurs siècles ont fait le bonheur de la république de Genève, sont peut-être un plus beau titre à la gloire que ses ouvrages théologiques; et cette république célèbre malgré sa petitesse, qui sut allier les mœurs aux lumières, la richesse à la simplicité, la simplicité au goût, la liberté à l'ordre, et qui a été long-temps un foyer de talens, de vertus, a prouvé que Calvin connoissoit les hommes et savoit les gouverner. Son esprit dominateur et impatient de toute espèce de contradiction, le rendit infidèle comme la plupart des réformateurs, à ses propres principes. Il réclamoit pour lui-même l'indépendance des opinions, et vouloit asservir celles des autres aux siennes. On le vit faire condamner et brûler Servet, lui qui s'étoit élevé avec tant de force contre les persécutions que François I faisoit essayer à ses disciples. Il avoit tellement lié la religion dominante avec l'ordre politique, que la liberté des cultes ne put jamais devenir une loi de la république. Ces mesures n'étoient pas uniquement chez lui l'effet d'un caractère intolérant, mais elles lui étoient dictées

par la situation de Genève, qui ayant secoué le joug des ducs de Savoie, devoit entre autres barrières leur opposer celle de la différence des cultes, et qui en proscrivant de son enceinte la religion catholique assuroit son indépendance. Si la tolérance n'a pas existé dans les lois de Genève, elle a toujours existé dans le coeur de ses habitans.

CHAPITRE XIV.

Ligue de Smalkalde. Guerre de Charles V contre les Protestans. Ses conséquences. Maurice de Saxe sauve l'Allemagne. Paix de Passau.

Les sectes se multiplioient, et plus elles devenoient nombreuses et agressives, plus il paroissoit nécessaire aux princes catholiques de l'Allemagne que l'empereur sévît contre les novateurs. Mais les mêmes raisons qui le pressoient vivement d'agir avec
 1535. vigueur furent renforcées à cette époque, par l'attitude menaçante que prit la ligue de Smalkalde. La Réformation avoit rompu les liens de la grande société chrétienne, mais elle-même étoit devenue le lien d'une nouvelle association. De bonne heure, les états protestans, prévoyant les dangers auxquels ils pourroient être exposés, sentirent qu'il n'y avoit de sûreté pour eux que dans l'union de leurs forces, et ils formè-
 1529. rent la ligue de Smalkalde, dont le but étoit de défendre la réforme contre toute espèce de mesure violente. Quelques années après, la confédération acquit de nouveaux membres et reçut une organisation moins imparfaite.

parfaite. A la tête de l'association se trouvèrent Jean Frédéric électeur de Saxe, qui avoit succédé à Jean-le-constant, et Philippe-le-magnanime, landgrave de Hesse. L'électeur n'avoit pas le degré d'énergie nécessaire pour jouer le premier rôle avec succès, et il avoit trop d'orgueil pour le céder à un autre. Plus religieux que politique, il ne savoit rien prévoir, supposoit que les combinaisons de ses ennemis ne s'étendoient pas plus loin que les siennes, et ne se doutoit pas que dans une tête comme celle de l'empereur, la religion pouvoit facilement servir de masque à des entreprises ambitieuses. Philippe, gendre de l'électeur, étoit plus actif et plus pénétrant que lui, mais son impétuosité le rendoit peu propre à concilier les intérêts et à ménager les passions des princes coalisés; d'ailleurs, toutes sortes de considérations l'obligeoient à céder la prééminence à son beau-père. Tous deux avoient une erreur commune; ils croyoient que Charles n'en viendrait jamais à une rupture ouverte avec les protestans, et qu'il suffiroit de montrer la guerre pour l'éviter; et fermant les yeux à l'évidence, ils ne voyoient

pas que l'empereur n'avoit usé de ménagemens et de mesures de conciliation en Allemagne, que pour gagner du temps et pour empêcher la ligue de Smalkalde de faire cause commune avec le roi de France.

Désormais, Charles pouvoit abandonner ce système sans danger. Les circonstances lui permettoient d'agir avec vigueur et de se montrer à découvert. Le moment de frapper un grand coup est arrivé. Dans les idées des catholiques, le mal augmente et appelle un remède violent. Déjà la réformation s'étend dans les états ecclésiastiques de l'Allemagne. Les évêques et les archevêques, cédant au desir de fixer dans leur famille leur souveraineté élective, désertent leurs autels, et ceux qui auroient dû s'opposer aux progrès de la nouvelle doctrine, non contents de la favoriser, l'adoptent eux-mêmes. Elle gagne du terrain dans les évêchés de Lubeck, de Schwérin, de Ratzebourg, de Halberstadt, de Magdebourg. D'un autre côté, les Protestans, qui ont souvent invoqué l'autorité d'un concile pour décider les points litigieux, ne paroissent pas disposés à se soumettre aux arrêts de celui qui vient de s'ouvrir à Trente, et

1545.

qui en effet ne montre pas assez d'impartialité pour mériter leur confiance. Déjà la guerre a éclaté entre les protestans et les catholiques, et Philippe-le-magnanime a combattu avec avantage Henri-le-jeune duc de Brunsvic-Wolfenbuttel. Charles veut profiter de ces divisions religieuses, pour devenir le souverain absolu de l'Allemagne; il espère d'écraser les protestans avec le secours des catholiques, d'asservir les catholiques affoiblis par l'ascendant que lui donneront ses victoires, et d'asseoir sa domination sur la ruine des deux partis. Voilant son ambition de mots pompeux, invoquant en apparence les idées les plus chères au coeur humain, il parlera des sacrifices qu'il fait au bien général, tout en l'immolant à son intérêt particulier, de la sûreté de l'Empire, tout en l'exposant au plus grand danger, de l'ordre social, tout en bouleversant la Constitution germanique; et anéantissant la liberté politique de l'Allemagne en étouffant la liberté religieuse, il marchera d'autant plus sûrement à son but que les maximes les plus saintes couvriront les motifs honteux de son zèle.

Encore il dissimule, et paroît attendre la

fin du schisme uniquement des travaux du concile de Trente. Cette assemblée demandée par tous les partis, et qui devoit guérir tous les maux de l'église, avoit commencé ses séances. Mais le petit nombre d'évêques et de prélats qui s'y étoient rendus, les lenteurs du pape qui différoit de donner les instructions que sollicitoient ses légats, l'ordre même de la discussion qui paroissoit n'avoir d'autre but que d'éloigner les points essentiels et les matières importantes; tout inspiroit une juste défiance aux protestans, qui voyoient clairement qu'ils seroient condamnés sans avoir été entendus. Les catholiques éclairés sentoient eux-mêmes, qu'au lieu de réformer les abus on ne feroit que proscrire la réformation. Personne ne vouloit sincèrement que le concile procédant avec rapidité amenât un résultat décisif, et pacifiât les troubles de l'Allemagne. Le pape Paul III auroit souhaité qu'il eût été convoqué dans une ville d'Italie; à Trente il le trouvoit trop dans la dépendance de l'empereur: d'ailleurs, il ne vouloit pas que ce fût en examinant les dogmes, en corrigeant la discipline et le gouvernement de l'église, qu'on fit cesser

le schisme; il préféroit qu'il fût étouffé par la guerre, et que les protestans fussent punis comme rebelles. Charles les connoissoit trop bien pour croire qu'ils se soumettroient aux arrêts du concile; il vouloit la guerre, il la prévoyoit, mais il desiroit de mettre les apparences de la justice de son côté. Dans les entretiens qu'il eut à Spire avec le landgrave, il montra encore de la modération; cependant, à l'exception des chefs de la ligue de Smalkalde, tout le monde regardoit la guerre comme inévitable. L'empereur vouloit avoir le temps de se fortifier par des alliances, et de tirer à lui les troupes d'Italie.

Durant ce calme perfide qui préparoit et présageoit même à l'Allemagne les plus cruels malheurs, Luther étoit mort à Eisleben, où il avoit été appelé par les comtes de Mansfeld pour régler des affaires de succession et de partage. Il avoit imprimé à l'esprit humain un grand mouvement dont il étoit bien éloigné de pressentir tous les effets; il laissa des partisans et des ennemis également prononcés, un nom célèbre, en vénération à une partie de l'Europe, en horreur à l'autre, et déposa sans

le savoir, dans le sein de l'Empire germanique le germe des plus sanglantes catastrophes et des plus brillans développemens. Pendant toute sa vie il avoit recommandé la paix; il craignoit avec raison que l'épée décidât les questions importantes qui s'agitoient, et une guerre de religion qui paroïsoit le comble de l'infortune. Il fut assez heureux pour ne pas être témoin de celle qui se préparoit, mais sa mort en devint en quelque sorte le signal.

Charles cachant toujours ses véritables intentions, paroïsoit disposé à terminer tous les différens de l'Allemagne à l'amiable, mais il donna secrètement à ses troupes d'Italie l'ordre de venir le joindre, et en leva de nouvelles. La paix glorieuse qu'il venoit de conclure à Crespy avec la France, lui permettoit d'agir dans l'Empire en toute liberté. François I affoibli par la maladie, ne pouvoit lui donner de l'inquiétude, et ne demandoit que le repos. Charles pouvoit compter sur le secours de la

1538. Ligue catholique, formée pour contre-balancer la puissance de celle de Smalkalde, par les états qui étoient restés fidèles à l'ancienne doctrine. Paul III perdant de

vue les maximes qui avoient si long-temps dirigé la cour de Rome, et ne consultant que sa haine contre les protestans, conclut avec l'empereur une alliance étroite qui devoit assurer sa domination en Allemagne, et l'armée du pape alloit concourir à établir le despotisme impérial sur les débris de l'autorité des états. Cependant, quelque favorables que fussent toutes ces circonstances aux projets de Charles, la plus heureuse et la plus décisive étoient les dispositions de Maurice de Saxe. Ce prince protestant négocioit sa défection avec l'empereur, et s'engageoit à combattre contre sa famille, sa religion et la liberté de l'Allemagne.

Maurice, souverain de la Misnie et d'une partie des provinces qui forment aujourd'hui l'électorat de Saxe, étoit arrière-petit-fils de l'électeur Frédéric II, et descendoit d'Albert son second fils; l'aîné, Ernest, étoit la souche de la branche qui occupoit le trône électoral. Ce prince étoit né quelques années après les commencemens de la réformation. Son éducation avoit été négligée. Le mauvais état de la fortune de son père ne permettoit pas à ce prince

de donner à son fils une éducation brillante ni même soignée. Mais le naturel heureux du jeune Maurice dispensoit ses instituteurs de soins assidus, et il annonça de bonne heure des talens distingués. Elevé dans la religion protestante, il paroît que l'opposition qu'il y avoit sur cet objet entre son père et son oncle, lui donna de bonne heure des doutes, ou plutôt une sorte d'indifférentisme religieux. Le séjour qu'il avoit fait à la cour de l'archevêque de Malence, et plus tard à celle de Charles, ne l'avoit pas rendu catholique, mais l'avoit conduit à regarder les disputes de la religion qui agitoient l'Allemagne comme des moyens d'ambition et de fortune. A l'imagination nécessaire pour former des plans, il joignoit cette raison froide qui modère l'imagination, et juge sévèrement les combinaisons qu'elle enfante; au feu et à l'ardeur de la jeunesse, il unissoit ce courage calme qui contient ou dirige la vivacité du tempérament. Long-temps il mûrissoit ses projets dans le silence, et les couvroit d'un voile impénétrable. Hardi dans ses desseins, mesuré dans ses démarches, il savoit attendre et saisir le moment

de développer ses vues, et il se montrait alors actif et entreprenant autant qu'il avoit paru lent et timide. Son esprit étoit ouvert à toutes les idées, son cœur fermé au sentiment. Capable de se servir de toutes sortes de moyens pour arriver à un but utile à lui-même ou aux autres, il avoit assez d'élévation pour se mettre au dessus des jugemens de l'opinion, sûr de pouvoir se passer d'elle, ou de la ramener à lui par l'éclat et le succès de ses actions.

Tel étoit l'homme qui devoit combattre la cause des protestans pour la servir ensuite avec d'autant plus de gloire, et devenir l'instrument docile du despotisme de l'empereur pour assurer la liberté de l'Allemagne. Charles et lui étoient faits l'un pour l'autre. Les conformités frappantes de leurs caractères devoient les rapprocher et les unir. L'empereur avoit eu occasion de connoître Maurice dans la dernière guerre contre la France. Ce jeune prince avoit fixé son attention; pénétrant son ambition et son indifférentisme religieux, et devinant ses talens, il avoit senti que Maurice pourroit seconder ses projets contre les protestens, et il lui avoit fait des

ouvertures. Maurice n'étoit attaché ni à ses parens ni à son culte; il convoitoit depuis long-temps l'héritage de Jean Frédéric, à qui il se croyoit avec raison fort supérieur, et qui n'avoit pas eu l'art de se faire aimer de lui. Il ne vit dans les propositions de Charles qu'un moyen sûr d'é-
 19 juin
 1546. lévation, et par un traité formel il lui promit de faire en sa faveur une diversion puissante.

Les dangers qui menaçoient les protestans d'Allemagne, devenoient de jour en jour plus alarmans; et pour les conjurer, la ligue de Smalkalde étoit réduite à ses propres forces. Le Danemarç et la Suède avoient, comme nous le verrons, embrassé la nouvelle doctrine, mais Frédéric I et Gustave Wasa, occupés de leurs propres affaires et dénués de ressources, ne peuvent pas donner des secours aux protestans d'Allemagne sans compromettre leur propre sûreté. François I dégoûté de la guerre, appesanti par la maladie, et sacrifiant ses intérêts politiques à un faux zèle religieux, refuse de saisir cette occasion de venger ses anciennes injures, et ne fait passer à la ligue de Smalkalde qu'une somme d'argent

insuffisante. Elle ne peut rien espérer de Henri VIII. Ce prince emporté et fougueux a rompu les liens de dépendance qui l'attachoient à la cour de Rome; mais il a conservé les anciens dogmes et les anciens rites, et s'il s'est écarté de la doctrine de l'église sur l'article de l'unité, il est encore bien plus éloigné de la doctrine nouvelle. Les Suisses qui sortent des horreurs de la guerre civile, ont senti qu'il n'y avoit de salut pour leur pays que dans la neutralité. Une cruelle expérience les a attachés à ce système, et ils résistent aux pressantes sollicitations de la ligue. Les princes protestans eux-mêmes sont divisés entre eux, et ne se déclarent pas tous pour des mesures hostiles. Charles-quinat a détaché de leur parti Maurice de Saxe et le margrave Albert de Brandebourg - Culmbach, esprit inquiet et turbulent, qu'il est facile d'égarer en lui présentant l'appât du mouvement, de la gloire et du butin. Joachim II électeur de Brandebourg, a introduit le luthéranisme dans ses états, mais avec des modifications qui n'annoncent pas un luthérien zélé. Doux jusqu'à la foiblesse, la crainte et le respect le lient à l'empereur, et l'empé-

chent de se prononcer contre lui. Généreux jusqu'à la prodigalité, ses dépenses qui surpassent ses revenus, le mettent hors d'état de faire des sacrifices à la cause commune. Le margrave Jean, frère de l'électeur et souverain de la Nouvelle-Marche, avoit les défauts opposés à ceux de son frère; sa fermeté et sa justice inflexible dégénéroient en roideur, et son économie touchoit de près à l'avarice. Il croit la guerre illégale, et craint les dépenses auxquelles elle pourroit l'entraîner. Ces deux princes restent neutres, et veulent attendre l'issue de la lutte qui va s'engager. Ils ne prévoient pas, que quel que soit le parti vainqueur, la neutralité les expose à perdre leur indépendance ou leur considération, et qu'ils seront dominés par l'empereur ou par les chefs de l'union de Smalkalde. La ligue des états catholiques n'aperçoit que l'intérêt de la religion là où Charles ne voit que la politique; ils croient assurer le repos de l'Allemagne, et ils préparent son asservissement. Dupes de l'empereur qui invoque les lois pour les violer impunément, ils travaillent à le mettre au-dessus de toutes, et perdant de vue la li-

berté générale qui devoit les unir aux confédérés de Smalkalde, ils arment en faveur de leur ennemi commun.

Cependant, réduite à ses propres forces la ligue étoit encore formidable, elle pouvoit même espérer de triompher de l'empereur, en se hâtant de frapper un coup décisif. L'essentiel étoit d'empêcher que la guerre traînât en longueur; l'armée des confédérés perdoit tout en perdant du temps; on pouvoit prévoir que si elle restoit long-temps en campagne, la désertion lui enlèveroit beaucoup de monde, que bientôt elle manqueroit d'argent et se dissoudroit sans avoir rien entrepris; mais des deux chefs qui la commandoient, l'un, l'électeur de Saxe, étoit lent et irrésolu; il aimoit les délais et les demi-mesures, et vouloit encore négocier lorsqu'il ne falloit plus songer qu'à combattre; l'autre, Philippe-le-magnanime, subordonné à son beau-père, ne pouvoit agir librement, et déplorait en secret son inaction forcée. Le défaut de caractère de Jean Frédéric causa sa ruine, et fut sur le point d'entraîner celle de la religion protestante.

Les forces des confédérés étoient impo-

santes. Quatre-vingt mille fantassins, neuf mille chevaux, cent pièces d'artillerie formoient une armée bien plus redoutable que celles qui avoient agi dans les guerres de François I et de Charles V. L'empereur avoit à peine quatre mille hommes dans la position qu'il avoit choisie près de Ratisbonne, et où il avoit résolu d'attendre les renforts qui devoient lui arriver d'Italie et d'Espagne. Au mépris des formes prescrites par la Constitution germanique, les confédérés avoient été mis au ban de l'Empire; ils y avoient répondu par une déclaration de guerre. Il falloit se hâter d'agir, et la victoire étoit certaine; Charles étoit battu avant que ses troupes eussent pu le rejoindre. C'étoit l'avis de Philippe; ce ne fut pas celui de l'électeur, et son avis l'emporta. Profitant de ces fluctuations, Charles marche sur Ingolstadt, où Octave Farnèse neveu de Paul III lui amena l'armée pontificale, forte de dix mille hommes. Déjà il étoit plus difficile d'attaquer Charles avec avantage; cependant le moment étoit encore favorable. Les confédérés le négligent. L'empereur acquiert tous les jours de nouvelles forces, et le comte de Büren,

août
1546.

à la tête d'un corps d'élite tiré de la Flandre et du Brabant, opère sa jonction avec lui.

Dans le même temps, Maurice fidèle aux engagements qu'il a contractés avec l'empereur, mais infidèle à la nature et à la conscience, et n'écoutant que son ambition, envahit les états de l'électeur, tandis que Ferdinand frère de Charles fait une irruption en Saxe du côté de la Bohême. Ces nouvelles aussi affligeantes qu'imprévues arrivent dans le camp des confédérés, et aussitôt cette puissante armée est dissoute. L'électeur et le landgrave veulent défendre leurs états; les autres princes intimidés ou affoiblis se retirent chez eux. Charles ne rencontre point d'obstacles dans sa marche; les villes lui ouvrent leurs portes, il les rançonne; les souverains se soumettent et demandent leur grâce, il la leur fait acheter par de fortes amendes. L'électeur palatin et le duc de Wurtemberg posent les armes et se détachent de la confédération. Charles marche en Saxe au secours de Maurice à qui l'électeur a non-seulement repris ses conquêtes, mais qui est même menacé de perdre ses propres états. nov.
1546.

Déjà il ne lui reste plus que Dresde et Leipsic. Bientôt l'empereur pénètre en Saxe par la Bohême. Jean Frédéric toujours imprévoyant partage ses troupes, et mal servi par ses agens, il ignore long-temps que son ennemi s'avance à marches forcées. A cette nouvelle il prend une position respectable à Mühlberg sur l'Elbe. Un paysan saxon indique un gué à Charles, et il passe le fleuve avec son armée. Jean Frédéric lève son camp et veut se retirer sur Wittemberg, mais se voyant sur le point d'être coupé dans sa retraite, il prend le parti de faire tête et de combattre l'ennemi. La bataille s'engage. L'électeur paye de sa personne dans cette journée célèbre; ses troupes animées par sa présence et son exemple, font des prodiges de valeur. Mais le génie du duc d'Albe et la supériorité de l'infanterie espagnole décident la victoire en faveur de Charles. Jean Frédéric lui-même tombe au pouvoir de son superbe vainqueur, qui ne lui épargne ni les humiliations ni les ironies les plus amères, et lui demande s'il ne voit encore en lui que Charles de Gand, où s'il reconnoît maintenant l'empereur.

24 avril
1547.

Il est des âmes qui ont plutôt le courage de la patience que celui de l'action, et qui sans élévation dans la prospérité, montrent de la noblesse dans le malheur. Tel étoit Jean Frédéric. A la tête des armées et des affaires, il avoit paru foible; dans les fers, il eut de la dignité. Charles qui savoit se roidir contre les revers, ne savoit pas se préserver de l'ivresse des succès. Il avoit été peu généreux dans sa conduite envers François I prisonnier à Madrid, il le fut encore moins envers le malheureux électeur de Saxe. Jean Frédéric supérieur à sa fortune, inspire un tendre respect; Charles au-dessous de la sienne, excite l'indignation générale.

Après la victoire de Mühlbêrg, l'empereur se hâte de marcher sur Wittemberg, et assiège la ville. Sibylle de Clèves épouse de Jean Frédéric, s'y étoit enfermée avec ses trésors et ses enfans. Cette femme d'un rare mérite met l'intérêt de l'état avant celui de son coeur, sa raison maîtrise sa sensibilité, et ses principes l'emportent sur ses affections. La garnison enflammée par ses discours et par son exemple, fait une vigoureuse résistance. Charles s'irrite d'être

arrêté dans l'exécution de ses projets et de perdre un temps précieux, et en effrayant l'électeur, il veut le forcer à rendre la place. Contre les lois de l'Empire et les lois plus saintes de l'humanité, il fait condamner à mort l'infortuné Jean Frédéric. L'électeur reçut cette nouvelle avec un calme héroïque. Il jouoit aux échecs quand il apprit qu'on venoit de porter contre lui un arrêt de sang, il continua tranquillement son jeu. Les malheurs l'avoient rendu indifférent à la vie, et il ne craignoit pas de la perdre. Il sentoit sans doute qu'il valoit mieux pour lui périr victime d'un jugement inique, que de vivre déshonoré et d'épargner un crime à Charles en signant lui-même l'acte de sa destitution; mais la tendresse paternelle et la crainte d'exposer Wittemberg à être pris d'assaut, l'emportèrent sur toutes les autres considérations; son amour pour ses enfans et pour ses sujets lui fit accepter une capitulation ignominieuse, par laquelle il abdiqua le trône, et consentit à rester prisonnier tant qu'il plairoit à l'empereur. Wittemberg ouvrit ses portes. Maurice reçut le prix de sa trahison; Charles lui adjugea la dépouille

de son malheureux parent, et l'investit de la dignité électorale.

Philippe-le-magnanime restoit encore à soumettre, ou dans le langage impérial, à punir. Ce prince n'étoit pas assez puissant pour résister seul aux armes victorieuses de Charles; cependant les revers de son beau-père l'avoient affligé sans l'abattre. Il entama des négociations, mais il déclara qu'il ne souscriroit point à des conditions humiliantes, et l'empereur exigeoit qu'il se rendît à discrétion. Maurice gendre du landgrave de Hesse, sentit qu'en abandonnant ce prince, il se couvriroit d'opprobre aux yeux de l'Europe entière; Joachim II électeur de Brandebourg, commençoit à se repentir de sa neutralité dont il entrevoit déjà les suites funestes. Tous deux se réunissent pour sauver Philippe, et sollicitent sa grâce. Charles consent à laisser la liberté au landgrave à condition qu'il vienne demander pardon à genoux de sa révolte, qu'il licentie ses troupes, démolisse ses forteresses, et paye une amende considérable. Maurice et Joachim garantissent ces engagements réciproques. Sur la foi des promesses de Charles, Philippe arrive dans son

camp; il se soumet en frémissant à la démarche honteuse qui doit être le prix de sa liberté et de ses états. Mais l'empereur aussi perfide que superbe, ajoutant la mauvaise foi aux hauteurs de l'orgueil, se joue de ses sermens, et fait, malgré sa parole, arrêter le malheureux landgrave, au milieu d'un festin que lui donne le duc d'Albe, et en présence de l'électeur de Brandebourg qui étoit lui-même un des convives. Dans le premier mouvement d'une indignation bien légitime, Joachim veut percer le duc d'Albe de son épée; on l'en empêche. Maurice et lui qui se sont rendus garans du traité conclu avec Philippe, réclament contre cette insigne trahison. Charles et Granvelle son ministre emploient le sophisme pour pallier le crime, et joignent la dérision à la violence. La force impose silence à la faiblesse; mais elle ne peut intimider ni corrompre la conscience universelle de l'espèce humaine; la voix publique fit justice de cet attentat, et la postérité a confirmé cet arrêt. Pour la consolation des opprimés nous devons croire que le coeur de Charles lui-même prononça sa condamnation, et que le mépris que lui inspira son

action, vengea dans son âme la sainteté de la loi.

Pour le moment, le succès parut couronner la perfidie de l'empereur. Tous les esprits étoient révoltés de son audace, mais en voyant ce qu'il ose, ils lui supposent une puissance irrésistible, et perdent le courage de la résistance. Charles traîne Jean Frédéric et Philippe à sa suite; un souverain traite comme de vils malfaiteurs ou comme des sujets rebelles, deux autres souverains, intéressans par leurs qualités personnelles, plus intéressans encore par leurs malheurs. À la vue de ces preuves de son pouvoir, et de ces exemples de sa vengeance, la crainte glace tous les coeurs. L'empereur parcourt l'Allemagne en maître absolu, imposant des contributions et enlevant leurs privilèges aux princes et aux villes qu'il veut trouver coupables. Dans une diète solennelle qu'il a convoquée à Augsbourg il paroît environné de tout l'éclat de la puissance souveraine, et dicte des lois qui sont adoptées sans réclamation. Les états de l'Allemagne sont obligés de payer une somme considérable pour les frais de la guerre; les provinces du cercle de

Bourgogne sont liées plus étroitement à l'Empire, afin de pouvoir au besoin le charger de les défendre; les protestans sont exclus de la chambre impériale; sous le titre d'Interim Charles fait dresser un formulaire de
 1543- foi, qui doit servir de règle aux deux partis jusqu'à ce que le concile de Trente ait prononcé. L'interim ne laisse aux protestans que la communion sous les deux espèces, et le droit d'avoir des prêtres mariés. D'ailleurs, il est dirigé tout entier contre la religion luthérienne, et sous un faux air d'impartialité il juge définitivement le grand procès qui s'agite, et le juge au désavantage des protestans. Ce formulaire dressé par Pflug, Helling et Agricola, trois théologiens plus complaisans que consciencieux, doit être adopté et signé par tous les dissidens, et les armes feront justice des réfractaires.

L'Allemagne étoit asservie et la liberté paroissoit perdue sans retour. Charles avoit triomphé de la ligue de Smalkalde avec le secours d'une partie des états de l'Empire et grâces à l'inertie des autres. Trop indifférent à la religion pour attacher un grand prix à des opinions, trop habile pour annoncer que c'étoit à des opinions qu'il

faisoit la guerre, il n'avoit parlé que de son respect pour les lois et de son zèle pour le maintien de la constitution. Vainqueur d'une confédération qui en combattant pour la liberté religieuse combattoit en même temps pour la liberté et l'indépendance politique des états de l'Allemagne, il proscrivit des opinions qui lui paroissoient incompatibles avec l'autorité impériale, et il appesantit le joug sur les catholiques comme sur les protestans. Voulant régner dans l'Empire à la manière des Othons, et réduire les princes de l'Allemagne à être des instrumens dociles de sa volonté et de simples exécuteurs de ses ordres, il attaqua le parti dont les principes étoient le plus opposés à ses vues, et il triompha de sa résistance. Alors, ne cachant plus ses desseins, il parla en maître aux états intimidés, et les catholiques reconnurent trop tard, qu'en concourant à la chute des protestans, ils avoient préparé leur propre servitude. L'équilibre entre l'empereur et les états de l'Empire étoit rompu; quelques mois avoient suffi pour détruire un ouvrage que les circonstances avoient fait naître, que la politique des pa-

pes avoit perfectionné avec autant de persévérance que d'art, et que les siècles avoient consolidé.

Le pouvoir despotique d'un seul homme avoit remplacé ce système sagement combiné. La liberté de toute l'Europe couroit le plus grand danger; Charles devenant, de simple chef titulaire, véritable souverain de l'Empire germanique, et joignant ces nouveaux moyens de domination à toutes ses autres ressources, acquéroit une puissance supérieure à celle de tous les autres états, menaçoit leur indépendance, et pouvant les attaquer avec avantage d'un moment à l'autre, ne leur laissoit qu'une existence précaire.

L'Allemagne étoit abattue, l'Europe attentive et inquiète; elles paroisoient perdues sans retour, et elles furent sauvées par ce même Maurice qui avoit contribué aux malheurs de sa patrie et à la ruine du culte qu'il professoit. Cet homme extraordinaire n'avoit qu'un but, la puissance, et il ne le perdoit jamais de vue; mais il savoit varier ses moyens et changer de marche avec les circonstances. Arrivé à l'électorat, il sentit que les armes dont Charles

s'étoit servi pour lui procurer le trône, étoient des armes illégales et dangereuses qu'il pouvoit employer avec un égal succès pour le perdre, et que bientôt le pouvoir de l'empereur, ne rencontrant plus d'obstacles, ne respecteroit plus rien, et ne l'épargneroit pas plus que les autres. La reconnaissance n'étoit pas faite pour arrêter un homme du caractère de Maurice; d'ailleurs, les bienfaits intéressés qu'il avoit reçus ne pouvoient pas le lier au point de lui faire négliger l'intérêt de sa sûreté personnelle. Il avoit servi la cause de l'empereur pour s'élever, il reconnut qu'il falloit s'opposer à lui, et même le combattre, pour conserver l'élévation qu'il lui devoit. Ce ne furent probablement ni les regrets, ni les remords, ni même un retour d'attachement pour la religion qu'il avoit trahie, qui déterminèrent Maurice à épouser de nouveaux principes; ce fut uniquement le désir de sauver son indépendance qui étoit inséparable de celle des protestans et de l'Allemagne toute entière.

Sa résolution étoit prise, mais le moment de l'exécution étoit encore éloigné. De bonne heure, Maurice aperçut le dan-

ger et forma le dessein de le conjurer; mais pour réussir il falloit de longues préparations, de l'habileté, du temps, et surtout un profond secret. On ne pouvoit espérer du succès qu'en inspirant à Charles une entière sécurité, en joignant à des forces imposantes le pouvoir de l'opinion, de l'étonnement et de la surprise, et surtout en se ménageant par des négociations adroites, des alliés qui n'attendissent que le signal pour agir. Maurice également exercé à dissimuler et à feindre, ne parut occupé que des intérêts de l'empereur; continuant à caresser ses passions, et affectant de lui témoigner une déférence parfaite, il conserva toute sa confiance; Charles crut être d'autant plus sûr de l'Allemagne qu'il étoit sûr de l'électeur de Saxe, et dupe de son dévouement apparent, il ne voyoit que par ses yeux. Les années s'écouloient et les projets de Maurice mûrissent; il ne fixe qu'un seul objet lors même qu'il paroît suivre des objets différens, il agit sans relâche, et on diroit à le voir, que content de sa fortune il cherche le repos dans l'indifférence. Des agens secrets, répandus dans toutes les cours qu'il

veut attacher à sa cause, travaillent à lui procurer des amis. La France est l'objet principal de ses négociations silencieuses. François I étoit mort des suites de ses désordres, et son fils Henri II lui avoit succédé. Ce jeune prince plus actif et plus entreprenant que son père ne l'avoit été les dernières années de sa vie, donne de justes espérances à Maurice. Le connétable Anne de Montmorency, qui règne en France sous le nom de son maître, hait la puissance de Charles et redoute ses progrès. Maurice fait sentir aux ministres de Henri et à Henri lui-même, que la France est l'alliée naturelle des protestans, et il éclaire cette cour sur ses vrais intérêts, malgré le fanatisme qui commence à y répandre sourdement ses poisons et ses fureurs. La France conclut avec lui un traité secret^{1551.} à Friedewald dans la Hesse, et ce traité est ratifié par Henri II à Chambord. Maurice assuré de ce secours, fait des préparatifs, lève des troupes et amasse de l'argent. Ces préparatifs auroient pu le trahir, mais Charles lui-même lui fournit les moyens de les continuer sans danger. La ville de Magdebourg avoit refusé d'adopter et de signer

1550. l'Interim. L'Empereur ordonne à l'électeur de Saxe de châtier cette ville rebelle. Les bourgeois animés par le zèle de la religion font une belle et longue résistance, Maurice ne pousse pas le siège avec vivacité, et profite de cette circonstance pour continuer ses armemens. A la fin la ville se rend ; à peine cette expédition est terminée, que Maurice publie contre Charles un manifeste dans lequel il lui reproche avec force une longue suite de mesures arbitraires, et retrace à l'Europe entière les violations multipliées des lois constitutionnelles de l'Empire. En même temps il s'avance à grandes journées par la Franconie et par la Suabe pour surprendre Charles à Inspruck. Ce prince ne pouvoit plus ignorer les projets de Maurice ni se déguiser à lui-même le danger de sa situation. Il n'avoit point de forces à opposer à celles de ses ennemis, ses troupes étoient éloignées, l'argent lui manquoit, et de violentes attaques de goutte lui ôtoient une partie de son activité naturelle. A l'électeur de Saxe s'étoit joint près de Rothenbourg, Albert margrave de Brandebourg-Culmbach; esprit hardi et entreprenant, soldat intrépide, ca-

pitaine médiocre, il haïssoit le repos, aimoit la guerre avec passion, la faisoit en barbare; inconstant et léger, il étoit toujours prêt à changer de parti au gré de son inquiétude. Dans ce moment il épousoit la cause de Maurice, parce qu'il voyoit dans son entreprise une occasion de mouvement et de butin, et qu'il espéroit en profiter pour terminer ses différens avec les évêques de Bamberg et de Würzburg. Albert et Maurice ayant réuni leurs troupes s'emparent d'Augsbourg, se saisissent des défilés d'Ehremberg, la clef du Tirol, et déjà ils menacent Inspruck. L'empereur détenu par la maladie, étonné de cette attaque subite, et confus d'avoir été joué, étoit sur le point d'être fait prisonnier. Il n'y avoit de salut pour lui que dans une prompte fuite. On vit le superbe Charles, qui venoit de dicter des lois à l'Allemagne qui traitoit à sa fuite des souverains captifs, que la fortune avoit toujours favorisé et qui n'avoit jamais cédé à la force, fuir, tourmenté de douleurs aiguës, dans une nuit orageuse, devant un jeune homme dont l'élévation étoit son ouvrage. Il se retire avec précipitation à Willach en Ca-

rinthie, et rend la liberté au malheureux Frédéric afin de l'opposer à Maurice. Mais cette mesure est inutile. Déjà les ennemis de Charles se multiplient. La France se déclare contre lui; Henri II s'empare des évêchés de Metz, de Toul, et de Verdun, et pousse jusqu'au Rhin. Albert rançonne toute la Franconie, les Turcs font une invasion dans la Transylvanie que Ferdinand frère de Charles V venoit d'acquérir par son mariage avec Isabelle fille de Zapolia. A toute autre époque, Charles eût fait tête à l'orage. L'Europe croyoit qu'il alloit fondre sur Maurice avec l'armée qui se formoit insensiblement auprès de lui, et qu'il vengeroit son orgueil humilié. Au grand étonnement de tous les partis, il montre des intentions pacifiques et descend à négocier; Ferdinand, déjà roi des Romains, craignoit de nuire à sa fortune si une guerre sérieuse s'allumoit en Allemagne, et son caractère l'inclinoit toujours aux voies de conciliation; ses discours et ses instances triomphent de la colère de Charles, et lui font préférer le parti de la douceur. Il réussit d'autant mieux que Charles plus irrité contre Henri que contre Maurice,

brûle de se venger du premier, et veut diriger toutes ses forces contre la France. Les conférences s'ouvrent à Passau, et l'on y conclut un traité provisoire jusqu'à ce que les rapports des protestans et des catholiques fussent définitivement fixés. En vertu de cette convention, Philippe landgrave de Hesse recouvra sa liberté; il fut décidé que dans l'espace de six mois on tiendrait une diète solennelle pour décider la grande affaire de la religion, que durant cet intervalle aucun état protestant ne pourroit être inquiété, et qu'ils resteroient en possession pour le moment de tous les avantages dont ils jouissoient. 1552.

Charles, plus libre et plus tranquille du côté de l'Allemagne, se hâte d'en profiter pour attaquer la France. L'âge semble avoir fortifié sa haine contre cette puissance rivale. A la tête d'une armée de cinquante mille hommes, il court assiéger Metz. La saison étoit fort avancée, on étoit au mois de décembre. Les obstacles que l'hiver lui oppose, n'arrêtent pas sa vengeance impatiente; mais c'est trop d'avoir à lutter en même temps contre la nature et le génie de François duc de Guise, qui

défend Metz avec autant d'habileté que de succès. En vain Charles s'opiniâtre à continuer le siège; son armée diminue tous les jours; la rigueur du froid, le défaut de vivres, les maladies, les fatigues lui enlèvent l'élite de ses troupes; il est obligé de céder à sa mauvaise fortune, et se retire avec les débris de son armée dans les Pays-
 1553. bas.

Cependant Albert de Brandebourg continuoit à rançonner et à ravager l'Allemagne. Il avoit refusé de souscrire à la convention de Passau. Aimant la guerre pour elle-même, et voulant se ménager les moyens d'entretenir et de payer son armée, il répugnoit à toute mesure qui lui enlevoit ses ressources et ses plaisirs, et le condamnoit à l'inaction. Charles qui estimoit sa bravoure, eut l'idée d'employer ses talents et ses forces, et de diriger contre la France son activité turbulente. Albert qui ne demandoit que des occasions d'agir et de se rendre nécessaire, ne rejeta pas les ouvertures de l'empereur; il se servit de la circonstance pour obtenir de lui un arrêt contre les évêques de Bamberg et de Würzburg ses anciens ennemis, et les négocia-
 tions

tions continuèrent, mais il n'interrompoit pas ses déprédations. Le fer et la flamme à la main, il portoit la désolation et la terreur dans la Westphalie, dans la Franconie, et sur les bords du Rhin. Il étoit temps de délivrer l'Allemagne de ce fléau. A la fin, la Chambre impériale s'armant contre lui d'une juste rigueur, le mit au ban de l'Empire, et chargea l'électeur Maurice de Saxe d'exécuter la sentence. A lui s'associèrent dans cette entreprise difficile les électeurs de Maïence et de Trèves, et le duc Henri de Brunswic, prince actif et vaillant. Toutes les troupes marchèrent réunies sous les ordres de Maurice du côté du Wésér, où Albert exerçoit alors ses fureurs. Les deux armées se rencontrèrent près de Sieverts-^{9 feill}hausen dans le duché de Lünebourg. La ^{1553.} bataille fut sanglante. Albert combattoit pour son existence, Maurice pour sa gloire, les autres princes pour leur sûreté. Albert vaincu est obligé de fuir; mais en fuyant il eut la consolation d'apprendre que Maurice avoit payé chèrement sa victoire. Ce prince avoit été blessé dans le combat. Sa blessure étoit mortelle. Il expira deux jours après la bataille à l'âge de trente-deux

ans. La fortune qui se joue des espérances des hommes, lui permit d'arriver au pouvoir et à la gloire, sans lui permettre d'en jouir. Il périt dans la force de l'âge, au moment où il avoit expié son élévation par les services qu'il venoit de rendre à la cause générale; avec lui furent probablement ensevelis de vastes projets. L'Allemagne qui avoit abhorré sa déloyauté, admiré ses succès et son audace, commençoit à lui rendre son estime. Elle attendoit encore de lui de grandes choses, et pleura sa mort. La fin tragique de Maurice n'améliora pas la situation d'Albert. Il fut battu peu de temps après une seconde fois près de Schweinfurt par le duc Henri de Brunswick. Chassé de ses propres états, dénué de ressources et de forces, il chercha un asile en France, et mourut quelques années après sa défaite, emportant la réputation d'un aventurier qui avoit fait beaucoup de mal et de bruit dans le monde, et qui n'avoit laissé que des traces sanglantes de son passage.

1557. La guerre contre Albert, la mort de Maurice et les événements qui la suivirent, avoient empêché la convocation de la diète

qui devoit, suivant la convention de Passau, mettre fin aux troubles de l'Allemagne. Elle s'ouvrit à Augsbourg par les soins et l'activité de Ferdinand. Ce prince d'un caractère doux et d'un esprit conciliateur, étoit fait pour assoupir les haines, calmer les défiances et rapprocher les partis divisés. Il gagnoit par son affabilité, ceux que Charles son frère aliénoit par sa hauteur. Nommé roi des Romains, il étoit personnellement intéressé au rétablissement de l'harmonie et de l'ordre dans l'Empire: il n'avoit pas, pour se faire craindre, les mêmes moyens que l'empereur; il ne lui restoit qu'à se faire aimer. Instruit des vues secrètes de Charles, qui auroit voulu placer la couronne impériale sur la tête de son fils Philippe, il importoit beaucoup à Ferdinand de se concilier l'opinion publique en Allemagne, afin qu'elle se déclarât pour lui. D'ailleurs, ses états héréditaires toujours attaqués ou menacés par les Turcs, lui rendoient la bienveillance des princes de l'Empire nécessaire; et il étoit jaloux de leur attachement, parce que leur attachement pouvoit seul lui assurer leurs secours.

Ce fut uniquement à lui que l'on dut la pacification de l'Allemagne. La diète d'Augsbourg auroit été infructueuse comme tant d'autres, sans le zèle de Ferdinand. Des deux parts les esprits étoient aigris, les prétentions excessives, les craintes et les espérances également exagérées; rien de plus difficile pour un prince catholique que d'inspirer de la confiance aux protestans sans donner des soupçons sur la pureté de sa foi, et de prendre toutes les précautions nécessaires pour le maintien de sa religion, sans encourir le reproche de partialité. Ferdinand tâcha d'éviter ces deux écueils, et s'il ne réussit pas complètement, il faut l'attribuer au pouvoir des circonstances. A mesure qu'il se présentait de nouveaux incidens, il imaginoit de nouveaux moyens d'en triompher; il opposoit la patience aux délais multipliés, la douceur à l'emportement, la fermeté de la sagesse à la violence des passions, et la persévérance aux obstacles. Rien n'altéroit son calme, rien ne lassoit son activité; à la fin il vit le résultat de ses travaux, et ce résultat eût été encore plus satisfaisant si ses lumières avoient égalé son zèle, ou plutôt s'il étoit

donné à la prudence humaine de mesurer la profondeur des passions, de prévoir et de prévenir tous leurs funestes effets. La paix de religion, conclue à Augsbourg, assoupit les divisions intestines de l'Allemagne; mais bien loin de les étouffer, elle contenoit elle-même les germes de nouveaux troubles. A cette époque on ne se doutoit pas de leur existence. Les événemens les firent connoître en les développant. A la vérité, dans le temps où la diète publia son ouvrage, les deux partis se plainquirent; mais les hommes sages croyoient voir dans leur mécontentement même la preuve qu'aucun des deux n'avoit été sacrifié et n'avoit lieu de se plaindre. Le traité d'Augsbourg statua que les protestans professeroient librement leur religion et leur culte, qu'ils conserveroient les biens ecclésiastiques dont ils étoient en possession avant la convention de Passau, que les évêques ne pourroient s'attribuer sur eux aucune espèce de juridiction. On décida qu'ils pourroient entrer dans la Chambre impériale, mais on ne les y appela pas formellement, bien moins encore leur accorda-t-on le droit d'y siéger en nombre

égal à celui des catholiques. C'eût été cependant le seul moyen de leur donner une garantie politique de leur liberté civile et religieuse, de prévenir les injustices de ce tribunal ou la crainte de ses injustices. Les réformés n'obtinrent pas les mêmes avantages que la paix de Passau assuroit aux luthériens. L'animosité de ces derniers contre une société qui ne se distinguoit d'eux que par des nuances, fut la principale cause de cette mesure, aussi contraire aux principes du droit qu'aux maximes de la politique. C'étoit faire le bien à demi, déposer dans l'Allemagne un levain de division, et s'exposer à la triste nécessité de recommencer tôt ou tard. La réserve ecclésiastique que Ferdinand inséra dans la paix de religion, étoit la clause la plus insidieuse ou la plus imprudente, et devoit empêcher que la paix fût solide et durable; il l'accorda aux catholiques pour dissiper leurs inquiétudes sur les progrès ultérieurs de la religion protestante. En vertu de cet article, les princes ecclésiastiques qui embrasseroient la réforme, devoient renoncer à leurs bénéfices, et perdre leur fortune ou leurs états.

Ainsi se termina la première partie du grand drame de la Réformation. Les événemens que cette révolution religieuse fit naître, ont amené des changemens remarquables dans le système politique de l'Europe. Séparant l'Allemagne en deux partis, elle opposa un contre-poids utile à la puissance de l'Autriche, et en créant un nouveau principe de résistance contre cette maison ambitieuse, elle sauva non-seulement la liberté de l'empire, mais encore celle de l'Europe. Les états protestans trouvèrent des alliés dans les états qui craignoient pour leur indépendance politique, et ces derniers invoquèrent souvent le secours des autres, qui agirent avec vigueur lors même qu'ils ne couroient pour le moment aucun danger personnel. La religion devint un point de ralliement pour tous les ennemis de l'Autriche. Les partisans du système de l'équilibre furent charmés de voir non-seulement l'Allemagne, mais l'Europe toute entière, partagée en deux masses de puissance, plus intéressées que jamais à s'observer et à se contre-balancer réciproquement. Depuis cette époque jusqu'à la fin du dix-septième siècle, le sort de la re-

ligion a tenu une grande place dans les combinaisons de la politique; durant toute cette période, la liberté des cultes ou la domination d'un seul a été le but secret ou le prétexte ostensible des négociations, des guerres et des traités, à-peu-près comme dans le siècle passé, la liberté ou l'empire exclusif du commerce s'est mêlé directement ou indirectement à toutes les transactions politiques. La liaison étroite qui s'établit en Europe entre les intérêts de la politique et ceux de la religion, a été souvent funeste à l'une et à l'autre; la religion a dérangé les calculs d'une saine politique; la politique a pris le masque de la religion, et s'est servie de son nom pour ensanglanter la terre. Mais nous ne parlons pas encore des effets de cette union singulière; nous nous contentons de constater sa naissance, et nous verrons qu'elle a donné une nouvelle direction aux idées, changé les rapports des états, influé sur les actions et sur les événemens.

CHAPITRE XV.

Changemens dans le Nord. La Suède se sépare du Danemarc. La Réformation s'établit dans ces deux royaumes.

Pendant que l'Espagne et la France avoient occupé le Midi de l'Europe de leurs sanglans démêlés, le Nord tout à fait étranger à ces événemens, avoit été le théâtre de mouvemens d'un autre genre, qui changèrent son existence politique et religieuse. La Suède et le Danemarc, séparant leurs destinées, étoient devenus des états indépendans, appelés à peser un jour dans la balance politique. En Allemagne la Réformation avoit amené des changemens dans la constitution de l'Empire. Ici, les changemens arrivés dans l'ordre politique introduisirent la Réformation, et il est intéressant de voir quelles formes et quelles modifications les idées nouvelles y reçurent des circonstances.

La Suède, le Danemarc et la Norvège se débattoient depuis long-temps dans les liens de l'union de Calmar; ces liens avoient été en partie rompus, mais leurs débris mêmes génoient encore la liberté des Sué-

dois, et les tentatives multipliées que les Danois avoient faites pour les replacer dans la dépendance, leur inspiroient des craintes légitimes. L'union de Calmar ne pouvoit être durable. Elle étoit trop contraire à l'ambition de la haute noblesse et à l'orgueil national des Suédois. Les Sture, nommés administrateurs de la Suède par les Etats du royaume, s'étoient montrés tous trois dignes de la confiance de leurs concitoyens. Animés d'un même esprit et travaillant sur le même plan, ils avoient suivi avec autant de constance que d'habileté, le projet de rendre à la Suède son indépendance. Le clergé gagné par les rois de Danemarck, et séduit par l'espérance de régner sous leur nom s'ils restoit maîtres de la Suède, combattoit de tout son pouvoir les vues patriotiques des Sture. A l'exception de ceux qui envioient leur crédit et jalousoient leurs talens, les nobles les favorisoient. La grande masse du peuple haïssoit les Danois, craignoit les vexations des gouverneurs, attachoit le bonheur à l'idée d'une existence nationale, et bénissoit les efforts et les travaux des administrateurs, dont l'autorité douce et tutélaire

lui faisoit redouter encore plus le joug de l'étranger. Sténon-Sture avoit donné aux classes inférieures des droits politiques. Il avoit eu le bon esprit d'introduire les paysans et les bourgeois dans l'assemblée des États, pour se ménager un appui et pour opposer un contre-poids au pouvoir de la noblesse et du clergé. Ce grand homme avoit senti que le vrai moyen de combattre et de réprimer la puissance du clergé, étoit de répandre des lumières dans tous les ordres de la société. Dans ce dessein il avoit créé l'université d'Upsal, et fixé dans les villes les imprimeurs dont la profession avoit été jusqu'alors ambulante. Sture n'étoit pas sans ambition, mais du moins il plaçoit son ambition dans la gloire de son pays, et ne voyoit son intérêt que dans l'intérêt général. Il avoit été un moment dépossédé de sa place par ses envieux, qui avoient appelé en Suède Jean roi de Danemarck de la maison d'Oldenbourg, mais ce prince ayant été défait par les Dithmarses, les Suédois l'avoient chassé, et la voix publique, l'ascendant du génie et la nécessité des circonstances avoient replacé de nouveau Sture au timon des affaires. Ses

deux successeurs Suante Nicholson Sture et Sténon Sture second du nom, fils de ce dernier, avoient non-seulement hérité de son nom et de son pouvoir, mais encore de ses vues, de ses talens et de son patriotisme; et à l'époque où Christiern II étoit monté sur le trône de Danemarck, Sténon-
 1513. Sture administroit la Suède avec autant de fermeté que de sagesse.

né
 1481. Christiern II fils du roi de Jean, n'avoit pas reçu de la nature une de ces âmes grandes et fortes qui suppléent au vice de l'éducation, et son père ne lui avoit pas donné une éducation soignée, plus nécessaire encore aux esprits d'une trempe commune qu'aux autres. Il avoit annoncé de bonne heure le goût des plaisirs grossiers et des inclinations basses. On n'avoit rien fait pour prévenir leur naissance, on essaya trop tard de les réprimer. Inappliqué et ignorant, il paroissoit croire que le pouvoir le dispensoit d'instruction. Le sentiment confus de son incapacité et le desir de vivre sans contrainte, lui faisoient rechercher les sociétés les moins propres à lui donner des lumières et des moeurs. Sans principes réfléchis et sans élévation natu-

relle, avec des sens impérieux et des passions ardentes, il étoit facile de prévoir qu'il abuseroit de l'autorité; que sa personne inspirant le mépris, ces abus provoqueroient la résistance, et qu'il lui opposeroit la cruauté; et que ne répugnant au mal ni par réflexion ni par l'instinct d'un coeur généreux, il seroit capable de commettre les plus grands crimes. Une Hollandoise nommée Divicke, femme de basse extraction, qui n'avoit pour elle qu'une figure agréable, le matrisoit entièrement de concert avec sa mère Sigebritte, qui ne manquoit pas d'esprit ni d'une certaine habileté. Cette passion honteuse explique les désordres et les excès de Christiern, mais elle-même seroit inexplicable, si de tout temps il n'avoit pas incliné à la vileté et à la faiblesse. Deux ans après son avènement au trône, il avoit contracté une alliance brillante en épousant Isabelle soeur de Charles-quin^t princesse aimable et digne d'un meilleur sort. 1515.

Ce caractère et ces moeurs n'annonçoient pas un règne prospère. Le sénat de Danemarck en augura mal dès le moment où Christiern prit le sceptre, et ses crain-

tes furent bientôt justifiées. Le jeune roi établit de nouveaux impôts dans son royaume afin d'entretenir des troupes soldées, et il employa ces troupes pour extorquer encore de l'argent au peuple. La noblesse danoise fut révoltée avec raison du supplice injuste et illégal de Torben-Oxe, gouverneur du château de Copenhague, que Christiern avoit immolé à ses soupçons. Ce début n'étoit pas propre à faire desirer un changement aux Suédois qui se trouvoient heureux sous l'administration paternelle de Sture. Mais Christiern avide de pouvoir et d'argent, comme le sont toujours les hommes foibles et prodigues, espéroit obtenir l'un et l'autre en Suède, et travailloit sourdement à s'y former un parti. L'ambition inquiète de Gustave Trolle, archevêque d'Upsal, lui en fournit les moyens. Ce prétre que Sture avoit élevé à la première dignité ecclésiastique dans l'espérance de se l'attacher par ses bienfaits, ne cherchoit qu'une occasion de perdre son bienfaiteur. Jaloux des talens et de la réputation de l'administrateur, il ne voyoit dans une révolution qui replaceroit la Suède sous le joug du Danemarc, qu'une source de pou-

voir pour le clergé, et dans le pouvoir de son ordre que sa propre élévation. Egalement indifférent aux devoirs de son état et à ceux de citoyen, intrigant par besoin, factieux par vanité, il prêta facilement l'oreille aux propositions de Christiern, qui lui promettoit de le faire régner en Suède sous son nom, et il employa en effet toutes les ressources que lui fournissoient son crédit, sa place et son éloquence naturelle, pour susciter des obstacles et des ennemis à Sténon-Sture. Ses menées long-temps secrètes ayant été dévoilées, et lui-même ayant en quelque sorte annoncé ses projets ambitieux, en refusant de prêter serment aux Etats, l'administrateur l'avoit assiégé dans son château de Steke. Christiern accusa Sténon à Rome de faire une guerre injuste à un prince de l'église. 1517.

Léon X vouloit gagner le roi de Danemarck par ses complaisances, afin de placer beaucoup d'indulgences dans le Nord. Il fit juger l'administrateur et ses partisans par Birger, archevêque de Lund, et ils furent excommuniés. Sténon, sans être intimidé par les foudres de l'église, résolut d'employer la force pour soumettre et pour

punir l'archevêque. Celui-ci invoqua le secours de Christiern. Les Etats assemblés à Stockholm, ne virent plus dans Trolle qu'un traître qui appelloit les étrangers dans son pays, et le déposèrent solennellement. La plupart des membres, ne croyant pas que les dignités ecclésiastiques pussent soustraire un coupable à la juste sévérité des lois, sans peur parce qu'ils étoient sans reproches, apposèrent leur sceau à l'arrêt qui condamnoit l'archevêque. Brash évêque de Linkoepping, fut le seul qui craignit que cette démarche ne devînt funeste aux signataires, et pour se mettre en sûreté, il cacha sous son sceau une courte et formelle protestation contre la sentence qui déposoit l'archevêque. Artifice dicté par une prudence coupable, qui prouvoit qu'il n'avoit que des intérêts et point de principes.

Trolle déposé, le roi de Danemarck se regardant comme le vengeur de la dignité de l'église, saisit avec empressement cette occasion d'agiter et d'asservir la Suède, et
 1518. parut devant Stockholm à la tête d'une armée et d'une flotte nombreuses. Les Danois ayant reçu un grand échec près de

Ben-

Benkirha, Christiern feint de vouloir négocier, et au mépris de ses sermens il enlève des seigneurs suédois de la plus haute distinction qui lui avoient été donnés en otage, et fait voile avec eux pour le Danemarck. La Suède fut indignée de cette perfidie; mais les troubles excités par Trolle dans son intérieur l'obligèrent à différer sa vengeance.

Bientôt Christiern s'occupe de nouveaux préparatifs, et menace encore la Suède. Krumpen son général, pénètre par la Hallande dans la Westrogothie. Les deux armées se rencontrent près de Bogesund. 1520. Sture après avoir fait des prodiges de valeur, est mortellement blessé; il expire, et avec lui expire la résistance des Suédois. Sans chef et sans point de ralliement, ils sont battus en détail, et les provinces se soumettent aux Danois. Stockholm seule se défend avec autant d'opiniâtreté que de succès. Une femme d'un courage héroïque, digne épouse de Sture, animée du desir de venger la mort de son mari, et n'espérant rien de la générosité de Christiern, communique son intrépidité aux habitans de la ville. Les Etats assemblés à Upsal veulent

faire cesser les maux de leur patrie, et ne désespèrent pas d'intéresser Christiern lui-même au bonheur de la Suède. Présidés par ce même Gustave Trolle qui avoit sacrifié la liberté publique à son ambition, ils capitulent avec le roi de Danemarck, s'engagent à lui conférer le sceptre, et renouvellent l'union de Calmar. Christiern de son côté, promet une entière amnistie, et s'engage à garantir toutes les propriétés, à rendre la liberté aux prisonniers, et à ne mettre aucun impôt sur le peuple que du consentement des Etats. Ce contrat qui assure à Christiern tous les avantages qu'il avoit désiré d'obtenir, et par lequel les Etats cèdent tout ce que dans des temps plus heureux ils eussent craint de lui accorder, est le résultat des circonstances, l'ouvrage de la prudence qui reçoit des lois de la force; mais c'est un contrat solennel, on peut espérer qu'il sera respecté, et il paroît devoir appaiser les troubles de la Suède. Stockholm menacée de la famine et dont les habitans sont en partie gagnés ou intimidés par les émissaires de Christiern, lui ouvre ses portes. Vainqueur de la Suède et appelé au trône par les Etats, le roi de

NOV.
1720.

Danemarc se fait couronner avec la plus grande magnificence; mais les Danois seuls jouent un rôle dans cette cérémonie imposante, les Suédois sont condamnés à en être simples spectateurs; comme on n'a plus lieu de les craindre, on ne croit pas avoir besoin de les ménager; leur orgueil s'irrite de se voir négligé; l'indifférence qu'on leur témoigne les éclaire sur l'esprit de la cour, et leur fait redouter de nouveaux malheurs.

En effet, au milieu des cérémonies du couronnement qui sembloient devoir donner plus de force à ses obligations, Christian méditoit des crimes. Une autorité librement consentie lui paroissoit précaire, un pouvoir limité étoit à ses yeux un fardeau plutôt qu'un bienfait, et toute entrave légale une véritable insulte. Lié par les articles de la convention qui lui a procuré le trône, il se propose de les violer; mais afin de le faire impunément et d'appesantir un joug d'airain sur la Suède sans avoir de vengeance à redouter, il veut glacer les esprits par la terreur, en leur offrant un spectacle sanglant qui leur ôte jusqu'à l'idée de la résistance. Un barbier nommé Sla-

gheck, créature de Sigebritte, conseil ou confident de ce projet infernal, lui suggère de sacrifier à sa sûreté tous ceux qui ont osé concourir à la déposition de l'archevêque Trolle. Selon lui, cet exemple étouffera tout germe de trouble, affranchira Christiern de toute espèce de contrôle, lui procurera l'argent qu'il desire, et en satisfaisant son avidité et sa vengeance il paraîtra le défenseur de l'église, et ne fera qu'exécuter les arrêts du pape, qui n'a pas levé l'excommunication dont les juges de Trolle ont été frappés. Ce plan qui flatte à la fois l'intempérance de pouvoir et la vengeance impatiente de Christiern, est adopté et suivi. Le roi trouve des hommes assez vils pour se faire les instrumens de sa barbarie, et qui en même temps accusateurs et juges dans le procès qu'on intente aux sénateurs, s'abaissent à revêtir l'assassinat de formes légales. Des Suédois ne rougissent pas de se prêter à cet odieux ministère, et de servir de bourreaux au tyran de leur patrie. On accuse d'hérésie les victimes déjà dévouées à la mort, parce qu'elles ont prononcé un arrêt contre un archevêque, et on leur inflige la peine por-

tée contre les hérétiques. Quatre-vingt-quatorze personnages aussi respectables que respectés sont enveloppés dans la même proscription. Un même jour voit tomber les têtes les plus illustres. Les fêtes du couronnement sont interrompues par cette scène atroce; ou plutôt elle-même est pour Christiern la seule fête digne de lui. Des évêques irréprochables et purs qui prouvent leur religion par leurs vertus, des nobles plus distingués encore par leurs talens et leurs services que par leur naissance, des sénateurs blanchis dans des travaux honorables et qui n'ont jamais obéi qu'à la voix de la patrie et du devoir, sont décapités, sous les yeux d'un peuple immense, dont la juste fureur est contenue par de nombreux satellites, qui craint tout, n'espère plus rien, et lit l'arrêt de sa ruine dans le sang de ses généreux défenseurs. Les spectateurs n'osent même donner à ces malheureuses victimes des signes de leur compassion. Les larmes seroient un crime, les gémissemens même sont interdits; les émissaires de Christiern répandus parmi la foule épiant avidement les paroles, les gestes, les regards, pour ménager à Chris-

tiern de nouvelles jouissances en lui dénonçant de nouveaux crimes; un silence profond, universel, plus effrayant que les discours si les tyrans savoient l'entendre, exprime seul l'indignation et le désespoir qui oppressent tous les cœurs. Le féroce Christiern ne s'arrête pas à ces premiers forfaits, il paroît vouloir s'enivrer de sang pour s'étourdir. Les exécutions se succèdent à Stockholm avec rapidité. Après avoir rempli la ville de ses attentats, il court promener ses fureurs dans les provinces. Des gibets dressés par-tout, annoncent aux peuples l'arrivée de leur souverain. C'est en frappant indistinctement tout le monde qu'il observe l'amnistie solennellement promise à ceux-mêmes qui pourroient avoir été criminels. Il s'étoit engagé à ne voir nulle part des coupables, et l'on diroit que personne n'est innocent. Plus de six-cents victimes expirent dans les supplices. A la fin, fatigué de cruautés sans en être assouvi, il quitte la Suède, et court ensevelir dans son palais de Copenhague son opprobre et ses affreux souvenirs.

Christiern avoit cru étouffer dans les Suédois cet esprit d'indépendance et cette

ferté nationale qui luttoient depuis un siècle contre l'union de Calmar; mais il n'avoit fait qu'effacer pour toujours dans le sang les titres de cette union. Il avoit commis assez de forfaits, pour soulever tous les partis, et leur inspirer contre lui une haine immortelle; il n'en avoit pas commis assez pour jouir des fruits de son crime, et dans chaque Suédois il devoit revoir un ennemi. La souveraineté étoit partagée en Suède entre le prince et les Etats du royaume. Christiern, infidèle à ses sermens, avoit violé la constitution, et agissoit en souverain absolu. La force avoit renversé les barrières légales du pouvoir. Suivant l'esprit des gouvernemens mixtes, les Etats de Suède avoient le droit d'employer la force pour refouler le prince dans les limites de la constitution, et pour sauver leur part à la souveraineté. Tels étoient les principes de tout ce qu'il y avoit d'éclairé en Suède. C'étoit Christiern qui avoit fait le premier une révolution aussi sanglante qu'injuste. Les Suédois pouvoient combattre pour défendre leurs lois. D'ailleurs, le roi n'avoit employé son pouvoir usurpé qu'à immoler ceux qu'il devoit couvrir de sa pro-

tection; et ses crimes avoient mis le peuple dans une de ces situations désespérées où l'on ne prend conseil que de son désespoir, et où les excès de la tyrannie bouleversant l'ordre social, le frein des lois se brise, et l'on est appelé à la force, des abus de la force.

Les mêmes causes ont produit par-tout les mêmes effets; l'histoire toute entière prouve qu'il est un terme à la patience des hommes; mais entre tous les peuples, les Suédois étoient moins faits que les autres pour supporter tranquillement le comble de l'oppression et de la barbarie. Cette nation fière, généreuse et brave sait aimer et haïr avec une égale force; susceptible des impressions les plus vives, passionnée pour le sol qu'elle habite, quoique la nature y soit plutôt grande et pittoresque que féconde et libérale, elle puise dans sa pauvreté même l'amour de ses lois et le courage de tout sacrifier pour elles; la gloire et le patriotisme peuvent lui faire tout entreprendre, et la consolent de tout. Des âmes saines et énergiques, des corps vigoureux et bien constitués forment l'empreinte nationale. Un tel peuple sait beaucoup pardonner à qui

commande son admiration, et ne pardonne rien à qui excite à la fois son indignation et son mépris. Aussi les crimes de Christiern réunissent tous les Suédois dans un même sentiment. Un intérêt commun fait taire tous les intérêts particuliers; les haines et les animosités qui divisent les familles, cessent pour se porter toutes sur un même objet; les partis oublient ou ajournent leurs anciens démêlés; la fermentation est générale, mais elle est secrète et sourde; on ne peut ni se parler, ni se concerter librement; on est réduit à se deviner, et à désirer qu'il paroisse un homme capable de produire et de diriger un grand mouvement.

Le libérateur que le ciel destinoit à la Suède venoit d'échapper aux fers, et déjà il avoit revu sa terre natale: c'étoit Gustave Vasa. Il étoit né à Lindholm dans l'Up- 1490.
 lande; fils d'Eric Johanson, arrière-neveu du grand Sture, il tenoit à la maison des Folkungen, les anciens rois de la Suède. Elevé à sa cour, et entouré de grands exemples, il y avoit reçu une éducation simple et mâle. Le génie de Sture avoit deviné celui de Gustave. Ce jeune homme

avoit reçu de la nature une constitution robuste, une figure noble, une physionomie expressive et caractéristique. Il excelloit dans tous les exercices du corps: de bonne heure, il avoit annoncé un esprit vif et pénétrant, de l'élevation et de l'énergie. Le sentiment confus de ces avantages en un instinct de supériorité lui avoient fait prendre de l'ascendant sur tous les compagnons de sa jeunesse, et dans ses yeux il préluoit en quelque sorte au grand rôle qu'il devoit jouer un jour. A l'âge de vingt-quatre ans, il avoit paru à la cour de Stenon-Sture le jeune, et y avoit gagné tous les cœurs par ses grâces et par ses vertus. La lecture de l'histoire de son pays étoit son occupation favorite, et nourrissoit dans son âme le patriotisme, l'amour de l'indépendance de la Suède et la haine des étrangers. La conversation du savant évêque de Linkœping Hemming Gaden, l'attiroit plus fortement que les plaisirs et les distractions de son âge. Dans les guerres contre Christiern il avoit combattu aux côtés de l'administrateur, et s'étoit distingué par sa bravoure. Il étoit un des six otages que Christiern enleva et retint en prison contre la

foi des sermens. Comme si Christiern avoit pressenti de quelle importance il étoit pour lui que ce jeune homme ne retourât pas en Suède, il l'avoit mis sous la garde d'Eric Baner, gentilhomme jutlandois, en exigeant de lui une caution de six mille écus. Gustave ayant obtenu de Baner la permission de se promener dans les environs du château de Kallö où il étoit detenu, en avoit profité pour s'évader; arrivé à Lübeck il fut réclamé par Baner. Mais le sénat de Lübeck respectant les droits de l'hospitalité, touché de l'éloquence de Gustave, qui plaida lui-même sa cause, et voyant en lui un homme capable de combattre Christiern, dont la puissance commençoit à donner de l'ombrage aux villes de la Hanse, refusa de le livrer au roi de Danemarc, et lui fournit même des secours pour retourner en Suède. Gustave n'avoit désiré la liberté et ne l'avoit recouvrée que dans le dessein de la rendre à sa patrie. Plein de grandes pensées il avoit débarqué à Calmar; saluant avec des transports mêlés de douleur, cette terre ensanglantée et asservie qu'il se proposoit de purifier et d'affranchir d'un joug odieux; sans autres moyens que ses qualités

personnelles et le courage d'une âme forte, il espère de communiquer sa généreuse ardeur à ses concitoyens et de les armer contre le tyran.

Gustave réunissoit au plus haut degré tout ce qu'il falloit pour réussir dans une entreprise de ce genre chez un peuple tel que les Suédois. A un extérieur imposant, véritable sceau dont la nature marque ses favoris, et auquel les peuples ont plus d'une fois reconnu ceux qu'ils devoient suivre, Gustave joignoit une éloquence entraînant, et s'énonçoit dans sa langue maternelle avec autant de facilité que de force. Il étoit encore dans cet âge heureux de l'enthousiasme, que l'on pourroit appeler le temps de la floraison du génie, enthousiasme qu'il faut avoir pour en inspirer aux autres, et sans lequel on manque toujours de l'audace d'action; et il avoit déjà acquis cette puissance de raison qui fait combiner avec sagesse ce que l'enthousiasme exécute avec chaleur, et qui seule sait diriger ce levier moral. Son esprit étoit juste et réfléchi. Au défaut d'une grande richesse d'idées, il avoit une idée dominante, ce qui vaut peut-être mieux pour l'action; et

comme tous les hommes qui ont décidé le sort des nations, il avoit plutôt un grand caractère qu'un esprit vaste et profond. Tourmenté des malheurs de son pays et du projet d'y mettre fin, il apprend la mort tragique de son père qui a péri dans le massacre de Stockholm. Cette terrible nouvelle, loin de l'abattre, augmente son ardeur; et il marche à l'exécution de son plan, au milieu des images de sa patrie éplorée et de l'ombre de son père qui l'animent à la vengeance. La violation du contrat formel qui lioit la Suède à Christian, l'usurpation de la souveraineté et l'usage qu'il a fait d'un pouvoir usurpé pour commettre des crimes atroces, sont les titres de Gustave à cette grande entreprise; ses motifs sont le patriotisme, la tendresse filiale, et la gloire plus que l'ambition; ses vues, d'expulser les Danois et de donner aux Etats de la Suède la liberté de s'assembler pour régler le gouvernement; ses moyens, la conscience qu'il a de ses forces et de ses talens, le mépris de la vie et la connoissance du caractère et du malheur de ses concitoyens. Il part de Calmar pour sonder les dispositions du peuple; mais

dans cette partie de la Suède la crainte glace tous les esprits; son beau-frère Joachim Brahé, qu'il va voir dans son château en Sudermanie et à qui il dévoile ses desseins, refuse de s'associer à lui; sa soeur emploie même tout ce que la tendresse peut dicter de plus pressant pour le détourner de son entreprise: il la quitte, et dirige sa route vers la Dalécarlie. Cette province située au nord-ouest de la Suède, est habitée par un peuple simple et pauvre, brave et ardent, facile à enflammer, ennemi de la servitude, et qui vivant isolé, a mieux conservé les traits primitifs de la physionomie nationale. Les Dalécarliens tiennent d'autant plus fortement à leur pays qu'ils n'en connoissent point d'autre; plus énergiques qu'éclairés, ils sont capables de tout. Leur nourriture est simple et frugale, ils ne boivent que de l'eau; mais s'ils ont peu à perdre, ils sont d'autant plus indifférens à la vie et plus prêts à la sacrifier. C'est

1521. vers eux que Gustave dirige ses pas. Pour mieux leur plaire, il adopte leur costume. Les cheveux coupés à leur manière, couvert d'un chapeau rond, revêtu d'un habit grossier, et la hache sur le dos, il erre

dans les forêts, et se met au service d'un paysan. Son air noble perce à travers son déguisement: il est reconnu, et il se voit au moment d'être livré aux émissaires de Christiern. Poursuivi par ses ennemis, trahi par des amis perfides, caché tantôt dans une grange *) et tantôt dans une charrette, ses dangers se succèdent, ses aventures se multiplient et donnent à cette partie de sa vie la couleur et l'intérêt d'un roman. Aux fêtes de Noël il arrive à Mora, le chef-lieu de la Dalécarlie, au milieu des paysans de la contrée que la solennité rassemble; il se découvre à eux, il les harangue; son éloquence agreste et fière comme la nature qui l'environne, les enflamme. Deux-cents 1521.

*) Tous les endroits où Gustave a séjourné et où il a été recueilli dans sa fuite, ou plutôt dans sa marche glorieuse, ont été religieusement conservés en Suède comme autant de monumens nationaux; les pères les montraient avec respect aux enfans. Le gouvernement a même consacré une rente annuelle pour leur entretien. Charles X dans son voyage à Fahlun, assigna une somme pour la grange où Gustave avoit travaillé. La couronne paye annuellement encore pour l'entretien d'une maison à Ornay où il a demeuré. Cette espèce de culte fait l'éloge de l'homme qui a mérité d'en être l'objet, du peuple sensible qui le lui rend, des rois qui ne craignent pas ces grands souvenirs; et doit répandre sur toute la contrée une sorte de charme poétique.

Dalécarliens prennent les armes et le suivent. C'est avec eux qu'il commence sa grande entreprise.

A peine a-t-il levé l'étendard que son armée augmente. Il suffisoit de donner le signal aux Suédois. La révolution étoit déjà faite dans tous les coeurs. Trolle oppose des troupes à Gustave, il les bat avec le secours d'Olof Bonde, le compagnon de ses travaux; cet avantage qu'il remporte sur un corps de six mille hommes, accroît encore le nombre de ses partisans, et il publie un manifeste contre Christiern, dans lequel il lui reproche l'usurpation du trône, la violation du contrat par lequel il avoit voulu sanctionner son pouvoir, et le massacre de Stockholm; et lui rappelle que ne lui ayant jamais prêté serment, il peut et doit être l'organe de l'indignation générale et du voeu de la nation. La victoire de Westeräs donne à cet écrit une force entraînante et des succès rapides. Mais Gustave plein de respect pour la constitution et les lois de son pays, veut d'autres titres que ceux que lui donnent ses talens et son zèle; il sait que les Etats de Suède peuvent seuls lui donner une autorité légale,

et

et légitimer son entreprise, et il se hâte de les consulter. Ils s'assemblent à Wadstena; ^{1521.} il leur expose avec chaleur les malheurs de la patrie, les dangers qu'elle court, les ressources qu'elle peut trouver dans leur courage; il parle avec modestie de ce qu'il a fait, s'étend sur les mesures qu'il faut prendre, et ouvre à la Suède des perspectives de bonheur et de gloire. Les Etats l'écoutent en silence, et ne rompent ce silence que pour le remercier de ses services et lui en demander de nouveaux. La reconnaissance et l'admiration font taire les petites passions de la vanité et de l'envie; elles cèdent elles-mêmes au mouvement général, et la voix unanime nomme Gustave administrateur du royaume. Bientôt il justifie cette confiance par de nouveaux exploits, et fait le siège de Stockholm. Lubeck lui envoie des secours; mais la politique de cette ville puissante ne lui permet pas de favoriser de tout son pouvoir l'entreprise de Gustave; elle voudroit prolonger les troubles de la Suède, et tenir le commerce de la Baltique dans sa dépendance, en éternisant dans le Nord les factions et les partis. Cependant la bonne cause triomphe par-tout, les pla-

ces fortes se rendent successivement à Gustave; les Danois ne sont pas assez nombreux pour se soutenir dans une contrée où ils rencontrent des ennemis à chaque pas; la Suède toute entière reconnoît l'autorité de l'administrateur; déjà il attaque le roi de Danemarc dans ses propres états. Stockholm seule résiste encore.

Christiern auroit peut-être opposé plus d'obstacles aux progrès toujours croissans de Gustave, si le Danemarc étoit resté tranquille et soumis; mais l'avidité et la barbarie de Christiern y avoient aussi produit un mécontentement général. A l'exception des créatures et des suppôts du roi, toute la nation, en apprenant le massacre de Stockholm, avoit partagé l'indignation des Suédois, et gémi de l'opprobre que cet attentat pouvoit faire rejaillir sur le nom danois. Ce peuple naturellement calme et réfléchi, irrité de tant de crimes, supportoit avec peine l'administration tyrannique de Christiern. Ce forcené avoit violé en Danemarc la constitution du royaume, et y avoit, comme en Suède, usurpé la souveraineté toute entière, qu'il devoit partager avec les Etats. Le sénat encouragé par

l'exemple des Suédois s'assemble à Wybourg 1523.
 en Jutlande, dépose solennellement Christiern, lui fait signifier cet arrêt par Magnus Munck juge du pays, et place sur le trône Frédéric duc de Holstein. Dans ce moment terrible où on le dépouille de ses couronnes et où les peuples le repoussent de leur sein, Christiern se montre aussi lâche qu'il avoit été cruel. Poursuivi par la haine de ses sujets, il n'essaie pas même de défendre ce pouvoir qu'il a augmenté par les mesures les plus illégales; il se hâte de charger sur une flotte ce qu'il a de plus précieux, ses trésors et l'indigne Sigebritte, et se sauve dans les Pays-bas avec l'espérance trompeuse d'armer Charles-quin^t son beau-frère en sa faveur.

Cet événement heureux consomme le grand ouvrage que Gustave a commencé. Stockholm capitule et lui ouvre ses portes; la Suède est purgée des étrangers qui l'oprimoient. Désormais elle n'a plus lieu de craindre le Danemarck. Frédéric mal affermi sur le trône ne songe qu'à s'y maintenir. Les Etats de Suède assemblés à Strängnass déferent solennellement la couronne au libérateur de la patrie; l'intérêt 1523.

général qui veut que la première place soit fixée irrévocablement, et que pour rétablir l'ordre public l'autorité soit forte et concentrée, attache les Suédois à la monarchie, la reconnoissance à Gustave. Content d'avoir affranchi son pays, il ne voit dans cet honneur qu'un fardeau, et refuse de l'accepter. Cette modération n'étoit pas feinte. Gustave étoit ambitieux, mais il ne connoissoit pas cette ambition hypocrite, qui veut réunir les jouissances du pouvoir aux honneurs d'une sagesse apparente, et qui joue le désintéressement. Le refus qu'il fit du trône fut dicté par la crainte des factions, des jalousies et des haines que son élévation pouvoit faire naître, ou ne fut peut-être qu'un hommage involontaire, rendu par une âme noble et pure aux devoirs difficiles de la première place. Vaincu par les larmes et les sollicitations de ses concitoyens, il céda aux desirs des Etats de la Suède, et reçut le sceptre de leurs mains. Au défaut de l'ambition, le patriotisme lui faisoit une loi de ne pas persévérer dans sa résistance. Lui seul pouvoit empêcher que la Suède ne tombât dans les convulsions ou dans la

servitude dont il l'avoit glorieusement tirée. Lui seul pouvoit consolider son bel ouvrage. Pendant un règne de vingt-sept ans, il justifia les espérances des Suédois, et par un heureux mélange d'activité et de prudence, de force et de mesure, de clémence et de sévérité, il se montra toujours à l'unisson des circonstances. Elles furent souvent critiques, les intrigues du clergé, les menées du roi détrôné, la jalousie de quelques nobles, le caractère inflammable des Dalécarliens qu'il étoit facile d'égarer, entretenrent long-temps en Suède une fermentation sourde, et amenèrent même des conspirations et des révoltes; mais le génie et la vertu de Gustave triomphèrent de tous ces dangers, et malgré tous les obstacles, fidèle à son plan, et marchant à son but avec une sage lenteur, il établit en Suède la Réformation.

La paix avoit été conclue avec le Danemarck à Malmö, et l'union de Calmar formellement annulée. Les talens de Gustave purent s'exercer dans une nouvelle sphère, et y jetèrent un éclat plus durable et plus doux. Tant qu'il porta le titre d'administrateur, il ne fut que guerrier; 1524.

devenu roi, il prouva qu'il savoit faire la guerre sans l'aimer, et développa toutes les qualités d'un grand administrateur. Tout avoit dépéri en Suède au milieu des guerres civiles et sous le sceptre de fer de Christiern. Il falloit tout reproduire et tout régénérer. Autant Gustave avoit montré d'enthousiasme et de vivacité en délivrant la Suède du joug de l'oppression, autant il montra de réflexion et de force d'arrêt dans la marche qu'il suivit pour lui faire trouver le bonheur dans la liberté. Ici la précipitation auroit été aussi dangereuse que la lenteur l'eût été dans la première partie de sa vie publique. On vit avec étonnement ce héros naturellement ardent et impétueux, préparer de loin les changemens qu'il méditoit, et amener les réformes par des gradations insensibles. Le clergé toujours factieux, entretenoit des intelligences avec l'étranger; plus riche que les autres ordres de l'état, il ne portoit pas avec eux le fardeau des dépenses publiques. Gustave vouloit lui donner une organisation qui ne lui permit pas de troubler la tranquillité du pays, le soumit à l'autorité royale, et fit servir ses trésors à payer les dettes de

la Suède. Le moyen le plus expéditif étoit d'établir la religion luthérienne dans le royaume. Mais on ne commande pas l'opinion, un législateur sage l'éclaire. Gustave connoissoit trop sa nation pour toucher sans ménagement aux idées reçues. Il avoit appris à connoître la doctrine des réformateurs pendant son séjour en Jutlande; il tenoit aux nouveaux principes par conviction et par politique: ils lui paroissent vrais, et ils pouvoient lui être utiles; c'étoit plus qu'il ne falloit pour desirer de les répandre. Cependant il se contenta d'abord de favoriser la propagation de la religion luthérienne, attira des prédicateurs de cette communion en Suède, et fit traduire la bible dans la langue du pays. La haine que le peuple portoit au clergé qui avoit toujours été l'ennemi de son indépendance, avoit rejailli sur la doctrine qu'il professoit, et les esprits se détachent de la religion catholique par éloignement pour ses ministres. Les idées des réformateurs plaisoient par leur simplicité à cette nation d'un sens droit et simple; d'ailleurs, le pouvoir des papes n'avoit jamais été en Suède aussi grand qu'ailleurs; la distance

rendoit les communications plus difficiles; la pauvreté même du pays ne pouvant exciter l'avidité ni l'attention de la cour de Rome, elle étoit plus indifférente à son sort. Toutes ces circonstances facilitoient l'exécution du plan de Gustave. En attendant le moment de frapper un coup décisif, il oblige le clergé à contribuer à l'acquiescement des dettes de l'état. Les dépenses annuelles *) dépassoient considérablement les revenus. On devoit de fortes sommes aux Lubeckois. Les ecclésiastiques prévoyant le danger qui les menace, espèrent de l'éloigner en faisant des sacrifices, et concourent à couvrir les besoins publics.

1527. A la diète de Westeräs Gustave fait un pas de plus. Bien loin de s'opposer à l'abaissement du clergé, la noblesse le souhaite, elle compte s'enrichir à ses dépens, et augmenter son influence politique en lui faisant perdre la sienne. Les paysans et les bourgeois, plus dépendans du trône, lui sont entièrement dévoués. Les terres des églises et des cloîtres sont incorporées aux

*) Les dépenses montoient à 77000 marcs d'argent; la recette à 24000. On en devoit aux Lubeckois 77000.

domaines de la couronne. La religion luthérienne est formellement introduite en Suède, mais Gustave conserve la hiérarchie par ménagement pour les anciennes habitudes, et afin de donner à la religion des formes plus imposantes. Laurent Pétri disciple de Luther, occupe le siège d'Upsal, et devient primat du royaume. 1531.

Ce grand ouvrage terminé, Gustave dirigea son attention sur les moyens d'accroître la richesse nationale de la Suède. Les mines furent exploitées avec plus d'activité et de succès. Des directions éclairées, des encouragemens distribués avec sagesse développèrent des germes d'industrie. La stabilité de l'ordre public excitoit aux entreprises utiles. Sûr de jouir des fruits de son travail, on travailla avec plus d'ardeur. Le commerce de la Suède n'enrichissoit que les villes de la Hanse. Lubeck surtout dominoit dans la Baltique, et dictoit des lois aux Suédois. Ils lui vendoient les productions de leur sol, ils n'achetoient que d'elle les objets de leurs besoins, et faute de concurrence ils'achetoient et vendoient avec perte. Gustave affranchit son pays de ces entraves; il créa la marine, et

apprit aux Suédois à gagner eux-mêmes ce qu'ils faisoient gagner à leurs avides voisins; en mettant des impôts sur les spéculations des Lubeckois, il fournit à ses sujets les moyens de former des entreprises de commerce lucratives et brillantes. Bientôt le pavillon suédois fut respecté sur la Baltique, et se montra avec succès dans les mers voisines. La Suède fut moins pauvre, et devint une véritable puissance. Ses accroissemens fixèrent l'attention des autres états. On rechercha son alliance. La France s'unit avec elle. Cette union faisoit honneur à la sagacité politique de François I; la Suède offroit un débouché précieux à l'industrie et au commerce des François; elle pouvoit un jour inquiéter la maison d'Autriche en Allemagne. Cette alliance devoit être durable, car elle reposoit sur les vrais intérêts des puissances contractantes et sur des rapports permanens et fixes. La Suède n'avoit rien à craindre de la France trop éloignée pour lui nuire, et pouvoit attendre d'elle au besoin de l'appui et du secours. Gustave avoit justifié les espérances des Suédois, ils jouissoient sous son sceptre de tous les avantages de l'ordre social; sûreté

et protection dans l'intérieur, considération au dehors. Les États solennellement assemblés à Westerås acquittèrent la dette de la reconnaissance nationale, et rendant un nouvel hommage à Gustave, ils déclarèrent la couronne héréditaire, et fixèrent le sceptre dans sa maison. C'étoit donner une garantie solide à la liberté publique, assurer l'indépendance de la Suède, éteindre les anciennes factions en prévenir de nouvelles, et imposer à la famille de Wasa l'obligation sainte de ne pas dégénérer, et de conserver avec le pouvoir suprême ses titres originaires à cette haute élévation. 1544.

La Suède fut heureuse et tranquille sous l'administration de Gustave, à quelques légers mouvemens près, qui furent presque aussitôt apaisés qu'excités. Le Danemarck n'eut pas le même bonheur. Frédéric I duc de Holstein, oncle de Christiern, avoit accepté la couronne que les Etats lui avoient offerte après la fuite de son indigne neveu. La noblesse avoit profité des circonstances pour augmenter son pouvoir. Les classes inférieures avoient été oubliées dans la capitulation conclue entre Frédéric 1523.

et les seigneurs, et les avantages que les nobles obtinrent furent un principe de malheur pour eux-mêmes, pour le roi, pour les paysans, et pour l'état tout entier. Les amis de Christiern en prirent occasion de soulever les esprits en sa faveur et de lui procurer des partisans. La tyrannie avoit pesé sur tous les individus, ou les avoit du moins tous indistinctement menacés. Mais il fut facile de persuader au peuple, toujours à la fois déliant et crédule, que Christiern n'avoit eu d'autres vues que celle d'adoucir son sort en sévissant contre la noblesse. Ces idées se répandant de plus en plus dans la Norvège et le Danemarck, donnèrent de justes inquiétudes au roi Frédéric, et à Christiern les moyens de troubler son règne. Il n'avoit jamais abandonné le projet de remonter sur le trône; c'étoit sur le Danemarck et sur la Norvège qu'il avoit porté ses espérances, soit qu'il désespérât de triompher du génie de Gustavo, soit qu'il pensât avec raison, qu'un peuple tel que les Suédois ne se réconcilioit pas avec son bourreau. Il

1523. avoit fait une première tentative sur le Danemarck avec une armée qui pénétra dans

la Jutlande, mais l'activité de Frédéric et le défaut d'argent l'avoient obligé de renoncer à son entreprise. Réfugié dans les Pays-bas, il entretenoit des intelligences avec ses anciens sujets, ne cessoit pas de solliciter des secours de Charles-quin^t, et faisoit tous les préparatifs que les emprunts qu'il avoit ouverts lui permettoient de faire. Frédéric inclinait à la doctrine des réformateurs. Augmenter leur pouvoir en abaissant celui du clergé, accroître leurs revenus en confisquant ses biens, étoit à cette époque le dessein plus ou moins prononcé de tous les souverains. Frédéric ne pouvoit pas hasarder un changement subit et total. Il s'étoit contenté d'accorder aux protestans la liberté du culte; c'étoit un 1527. moyen à la fois sûr et doux de propager la nouvelle doctrine. Quelque mesurées que fussent ces démarches, elles auroient servi la cause de Christiern, si lui-même ne s'étoit pas déclaré assez hautement pour la Réformation, et n'avoit pas même contribué à ses progrès lorsqu'il étoit sur le trône. Cependant, malgré la connoissance qu'on avoit de sa façon de penser, les Norvégiens s'imaginant qu'il étoit plus

attaché à l'ancienne religion que Frédéric, favorisoient ses projets de descente, et lui avoient même fait passer de l'argent. Avec ces secours et ceux que lui avoit donnés Charles - quint, il lève une armée de dix mille hommes et l'embarque en Hollande. Une tempête disperse et brise une grande partie de ses vaisseaux sur les côtes de la Norvège, et il arrive avec les débris de sa flotte à Oplslo. Les premiers momens qui suivirent ce malheur, furent assez brillans pour l'effacer, et de nature à donner à Christiern des espérances flattenses. Les Norvégiens accourent en foule sous ses drapeaux; les nobles et le clergé le reconnoissent pour leur souverain légitime, lui prêtent hommage et lui accordent des subsides. Christiern fait le siège d'Aggerhuus. Gyllenstierna défend avec succès cette citadelle importante, et donne le temps à Frédéric d'armer pour le secourir. Les secours que reçoit la place, obligent Christiern à se retirer, et une malheureuse expédition qu'il tente en Suède, ne lui laisse plus d'autres ressources, que de s'enfermer dans Oplslo. Bientôt réduit à ne pouvoir plus se défendre ni s'évader, il se voit dans

la nécessité de négocier avec ses ennemis. Gyllenstierna et les autres généraux danois lui promettent de lui procurer une entrevue avec le roi Frédéric, et dans tous les cas ils lui garantissent la liberté de se retirer en Norvège. Christiern qui a si souvent trahi sa foi, ne soupçonne pas que les autres peuvent manquer à la leur, et se croyant à l'abri de tout danger, il s'embarque sur la flotte danoise et fait voile vers Copenhague; mais Frédéric condamne la précipitation de ses généraux, désavoue leur conduite, refuse de ratifier leurs engagements, et ordonne d'enfermer Christiern dans le château de Sonderburg sur les côtes du Schleswig. Christiern est resserré dans une étroite prison. Il y consuma ses jours dans les regrets et dans les remords: sa captivité fut longue. Il vécut encore douze ans après sa détention. Frédéric et Gyllenstierna furent absous dans l'opinion publique par la haine profonde que l'on portoit à Christiern. Il avoit tellement outragé l'humanité qu'il n'obtint pas même de la pitié, et ses malheurs parurent au-dessous de ses forfaits.

Frédéric mourut l'année de la détention 1533.

de Christiern. Ce prince n'avoit eu ni de grands vices ni de grandes vertus. Sa douceur et sa modération étoient plutôt des qualités de tempérament que des habitudes réfléchies. Les nobles lui avoient fait espérer que son fils Christiern lui succéderoit, mais la noblesse préféroit de choisir un prince qui n'eût aucune espèce de droit au trône, et à qui elle pût faire la loi. Le clergé qui craignoit pour son existence, vouloit un prince catholique. La monarchie élective est de toutes les formes la plus vicieuse. Le Danemarc en fit la triste expérience. La première place de l'état étant vacante, toutes les ambitions se réveillèrent, le royaume fut agité par les intrigues et déchiré par les factions que l'étranger y entretenoit, et au milieu de tous ces maux, il courut encore la chance de faire un mauvais choix. Ce fut une ville peu importante dans la balance générale des intérêts de l'Europe, qui joua le premier rôle dans les troubles du Danemarc. Lubeck, la plus puissante des villes anseatiques, voyoit avec douleur les entraves que la Suède avoit mises à son commerce; elle redoutoit l'ascendant que les Flamands

com-

commençoient à prendre dans la Baltique. Craignant d'essuyer de nouvelles pertes si un gouvernement ferme et stable s'établissoit dans le Danemarck, elle avoit résolu d'y perpétuer les divisions, et de tâcher de démembrement le royaume. Ce projet étoit né dans la tête active et inquiète de George Wullenwever, bourgmestre de la république. C'étoit un de ces hommes d'une immoralité hardie, qui jouent au hasard l'existence et le bonheur des peuples, et qui s'imaginent que la supériorité de leur esprit leur donne le droit de ne voir dans les hommes que des élémens de combinaisons et de calcul, dont ils peuvent disposer en maîtres absolus. Ce démagogue ambitieux avoit substitué des formes plus démocratiques à l'ancienne aristocratie de Lubeck, afin de gouverner la république avec plus de facilité. En effet, il avoit acquis un crédit sans bornes sur ses concitoyens, qui suivoient aveuglément ses conseils. Un étranger, nommé Maro-Meier, naturalisé à Lubeck, homme entreprenant, plein de talens et de courage, étoit devenu le confident et l'instrument des projets de Wullenwever. Ces deux mauvais gé-

nies conspirent contre la tranquillité du Nord, et jurent la ruine du Danemarc.

Le sénat gouvernoit le Danemarc pendant l'interregne qui avoit suivi la mort de Frédéric, et paroissoit vouloir le prolonger. Chrétien duc de Holstein, fils de Frédéric, pressoit son élection, mais on le payoit d'espérances vagues. Wullenwever se fait députer à Copenhague pour assurer par ses négociations l'empire des Lubeckois dans la Baltique, ou plutôt pour observer de près les dispositions des esprits, et se former un parti dans le Danemarc même. Il vit que la nation étoit divisée. La noblesse dont le pouvoir s'est accru et qui en a déjà abusé, veut encore l'augmenter. Les paysans et les bourgeois, jaloux de sa puissance, irrités de ses vexations, peu éclairés sur leurs véritables intérêts, sont prêts à saisir et à suivre toutes ces idées de révolution toujours séduisantes pour un peuple mécontent, et qui égarent même quelquefois les peuples qui ne sont pas malheureux. Les plans de Wullenwever s'étendent avec ses espérances. Déjà il veut morceler le Danemarc en plusieurs petits états, et présentant aux villes l'appât de la souverai-

neté, les faire entrer dans la ligue anséatique où Lubeck les dominera. George Mynter, bourgmestre de Malmö, et Ambroise Bogbinder, bourgmestre de Copenhague, entrent dans ses vues; les perspectives que Wullenwever leur ouvre, flattent leur ambition, et ils le secondent de tout leur pouvoir. Ces ennemis de leur patrie avoient plus d'ambition que de talens et d'habileté, et plus d'habileté que de moyens de puissance; mais ils se proposent de les multiplier en bouleversant tous les rapports de l'ordre social, et ils y réussissent. Lubeck suit l'impulsion que son premier magistrat lui donne. Ne pouvant obtenir du sénat de Danemarc ce qu'il desire, ce factieux allume la guerre. Les républiques aiment la guerre autant que les autres états; dès qu'elles se sentent des forces. Le pouvoir d'entreprendre a toujours rencontré ou allumé le desir de faire des conquêtes. Le commerce avoit tellement enrichi Lubeck à cette époque, et les états voisins avoient si peu de ressources, que la république pouvoit espérer de grands succès. Les armemens qu'elle fait sortir de son port, les entreprises qu'elle forme,

les troupes qu'elle prend à sa solde, prouvent mieux que tous les raisonnemens, que la richesse nationale est une des bases principales de la puissance, et que le travail est la véritable source de la richesse. La république met à la tête de ses troupes Christophe comte d'Oldenbourg, parent du duc Chrétien. Brave et sans fortune, il ne peut que gagner aux expéditions hasardeuses, et il doit les aimer. Les Lubeckois comptent que son impuissance leur garantit sa docilité, et qu'il sera dans leurs mains un instrument utile. Christophe porte ses vues plus loin, et il espère d'acquérir par ses services assez d'ascendant pour mettre le sénat dans la nécessité de lui obéir. Wullenwever, afin de cacher ses projets ambitieux et de rallier à lui un parti considérable, annonce que Lubeck veut replacer Christiern II sur le trône; et en même temps il soulève le peuple contre la noblesse, et lui permet la licence et le pillage comme des gages de sa liberté. L'autorité du sénat expire. La Norvège, les îles danoises et la Scanie se soumettent à Christophe, et proclament Christiern II. Par-tout les paysans se portent aux plus

funestes excès. Egarés par des ambitieux qui veulent allumer toutes leurs passions pour en profiter, ils ne voient dans les grandes propriétés qu'une inégalité injuste et oppressive. Cette doctrine légitime à leurs yeux tous les crimes, et ils font aux propriétaires une guerre active et cruelle. Le Danemarc qui se déchire lui-même, devient la proie facile de Christophe; Copenhague elle-même ouvre ses portes, et il ne reste plus que la Jutlande à conquérir.

Le sénat qui s'y est réfugié, sent que le seul moyen de sauver le Danemarc est de nommer un roi dont le pouvoir légitime rassure les propriétaires tremblans, calme ou contienne le peuple, protège tous les ordres de l'état, et prévienne le démembrement du royaume en créant un centre d'action. On offre la couronne à Chrétien fils du roi Frédéric, qui l'accepte et prend le nom de Chrétien III. Ce prince inspire 1534. la confiance par ses vertus et par ses talens. Son activité et sa modération justifient le choix du sénat. L'existence d'un souverain légitime donne un point de ralliement aux forces divergentes, à tous les amis de l'ordre et des lois. Chrétien III

travaille à reconquérir ses états, et il est secondé par Gustave, qui craint également le nom de Christiern II, les projets de domination des villes de la Hanse, et la contagion de la révolte. Les flottes de Lubeck reçoivent des échecs multipliés. Les Suédois remportent sur une partie de l'armée de Christophe à Helsingbourg un avantage décisif. Les Danois eux-mêmes le battent complètement près d'Assens en Fionie, et cette victoire permet à Chrétien III d'assiéger Copenhague. Elle fait une longue résistance. Animés par les discours et l'exemple des chefs de l'insurrection qui leur persuadent que le roi médite de terribles vengeances, les bourgeois se soumettent à toutes les privations plutôt que de se rendre. Cependant Lubeck éclairée par l'événement sur la folie des projets et l'atrocité des moyens de Wullenwever, lui ôte sa confiance, regrette ses sacrifices, et refuse d'en faire de nouveaux. Elle entame des négociations avec Chrétien, la paix se conclut durant le siège de Copenhague, paix avantageuse au roi de Danemarck et qui replace ses ennemis dans l'état où ils étoient avant la guerre. A la fin, la fa-

mine qui devient tous les jours plus pressante et plus cruelle, oblige Copenhague elle-même à ouvrir ses portes et à reconnaître son souverain. La clémence de Chrétien lui gagne tous les cœurs, il sait pardonner à des sujets égarés, et la vue de ce qu'ils ont souffert lui fait oublier tout ce qu'ils ont pu commettre. Christophe, et Albert de Mecklenbourg qui à partagé avec lui le commandement des armées, se retirèrent en Allemagne, couverts de honte et chargés des malédictions des peuples. Les auteurs de ce grand mouvement qui menaçoit de bouleverser tout le Nord, périrent tous de mort violente: foible expiation des larmes et du sang qu'ils avoient fait répandre. Marc-Meier expira à Elsenœur dans les supplices de la roue. Le sénat de Lubeck prononça l'arrêt de mort contre Wullenwever absent et fugitif, et l'archevêque de Brême le fit exécuter. Bogbinder prévoyant sa condamnation, s'empoisonna. Mynter seul échappa à la peine par le repentir, et conserva même sa place de bourgmestre. Il s'étoit rangé du parti de Chrétien III avant la fin de la guerre, et il lui avoit même rendu des services aux sièges de Malmö et de Copenhague.

Ainsi se termina une guerre sanglante qui sans la sage fermeté de Chrétien III et la prévoyance active de Gustave Wasa auroit pu changer entièrement les rapports politiques du Nord, et créer un essaim de petites républiques foibles et dépendantes, à la place de royaumes libres et puissans, capables de se défendre et de protéger les autres états. Peut-être même les maximes subversives de l'ordre légal, dont Wullenwever et ses complices enviroient les paysans, relâchant tous les liens de la société, rompant les habitudes, et armant les classes inférieures contre les autres, auroient amené des siècles de crimes et d'anarchie. Les projets de Wullenwever n'étoient pas ceux d'un esprit ordinaire, et il ne lui a peut-être manqué que de réussir, pour obtenir un brevet de génie et pour se faire pardonner la profonde immoralité de ses vues et de ses moyens, par tous ceux qui n'ont d'autre mesure de leurs jugemens que le succès, et qui voient toujours un grand bien dans un grand mouvement.

Les troubles du Danemarck étant apaisés, Chrétien III songea aux moyens de

consolider son pouvoir et d'assurer la tranquillité publique. Les évêques oubliant leurs devoirs et ne consultant que leurs passions, avoient soufflé le feu de la discorde au lieu de travailler à l'éteindre. Chrétien crut que son autorité ne seroit affermié, et le Danemarç heureux, qu'après l'abaissement de cet ordre redoutable par sa puissance, ses richesses, son crédit, et par l'abus qu'il en faisoit. Les principes des réformateurs déjà adoptés secrètement par la grande majorité de ses sujets, lui fournissoient des facilités précieuses pour réaliser ses vues. Il convoqua les Etats à 1536. Copenhague. Le clergé y avoit peu d'amis. On y prit des mesures décisives contre lui. Par le recès que les Etats publièrent, les évêques furent dépouillés de leurs biens, les revenus ecclésiastiques furent appliqués à des objets d'utilité générale; pour l'organisation de l'église on se rapprocha de celle de Suède, et c'est de cette époque qu'on peut dater l'établissement de la religion protestante dans le Danemarç..

Les événemens que nous venons de retracer, ont assuré au Danemarç et à la Suède l'indépendance nationale; et depuis ce

temps ces deux états ont fait partie de la grande république européenne. L'identité de religion et de culte les unit de bonne heure aux protestans d'Allemagne, et nous les verrons mettre un grand poids dans la balance qui porte les intérêts politiques et religieux. Le voisinage et la mesure presque égale de leurs forces devoient donner à la Suède et au Danemarck des craintes réciproques, et leur dicter des mesures de prévoyance qui pouvoient aisément dégénérer en mesures hostiles. En effet ces deux puissances quelquefois réunies par un danger commun ou des raisons d'état d'une importance majeure, ont presque toujours été les ennemies naturelles l'une de l'autre.

CHAPITRE XVI.

Fluctuations religieuses de l'Angleterre. Elle se sépare de Rome. Mort de Henri VIII; son fils Edouard VI prépare les voies à la Réformation. Marie rétablit la religion catholique dans son intégrité.

La cour de Rome avoit perdu la Suède et le Danemarck; elle perdit encore l'Angleterre: Cette contrée rompit les liens de dépendance qui l'attachoient au pape, et secoua son autorité sans abjurer la doctrine de l'église; bientôt elle abjura cette doctrine elle-même, la reprit, la quitta de nouveau. Ces changemens continuels dans le système religieux amenèrent des vacillations fréquentes dans le système politique de l'Angleterre. Selon qu'elle s'éloignoit ou se rapprochoit du pape et de l'ancienne doctrine, elle se rapprochoit des états protestans ou s'éloignoit d'eux; et alternativement amie ou ennemie de la maison d'Autriche, la première des puissances catholiques, elle secondoit ses projets ou s'opposoit à ses desseins.

Ce fut un prince qui s'étoit toujours déclaré le champion et le défenseur de la

cour de Rome, et qui l'avoit servie de ses armes et de sa plume, qui prépara les révolutions religieuses de l'Angleterre, révolutions beaucoup plus importantes par leurs suites qu'elles ne le parurent dans leur principe, et qui frayèrent la route à de grandes innovations politiques.

Henri VIII tenoit à la religion catholique par conviction, par habitude et par orgueil. Instruit sur les matières de controverse, plus que les souverains ne peuvent et ne doivent l'être, il se croyoit un théologien profond, et n'avoit pas dédaigné de combattre Luther à armes égales. Il avoit publié contre lui un traité sur les sacremens, qui n'est pas sans mérite si l'on considère le temps où il parut, le rang de l'auteur et la nature du sujet. Luther qui ne ménageoit personne, avoit répondu à Henri avec sa violence ordinaire, et ne l'avoit pas traité avec le respect dû aux souverains. Cette circonstance avoit augmenté l'éloignement du roi d'Angleterre pour les principes des réformateurs. Léon X l'avoit lié plus fortement au St Siège, en lui donnant après la publication de cet écrit, le titre glorieux de défenseur de la

foi. Henri, jaloux de le mériter par de nouveaux services, avoit toujours été l'allié fidèle de la cour de Rome, malgré les mécontentemens de Wolsey. Lorsque la dignité pontificale fut outragée dans la personne de Clément VII par l'armée impériale, le roi d'Angleterre avoit réclamé la liberté du pape, et même il avoit renoncé à ses anciennes relations politiques avec Charles-quiné pour venger l'honneur du chef de l'église. Mais Henri qui agissoit toujours par passion, et qui n'avoit d'autre règle de conduite que celle de ne pas contraindre ses penchans, rompit avec la cour de Rome peu de temps après avoir fait en sa faveur des démarches éclatantes.

L'amour amena cette rupture. Henri avoit épousé Catherine d'Aragon, tante de Charles-quiné, qui avoit été mariée avec son frère le prince Artus, mort à la fleur de son âge. Tant que Catherine avoit eu la fraîcheur et les grâces de la jeunesse, et qu'elle lui avoit donné des enfans, il n'avoit eu aucun doute sur la légalité d'une union, contraire à la vérité aux lois de l'église, mais qu'une bulle du pape avoit formellement autorisée. A mesure que Ca-

therine perdoit de ses charmes, les scrupules naissoient et se fortifioient dans le coeur de Henri, et il paroît que pour calmer sa conscience timorée, il songea de bonne heure au divorce. La passion que lui inspira la brillante et spirituelle Anne de Boleyn, acheva de le déterminer à cette mesure d'éclat. Anne étoit trop sage, ou trop ambitieuse, pour céder aux desirs de Henri; elle vouloit devenir reine: elle le devint. Le roi d'Angleterre écrivit au pape pour demander le divorce. Clément VII craignoit en l'accordant, de provoquer la colère de Charles-quin, et celle de Henri en s'y refusant. Il crut tout gagner en gagnant du temps, et il chargea Wolsey et le cardinal Campège d'examiner cette affaire. Wolsey qui redoutoit le crédit et l'ascendant d'Anne de Boleyn, devint tout-à-coup scrupuleux, et couvrant les craintes de son ambition du masque de la conscience, il se montra peu disposé à servir les vues de son maître. L'amour l'emporta dans l'âme de Henri sur le pouvoir de l'habitude et de l'amitié; Wolsey disgrâcié perdit successivement la confiance du roi, ses titres, son immense fortune, sa liberté, et mourut au moment

où l'on se préparoit à lui faire son procès. Précipité du faite de la fortune dans le malheur, il étoit tombé sans dignité; déshonorant ses cheveux blancs par sa faiblesse, il n'avoit emporté au tombeau ni les regrets de son roi, ni l'amour du peuple, ni l'estime de lui-même. Les sceaux furent donnés à Thomas Morus, et l'affaire du divorce fut portée à Rome. Clément incertain et timide fatiguoit Henri par ses lenteurs, ses faux-fuyans et ses artifices; Anne de Boleyn voyant que le pape seroit un obstacle éternel à ses vues, pressoit le roi de se porter à quelque mesure extrême et de rompre avec Rome. Le docteur Thomas Cranmer, d'un esprit éclairé et d'un caractère souple, espéroit d'aller à la fortune en tenant un langage qui flattât la passion de Henri. Il lui donna le conseil de se déclarer chef suprême de l'église et du clergé en Angleterre, et de s'accorder à lui-même la dispense qu'il sollicitoit inutilement à Rome. Henri adopta ce moyen de lever ses scrupules, moyen plus singulier et plus bizarre que les scrupules eux-mêmes, et il convoqua le parlement pour se faire attribuer la suprématie.

secret. Les deux partis se trompent également. Henri sévit contre les premiers comme réfractaires; il punit les autres comme hérétiques. Les prisons se remplissent d'hommes présumés coupables par des raisons directement opposées, et l'on voit monter sur le même échafaud les partisans du pape et ses adversaires. Thomas Morus, qui n'avoit accepté la place de chancelier, que par devoir, et qui s'en démit par le même motif, jurisconsulte habile, savant profond, magistrat incorruptible, à la fois sensible et ferme, pauvre et désintéressé, grand dans les affaires publiques et dans les détails des relations domestiques, porte sa tête vénérable sous la hache de l'exécuteur, et la gaieté d'une âme forte et pure embellit encore ses derniers momens. Fischer évêque de Rochester, qui n'a d'autre tort que de préférer la vérité à l'intérêt et la conscience à la vie, meurt aussi tragiquement que Morus, et expire dans les supplices. L'un périt parce qu'il est trop attaché aux idées anciennes, l'autre parce qu'il incline pour la doctrine nouvelle.

Déjà Henri porte dans l'intérieur de sa famille la même tyrannie que dans sa vie

publique. Anne de Boleyn a été aimée tant que l'amour de Henri a rencontré des obstacles; ce sentiment s'éteint dans la possession. Elle lui avoit donné une fille qui fut dans la suite la célèbre Elisabeth, mais ce nouveau lien ne resserre pas leur union.

Jeanne Seymour, dame d'honneur de la reine, a touché le cœur de Henri. Des courtisans ingénieux à trouver des crimes à ceux qu'ils veulent perdre, caressent sa passion naissante, en lui donnant des doutes sur la fidélité d'Anne de Boleyn. Ses manières aisées, sa gaieté naturelle, la vivacité de son esprit, deviennent autant de preuves de la licence de ses mœurs. On corrompt des témoins pour la perdre. Elle est accusée, jugée, condamnée à mort, et subit son arrêt avec tout le calme de l'innocence. Jeanne Seymour meurt en donnant la vie au prince Edouard; et la nature se hâtant de trancher le fil de ses jours avant que Henri ait eu le temps de se lasser d'elle, la soustrait à la cruelle inconstance de son époux. Sur un portrait de Holbein, il épouse un moment Anne de Clèves; mais sa présence efface l'idée que le pinceau lui avoit donnée de ses char-

mes; il passe de l'amour au dégoût, et du dégoût au divorce. Thomas Cromwell qui lui a conseillé ce mariage, est accusé d'hérésie, et exécuté dans la tour

1542. de Londres. La belle Catherine Howard remplace Anne de Clèves, mais on découvre qu'elle a eu d'autres attachemens avant d'obtenir la main de Henri; et ce tyran qui punit sur de simples soupçons, fait passer l'infortunée Howard de la couche royale sur l'échafaud. Catherine Parr, veuve du lord Latimer, lui succède. Cette femme intéressante auroit eu le même sort, sans son adresse à flatter l'orgueil théologique de Henri, et à lui persuader qu'elle puisoit dans son commerce des connoissances précieuses. Cet artifice innocent n'eût peut-être même pas suffi pour sauver ses jours, mais la mort la délivra de ses craintes, et l'Angleterre d'un roi voluptueux et cruel, qui s'étant familiarisé avec l'effusion du sang, se jouoit de la vie des hommes, marchoit de crimes en crimes, et en commettoit tous les jours de nouveaux afin de s'étourdir sur les premiers. Le ciel eut pitié

1547. de la terre, et arrêta cette effrayante progression.

Edouard VI succéda à son père. Ce prince encore enfant devoit être soumis à un conseil de régence, composé de seize personnes que Henri lui-même avoit nommées. Seymour, l'oncle du jeune roi, obtint par ses intrigues et son crédit, qu'on conférât à lui seul l'administration du royaume; il prit le titre de duc de Sommerset, et gouverna l'Angleterre sous le nom de son pupille. Cranmer étoit attaché depuis long-temps aux principes des réformateurs. La tyrannie de Henri VIII l'avoit obligé à dissimuler ses sentimens. Il jugea le moment favorable pour achever une révolution déjà préparée dans l'opinion publique, et commencée par le chisme qui a séparé le royaume de la cour de Rome. Le régent inclinait en secret pour la doctrine nouvelle. Ne croyant pas qu'un ordre de choses qui mécontentoit à la fois les protestans et les catholiques, convînt à ses intérêts, il vouloit du moins s'attacher un des partis en opérant une réforme entière de l'église. L'archevêque en organisa le plan. Il laissa subsister les rites qui pouvoient ajouter à la majesté du culte parler aux sens et à l'imagination du peu-

ple; il respecta les formes de gouvernement qui en augmentant la considération des ecclésiastiques, rendoient la religion plus imposante, et la hiérarchie fut conservée. Mais on abotit la messe, la confession, le célibat des prêtres, les voeux monastiques et l'adoration des reliques. Les biens des églises et des couvens qui avoient échappé à l'avidité de Henri, furent affectés aux frais du culte et à l'entretien des ecclésiastiques. Le parlement toujours docile sanctionna la nouvelle liturgie. L'Ecosse attira ensuite l'attention du duc de Somerset. Ce royaume, qui de tout temps a regardé l'Angleterre comme son ennemie naturelle, et a vu dans la France une utile alliée, étoit sur le point de s'unir à l'Angleterre par le mariage de Marie, unique héritière de la maison des Stuarts, avec le jeune Edouard. Cette union projetée par Henri VIII, devoit terminer les longues et sanglantes guerres qui avoient déchiré les deux états. Conforme à leurs vrais intérêts, elle assuroit leur tranquillité, augmentoit leurs moyens de puissance, et eût prévenu de terribles catastrophes. Mais le cardinal Beaton, primat d'Ecosse, prélat ambitieux,

et entreprenans, étoit également attaché à l'ancienne constitution du royaume et à l'ancien culte; il craignoit le renversement de l'une et de l'autre si l'Ecosse s'unissoit à l'Angleterre, il employa tout l'ascendant que lui donnoient son rang, ses talens, ses richesses, pour empêcher cet événement, et poursuivit avec un zèle cruel les partisans de la réforme, qui l'étoient aussi de l'union. Ce prélat tombe assassiné par le fanatisme de ceux qu'il persécute, et qui vengent sur lui la mort de Wischart, prédicateur adoré du peuple que le cardinal a fait périr dans les supplices. La fin tragique de Beaton n'éteint pas les troubles. La noblesse écossaise jouit encore d'une indépendance et d'un pouvoir incompatibles avec la liberté générale et l'autorité du prince; elle prévoit que l'union avec l'Angleterre lui feroit perdre ses prérogatives, et sous la conduite du comte d'Arran arme pour s'y opposer. Sommerset qui veut contraindre les Ecossois à marier leur jeune reine avec Edouard, entre en Ecosse avec des forces considérables; mais le mauvais succès de ses armes l'oblige à se retirer, et le parlement d'Ecosse envoie Marie Stuart

1548. en France, pour ôter tout espoir aux amis de l'Angleterre. Sommerset, de retour à Londres, tombe dans un labyrinthe de dangers et de malheurs, qui sont l'ouvrage secret de l'homme à qui il a donné toute sa confiance. Dudley son favori, prépare de loin par des moyens artistement combinés, la ruine de son bienfaiteur. A une ambition sans bornes il joint une imagination aussi dérégulée que féconde, qui lui fait juger possible tout ce qu'il desire, et une audace que rien n'intimide ni n'étonne.

Ce perfide souffle dans l'âme du frère de Sommerset la haine et la jalousie. Lorsque Seymour, fidèle à ses conseils, travaille à perdre Sommerset, Dudley engage ce dernier à punir le coupable sans ménagement, et par cette sévérité qu'il a rendue nécessaire, il espère de perdre le protecteur dans l'opinion publique. Les biens ecclésiastiques qui ont été sécularisés, amènent de nouveaux troubles. Généralement, les chapitres et les couvents traitoient les paysans de leurs terres avec beaucoup d'humanité, et dépensant leurs revenus dans les lieux mêmes qui les produisoient, enrichissoient la contrée. Les cultivateurs qui de cette

administration douce et paternelle ont passé sous l'autorité de seigneurs dissipateurs et avides, supportent avec impatience les vexations de leurs maîtres, et en murmurent hautement. Sommerset qui connoît la justice de leurs plaintes, paroît les favoriser. Cette protection sourde mécontente la noblesse, et enhardit le peuple aux plus funestes excès. Dudley flatte les ressentimens de l'une, encourage l'autre à de nouvelles violences, et le désordre augmente au point qu'il s'élève une réclamation générale des classes supérieures contre Sommerset. On l'oblige de se démettre de ses places, on l'arrête, on lui prête les projets les plus odieux, et après être tombé du plus haut degré de crédit et de faveur, il expie sur l'échafaud des crimes imaginaires. La nation désabusée par son malheur même, regrette en lui un honnête homme, qui ne manquoit pas de lumières, et qui a peu abusé de son pouvoir. Dudley a su gagner l'amitié et la confiance du jeune roi en affectant l'amour du bien public. Il prend le titre et les armes du duc de Northumberland, mort sans héritiers mâles, et développe les projets les plus extraordinaires.

Edouard donnoit à l'Angleterre les plus belles espérances, excepté celle de le posséder long-temps. Un esprit ouvert et facile, un caractère doux et humain et un goût très-vif pour l'instruction se trouvoient malheureusement liés chez lui à une complexion délicate et à une santé chancelante. Northumberland prévoyoit le moment où le trône pouvoit venir à vaquer, et il forma le plan d'y placer son fils. Dans ce dessein il détermina le jeune Edouard à exclure de la succession ses deux sœurs, Marie fille de Catherine d'Aragon, Elisabeth fille d'Anne de Boleyn, et même la reine d'Écosse, qui à leur défaut avoit les premiers droits à la couronne. Le roi étoit fort attaché à la réformation; Dudley lui présente le rétablissement de l'ancien culte comme inévitable dans le cas où l'une de ces princesses lui succéderoit, et cet ambitieux fait tomber son choix sur Jeanne Gray. Cette femme, l'une des plus intéressantes dont l'histoire nous ait conservé le souvenir, étoit à cette époque dans la fleur de la jeunesse et de la beauté. Aux grâces d'une figure enchanteresse elle joignoit la séduction des talens agréables, les ressour-

ces d'un esprit fin et délicat, des connoissances étonnantes pour son âge et pour son sexe, et ces vertus dduces et touchantes, moins réfléchies que senties, qui paroissent être les inspirations d'une âme noble et l'instinct moral d'une âme aimante et sensible. Edouard qui avoit été élevé avec Jeanne Gray, l'aimoit avec toute la tendresse d'un frère, et connoissoit son attachement pour le nouveau culte. Il se prêta avec empressement au projet de son favori. Jeanne étoit la petite-fille de Marie, soeur de Henri VIII, femme de Louis XII, qui avoit épousé un simple particulier après avoir occupé un des premiers trônes du monde. La mère de Jeanne Gray renonça en sa faveur à ses droits, et Jeanne fut proclamée héritière de la couronne. Northumberland lui fit épouser son fils, et le jeune Dudley parut digne de sa fortune.

Au milieu de ces événemens, Edouard est enlevé à l'amour d'une nation qui le regarde comme le gage de son bonheur; il meurt à l'âge de seize ans, et sa mort livre l'Angleterre aux plus affreuses calamités. Northumberland se voit au moment de recueillir le fruit de ses crimes et de

ses travaux. Afin de s'emparer de leurs personnes, il invite Marie et Elisabeth à se rendre auprès de leur frère pour recevoir ses derniers soupirs. Mais Marie est instruite de la mort d'Edouard; elle assemble ses amis; la jalousie et la haine contre les Dudley augmentent le nombre de ses partisans. Elle est reçue par-tout avec des transports de joie. Les catholiques comptent sur des triomphes éclatans. Elisabeth vient la joindre à la tête de mille chevaux. Ses ennemis effrayés et découragés se rendent presque sans résistance. Jeanne Gray voit sans regret s'échapper de ses mains le sceptre qu'elle a tenu quelques jours; sa belle âme quitte sans peine une grandeur empruntée dont elle n'a besoin ni pour son bonheur ni pour sa gloire. Sa grandeur personnelle lui demeure, son génie et sa tendresse pour son époux suffisent à ses desirs. Northumberland perd dans un moment toutes ses espérances, il passe avec une effrayante rapidité, de la plus brillante fortune sur l'échafaud, et l'Angleterre applaudit à son supplice. Mais l'Angleterre frémit d'indignation et de douleur, en apprenant que les jours de Jeanne Gray et du fils de Nor-

thumberland sont menacés, et que l'obscurité dans laquelle ils ont enseveli leurs vertus et leurs souvenirs, ne les soustrait pas aux dangers. On les accuse d'avoir pris part à une conjuration qui doit les replacer sur le trône. D'autres pouvoient en avoir formé le projet, eux-mêmes y étoient étrangers par leurs sentimens et par leurs actions. Ils sont condamnés à mort par des juges qui ne savent pas voir un innocent là où le souverain veut trouver un coupable. On leur refuse même la consolation de mourir ensemble. La conscience des bourreaux leur fait craindre l'impression que ce spectacle saisissant pourroit produire sur le peuple. Jeanne fut exécutée dans la prison. Elle parut encore supérieure à elle-même dans les derniers instans de sa vie; déployant une fermeté héroïque et en même temps une sensibilité profonde, elle séchoit d'un regard noble et calme les larmes que son sort tragique faisoit couler. On voudroit 1554. la plaindre, on ne peut que l'admirer.

Telles furent les prémices de Marie. Tout son règne répondit à ce début sanglant. Fille de Henri VIII et de Catherine

d'Aragon, depuis le divorce de sa mère, elle avoit passé sa jeunesse, dans les rebuts, les humiliations et les larmes. Née sans les dons extérieurs de la figure, elle avoit senti de bonne heure qu'elle n'étoit pas faite pour plaire; et ce sentiment ne lui en ayant pas ôté le désir, avoit donné à son humeur un caractère chagrin, sévère et sombre. Les malheurs de sa mère avoient fortifié son penchant naturel à la tristesse. Pour se consoler des injustices du sort, elle s'étoit fortement attachée à la religion catholique dont les principes auroient prévenu ses revers, et lui auroient assuré une existence brillante, si Henri les avoit suivis fidèlement. Elevée dans le mépris de la doctrine des protestans par des prêtres fanatiques, et la regardant comme la cause unique de ses infortunes, elle lui avoit juré une haine immortelle. Les maximes qui défendent de pardonner aux hérétiques et qui ordonnent de les poursuivre avec le fer et le feu, assorties à son tempérament et à ses passions, à sa position et à son caractère, se gravèrent profondément dans son cœur. Superstitieuse et défiante, toujours tourmentée de craintes et de soup-

çons, elle n'avoit pas cette élévation de sentimens qui au défaut du génie peut inspirer de grandes choses, et elle manquoit de cette étendue d'intelligence qui donne les moyens de bien calculer ses démarches: à un esprit étroit elle joignoit une âme commune et petite.

A son avènement au trône, les catholiques levèrent la tête et annoncèrent hautement leurs espérances. Les protestans tremblèrent et se turent. Leurs craintes furent bientôt justifiées. Marie renversa dans un moment l'ouvrage d'Edouard. Elle rétablit 1553. l'ancien culte, proscrivit le nouveau, demanda des chaînes à Rome, et le cardinal de la Pole, légat du pape, vint remettre l'Angleterre dans une dépendance honteuse. La nation étoit le jouet et la victime de ces innovations perpétuelles. Dans l'espace de vingt ans, on vit trois souverains donner trois fois leur opinion pour règle de l'opinion générale, essayer d'asservir ce qu'il y a de plus indépendant, la pensée, et agir comme s'il suffisoit d'un édit pour changer la croyance et le culte de tout un peuple. L'organe de la nation applaudissoit à ces révolutions multipliées. Le parlement qui

auroit dû protester contre ce despotisme, ou garder du moins le silence de la terreur et de la honte, condamnoit à chaque changement de décorations ce qu'il venoit d'approuver, et approuvoit ce qu'il avoit condamné. Non-seulement il sanctionne le rétablissement du culte catholique; il permet qu'on poursuive comme criminels de lèse-majesté ceux dont les principes inflexibles refusoient de se prêter à ces fluctuations continuelles. Non-seulement il punit des erreurs comme des crimes, mais il traite d'erreurs des dogmes et des maximes que naguères il proclamait comme autant de vérités éternelles. Les hommes d'un esprit élevé et d'un caractère énergique, qui sont attachés à leur religion par conviction, y tiennent d'autant plus qu'on semble vouloir se jouer de ce qu'il y a de plus sacré dans le monde; mais la multitude qui reçoit ses idées de l'autorité et de l'habitude, ne sait quel parti prendre, ni où trouver un fil directeur. Les notions les plus simples s'obscurcissent, et se confondent; les principes s'ébranlent, les limites qui séparent la vertu du vice, et l'erreur de la vérité, se déplacent ou s'effacent; on diroit qu'il dépend
du

du gouvernement de déterminer la valeur des idées comme celle des espèces, que ce tarif doit varier d'un jour à l'autre, et qu'il n'y a plus rien de fixe ni de certain.

Cependant l'incertitude est dangereuse, l'indécision peut coûter la vie. Déjà la sanguinaire Marie fait dresser les échafauds et les bûchers pour opérer des conversions et assurer le triomphe de son culte. Tous les rangs, tous les âges, tous les états sont confondus dans les supplices. Des hommes d'une vertu obscure mais irréprochable, des citoyens distingués par leurs services, des vieillards presque éteints, des jeunes gens pleins de vigueur et d'espérances périssent dans les flammes. Dans l'espace de quelques mois, près de trois-cents personnes sont immolées sans pitié comme sans remords. Bonner et Gardiner, les conseils et les directeurs de Marie, repaissent leurs yeux de cet affreux spectacle. Mais au défaut de la résistance de grands dangers demandent et provoquent le courage de la patience. Des crimes atroces enfantent des vertus sublimes. Plus on comprime le ressort de la conscience, plus elle se relève avec force. La fermeté héroïque des mar-

tyrs inspire une telle admiration qu'on ne desire que de partager leur sort. Familiarisés avec la mort à force de la voir sous toutes les formes, tout entiers à l'idée de l'éternité, les protestans en viennent à se réjouir du coup qui termine leur vie. Pour la consolation et la gloire de l'humanité, dans ces temps sinistres où l'on a vu le comble de la dégradation, du crime et de l'infamie, la nature humaine a effacé cette tache, et sauvé sa dignité par des exemples multipliés de force d'âme, de résignation réfléchie et de véritable grandeur.

A la même époque où Marie portoit ainsi dans toute l'Angleterre la consternation et l'effroi, elle sacrifioit les intérêts de son royaume à son attachement pour la religion catholique, et s'unissoit étroitement avec l'Espagne. Ce fut sa haine contre les protestans qui lui fit former et resserrer une alliance aussi contraire à l'indépendance de l'Angleterre qu'à la sûreté générale de l'Europe. Son zèle religieux la rendit infidèle aux maximes d'une saine politique, et l'aveugla tellement que nous la verrons épouser la cause de l'Espagne, armer en sa faveur, et concourir de tout

son pouvoir à rendre cette puissance, déjà formidable, l'arbitre unique de la destinée de tous les états. L'Angleterre protestante eût opposé un contre-poids à la prépondérance menaçante de la maison d'Autriche; l'Angleterre catholique servit l'ambition de son ennemie; et perdit un moment de vue toute idée d'équilibre.

TROISIÈME PÉRIODE.

1556 — 1598.

CHAPITRE XVII.

Abdication de Charles-quin. Son fils Philippe lui succède. Caractère de ce prince.

La paix de Passau avoit pacifié l'Allemagne, lorsque Charles-quin annonça le dessein qu'il avoit formé depuis long-temps, d'abdiquer toutes les couronnes qu'il portoit, de les placer sur la tête de Philippe son fils, et de s'ensevelir dans la retraite. Une constitution usée par le travail et par les plaisirs, une santé chancelante, des douleurs fréquentes et cruelles lui faisoient desirer le repos, et il aimoit mieux cesser de régner que de régner sans activité et sans gloire. Les revers qu'il avoit essayés, sa fuite ignominieuse devant les armes triomphantes de Maurice, les sacrifices auxquels l'avoient forcé les succès brillans de ce prince, la guerre malheureuse qu'il avoit faite à Henri II, et surtout le siège meurtrier de Metz, qui n'avoit abouti qu'à la ruine de son armée, lui avoient arraché la ré-

flexion douloureuse que la fortune ne favorisoit pas les vieillards. Croyant que ses forces et le bonheur alloient le quitter en même temps, il vouloit abandonner le théâtre du monde, de crainte de compromettre sa gloire. L'ambition ardente et sombre de son fils, la crainte de son impatience, peut-être même l'idée de lui épargner un crime, peuvent avoir influé sur sa résolution; mais de tous les motifs qui le déterminèrent, la religion et la philosophie eurent sûrement le moins de part à cette singulière démarche.

Depuis quelques années elle étoit l'objet principal de la correspondance qu'il entretenoit avec sa soeur Marie, reine douairière de Hongrie et gouvernante des Pays-bas, qui le fortifioit dans son projet, et s'offroit même à partager sa solitude. Déjà il avoit choisi le lieu de sa retraite. C'étoit le couvent des Hiéronymites de St Just, situé dans un vallon délicieux sur les confins de l'Estrémadure. Il avoit vu ce beau lieu dans sa jeunesse, et en avoit conservé une impression si agréable, qu'il s'y étoit fait préparer une demeure modeste dans le dessein d'y terminer en paix sa vie laborieuse et agitée.

Charles avoit déjà cédé à Philippe le royaume de Naples et le Milanès. Il lui
 1555. remit en présence des Etats assemblés, la souveraineté des Pays-bas après avoir retracé à ses sujets avec une noble simplicité ses nombreux travaux, et à son fils les devoirs et les principes qui devoient le guider dans sa nouvelle carrière. Encore ambitieux pour sa maison quoiqu'il ne le fût plus pour lui-même, et jaloux d'augmenter la puissance de Philippe, il auroit voulu engager son frère Ferdinand, roi des Romains, à se désister du trône impérial en faveur de son neveu. L'Allemagne redoutoit cet événement. Ferdinand étoit accoutumé à céder aux volontés de son frère; mais malgré son caractère doux et facile il repoussa cette proposition avec fermeté, et déclara formellement qu'il ne vouloit pas sacrifier ses intérêts et ceux de sa famille à l'agrandissement de Philippe. Ce refus prononcé fut le salut de l'empire Germanique. Sans lui, la liberté étoit perdue, la religion protestante opprimée, et l'équilibre de l'Europe entièrement détruit. Ferdinand étoit aimé des princes de l'Allemagne, et méritoit de l'être par les soins éclairés qu'il

avoit pris pour la pacifier. Il conserva les états héréditaires de la maison d'Autriche et les droits de cette maison sur la Bohême et la Hongrie, et forma une nouvelle masse de puissance. La séparation des deux branches de la famille de Habsbourg préserva l'Europe à cette époque, du danger de la monarchie universelle. Les liens du sang et la conformité des intérêts les ont quelquefois rapprochées; mais plus souvent des intérêts opposés les ont éloignées l'une de l'autre et leur ont dicté des mesures qui ont servi la cause générale de l'indépendance des états.

Après un règne actif et une vie orageuse, Charles quitta la scène du monde, sans pouvoir emporter le sentiment consolateur d'avoir conduit les peuples confiés à son sceptre, à un plus haut degré de richesse, de développement, de culture et de bonheur. Tout entier aux négociations et à la guerre, comme un prince qui auroit eu sa fortune à faire ou qui auroit pu craindre de la perdre s'il n'avoit toujours eu recours à l'épée et à la plume, il avoit paru oublier qu'il étoit assez puissant pour n'avoir rien à craindre et rien à désirer,

qu'au lieu d'une activité ambitieuse et inquiète il ne lui falloit que de la justice et de la fermeté pour assurer la tranquillité de ses provinces, et qu'il pouvoit être impunément pacifique et modéré. Les relations extérieures avoient absorbé toute son attention et ne lui avoient pas laissé le temps d'encourager le travail, de perfectionner l'administration et les lois, et d'exploiter les richesses que la nature libérale avoit répandues dans ses vastes états. Indifférent ou étranger aux différentes branches de l'économie politique, il n'avoit jamais vu dans le bien-être de ses sujets que le moyen de jouer un grand rôle sur le théâtre de l'Europe, et non le premier de ses devoirs, le but suprême et unique du gouvernement. Il avoit changé la constitution de plusieurs de ses provinces, et entre autres celle de la Castille; mais dans ces changemens il avoit plus consulté l'intérêt de son pouvoir que celui de l'ordre public; et même le plus souvent il avoit été dirigé par les convenances du moment, beaucoup plus que par des principes fixes et réfléchis. Il avoit profité des entreprises hardies, des découvertes heureuses et des crimes lucratifs des

Espagnols dans le nouveau monde; mais il n'avoit pas favorisé les premières, réprimé vigoureusement les autres, et n'avoit pas même soupçonné le système qu'il eût fallu suivre pour enrichir l'Espagne sans appauvrir les colonies. L'ami de l'humanité ne peut se défendre d'une juste douleur en comparant ce que Charles a fait pendant un demi-siècle comme administrateur d'un grand empire, avec ce qu'un prince d'un esprit aussi actif et d'une volonté aussi énergique que la sienne, eût pu faire dans ce genre pour le bonheur de ses états et pour l'instruction du monde. Dans la retraite où il fut cacher ses infirmités et sa gloire, où il vécut en homme et pensa en sage, il revint des erreurs de la vanité, et fut désabusé des maximes qui avoient dirigé sa vie; mais à cette époque la sagesse ne lui servit qu'à condamner une grande partie de son règne, et deux sentimens durent venir souvent troubler son repos: le regret tardif et inutile d'avoir étonné et fatigué ses peuples au lieu de les rendre heureux, et la crainte de l'avenir que le caractère de son fils, qui ne pouvoit avoir échappé à son oeil pénétrant préparoit à ses états.

Philippe II étoit âgé de trente-deux ans, quand son père lui remit les rênes de la monarchie. Il étoit né à Valladolid, d'Isabelle fille d'Emanuel-le-grand, roi de Portugal. Elevé en Espagne par des prêtres superstitieux et fanatiques, son tempérament bilieux, son humeur grave et sombre avoient été renforcés par le genre de travaux et d'idées, de plaisirs et de privations dont on avoit rempli son enfance et sa jeunesse. Il y avoit une analogie secrète entre son caractère et le caractère national des Espagnols; mais en outrant les qualités de ce peuple estimable, il en avoit fait des défauts révoltans. Cette fierté naturelle qui chez eux tient de si près à la grandeur d'âme, étoit chez lui un orgueil froid et méprisant. Ce peuple a les passions vives; les siennes étoient ardentes à raison de ce qu'elles étoient plus concentrées, et il les fortifioit en les dissimulant. L'Espagnol est sérieux et réservé, Philippe étoit sombre et impénétrable; il renfermoit tous ses sentimens au fond de son coeur, et ne se permettoit jamais un souris. L'Espagnol est attaché à sa religion et fidèle observateur de ses rites, Philippe pouvoit l'exactitude

jusqu'à la minutie et l'attachement jusqu'au fanatisme. Il seroit difficile de décider si son caractère a saisi par une affinité secrète les maximes d'intolérance qu'il a suivies avec une affreuse constance, ou si ces maximes modifiant son caractère, l'ont rendu impérieux, dur et cruel. Caligula souhaitoit dans son délire que le genre humain n'eût qu'une tête; Philippe auroit voulu que le genre humain n'eût qu'une pensée, que cette pensée fût la sienne, et qu'elle fût adoptée non par conviction, mais par obéissance. Il méprisoit les hommes, mais il respectoit les prêtres; il ne craignoit pas Dieu, mais il en avoit peur, et il redoutoit l'enfer. Son esprit étoit actif, pénétrant, même profond; mais il s'embarassoit souvent dans des combinaisons trop savantes, et il manquoit de justesse parce qu'il manquoit de simplicité. Sa volonté étoit invariable comme le destin; on ne lui faisoit pas abandonner son plan, on ne changeoit pas ses résolutions, et souvent il a échoué dans ses projets en s'opiniâtrant contre les circonstances et même contre la nature. Capable d'un travail soutenu, il ne connoissoit d'autres jouissances que celles

des affaires. Son ambition s'étendoit à tout, elle alloit même au-delà de ses moyens quoique ses moyens fussent immenses, et il ne visoit à rien moins qu'à la monarchie universelle des foroes, des actions et des sentimens. Implacable dans ses haines et dans ses vengeanceés, impassible dans la bonne et dans la mauvaise fortune, sévère, silencieux, fermé à toutes les expressions de bienveillance, rien ne rassuroit sur l'abus qu'il pouvoit faire de son pouvoir. L'homme étoit en lui plus redoutable que le monarque. Du sein de son palais, pendant quarante-quatre ans, ce génie invisible et mal-faisant a troublé tous les états, ensanglanté toutes les contrées, et s'est ruiné lui-même en ruinant les autres. On l'a appelé à juste titre le démon du midi, et il n'y a peut-être jamais eu d'homme plus étranger à l'humanité.

CHAPITRE XVIII.

*De la puissance de l'Espagne à cette époque.
Guerre contre la France. Paix de Câteau-
Cambresis..*

A l'avènement de Philippe II au trône, la puissance de l'Espagne étoit une puissance colossale. Sa force absolue avoit augmenté sous le règne de Charles V, et celle des autres états n'ayant pas suivi la même progression, sa force relative s'étoit accrue dans des proportions plus grandes encore. Quoique Charles n'eût presque rien fait pour accélérer ou diriger le développement interne du vaste corps de la monarchie espagnole, la nature, et les circonstances l'avoient admirablement servi, et leurs bienfaits avoient réparé ses torts. De nouvelles acquisitions dans les deux hémisphères, une population plus nombreuse dans quelques provinces, une industrie plus active, des troupes nombreuses et excellentes, les trésors que l'Amérique alloit verser en Europe; de grands talens dans le cabinet et dans les armées, une haute considération formoient une masse de puissance imposante,

quand on isoloit par la pensée l'Espagne des autres états, et qu'on l'examinoit en elle-même; la rapprochoit-on des autres puissances, leur foiblesse ajoutoit encore à sa force, la rendoit plus menaçante et plus terrible, et cette comparaison faisoit ressortir toute sa grandeur. Il faut la considérer sous ce double rapport, pour bien apprécier d'un côté l'étendue de ses moyens et l'usage ou plutôt l'abus qu'elle en fit, de l'autre les dangers imminens que courut la liberté de l'Europe, et la nature des événemens qui la sauvèrent de la servitude.

Avec les Espagnes, les Pays-bas, le Milanès et le royaume de Naples, Charles V avoit laissé à son fils des troupes expérimentées, des généraux célèbres par leurs victoires, des ministres formés à son école et rompus dans les affaires, et une puissance d'opinion qui doubloit sa puissance réelle, et qui tenoit à l'éclat de son règne et à l'ascendant dominateur qu'il avoit eu en Europe pendant un demi-siècle. L'armée espagnole, composée en grande partie de vétérans qui avoient servi dans les guerres d'Italie, étoit familiarisée avec le danger, accoutumée aux fatigues, animée par le sou-

venir de ses victoires, et soumise à une discipline vraiment romaine. Le duc d'Albe étoit craint et estimé du soldat, qui marchoit avec confiance sous ses ordres. Cet homme marqué en caractères de sang dans l'histoire, étoit fait pour servir Philippe : fier avec ses égaux ; impérieux, dur, inexorable envers ses inférieurs, il étoit docile, humble, soumis dans ses relations avec son maître, et son obéissance flattoit d'autant plus l'orgueil de Philippe, qu'il étoit le seul qui fit plier ce caractère altier et inflexible. Les lois de la justice et de l'humanité étoient toujours peu de chose aux yeux du duc d'Albe, et n'étoient comptées pour rien, du moment où elles se trouvoient en conflit avec la volonté de Philippe ; se glorifiant d'être l'exécuteur de ses arrêts sanguinaires, il mesuroit son crédit sur la préférence qu'on lui donnoit pour commettre le crime. Refuser une commission, eût été un attentat contre la majesté du souverain ; balancer, un délit ; examiner même, une raison de disgrâce. Le triomphe d'un bon serviteur étoit d'agir contre sa conviction, et de n'avoir d'autre conscience que les ordres de son roi. Le comte d'Egmont, Flamand

d'origine, partageoit avec d'Albe l'honneur de commander les armées de l'Espagne. Brave sans férocité, il savoit peut-être mieux que son rival de gloire, combiner de vastes opérations militaires. Plus attaché à sa patrie qu'à Philippe, et plus citoyen que sujet, il ne voyoit dans ses services que des devoirs, et non des moyens de plaire à son maître. Philippe l'employoit sans l'aimer. Il haïssoit en lui sa qualité de Flamand et cette noble fierté qui l'empêchoit d'être un simple instrument, dans les mains d'un autre. Guillaume prince d'Orange, Philibert de Savoie, Don Juan d'Autriche entouroient déjà le trône de Philippe, et répandoient sur lui l'éclat de leurs victoires ou celui des brillantes espérances que leur jeunesse faisoit concevoir. Guillaume cachant sous un extérieur simple une âme grande, froid, profond et taciturne, capable de tout entreprendre, de tout supporter hormis le crime et la honte, joignoit à une mémoire vaste et sûre, une pénétration à qui rien n'échappoit, une raison mâle et sévère, une persévérance à l'épreuve de tous les obstacles, et ensevelissoit tous ces dons de la nature dans le secret de sa pensée, sous
les

les voiles de la dissimulation et de la réserve. Philibert de Savoie, plus guerrier qu'homme d'état, avoit une conception brillante et un caractère hardi, il ressembloit à César par son activité de feu, sa confiance audacieuse, sa manière large et facile de diriger les événemens, et par une magnanimité naturelle. Le jeune Don Juan, fils naturel de Charles-quin, se formoit à l'école de ces grands capitaines, et cultivoit en silence ce génie qui devoit être un jour si redoutable aux ennemis de l'Espagne et si funeste à lui-même.

L'administration intérieure et la direction des affaires politiques étoit confiée à Antoine Perenot, Bourguignon d'origine. Ce ministre plus connu dans l'histoire sous le nom du cardinal Granvelle jouissoit du plus grand crédit auprès de Philippe, et le méritoit par ses basses adulations, son dévouement servile à tous les caprices de son maître, ses connoissances variées et son immortalité profonde. Il ne monroit pas tout ce qu'il avoit d'habileté et de finesse, et employoit une partie de son esprit à le cacher aux yeux de Philippe qui ne pardonnoit aucune espèce de supériorité, et

d'un homme au milieu des démons qui l'entouroient, fait monter à dix millions le nombre des victimes que dans l'espace de quarante ans, les Espagnols immolèrent à leur avidité et à leur vengeance. Il y a sans doute de l'exagération dans ce calcul qu'il étoit impossible de faire avec exactitude; mais à quelque degré qu'on le réduise, il paroitra toujours exagéré, et cette page sanglante de l'histoire de l'espèce humaine fera toujours reculer d'effroi l'humanité.

On ne peut concevoir ces forfaits inutiles, atroces, répétés, qui furent commis par des individus d'une nation généreuse, qu'en se rappelant qu'ils appartiennent tout entiers à l'écume de cette nation qui se débordoit sur ces malheureux rivages. C'étoient des hommes perdus de principes et de moeurs, que la misère et le désespoir rendoient audacieux, des malfaiteurs déjà condamnés, et qui échappoient au supplice en passant en Amérique, en un mot les Sauvages de la civilisation, bien plus terribles que les Sauvages de la nature, qui formoient les armées de Cortez et des Pizarres. La religion qui auroit dû contenir

leurs passions brutales et féroces, les légitimoit et les exaltoit même; leur fanatisme persécuteur ne leur permettoit pas de voir des frères dans des hommes qui n'étoient pas chrétiens; mais il faut convenir qu'ils suivoient ces maximes parce qu'elles étoient d'intelligence avec leurs vices, et que tout autre langage que celui des Valverdes n'auroit fait aucune impression sur eux. Ceux même qui n'avoient jamais commis de crimes en Europe, en commettoient sans remords loin de leur patrie; transplantés sous un nouveau ciel et sur un sol inconnu, ils changeoient de moeurs comme d'usages, et ce qu'ils avoient paru avoir de moralité, tenant à d'anciennes habitudes ou à la crainte de l'opinion, les quittoit du moment où ils avoient rompu les unes, et où ils étoient à une grande distance du regard de l'autre. La crainte des lois ne pouvoit pas les arrêter. Ces aventuriers dégoûtans de sang et de crimes n'étoient soumis à aucun pouvoir civil capable de les réprimer. Leurs chefs aimoient mieux partager les profits de leurs forfaits que de les prévenir. Les découvertes et les conquêtes ne furent jamais dirigées par le gouvernement espagnol, et mar-

chèrent au hasard sans principes et sans plan. Charles ne contribuoit pas aux frais des armemens, et n'exerçoit aucune espèce de contrôle sur les amateurs. Il ne donnoit à ces objets qu'une attention fugitive, soit qu'il ne sentit pas l'importance de ces découvertes, soit que l'éloignement des lieux ou la multiplicité des affaires, le rendissent indifférent au sort de l'Amérique; et ce sera une tache ineffaçable à sa mémoire, d'avoir au mépris de la justice et de la politique, abandonné un monde entier à la lie de l'espèce humaine.

Aussi les fruits de ces découvertes furent à-peu-près perdus pour lui. A la vérité, les possessions des Espagnols en Amérique étoient déjà sous son règne aussi vastes qu'elles l'ont été sous Philippe II, mais la conquête avoit enrichi les particuliers, sans enrichir le trésor de l'état. Le génie audacieux de Cortez, la patience inébranlable de ses troupes, la lâcheté de Montezume, la stupeur et la désunion de ses sujets avoient en peu d'années amené la ruine de l'empire du Mexique, et avoient fait passer ses nombreuses provinces sous le joug espagnol. François et Gonzalez Pizarre, deux

1519.
usqu'à
1522.

frères égaux en cruauté et en hardiesse, mais dont l'aîné seul étoit par ses talens capable de diriger une grande entreprise, avoient renversé le trône des Incas, et détruit l'antique et singulier royaume du Pérou, en employant l'argent d'un prêtre Fernand de Luques, le bras de Diégué d'Almagre, et en profitant des divisions qui agitoient l'empire. Le sang ne cessa pas de couler; et cette malheureuse terre en fut ^{1545.} _{jusqu'à} ^{1545.} àbreuvée pendant vingt ans. Ce n'avoit été qu'après ce long espace de temps, que sous les ordres de Don Pédre de la Gasca s'étoit établie dans ces contrées une espèce d'ordre social, et que la force protégeant les propriétés et les personnes, on avoit commencé à les respecter. Mais Charles n'avoit pas joui des heureux effets de cette organisation nouvelle. Ils étoient destinés à fournir des alimens à l'activité inquiète et dévorante de Philippe.

A cette époque, l'Espagne possédoit en Amérique tout le vaste territoire qui s'étend depuis le trente-cinquième degré de latitude septentrionale jusqu'au quarante-cinquième degré de latitude méridionale. Sur cette surface de douze-cents milles géogra-

phiques de longueur, la nature plus énergique et plus puissante dessine tous ses ouvrages d'une main fière et hardie, et donne à tous les objets de plus grandes proportions; aussi féconde et riche que forte et sublime, elle élabore dans le sein de la terre les métaux les plus précieux, pare le sol encore vierge d'une verdure immortelle, et le couvre d'une végétation immense d'une foule de productions bien plus précieuses que l'or. Quelle masse de trésors, de moyens de culture et de puissance pour l'Espagne, si elle avoit connu les vrais principes de l'économie politique, qui sont en même temps des maximes de justice et d'humanité, et enrichissent la nation qui les adopte, sans appauvrir les autres états. Il falloit cultiver la terre, et ne pas uniquement exploiter les mines; multiplier le travail au lieu de se contenter d'en multiplier le signe, encourager au travail par la liberté, favoriser la production en Amérique afin de vivifier l'activité de l'Europe, exciter l'industrie des habitans du nouveau monde en les rendant témoins des avantages qu'elle procure, leur ouvrir des sources de richesses afin d'augmenter le nombre de leurs

besoins et de leur fournir les moyens d'acheter dans tous les marchés de l'Europe, et créer des relations de commerce fondées sur des intérêts réciproques. Mais le gouvernement espagnol étoit trop ignorant et trop avide pour suivre cette marche. On ne vouloit que faire des conquêtes, il étoit facile de les faire et difficile de les conserver. On bâtissoit des forts au lieu de fonder des comptoirs; on égorgoit les hommes au lieu de les multiplier; on les abrutissoit au lieu de les éclairer; il sembloit qu'il fût nécessaire d'appauvrir l'Amérique pour enrichir l'Espagne, et bien loin de permettre aux indigènes d'acheter, de vendre et de jouir à leur gré, on les soumit à un régime prohibitif, sévère et jaloux, aussi injuste qu'impolitique. Philippe ne plaçoit la richesse que dans l'or, et ne voyoit pas qu'en multipliant le numéraire en Europe, sans accélérer dans ses états les progrès de l'industrie, il ne faisoit que hausser le prix de toutes les marchandises, et se mettoit dans la nécessité de payer plus cher dans tous les marchés les objets de ses demandes. Incapable de saisir une idée libérale, il paralysa par ses réglemens l'activité

des colonies de l'Amérique, et celle de l'Espagne en donnant aux Espagnols ses propres erreurs sur la richesse nationale. Le gouvernement n'accorda son attention et ses soins qu'à l'exploitation des mines du nouveau monde. Elles versèrent sous son règne des sommes immenses dans les trésors de l'état. Ce fut le principe de la prépondérance politique que l'Espagne acquit et conserva pendant un demi-siècle, et le moyen dont Philippe se servit pour ébranler les trônes et pour agiter les peuples. Plus tard, la nature même de ce moyen devoit amener la décadence de la monarchie; mais à cette époque l'or du Mexique et du Pérou mirent un poids décisif dans la balance générale des forces, et l'inclinèrent pour Philippe.

A son avènement au trône, l'Europe n'offroit aucune puissance qui pût le combattre avec succès, arrêter ou déjouer ses projets ambitieux, et lutter avec lui à forces égales.

Le Portugal étranger aux intrigues de la politique européenne, avoit marché depuis un siècle à la puissance par la richesse, à la richesse par une navigation active et

un commerce immense. Content d'approvisionner tous les états et d'imposer leurs besoins et leurs fantaisies de luxe, il s'occupoit peu des mouvemens et des projets des autres peuples. Il observoit l'Espagne d'un oeil défiant, et redoutoit l'accroissement de sa marine et de son commerce; mais ne pouvant l'empêcher, il tâchoit de conserver l'amitié de ce voisin dangereux, par ses caresses, ses complaisances, et en resserrant les liens du sang qui unissoient les souverains des deux royaumes.

La mort de Jean III avoit fait passer le sceptre au jeune Sébastien. Ce prince annonçoit des dispositions heureuses, mais son imagination romanesque, enflammée par le fanatisme de la religion et de la gloire, donnoit aux Portugais des craintes légitimes pour l'avenir.

L'Italie étoit partagée entre plusieurs états foibles et désunis, dont les uns tenoient à l'Espagne par intérêt ou par affection, dont les autres étoient intimidés et contenus par les forces que Philippe entretenoit dans le royaume de Naples et dans les Milanès. La révolution qui s'étoit faite dans le commerce, avoit enlevé à Venise

une grande partie de sa puissance en lui fermant la source de ses richesses. Cette république tâchoit de suppléer à la puissance par la prévoyance, l'habilité et la lenteur; elle craignoit le voisinage de l'Espagne et recherchoit la France, sans se prononcer hautement ni contre l'une ni pour l'autre. Les Médicis régnoient à Florence par les bienfaits de Charles-quin qui en avoit assuré la souveraineté au duc Alexandre, et la reconnoissance les attachoit à l'Espagne. Gènes suivoit le même système depuis les changemens que Dotia avoit faits à sa constitution et à ses lois. Le Piémont et la Savoie ne se ressentoient pas encore assez de l'administration éclairée d'Emanuel Philibert; pour oser substituer des mesures vigoureuses à des ménagemens forcés. Paul IV occupoit le trône pontifical. Vieillard inquiet et ambitieux, plus instruit du passé que du présent, il vouloit faire revivre d'anciens exemples, et conserver un langage mal approprié à la révolution générale des esprits.

Après un règne de trente-six ans, le conquérant de l'Égypte, le vainqueur de Rhodes, Solyman II occupoit encore le

trône Ottoman, mais l'âge avoit ralenti son activité, et les intrigues du sérail lui avoient fait perdre une partie de sa considération. Les Turcs menaçoient plus la Hongrie que l'Espagne, et Philippe ne s'intéressoit que foiblement au patrimoine de son oncle. Sa marine fort supérieure à celle des Turcs, le rassuroit sur leurs projets, et couvroit les côtes de l'Espagne.

Ferdinand, empereur d'Allemagne, n'avoit pas un caractère entreprenant. Ce prince étoit plus occupé à défendre ses états héréditaires contre les ennemis du nom chrétien, qu'à combattre les projets ambitieux de son neveu. Son autorité en Bohême et en Hongrie n'étoit que précaire; ses ressources pécuniaires étoient foibles et insuffisantes, et l'Allemagne avoit besoin de repos après les secousses violentes que lui avoient données les opinions et les armes. Is ne falloit pas moins que la modération et la douceur de Ferdinand, pour empêcher les haines plutôt assoupies qu'éteintes de produire de nouvelles explosions. Les protestans qui se défioient de Philippe et qui craignoient sa puissance, eussent volontiers concouru à l'affoiblir, mais les catholiques

observoient les protestans d'un oeil inquiet, et voyoient avec un plaisir secret dans la prépondérance toujours croissante de l'Espagne la garantie de leur religion et de leur culte.

La Suisse où la pauvreté et la valeur ont de tout temps enfanté des soldats, permettoit à ses braves habitans de vendre leurs bras et leur vie; mais elle-même trouvoit son salut dans l'inaction. Placée entre la France et l'Autriche, trop foible pour les attaquer, assez forte pour se défendre, elle bornoit sa politique à ménager ses puissans voisins, et faisoit des vœux pour la conservation de l'un et de l'autre.

La France qui seule a fait échouer une partie des plans de Charles-quin, pouvoit encore s'opposer avec succès à ceux de son fils. Elle venoit de s'agrandir par la conquête des trois évéchés, et la trêve de Vauxcelles que l'empereur avoit conclue avant sa retraite, afin de ne pas léguer la guerre à son fils, étoit un foible lien qui ne promettoit pas de rapprocher longtemps les deux puissances. Mais les prodigalités de Henri II avoient consommé le désordre des finances, et déjà l'état ne vivoit

plus que d'expédiens qui multiplioient ses embarras. La cour étoit le théâtre des intrigues, et les partis se disputoient l'autorité. Montmorenci, connétable de France, meilleur soldat que capitaine, sévère jusqu'à la dureté, à la fois avide et avare, jouissoit de la confiance du roi et en abusoit pour s'en juchir. Diane de Poitiers exerçoit sur le roi un empire absolu, qu'elle devoit plus à son adresse qu'à ses charmes déjà flétris par l'âge; elle avoit l'art de lui épargner l'ennui de l'oisiveté et la fatigue du travail, et dans la voluptueuse retraite d'Anet elle lui faisoit oublier ses chagrins et ses devoirs.

La reine Catherine de Médicis, humiliée du crédit de sa rivale, supportoit les dégoûts de sa situation avec une indifférence apparente, et ajoutant la fausseté à la dissimulation donnoit à Diane des marques de faveur et d'amitié; mais élevée au sein des artifices et des intrigues, elle concentroit dans son coeur les passions qui la dominoient, les vengeances et les projets qu'elle mûrissoit en silence. Elle ne sortira que trop tôt pour le bonheur de la France, de cette inaction forcée. Les Guises et les princes du sang jaloux les uns des autres,

se défioient tous des Médecis, suivbient ses démarches d'un oeil inquiet, et tâchoient de deviner ses pensées. Au milieu de tous ces ambitieux qui se disputoient son pouvoir, Henri se laissoit gouverner par quiconque vouloit bien en prendre la peine. Avec de la valeur et de la bonté, ce prince n'avoit aucune de ces qualités qui commandent l'estime, maistrisent les esprits et imposent aux factieux.

Le Nord n'avoit encore aucune espèce d'influence sur les événemens du midi. Gustave Wasa sur le trône de Suède, et Christern III sur celui de Danemarc, étoient uniquement occupés à consolider leur pouvoir, en l'employant à éteindre le feu de dissensions politiques et religieuses. Tout entiers à leurs devoirs et à la sûreté de leurs états, ils étoient assez indifférens aux dangers dont la grandeur toujours croissante de l'Espagne menaçoit les nations. Iwan Basilide gouvernoit la Russie avec plus de sagesse que de gloire, ignoré de l'Europe, et l'ignorant à son tour. La Russie n'étoit pas encore comptée au nombre des puissances. Sigismond Auguste avoit incorporé la Livonie à la Pologne.

La

La Courlande lui rendoit hommage, le règne du dernier des Jagellons avoit assez d'éclat pour attacher les Polonois à la monarchie héréditaire; et cependant ils étoient sur le point de l'échanger contre la monarchie élective. La Prusse avoit secoué le joug de l'ordre Teutonique, sans acquérir une liberté entière: elle étoit devenue un état séculier, et la religion luthérienne y avoit été introduite pour la soustraire à l'autorité des chevaliers et à celle du pape; mais le prince qui la gouvernoit sous le titre de duc, relevoit encore de la Pologne.

L'Angleterre obéissoit à Marie, et le mariage de cette princesse avec Philippe avoit mis les forces de ce royaume dans la dépendance de l'Espagne. Au milieu des horreurs que le faux zèle lui faisoit commettre, Philippe lui avoit demandé sa main; le fanatisme persécuteur de Marie lui annonçoit une épouse digne de lui. Ce prince qui n'avoit d'autres jouissances que celles de l'ambition, et qui ne croyoit pas qu'on pût payer une couronne trop chèrement, avoit oublié la personne de Marie, et n'avoit vu en elle que la reine d'Angleterre. De son côté, Marie avoit été flattée

d'être recherchée par un prince aussi puissant, et s'étoit fait illusion sur les motifs secrets de l'empressement de Philippe. Ne désespérant pas d'être aimée de lui, elle n'avoit pas craint, en l'épousant, de se donner un maître, et de soulever contre elle toute sa nation qui devoit redouter cet étranger. Dans cette occasion le parlement sortit de son sommeil. Il avoit vu tomber sous le despotisme de Marie, la liberté civile et la liberté religieuse, sans opposer la moindre résistance à ces abus de l'autorité; mais il empêcha de tout son pouvoir que Philippe devenant maître du royaume, augmentât et prolongeât cette servitude. A peine ce prince étoit-il arrivé en Angleterre, qu'il avoit prodigué l'argent pour partager le trône d'Angleterre avec Marie, et pour obtenir des espérances de succession. La reine l'avoit appuyé de tout son crédit, mais la hauteur et les dédains de Philippe avoient appris aux Anglois ce qu'ils pouvoient attendre de lui, et la nation ne prit pas le change sur ses vrais intérêts. C'étoit en multipliant les supplices que Marie tâchoit de se concilier un époux qui ne connoissoit pas d'autres

spectacles que des autos-da-fé; c'étoit en encourageant par sa présence les bourreaux, que Philippe lui témoignoit sa reconnaissance. Depuis que ses projets ambitieux avoient échoué, il ne répondoit à l'amour de Marie que par une indifférence profonde qui ressembloit au mépris. Rappelé par Charles-quin^t pour prendre possession de ses états, il avoit quitté avec empressement une épouse qui le fatiguoit par sa tendresse. Placé sur le trône d'Espagne, il pouvoit compter pour l'exécution de ses plans sur le secours de l'Angleterre. A la vérité il n'y avoit aucune espèce de pouvoir légal, mais il exerçoit un ascendant absolu sur l'infortunée Marie. Elle ne savoit rien lui refuser, et elle étoit prête à tout sacrifier pour plaire à son ingrat époux.

Bientôt l'occasion s'en présente. Paul IV¹⁵⁵⁵ de la maison de Caraffe occupe le trône pontifical. A l'exemple de ses prédécesseurs, il veut créer à son neveu un état indépendant. Pour réussir, il se propose de bouleverser l'Italie et d'allumer la guerre entre la France et l'Espagne. Paul présente en perspective à Henri II. la con-

quête du royaume de Naples, conquête souvent entreprise, jamais faite avec un succès durable, et qui ne convient pas à la France. Les agens du pape gagnent Diane de Poitiers et les Guises. La guerre est résolue malgré les conseils de Montmorenci, qui veut qu'on respecte la trêve de Vauxcelles dans un moment où la France ne peut compter sur aucun allié, où ses finances sont en désordre, et où sa force militaire est mal organisée. Le pape sûr du secours du roi de France, n'écoute plus que sa haine contre Philippe qui l'empêche de disposer des états de l'Italie en faveur de sa famille, et s'abandonne à des emportemens puérils. Le roi d'Espagne, serviteur religieux de l'Église, tire à regret l'épée contre le pontife, mais la politique triomphe de ses scrupules. Le duc d'Albe menace Rome. Paul incapable de résister aux troupes espagnoles, cède à la nécessité, et conclut une trêve de quarante jours.

1557. Bientôt l'arrivée de François de Guise qui marche à son secours à la tête de vingt mille hommes, lui rend son humeur guerrière. La trêve est rompue. Mais Guise est arrêté dans sa marche par le duc

d'Albe; son impétuosité vient se briser contre l'attitude calme, froide et réfléchie du général espagnol. Albe refuse la bataille, et fatigant son ennemie par des manœuvres savantes, il voit l'armée françoise qui sait tout supporter hors l'inaction, se fondre par le découragement et les maladies. Guise, l'auteur de la rupture avec l'Espagne, qui n'a vu dans cette guerre qu'un enchaînement de victoires faciles, et qui a préféré l'intérêt de sa gloire aux intérêts de la France, se trouve déçu dans ses espérances, et demande son rappel. On le lui accorde sans peine, car déjà Philippe menace l'intérieur de la France, et elle a besoin de toutes ses forces pour se défendre. 1557.

Le roi d'Espagne qui sent toute sa supériorité sur Henri, veut frapper un coup décisif, il rassemble une armée puissante sur les frontières de la Flandre, et la confie à Philibert de Savoie. Sous lui commande Egmont. L'Angleterre qui redoute l'ascendant dominateur de Philippe, voudroit soutenir la France dans cette querelle, ou du moins rester neutre; mais Marie ne le lui permet pas; elle ne desire que les succès et la satisfaction de Philippe, et oublie tout

le reste. Au mépris des conseils de la politique, le parlement intimidé ou gagné résout la guerre, et huit mille Anglois, sous les ordres du comte de Pembroke, débarquent dans les Pays-bas.

1557. Philibert de Savoie, par de fausses démonstrations, persuade aux François qu'il veut pénétrer en France par la Champagne. Ils y portent toutes leurs forces. Aussitôt il marche en Picardie, et vient mettre le siège devant St Quentin. Cette place mal fortifiée n'annonce pas une longue résistance, mais Coligni déjà connu par un esprit fécond en ressources, un courage opiniâtre et une sérénité d'âme qui le met à l'abri de l'ivresse des succès et de l'abattement des revers, se jette dans la forteresse et fait une superbe défense. Montmorenci accourt pour sauver la place. L'infériorité de ses forces, ses mauvaises dispositions et l'activité de Philibert font échouer cette entreprise. La bataille s'engage près de St Quentin. Le connétable est battu et fait prisonnier. Philippe à qui la nature avoit refusé le courage de tempérament, et qui n'avoit pas su se donner à lui-même par la force de sa volonté le con-

rage réfléchi, s'étoit tenu loin du champ de bataille, et avoit prié pendant que les autres combattoient. C'étoit le jour de la St Laurent. Pendant l'ardeur de la mêlée, il avoit fait voeu, si ses armes étoient victorieuses, d'élever un cloître et un palais en l'honneur du saint, et il en coûtera des sommes immenses à l'Espagne, pour construire dans un désert l'Escorial, vaste et triste édifice que des moines partagent avec le souverain, monument digne de Philippe et qui porte l'empreinte de son caractère.

Non-seulement le roi d'Espagne n'a pas su vaincre lui-même, et il doit uniquement son triomphe à Philibert; sa timidité naturelle et sa basse jalousie arrêtent ce général au milieu de ses succès. Déjà St Quentin et le Catelet se sont rendus; la terreur se répand dans Paris menacé. Charles-quin^t auroit pénétré dans la capitale, Philippe sauve lui-même la France, et la bataille de St Quentin demeure sans aucune suite importante. Au milieu de la consternation générale, au sein d'un hiver rigoureux, Guise rend la confiance aux François, et s'empare par surprise de Calais, la clef

du royaume. Les Anglois la possédoient depuis plus de deux-cents ans, et elle leur avoit souvent ouvert la France. L'année suivante Guise assiège Thionville et veut porter la guerre dans les états de Philippe. Mais la défaite du maréchal de Thermes, vaincu par le comte d'Egmont près de Gravelines, oblige le héros lorrain à revenir couvrir les frontières de la France.

13 juill.
1558.

Malgré ses victoires, Philippe songe à la paix. Son orgueil souffre de la gloire de ses généraux, et il ne voit dans leurs services et dans leurs succès, que des preuves humiliantes de sa dépendance et de sa nullité. D'ailleurs, sa conscience est alarmée de ce qu'il fait la guerre au pape, et les triomphes qu'il remporte sont à ses yeux de véritables crimes. Paul IV profite de ces heureuses dispositions; il conclut une paix honorable avec le roi d'Espagne, et abandonne son allié. Le superbe duc d'Albe est obligé d'aller demander pardon à genoux au saint père de ce qu'il a repoussé une injuste agression. Montmorenci, prisonnier chez les Espagnols, qui a toujours été contraire à la guerre et qui desire de recouvrer sa liberté, presse Henri de tout

sacrifier à la paix. Le roi de France y consent; on entame des conférences à Cerncamp, et la paix est signée à Câteau en 1559. Cambresis. Philippe rend à la France toutes les conquêtes qu'il a faites en Picardie. Henri restitue au duc de Savoie ses états dont il s'est emparé au commencement de la guerre, et cède en tout à Philippe et à ses alliés cent quatre-vingt-cinq places ouvertes ou fortifiées. On conclut un double mariage pour sceller la pacification générale. Emanuel Philibert épouse Marguerite soeur de Henri; Elisabeth sa fille s'unit au roi d'Espagne.

La paix de Câteau-Cambresis est l'époque de la plus haute élévation de l'Espagne; Philippe à l'apogée de sa puissance, pouvoit dicter des lois à l'Europe. L'épuisement ou la foiblesse des autres états formoient un contraste affligeant avec ses immenses moyens, et ne permettoient pas aux autres puissances de contre-balancer son ascendant. Ses projets vont s'étendre avec ses succès, et la mesure de ses forces deviendra celle de ses prétentions et de ses droits. Tous les états sont asservis ou craignent de l'être, et le caractère de Phi-

lippe, bien loin de rassurer sur l'usage qu'il pourra faire de ses forces, n'est lui-même qu'un danger de plus.

Dans ces circonstances critiques, la France a le malheur de perdre son roi. Henri II meurt des suites d'une blessure qu'il reçoit dans un tournoi dont l'objet est de célébrer le double mariage, et le coup de lance de Montgomeri amène pour les François un demi-siècle de calamités. Henri, incapable de suivre en administration une marche ferme et sûre, n'eût jamais fait le bonheur de son royaume, mais il l'eût préservé de l'excès du malheur, et son existence seule eût prévenu les factions, et arrêté les projets des ambitieux qui vont couvrir la France de sang et de ruines.

La mort de Henri II donne à Philippe de grandes espérances, hâte le développement de ses plans, et lui fait présumer qu'ils ne rencontreront de résistance nulle part. Ce prince connoissoit à fond la corruption de la cour de France, les vues secrètes de Médicis, les vastes desirs des Guises, l'orgueil et la jalousie des partis, la haine réciproque des catholiques et des

protestans. Ces divisions naissantes le réjouissent; il prévoit que la France, tournant ses forces contre elle-même, perdra toute espèce d'influence politique, et ne sera bientôt plus qu'un champ de bataille où toutes les passions déchaînées se livreront de cruels combats. Il se propose de hâter l'explosion dont elle est menacée, d'allumer et de prolonger la guerre civile, de prendre le fanatisme et le crime à sa solde, de détruire les factions l'une par l'autre, et d'amener par toutes sortes de moyens le démembrement de la France, ou d'ajouter cette couronne brillante à toutes celles qui chargent déjà sa tête.

L'Angleterre lui échappe, et cesse d'être l'instrument docile de son ambition. Marie consumée de chagrin, de douleur et de remords, a terminé sa triste et coupable vie. 1558. Sa soeur Elisabeth lui a succédé. Philippe qui la connoît mal, espère encore de l'épouser et de conserver l'Angleterre dans sa dépendance; mais au défaut de ce mariage, il veut semer la désunion et le trouble dans le royaume pour l'empêcher de se mêler des affaires de l'Europe, et entraver de toutes manières son commetce qui

pourroit le conduire à la richesse et à la puissance.

Pendant qu'il naturalisera chez ses voisins la discorde et la guerre, il compte établir dans ses propres états l'uniformité de croyance, de constitution et de lois. Une seule volonté doit animer le vaste corps de la monarchie; supérieure à toutes les formes, elle ne doit rencontrer d'obstacles ni d'opposition nulle part, et agir par-tout avec la même promptitude et la même énergie. Les Pays-bas qu'il hait parce que le peuple y est quelque chose et que les caprices du prince n'y font pas la loi, doivent être dépouillés de leurs privilèges et subir le joug. Maître absolu dans ses états, il pourra d'autant plus facilement le devenir chez les autres, et exiger d'eux une soumission servile. Ce plan est vaste, mais les circonstances paroissent le favoriser; il est vague, mais les passions n'en forment pas d'autres, et il faut donner quelque chose aux événemens. L'Europe est menacée d'un despotisme sans bornes et sans mesure. Henri IV, Guillaume de Nassau, Elisabeth la sauveront de la servitude, tout en régénérant leur patrie, et ce colosse de puissance ne sera plus qu'un grand fantôme.

CHAPITRE XIX.

Etat de la France à l'époque de la naissance des troubles civils. Considérations générales sur ces troubles. Caractères des principaux acteurs.

A la paix de Câteau-Cambresis, la France avoit déjà perdu de son crédit politique, et avoit elle-même trahi le secret de sa foiblesse. Les guerres civiles qui la désolèrent pendant trente-huit ans, achevèrent de lui enlever son influence. Occupée à se déchirer de ses propres mains, elle ne joua pendant long-temps aucune espèce de rôle sur le grand théâtre de l'Europe; sans forces, sans activité, sans considération, elle fut agitée dans l'intérieur, et nulle au dehors. En y fomentant les troubles par son or, ses agens et ses armes, Philippe se délivra d'un rival incommode dont il redoutoit la surveillance; mais ce ne fut pas pour toujours. Au moment où il croyoit que la France alloit être démembrée ou qu'elle tomberoit sous son pouvoir, le génie de Henri IV l'arrêta sur le penchant de l'abîme, et la relevant avec force, lui rendit sa vigueur première.

Les guerres dont nous allons présenter l'esquisse, offrent un enchaînement de crimes et de fureurs qui paroîtroient inexplicables si l'on ne jetoit pas un coup-d'oeil sur l'état de la France à l'époque malheureuse où les discordes civiles commencèrent.

Depuis le règne de Louis XI, l'aristocratie féodale avoit perdu de son autorité; mais il étoit facile de prévoir que sous un règne foible elle pourroit redevenir redoutable. Les guerres extérieures avoient occupé au dehors l'activité inquiète de la noblesse. Les expéditions brillantes et stériles de Charles VIII, de Louis XII et de François I. en Italie, avoient fourni des alimens à la valeur bouillante de la nation et à son amour pour la gloire. Impatiente du repos, elle desiroit de nouveaux événemens, et l'état avoit tout à craindre de cette disposition des esprits. Les vertus de Louis XII avoient commandé le respect; les qualités intéressantes et les défauts aimables de son successeur lui avoient gagné les coeurs. La France leur avoit pardonné les fautes et les malheurs de leur règne, et au milieu des crises les plus terribles tout

étoit resté tranquille et soumis. Mais les anciennes habitudes n'étoient pas détruites, les maximes dominantes étoient toujours les mêmes, et elles devoient amener des troubles sous des princes qui n'inspireroient ni l'estime ni l'amour. La noblesse avoit encore des moyens de résistance et même des moyens d'agression, qui pouvoient au besoin lui faire espérer de combattre avec succès l'autorité royale. Les esprits avoient plutôt été distraits de la révolte qu'accoutumés à l'obéissance. Le goût des plaisirs tranquilles et délicats ne l'emportoit pas encore sur le goût du mouvement, du bruit et de l'agitation. Les seigneurs riches vivoient beaucoup plus à leurs terres qu'à la cour, et y jouissoient d'un grand pouvoir et d'une entière indépendance. Ceux mêmes qui s'étoient engagés dans le tourbillon des intrigues, desiroient plus la puissance que la faveur, et employant pour réussir à la cour les moyens qu'ils avoient de se faire craindre, ils s'entendoient mieux à menacer qu'à flatter le souverain et ses ministres. Déjà sous le règne de Henri II les partis avoient pris naissance, et sous celui de son successeur ils devoient se prononcer plus fortement.

La puissance de la noblesse et son esprit factieux ne trouvoient pas encore dans le tiers-état un contre-poids suffisant pour les arrêter. Cette classe avoit acquis du crédit et de la considération à mesure que l'industrie et le commerce avoient fait des progrès; mais elle n'étoit ni assez riche ni assez nombreuse pour contre-balancer l'ascendant des propriétaires terriens. Les bourgeois peu éclairés sur leurs vrais intérêts, ne savoient rien refuser à l'éclat d'une haute naissance ou d'un nom illustre. Familiarisés avec les exercices militaires et encore étrangers aux douceurs d'une vie pacifique et molle, ils aimoient le métier des armes, et il étoit facile de les engager dans des entreprises hasardeuses. Les gentilshommes sans propriété étoient dans la dépendance des seigneurs opulens, et ne vivant que de leurs bienfaits, épousoient toutes leurs passions. Le paysan étoit serf, et obéissoit.

A la vérité, le roi entretenoit une armée permanente qui devoit protéger tous les ordres de l'état et les contenir tous dans de justes limites, mais cette armée étoit petite et foible. En temps de guerre on prenoit

prenoit des troupes étrangères à la solde, et l'on comptoit sur l'empressement des volontaires. Sous les règnes précédens, les revenus n'avoient pas suffi pour couvrir les dépenses; l'état étoit endetté de quarante-deux millions de livres; le produit des domaines et de la taille avoit été porté au plus haut degré possible. L'assemblée des Etats du royaume auroit pu prévenir ces désordres, ou les corriger si la constitution avoit été organisée avec plus de sagesse. Mais les trois ordres, presque toujours divisés, ne faisoient que s'accuser les uns les autres, ou se défendre contre leurs entreprises réciproques. Tout le monde gémissoit des maux qui affligeoient le royaume, et personne ne vouloit se prêter aux sacrifices nécessaires pour les guérir.

Dans un tel état de choses la tranquillité publique n'étoit rien moins qu'affermie, et il ne devoit pas être difficile à des ambitieux de profiter d'un règne foible pour amener de grands mouvemens: il ne leur falloit qu'une occasion ou un prétexte; la religion les leur fournit.

La réforme avoit déposé en France des germes funestes de désunion et de trou-

bles. Les opinions nouvelles avoient pénétré dans le royaume dès les premières années du règne de François I. Une nation active, qui aimé la nouveauté parce qu'elle a besoin d'exercer ses forces, et qui hait l'uniformité parce qu'elle redoute l'ennui, devoit bien accueillir les idées des réformateurs; aussi la doctrine des protestans se répandit-elle de bonne heure en France, et y compta bientôt de nombreux partisans. Les censures de la Sorbonne et le zèle peu éclairé du chancelier Duprat et de l'archevêque Tournon, ne firent qu'irriter les esprits et réveiller l'attention générale. François qui croyoit avec son siècle qu'il falloit punir ceux qui s'écartoient des opinions reçues, comme ceux qui violoient les lois civiles, permit que les bûchers s'allumassent; et les persécutions multiplièrent les sectaires. Marguerite de Navarre, soeur du roi, qui joignoit à des mœurs peu sévères un esprit avide d'instruction, tempéroit la rigueur de son frère. La doctrine des protestans lui inspiroit un intérêt de curiosité, et ce fut elle qui protégea Calvin. Les principes de ce réformateur avoient fait en France une

Fortune prodigieuse- D'origine françoise, la langue qu'il parloit, et dans laquelle il écrivoit, la proximité du lieu où il établit le siège de la religion nouvelle, ses connoissances, et son activité dispoient les François à le suivre préférablement à Luther, et le calvinisme prit racine dans toutes les provinces du royaume. Une tolérance éclairée eût prévenu tous les malheurs. Avec de la fermeté et de la justice, le gouvernement eût assuré la liberté des particuliers et le repos de l'état. Mais les cruautés affreuses que le baron d'Oppède, président au parlement d'Aix, exerça sur les malheureux Vaudois, peuplade innocente et simple, qui jusq' alors avoit vécu ignorée et heureuse au sein de ses montagnes, révoltèrent tous ceux qui n'avoient pas abjuré toute humanité, et de la haine des persécuteurs beaucoup de gens passèrent à la haine de leur culte. Les églises réformées prirent des accroissemens. On en vit naître à Lyon, à Bordeaux, à Angers, à Paris même. Des hommes distingués par leur rang, leurs richesses et leur crédit, se faisoient un honneur d'être comptés au nombre des membres de la secte nouvelle : Henri II, aussi

cruel envers les réformés que son père, et plus inconséquent que lui, s'allioit avec les protestans d'Allemagne, et sévissoit contre ceux de France. On les traitoit comme des malfaiteurs, les prisons étoient remplies de victimes du faux zèle; souvent on les punissoit du dernier supplice. Anne du Bourg, neveu du chancelier de France, d'une des plus illustres maisons d'Auvergne, avoit été arrêté à Paris avec quatre autres personnes considérées dans l'église calviniste. Malgré ces rigueurs, les idées nouvelles circuloient en France avec la plus grande rapidité. Beaucoup de gens croyoient qu'il falloit n'avoir que des raisons bien-foibles à leur opposer, puisqu'on employoit contre elles le fer et le feu. Il y avoit une sorte de hardiesse à professer le calvinisme; ce fut un motif pour les esprits ardents et fiers de l'embrasser avec empressement. Le devoir défendoit de composer avec la vérité; la résistance aux lois parut un acte de vertu, et chaque exemple de résistance inspirant de l'admiration, multiplia les sectaires et provoquoit des révoltes.

Telle étoit en France

esprits, lorsque Henri II qu'on pleura sincèrement sans l'avoir estimé pendant sa vie, laissa le trône à un prince encore enfant. Les têtes étoient exaltées, les coeurs exaspérés et aigris; il y avoit dans toutes les provinces un levain de fermentation et de troubles dont les ambitieux pouvoient habilement profiter.

Ce seroit à tort qu'on accuseroit la religion des forfaits inouis, et des longues infortunes dont la France fut à cette époque le théâtre. Le fanatisme, cette affreuse maladie de l'esprit humain qui naît de la corruption des principes les plus salutaires, se montre par-tout où sur des objets importants, un peuple vif et impétueux n'a que des idées vagues et confuses. Les sciences, les arts, la politique ont eu leurs fanatiques comme la religion, et s'ils avoient toujours disposé de la force, ils en auroient tous abusé. Tous les fanatiques indifféremment, ne voyant qu'un seul objet, croient que le but légitime les moyens, et qu'on peut tout ce permettre pour le succès de la cause, qu'on défend. Du moment où les esprits se persuadent qu'il y a quelque chose de plus impérieux et de plus né-

cessaire que les obligations saintes de la morale, et où l'ivresse est telle que les idées du juste s'effacent et se confondent, l'espèce humaine doit trembler; car la sauve-garde du droit une fois enlevée, elle est menacée des plus grands malheurs. D'ailleurs, le fanatisme religieux fut plutôt le moyen que le motif des guerres civiles de France. Dans cette sanglante période de l'histoire, les vrais fanatiques furent les instrumens ou les victimes et les dupes de l'ambition de leurs chefs qui jouèrent le fanatisme; les têtes froides employèrent les esprits ardents à leurs vues personnelles. Il en est de même dans tous les siècles. Les passions se ressemblent toujours à elles-mêmes: elles ne changent que de masques et de moyens. A cette époque elles trouvèrent l'arme de la religion toute préparée, elles s'en servirent.

On pourra s'étonner de voir tous les partis combattre sans scrupule leur souverain légitime. Mais dans les commencemens des troubles, la masse des protestans croyoit qu'un souverain qui refuse à ses sujets la liberté de culte, est lui-même en révolte contre l'Être-suprême, et ils étoient

persuadés que les lois de la religion doivent l'emporter sur les lois civiles, et des intérêts éternels sur des intérêts temporaires. Les chefs des protestans et des catholiques n'avoient pas sur l'autorité royale, les idées qui devinrent dominantes en France depuis Henri IV et surtout pendant le règne de Louis XIV. Ils regardoient comme une maxime incontestable, que dans certaines occasions la noblesse pouvoit défendre ses droits à main armée. D'ailleurs dans tous les temps et dans tous les pays du monde, le plus petit nombre obéit au souverain par principe et par devoir; l'opinion, la force et l'habitude sont les trois grands ressorts de l'obéissance. Or il n'y en avoit aucun qui à la naissance des guerres civiles, ne fût usé ou détruit en France. L'opinion étoit pervertie, et marchant en sens contraire à la soumission, approuvoit et honoroit même les réfractaires. La force étoit pour le moins partagée également entre le roi et ses sujets rebelles. L'habitude, le plus puissant de tous les liens, le plus lent à se former, et celui qui demande le plus de ménagemens, fut brisé dès que l'exemple de la révolte eut été une fois donné avec succès.

Peu de guerres ont été plus sanglantes et plus cruelles. Les deux partis se sont rendus coupables d'inhumanité, et souvent les protestans ont été aussi barbares que les catholiques. La St Barthélemi met sans contredit un terrible poids dans le bassin qui porte les crimes des catholiques; mais des deux côtés on s'est baigné dans le sang, quelquefois même avec une cruauté froide et gratuite. Ce caractère est commun à toutes les guerres civiles. Elles sont toujours plus atroces que les autres. Leur naissance seule suppose déjà la plus grande force des passions haineuses et malfaisantes; il n'est donc pas étonnant qu'elles y déploient une activité plus effrayante que dans les guerres ordinaires. Les citoyens d'un même état ne se pardonnent pas de s'attaquer réciproquement, et par conséquent ils s'attaquent avec plus de fureur. Plus l'union a été intime, et plus les animosités sont profondes et durables. D'ailleurs, les guerres de peuple à peuple se font selon certaines règles, sur quelques points d'un pays et pendant une partie de l'année. Au contraire, la guerre civile fait de toute une contrée un vaste champ-de-

bataille; comme les ennemis se touchent par tous les points, les combats, les incendies, les assassinats se multiplient et se passent en même temps dans mille endroits différens. Le crime et la violence promènent par-tout leurs fureurs, et ne reposent jamais. On sacrifie tout au desir de vaincre. Chaque individu se dépouille et se ruine volontairement pour satisfaire la passion qui l'anime. Une nation fait la guerre, non-seulement avec son revenu, mais avec son capital. Durant cette malheureuse époque, la France a mis quelquefois sur pied en même temps quatorze armées différentes. Sous François I, deux campagnes la mettoient hors d'état d'en faire une troisième, et elle a suffi aux dépenses de la guerre civile pendant trente-huit ans.

Il est extrêmement difficile, dans l'histoire des troubles religieux de la France, de découvrir la vérité au milieu des allégués contradictoires des écrivains de tous les partis, et de décider dans chaque cas particulier, qui des catholiques ou des protestans ont été les agresseurs. Des deux côtés, on veut persuader qu'on ne fait que

se défendre lorsqu'on attaque, on prête des complots à son adversaire pour justifier ceux que l'on forme soi-même, et l'on paroît céder à la nécessité des circonstances, quand on a préparé de loin, et avec beaucoup d'art, de nouvelles ruptures.

Les prétextes des troubles ont toujours été les mêmes pendant toute la durée des guerres civiles, et l'on a toujours invoqué la religion, la patrie, l'intérêt général, pendant qu'on sacrifioit dans le fait aux passions; mais l'objet réel des troubles a changé trois fois de nature. Sous le règne de François II et durant la minorité de Charles IX, il s'agissoit de savoir qui des Guises, des princes du sang, ou de Catherine de Médicis, seroit maître du royaume; depuis la mort de Condé jusqu'à la naissance de la ligue, on s'est battu pour décider si la France seroit catholique ou protestante; ce fut un combat à mort entre les deux religions. Toutes deux vouloient asseoir leur domination sur la ruine totale de leur ennemie. Lorsqu'on vit que la maison de Valois alloit s'éteindre et que le sceptre passeroit aux Bourbons, surtout depuis l'assassinat de Henri III, on se di-

visa sur la grande question de la succession au trône, et le bon génie de la France qui vouloit assurer le sceptre à l'héritier légitime, au roi de Navarre, luttâ pendant quatorze ans contre le mauvais génie de ceux qui demandoient un changement de dynastie, et qui combattoient pour l'Espagne et pour les Guises. La paix de Ver vins termina cette longue et pénible lutte; la cause des lois fut victorieuse les vrais principes de la monarchie triomphèrent; et Henri IV vengeâ la France et l'Europe de l'ambition de l'Espagne.

Après ces réflexions générales, qui étoient nécessaires pour faire saisir l'ensemble des événemens, et qui nous dispenseront d'entrer dans beaucoup de détails, considérons les principaux traits de ce demi-siècle de sang et de larmes.

La mort de Henri II fut le signal des troubles et des divisions. Les partis qui avoient existé à la cour sous son règne, devinrent de véritables factions sous celui de son successeur. François II que les lois appeloient au trône, sortoit de l'enfance, et devoit gouverner un état sourdement agité, dans l'âge où l'on sait à peine se

gouverner soi-même. Foible de corps et d'esprit, il étoit incapable de dévoiler les intrigues des courtisans, et de résister à l'ascendant de ceux qui convoitoient son autorité. Il ne vouloit pas le mal, mais il ne savoit pas voir le bien, bien moins encore le vouloir avec force, et l'exécuter avec succès.

Les Guises et les princes du sang, jaloux les uns des autres, brûloient également de s'emparer du pouvoir. François duc de Guise, le chef de sa maison, en étoit le plus habile et le plus illustre. Capitaine distingué, il joignoit à ses talens militaires une connoissance profonde des affaires de l'état et une activité infatigable. Son ambition étoit vaste et franche. Au-dessus des artifices des petites âmes, il ne dissimuloit pas ses desirs et ses espérances. Il aspiroit à une haute élévation, il la méritoit par ses services, et il ne vouloit y parvenir que pour faire de grandes choses. Capable de commettre des violences utiles à ses vues, il étoit incapable d'une bassesse. Désintéressé, généreux, magnanime, il se faisoit estimer de ses ennemis eux-mêmes; la belle défense de Metz

et la prise de Calais lui avoient acquis l'admiration et l'amour des François, et son nom se présenteoit le premier dès qu'il s'agissoit d'une entreprise difficile et glorieuse.

Son frère le cardinal de Lorraine, avoit tous ses défauts, sans avoir les qualités brillantes qui les faisoient oublier. Soit vice de caractère, soit vice d'état, il couvroit ses passions ardentes du masque de la religion, et préféroit le mensonge, la ruse, la perfidie, à tous les autres moyens de réussir. Son esprit dégénéroit souvent en subtilité, et il avoit beaucoup moins d'instruction qu'il ne croyoit en avoir. Toujours prêt à sanctionner toutes les démarches utiles à l'élévation de sa famille, on le consultoit comme la conscience du parti. Cette conscience corrompue rassuroit et endormoit celle des autres. En conseillant ou en ordonnant le crime, il paroissoit le légitimer. Le crédit des Guises s'appuyoit sur le crédit de la jeune reine. Ils avoient eu l'adresse de faire épouser à François II leur nièce Marie Stuart, reine d'Ecosse, fille de Marguerite de Guise, et de Jaques IV. Cette princesse régnoit sur son époux par

gouverner soi-même. Foible
 d'esprit, il étoit incapable de
 intrigues des courtisans,
 l'ascendant de ceux qui
 autorité. Il ne vouloit
 ne savoit pas voir le
 core le vouloir avec
 avec succès.

Les Guises et
 lous les uns de
 ment de s'emp
 duc de Guise
 étoit le plus
 pitaine dis
 militaires
 affaires
 Son ar
 de
 ce
 il
 de
 de la conduite. Contrariée et contrainte
 durant la vie de Henri II, ce ne fut qu'a-
 près sa mort qu'elle développa dans toute
 son étendue son génie malfaisant. Faite
 pour vivre dans le cahos des intérêts, des

Ne
 dominer Fran-

de l'abbé de la Motte
 de l'abbé de la Motte
 de l'abbé de la Motte

partis, l'intrigue étoit son
 leur dans ses voluptés,
 geances, sans honte
 choix de ses
 parfaits comme
 plaisir, de
 crime
 plus ou
 ces, la dé-
 e combinaison
 , le scandale un
 la religion une inven-
 pour faire des dupes, tout
 s certains momens de ferveur
 ammodement avec le ciel. Dans sa
 onde corruption, elle ne connut d'autre
 sentiment que le regret d'avoir quelquefois
 manqué son coup, plus intrépide encore
 quand le crime étoit consommé, qu'auda-
 cieuse à l'entreprendre. Elle avoit de l'es-
 prit et de la pénétration, mais elle man-
 quoit de cette force de tête qui enchaîne
 l'avenir au présent, prévoit tous les cas
 possibles, et saisit un grand ensemble. Dans
 le moment de l'embarras et du danger
 tout lui paroissoit bon pour en sortir, et
 faute de bien calculer les suites de ses

269
 Calais lui arrivaient acquies
 pour des Français, et
 le premier des qu'il
 difficile et glo-

im, avoit
 bril-

les grâces de sa figure et
son esprit; ses oncles ré-
faisoient servir l'amour
ambition.

Catherine de Médicis
de Marie et de celui
sa haine sous de fei
d'enchaîner ses riy
seins ambitieux.
sur l'esprit de s
l'habitude autant
pouvant encore
çois seule et sa
prochée des
perdre dès qu
Née avec un
périeux et
avoit persu
rale n'étoit
pour les
premier
de prud
de la c
durant
près s
son
pour

factions et des partis, l'intrigue étoit son élément. Sans pudeur dans ses voluptés, sans pitié dans ses vengeances, sans honte et sans remords dans le choix de ses moyens, elle arrangeoit des forfaits comme elle arrangeoit des parties de plaisir, de sang-froid et avec raffinement. Le crime n'étoit à ses yeux qu'un expédient plus ou moins bon suivant les circonstances, la débauche la plus effrénée une combinaison bizarre de l'imagination, le scandale un plaisir de plus, et la religion une invention excellente pour faire des dupes, tout au plus dans certains momens de ferveur un accommodement avec le ciel. Dans sa profonde corruption, elle ne connut d'autre sentiment que le regret d'avoir quelquefois manqué son coup, plus intrépide encore quand le crime étoit consommé, qu'audacieuse à l'entreprendre. Elle avoit de l'esprit et de la pénétration, mais elle manquoit de cette force de tête qui enchaîne l'avenir au présent, prévoit tous les cas possibles, et saisit un grand ensemble. Dans le moment de l'embarras et du danger tout lui paroissoit bon pour en sortir, et faute de bien calculer les suites de ses

actions, elle multiplioit ses embarras et ses dangers. Connoissant beaucoup mieux les hommes que les choses, et plus au fait des intrigues que des affaires, elle ne pouvoit pas gouverner seule, quelque envie qu'elle en eût, et elle fut toujours obligée de partager son pouvoir avec des hommes capables de porter le fardeau d'une grande administration. A la mort de Henri II, la nécessité avoit opéré une coalition momentanée entre elle et les Guises; elle sentoit qu'elle ne pouvoit ni se passer d'eux ni les écarter, leur autorité l'emportoit encore sur la sienne, et ils étoient les véritables maîtres du royaume.

Les princes du sang de la branche de Bourbon, héritiers du trône si les Valois venoient à s'éteindre, voyoient avec indignation des étrangers jouir d'une confiance et d'un pouvoir qui suivant les lois ne devoient pas leur appartenir. Antoine de Bourbon, l'aîné de la maison, roi de Navarre du chef de sa femme Jeanne d'Albret, auroit supporté l'élévation des Guises avec assez d'indifférence, s'il avoit pu recouvrer la partie de son royaume dont l'Espagne s'étoit injustement emparée; mais

sa femme et son frère l'animoient contre les Lorrains. Il étoit plus jaloux des décorations du pouvoir que du pouvoir même, confiant et crédule comme un enfant, dupe de tous ceux qui lui faisoient des promesses, sans volonté et sans moyens.

Son frère Louis de Condé joignoit à une ambition qui prétendoit à tout, des talens qui lui permettoient d'arriver à tout, et ses titres égaloient ses prétentions. Il avoit l'audace d'un conspirateur, la légèreté d'un homme du monde, et les vues d'un homme d'état. Son goût pour les plaisirs n'entreprenoit pas sur son activité, la frivolité de ses manières ne le rendoit pas incapable du sérieux des affaires, et ses moeurs étoient peu sévères sans que ses habitudes fussent molles et efféminées. Sa naissance et son mérite auroient dû le porter aux premières places, et il s'indignoit de l'obscurité où on le laissoit languir, tandis que les Guises gouvernoient l'état. Protestant par politique pour le moins autant que par conviction, il seroit difficile de déterminer à quelle époque il résolut de se servir de la religion pour perdre ses ennemis et pour arriver au pouvoir. Eut-il le premier l'idée

de fomenter les troubles religieux, ou ne l'eut-il qu'après que les Guises se furent mis à la tête du parti catholique? ce sera toujours un problème.

Dans le parti protestant dont Louis de Condé alloit devenir le chef, se trouvoit un homme fait pour les grandes entreprises, et qui s'embloit né pour briller au milieu des orages; c'étoit l'amiral de Coligni, de l'illustre maison des Châtillons. Il avoit porté les armes de bonne heure, et s'étoit fait une réputation par la belle défense de St Quentin. Combinant long-temps ses projets dans les profondeurs de sa pensée, il ne permettoit pas qu'on les soupçonnât avant le moment où il les déployoit dans toute leur étendue. Instruit à fond des ressources et des forces des protestans, de la position des lieux et de l'état des provinces, il n'étoit jamais étonné des événemens, jamais découragé par les revers. Il avoit prévu avant que d'agir, et il savoit corriger ce qu'il n'avoit pas pu prévenir. Sa froide intrépidité ranimoit ou modérait l'ardeur des autres; sa fermeté persévérante inspiroit la confiance, et sa simplicité désarmoit l'envie. Il étoit grand sans effort,

et trop sûr de sa gloire pour en être inquiet. Rarement vainqueur dans les guerres de religion, il ne paroissoit jamais plus admirable que dans ses défaites, et ses retraites savantes d'une extrémité de la France à l'autre, étoient plus glorieuses que les victoires de ses ennemis. Tout en combattant, il négocioit pour son parti en Allemagne, en Angleterre, dans les Pays-bas. Tour-à-tour insinuant et impérieux, il obtenoit ou commandoit les sacrifices, et savoit rester calme en allumant l'enthousiasme de son armée. Ses moeurs étoient simples et même austères. Le peu de temps que les affaires n'emportoient pas, étoit donné à l'économie rurale. Dans les intervalles de repos que lui laissoient les guerres civiles, il cultivoit sa vigne de la même main qui signoit des traités. L'ambition des grandes places et celle de la fortune lui étoient étrangères; mais il avoit celle de créer et de réaliser de vastes combinaisons: ambition plus honorable, mais non moins dangereuse que l'autre. D'Andelot et le cardinal de Châtillon frères de Coligni, servoient ses desseins avec succès, le premier par son intrépidité, le second par son esprit adroit et conciliateur.

Ainsi du côté des catholiques et de celui des protestans, se trouvoient pour le malheur de la France, des hommes d'un mérite rare, qui joignoient la puissance du caractère à celle du génie, et à qui il ne manquoit, pour être de grands hommes, que de préférer le devoir à l'ambition, et des principes purs à des maximes intéressées. Il sembloit que la nature eût prodigué pour la ruine du royaume, les dons dont elle est le plus avare, le talent et l'énergie. Si les caractères mâles et vigoureux que cette époque malheureuse présente, ne la sauvent pas d'une juste horreur, ils la sauvent du moins du mépris de la postérité. On y voit plus de passions que de vices, et de ces passions fières et franches, familiarisées avec la violence, étrangères à la bassesse, qui ne germent que dans des âmes pleines de sève et de force; et qui par leurs explosions volcaniques peuvent faire frémir pour le spectateur, mais lui épargnent l'affreux dégoût que dans la nature morale comme dans la nature physique, donnent toujours les signes de la putréfaction.

Au milieu de toutes ces formes impo-

santes et prononcées, qui arrachent quelquefois l'admiration lors-même qu'elles repoussent l'estime, l'Hospital seul est véritablement grand; placé entre les Guises et les princes du sang, et ne connoissant d'autre parti que celui de l'état, lui seul se montre citoyen. Un savoir profond, un esprit vaste et lumineux sont relevés en lui par une probité réfléchie, constante, inaltérable. Toujours modéré dans le choc de toutes les passions, tolérant au milieu des fureurs du fanatisme, occupé de projets utiles à l'état, tandis qu'autour de lui chacun n'est occupé que de son intérêt particulier; jaloux de la perfection des lois à une époque où tous les partis invoquent la force, il paroît un être supérieur chargé d'arbitrer les divisions. Ne séparant ni dans son coeur ni dans ses travaux l'autorité royale de la liberté publique, parce qu'il sait que l'une ne peut exister sans l'autre, il voudroit assurer la tranquillité de l'état en accordant à tous les François l'exercice d'un droit sacré, et concilier le maintien de la religion catholique et l'existence du calvinisme. Son éloquence serrée et pressante confond les subtilités du cardinal de

Lorraine; sa vigilance et sa sévère économie commencent à rétablir l'ordre dans les finances, et tel est l'empire de la vertu, qu'il se fait écouter au sein d'une cour corrompue, et que ceux-mêmes qui s'opposent à ses vues bienfaisantes sont forcés à leur rendre hommage.

CHAPITRE XX.

Commencemens des guerres civiles. Conspiration de la Renaudie. Mort de François II. Régence de Catherine de Médicis. Première, seconde, troisième guerre de religion.

Tel étoit l'état de la France, tels étoient les hommes qui tenoient ses destinées dans leurs mains et qui se disputoient l'autorité. François de Guise et le cardinal de Lorraine avoient été nommés ministres par le jeune roi, dès son avènement au trône. Le connétable de Montmorenci, tout-puissant sous le règne de Henri II, odieux aux Guises et à Catherine, avoit été éloigné de la cour, et vivoit à Chantilly. Les Guises avoient déjà formé le projet de faire de leur cause, la cause de la religion catholique, et commencèrent à persécuter les protestans. Anne du Bourg arrêté sous le règne précédent, est une des premières victimes qu'ils s'immolent. Les mécontents, le prince de Condé à leur tête, tinrent une assemblée secrète à la Ferté pour y concerter leurs 1560. mesures contre les Guises. Ce fut-là que l'amiral de Coligni développant aux yeux du prince les ressources et les forces des

réformés, lui montra qu'il pouvoit les servir en les employant au succès de ses propres desseins, et qu'en épousant leurs intérêts, il assureroit son triomphe et celui de leur culte. Ce plan flattoit trop les passions de Condé pour ne pas lui plaire. Il donnoit à son ambition les couleurs du désintéressement, lui fournissoit les moyens d'agir et des prétextes plausibles; tout en travaillant pour lui-même, il paroissoit le protecteur des opprimés. L'essentiel étoit de soustraire la personne du roi à l'autorité des Guises. On forme le projet de l'enlever à Blois, où il devoit aller passer le printemps. Les mécontents, dans leurs discours, séparant le roi, de ceux à qui il accorde sa confiance, prétendoient pouvoir concilier avec le respect qu'ils doivent à leur souverain, les mesures illégales qu'ils prennent contre ses ministres. Par une distinction absurde, ils voudroient faire croire qu'ils ne conspirent pas contre leur maître en conspirant contre les dépositaires de son pouvoir. On jette les yeux sur la Renaudie pour exécuter le complot. Ce gentilhomme issu d'une bonne famille du Périgord, étoit très-attaché à la religion nouvelle; son audace et son acti-

vité lui faisoient aimer les hasards des entreprises. S'il réussit, on profitera de ses succès; s'il manque son coup, on peut le désavouer. Les conjurés se rassemblent à Nantes; on ne parle aux mécontents que de la majesté du trône compromise par les Lorrains, et de la servitude du roi; on ne présente aux réformés que les dangers de leur religion, et l'oppression dans laquelle ils languissent. Tous marchent au même but par des moyens différens. Les Guises soupçonnent un dessein secret, et la cour est transférée à Amboise. Bientôt ces soupçons se changent en certitude par l'indiscrétion de la Renaudie. Les Guises persuadent au roi, qui un moment paroît douter du fait, que c'est lui qu'on attaque, et que la conjuration menace son autorité. Ils font tous les préparatifs nécessaires pour la défense de la ville, et ils ont l'adressé de confier les postes les plus importans au prince de Condé et aux partisans secrets de la Renaudie, en les faisant surveiller de près. Les conjurés s'avancent et se présentent sous les murs d'Amboise, mais ils sont repoussés. La Renaudie est tué dans le combat, et les Guises n'écoutant que leur

vengeance, multiplient les exécutions. Ils n'ont pas osé accuser le prince de Condé, quelque fortes que soient les preuves de sa complicité, mais ils ne font qu'ajourner sa perte.

Le duc de Guise est nommé lieutenant-général du royaume. Les échafauds s'élèvent; Amboise est inondée de sang. Beaucoup d'innocens périssent, et les coupables eux-mêmes sont condamnés par des formes illégales et injustes. Olivier, chancelier du royaume, homme honnête et bon, mais trop foible pour résister au despotisme des Guises, meurt de chagrin de ne pouvoir empêcher ces exécutions sanglantes. L'Hospital le remplace. Il doit son élévation à la duchesse de Montpensier qui connoît sa tolérance, et à Médicis elle-même qui lui pardonne sa vertu en faveur de ses talens. Elle compte s'en servir contre les Guises, qui marchent à grands pas à une domination absolue. L'Hospital, qui s'oublie lui-même dès que le devoir parle, et qui ne voit que la patrie, accepte le poste éminent et difficile qu'on lui offre. Il ne se déguise ni le travail immense qui va peser sur lui, ni les dangers de sa position, ni

les malheurs qui menacent la France; il ne pourra pas faire tout le bien qu'il desire, mais il espère empêcher une partie des maux qu'il redoute; et c'est beaucoup pour une âme telle que la sienne.

Par une manoeuvre habile l'Hospital déjoue les projets sanguinaires du cardinal de Lorraine qui veut introduire dans le royaume les horreurs de l'inquisition, et fait attribuer aux seuls évêques le droit de juger les protestans. Bientôt il propose de convoquer les Etats-généraux, pour décider définitivement la grande affaire de la religion. Il espère d'y faire entendre la voix de la raison et les maximes de la tolérance, de s'environner des lumières de la nation dans un procès où il s'agit de l'opinion générale; et de s'appuyer de son autorité contre le crédit des Guisès. L'assemblée des notables tenue à Fontainebleau décide la convocation. Les Guisès ne s'y refusent pas. Ils savent que la plupart des députés intimidés par leur pouvoir, asservis à leur volonté par l'espérance ou la crainte, seront leurs créatures ou leurs esclaves. Ils se proposent de les faire servir à leurs vengeances et de sanctionner leur despotisme

par le silence des représentans de la nation. Cette assemblée auroit pu avec de la sagesse et de la vigueur sauver la France, mais étrangère à l'esprit public, infectée de l'esprit de parti, mal organisée, composée d'éléments vicieux, elle ne fait, comme toutes celles qui furent convoquées à cette époque malheureuse, que se déshonorer par sa faiblesse, et tromper les vœux des bons citoyens.

Malgré le mauvais succès de la conspiration d'Amboise, le prince de Condé n'avoit pas cessé de fomenter le mécontentement des protestans, et il avoit engagé son frère, le roi de Navarre, à épouser sa cause. Les Guises se proposent de le perdre. Le prince et son frère sont invités à se rendre à la cour. Ils sont arrêtés au moment de leur arrivée, on se contente de donner des gardes au roi de Navarre. Condé est traité en criminel d'état, et on lui fait son procès. En vain il réclame le privilège de son rang, de n'être jugé que par ses pairs; il est jugé par une commission. Le roi de Navarre est sur le point d'être assassiné dans les appartemens du roi. Ce crime atroce a été conseillé par les Guises, mais

l'âme de François ne s'est pas trouvée à l'unisson d'un projet pareil. L'arrêt de mort du prince de Condé étoit dressé. Le roi gouverné par ses oncles alloit le signer, mais il meurt subitement, et Condé est sauvé. 1560.

Sans la mort prématurée de François II, le parti des Guises triomphoit; le supplice de Condé ôtoit à leurs ennemis toute espérance de succès, les protestans étoient perdus sans ressource; la France échappoit à l'anarchie par le despotisme, et la paix de la servitude la sauvoit des horreurs de la guerre civile. Mais la mort prématurée du jeune roi multiplie les semences de troubles et de divisions. Le trône appartient à son frère Charles, mais Charles est mineur; c'étoit aux Etats du royaume à décider la grande question de la régence. Catherine l'exerce sans en prendre le titre et sans les consulter. Condé est relâché, la reine a trop souffert du pouvoir des Guises, pour le leur laisser dans un moment où ils perdent l'appui de leur nièce. La sensible et foible Marie Stuart, dont les malheurs ont expié les torts et les ont fait oublier, retourne en Ecosse, et par de sombres et trop justes pressentimens paroît re-

noncer pour toujours au bonheur en quittant la France. Cependant, le crédit personnel des Guises leur donne toujours encore une grande autorité. Catherine croit que le seul moyen de diminuer leur ascendant, est de se rapprocher de leurs ennemis; elle prend pour système d'opposer les partis les uns aux autres, de les caresser et de les combattre tour-à-tour, et cette politique à laquelle elle restera fidèle, ne fera que prolonger les maux et les douleurs de la France. Conformément à ce plan de conduite, elle offre au foible roi de Navarre qu'elle est sûre de diriger à son gré, la place de lieutenant-général du royaume, et il l'accepte. Elle rappelle Montmorenci; ce vieillard qui aime sincèrement son roi et sa religion, mais qui s'aime encore plus lui-même, se hâte d'abandonner sa retraite; il a besoin de la cour, et il croit céder au besoin de servir sa patrie. Les Etats confirment la reine dans la régence. Le vertueux l'Hospital veut qu'ils établissent par une loi sage et positive les droits des deux cultes, qu'ils payent les dettes de l'état, qu'ils remettent l'ordre dans les finances, mais l'Hospital est

le seul qui pense au bien public. Les divisions de la noblesse, du clergé et du tiers empêchent les Etats d'arriver à des résultats fixes et utiles, et l'assemblée se sépare sans avoir rempli les espérances de la nation.

Cependant les Guises qui craignent que le pouvoir ne leur échappe, tâchent de former une nouvelle coalition. François gagne le connétable en lui montrant les dangers que court la religion catholique. Ils s'associent le maréchal de St André, courtisan avide qui avoit profité de la faveur de Henri II pour amasser des richesses considérables, et qui par ses richesses mêmes et sa haine contre les calvinistes peut être utile au parti, et ils forment ensemble 1561. le fameux triumvirat.

Philippe II avec qui Guise négocie secrètement, promet du secours, et attise les feux qui vont incendier la France. Aux Etats de St Germain le chancelier ne parvient pas à étouffer les troubles par des mesures vigoureuses, et il n'obtient d'autres succès que celui d'intimider le clergé, et de l'amener à payer une partie des dettes publiques. Dans le dessein de terminer les dissensions religieuses, on donne lieu au

1561. Colloque de Poissy, où en présence de la reine et du roi les théologiens des deux cultes exposent leur doctrine: moyen mal imaginé qui ne tendoit qu'à répandre les idées nouvelles, à multiplier les doutes, à augmenter l'animosité et à confirmer chaque parti dans son opinion. Mais le cardinal de Lorraine es jaloux d'étaler son éloquence et son savoir; et l'avocat des protestans, Théodore de Beze, y déploie une logique pressante, une mémoire intarissable, une éloquence simple et mâle, qui fait regretter aux catholiques d'avoir engagé la lutte. Le colloque n'aboutit qu'à irriter les esprits. Les Guises s'en consolent en attirant dans leur parti le foible roi de Navarre, qui se laisse séduire par l'espérance de la restitution de la Navarre, et par indolence devient l'allié des plus mortels ennemis de sa maison.

Le chancelier se flatte encore de prévenir la guerre civile; il engage Catherine qui redoute le triumvirat, à convoquer les notables à St Germain, et on y donne l'édit de janvier, qui accorde aux calvinistes la liberté du culte, et leur défend seulement de tenir des assemblées dans l'enceinte

ainte des villes. Mais les triumvirs ne voient dans cette paix qu'une nouvelle preuve de la préférence que la reine-mère donne aux protestans, et ils se proposent de troubler leur bonne intelligence. Soit par l'effet d'un hasard malheureux ou d'un dessein prémédité, les gens du duc prennent querelle avec les religionnaires à Vassy. Le sang coule: ce fut le signal des malheurs de la France; les triumvirs qui ont gagné le roi de Navarre, veulent légitimer leurs démarches en empruntant le nom du souverain; ils préviennent leurs ennemis en enlevant Charles et sa mère à Fontainebleau, et les amènent à Paris. 1562.

A cette nouvelle le prince de Condé et Coligni ne gardent plus de mesures: ils font d'Orléans leur place d'armes, et publient des manifestes dans lesquels ils assurent qu'ils ne menacent point les catholiques; et ceux-ci, pour égayer à leur tour l'opinion publique, se défendent de tout projet contre les protestans. Des deux côtés, on s'arme au nom du roi, et on ne parle que de la liberté du royaume. La première guerre de religion éclate; l'Allemagne riche en soldats envoie ses habitans combattre

en faveur des deux partis qui déchirent la France, la conformité de religion et d'intérêts assure aux réformés le secours des princes protestans, l'argent de l'Espagne que les catholiques répandent avec profusion dans l'Empire, attire sous leurs drapeaux beaucoup de volontaires. Catherine, qui redoute également les victoires des deux partis, essaie de rapprocher les esprits aux conférences de Talsy. Le prince de Condé est sur le point de promettre qu'il sortira du royaume avec tous les réformés, mais l'indignation de l'armée éclate contre ce projet trop singulier pour avoir été formé de bonne-foi, et les négociations se rompent. Condé, Coligni et leurs adhérens sont déclarés coupables de lèse-majesté, et persévèrent dans leur révolte sous prétexte que le roi n'est pas libre. L'habile Elisabeth leur donne des secours, mais ils sont obligés de les acheter à haut prix; et en lui permettant de prendre possession du Havre, ils n'obtiennent d'elle que ce qu'il faut pour ne pas succomber sous leurs ennemis. Philippe et Elisabeth suivent à cette époque la même politique, alimentent les troubles, et empêchent que l'un des deux partis ne

les termine en acquérant une prépondérance décisive.

L'armée royale assiège Rouen que Montgommery défend avec vigueur. La ville est prise, mais Antoine de Navarre blessé pendant le siège meurt des suites de sa blessure: aucun parti ne le regrette. Les deux armées se rencontrent près de Dreux; longtemps elles restent immobiles en présence l'une de l'autre, et paroissent craindre de s'attaquer; le crime qu'elles vont commettre les glace; les liens qui les unissent, les frappent plus que les intérêts qui les divisent; un reste de honte arrête les plus violens; pendant deux heures la voix de la patrie combat contre le fanatisme: mais le mauvais génie l'emporte; on surmonte cette sainte répugnance, et l'on se bat pendant sept heures avec un acharnement sans égal. Le maréchal St André est tué, le connétable est pris par les soldats de Condé, Condé l'est à son tour par le fils du connétable. Coligni sauve les débris de ses troupes, et se retire à Orléans. Le duc François de Guise, enorgueilli de sa victoire, seul debout de tous les chefs de son parti, écrit à la reine sur un ton de maître. Elle

19 déc.
1562.

frémit en se voyant à la discrétion de cet ambitieux; mais ses craintes sont bientôt dissipées. Guise qui assiège Orléans, est assassiné par Poltrot de Méré gentilhomme angoumois. Les assassinats, rares dans les troubles allumés par le fanatisme politique où chacun ne commet que les crimes dont il peut espérer de recueillir les fruits, sont plus communs dans les guerres religieuses, où l'on attache à des actes de ce genre la certitude de grandes récompenses. La mort du duc de Guise qui expira en pardonnant à son assassin, fut digne de sa vie. Elle causa plus de joie à Catherine de Médicis, qu'aux protestans qui ne pouvoient se défendre d'estimer ce héros tout en le haïssant.

La reine délivrée par la bataille de Dreux de tous ceux du parti catholique dont elle redoutoit le pouvoir, ne craint plus que les protestans. Depuis cette époque, moins jalouse de les conserver, ne croyant plus avoir besoin d'eux, elle travaille à leur ruine tantôt par des caresses perfides, tantôt par des violences atroces. Pour le moment elle veut la paix, et elle engage le prince
1563. de Condé à signer la convention d'Amboise, qui modifie l'édit de janvier, et ne défend

aux protestans que de célébrer leur culte dans l'arrondissement de Paris. Coligni condamne ce traité et l'accepte faute de moyens de résistance; mais il est facile de prévoir que ce prétendu remède n'est qu'un palliatif, l'existence des protestans restoit toujours précaire; ils n'avoient point de garantie légale de leur existence, et les passions des chefs exagéroient leurs dangers. Peut-être même qu'à cette époque une parfaite égalité avec les catholiques n'eût pas satisfait les religionnaires. Non-seulement ils ne vouloient pas être asservis, ils vouloient être les maîtres, et ne voyoient la liberté que dans la domination de leur culte et la ruine de leurs ennemis.

Peu après la convention d'Amboise, la reine fait déclarer son fils majeur au parlement de Rouen; la minorité donnoit des prétextes et des espérances aux mécontents, ils la voient finir à regret. Catherine règne avec plus d'assurance et de pouvoir. Charles, qui fut plus malheureux que coupable pendant son règne court et sanglant, étoit né avec les plus heureuses dispositions. Sa figure étoit noble, son esprit vif et pénétrant, son caractère franc et ouvert; le cé-

lèbre Amyot étoit son précepteur et lui avoit donné le goût de l'instruction, mais sa mère mit tout son art à le pervertir, et bâtissant sur les vices de son fils la durée de son pouvoir, elle employa tous les moyens imaginables pour le corrompre et pour l'avilir. Il étoit vif, elle le rendit emporté et cruel; il étoit communicatif, il devint à son école défiant et dissimulé; il aimoit les exercices violens, elle fortifia cette passion au lieu de la modérer en lui inspirant des goûts plus délicats; il étoit actif; elle lui donna l'habitude de l'indolence, et tâcha de lui faire oublier ses devoirs au sein des plaisirs.

Au commencement de son règne elle parut vouloir le former au grand art de régner, et il fut résolu que le jeune roi voyageroit dans l'intérieur de son royaume pour apprendre à le connoître, et pour étouffer par sa présence jusqu'aux germes des anciennes divisions. Mais ce voyage, qui auroit pu guérir ou du moins adoucir les maux de la France, ne servit qu'à lui en préparer de nouveaux. Médicis eut à Bayonne des conférences avec le duc d'Albe qui passoit d'Italie dans les Pays-bas, pour

y éteindre dans le sang les feux de la révolte que le despotisme de Philippe y avoit allumés. Cet Espagnol intolérant, par principe et cruel par tempérament, souffla dans l'âme de Catherine l'esprit persécuteur qui l'animoit. Elle conjura avec lui la ruine de ses sujets, le ministre de Philippe crut bien servir son maître en donnant à la reine des conseils atroces qu'elle ne suivit que trop fidèlement.

Ces conférences de Bayonne ne purent être tellement secrètes que les protestans ne fussent vaguement instruits des projets qu'on y avoit médités contre eux. Justement alarmés, et animés par Condé et Coligni, ils prennent le parti de prévenir leurs ennemis. La seconde guerre de religion 1565. commence. Les feux de la révolte se répandent avec rapidité; rien n'étoit plus facile que d'amener en même temps l'insurrection dans toutes les provinces. Les assemblées synodales faisoient des protestans répandus dans toute l'étendue du royaume un seul corps dont les ministres étoient l'âme; c'étoient eux qui se concertoient avec les chefs, et qui ensuite demandoient et obtenoient par-tout au nom de la reli-

gion, des hommes et de l'argent. Grâce à cette organisation, Condé et Coligni ont bientôt réuni sous leurs ordres des forces considérables; ils forment le dessein hardi de surprendre le roi à Meaux et de l'enlever, mais la valeur et la fidélité des Suisses sauvent Charles et sa mère, et formant autour d'eux un bataillon carré, ils les conduisent en sûreté à Paris. Le jeune roi ardent et fier fut indigné de l'audace des protestans, et la retraite de Meaux déposa dans son coeur un levain de haine et de vengeance. Condé veut effacer le mauvais succès de l'entreprise de Meaux, il va se présenter devant les murs de Paris, et le connétable à la tête d'une armée nombreuse vient lui offrir la bataille dans la plaine de St Denys. Elle s'engage; les protestans sont battus, mais le vieux Montmorency est tué d'un coup de pistolet par un Ecossois nommé Robert Stuart. Les Allemands accourent de tous côtés en France, les uns au secours du roi, les autres au secours des religionnaires. Le prince palatin Jean Casimir est à la tête de ces derniers; son beau-frère Guillaume de Saxe commande les autres. La reine effrayée des

1567.

désordres que commettent les rétres des deux partis, se hâte, pour les éloigner, de conclure la paix à Longjumeau; ce traité 1568. confirme la convention d'Amboise, et y ajoute quelques légères modifications à l'avantage des protestans.

Ces traités n'étoient que des trêves momentanées, dictées aux deux partis par le défaut de ressources, le besoin de se refaire et le desir de se tromper réciproquement. Au bout de six mois la guerre éclate de nouveau. Tous ceux qui sont mécontents de l'administration de Catherine et qui conseillent des mesures modérées, sont éloignés de la cour et marqués du nom de Politiques. Médicis veut faire enlever le prince de Condé et Coligni à Noyers en Bourgogne; ils n'échappent qu'avec peine aux embûches qu'elle leur dresse, et se retirent à la Rochelle; de là ils repaissent en force et entrent en campagne. La reine nomme Henri duc d'Anjou lieutenant-général du royaume. Ce prince étoit son favori. Il aimoit comme elle les plaisirs raffinés, les fêtes brillantes et bizarres, les intrigues d'amour et de politique, savoit mêler aux crimes une sorte de légéreté, et

conservé de l'insouciance au milieu des événemens les plus tragiques. Médicis se voyoit renaitre en lui. Il ne manquoit pas d'esprit, mais sa frivolité ne lui permettoit pas de développer, de suivre, d'exécuter les idées heureuses que son esprit lui suggéroit. Il ne tenoit à la religion que par les spectacles qu'elle offre. Superstitieux et incrédule, libertin et dévot, nous le verrons convertir les processions en orgies, et associer aux objets les plus graves les plaisanteries les plus indécentes. A cette époque, il donnoit des espérances aux François. Brave et hardi, mais sans connoissances militaires, il avoit besoin d'être dirigé, et sa mère en lui confiant le commandement de son armée, lui donna le maréchal de Tavannes, qui lui prépara ses victoires et lui arrangea ses triomphes. Condé et Coligni vouloient gagner le centre de la France pour se joindre aux renforts qu'ils attendoient d'Allemagne, mais Tavannes les resserre et les atteint à Jarnac, petite ville sur les bords de la Charente. La fortune toujours contraire aux protestans quand ils combattent en bataille rangée, se déclare de nouveau contre eux. Condé blessé combat encore

à genoux, lorsque Montesquiou capitaine les gardes du duc d'Anjou le tue d'un coup de pistolet. La mort de cet ambitieux ne change rien à l'état des affaires. Coligni toujours grand dans les momens critiques, rallie les restes de l'armée, et se retire; mais la jalousie divise les chefs des protestans, et leur orgueil souffre d'obéir à l'amiral. Le parti est menacé des plus terribles malheurs, lorsque Jeanne d'Albert, veuve d'Antoine de Bourbon, arrive dans le camp avec son fils le jeune roi de Navarre, et le jeune Condé. Elle parcourt les rangs, harangue les troupes, et leur présente Henri. A sa vue toutes les passions se calment ou se taisent; il est proclamé chef des protestans, et Coligni qui commandera désormais en son nom, est sûr d'être obéi.

CHAPITRE XXI.

Henri de Navarre parolt à la tête des protestans. Fin de la troisième guerre. Paix simulée. La cour veut l'extinction des réformés. Massacre de la St Barthélemi. Mort de Charles IX.

Henri destiné après vingt ans de combats et d'infortunes à faire le bonheur de la France, étoit dans cet âge où les grâces de l'esprit et de la figure ont toute la fraîcheur et l'intérêt de la jeunesse. Il avoit à peine seize ans. Elevé dans le château de Pau en Béarn, il y avoit reçu une éducation mâle, simple et vigoureuse. Loin de la mollesse et de la contrainte des cours, il avoit pris au sein de ses montagnes, parmi les enfans du pays une force de tempérament, une gaieté de caractère, et un ton de cordialité et de franchise qui le soutinrent dans les situations les plus épineuses. Son précepteur, le savant et vertueux La Gaucherie, avoit cultivé son esprit et son coeur; mais la nature le servit toujours mieux que l'art: elle lui avoit fait de riches avances de culture, il s'abandonna à elle avec confiance et avec succès. L'é-

ole du malheur développa ses heureuses dispositions. Jamais le caractère national des François n'a paru dans toute sa pureté, sans ses taches et ses imperfections, ni avec plus d'éclat que dans ce prince, et ces François durent adorer en lui le représentant, ou plutôt l'idéal des qualités aimables et brillantes, qui les distinguent des autres peuples, et en l'aimant ils paroisoient s'aimer eux-mêmes. Intarissable en saillies qui touchent par leur bonhomie encore plus qu'elles ne charment par ce qu'elles ont de fin et de spirituel, ses bons-mots furent souvent sa seule richesse; il s'en servoit pour consoler, pour punir, pour récompenser ceux qui le servoient. Patient et sobre dans le besoin, ami du plaisir et de la dépense dans l'occasion, brave et prévoyant, se ménageant peu lui-même et ménageant beaucoup ses serviteurs, ferme par principe, clément et facile par penchant, populaire avec dignité, il vivoit familièrement avec ceux qui s'attachoient à sa fortune, et paroisoit descendre de son rang pour donner du prix à cette familiarité. Hardi, actif, entreprenant, multipliant ses moyens par la rapidité de ses marches, il avoit

toutes les qualités nécessaires pour faire la guerre avec succès, en chef d'un parti dont on ne pouvoit se faire obéir qu'autant qu'on avoit du crédit personnel. Ses foiblesses firent quelquefois tort à ses affaires, mais le plus souvent il savoit s'arracher au plaisir pour voler à la gloire et au devoir. Ses foiblesses ne le rendirent jamais méprisable, parce que son coeur ne fut jamais étranger à ses relations avec les femmes, et qu'elles eurent toutes cette teinte de sentiment et de galanterie chevaleresque, qui sauve de l'avilissement.

Son cousin, le prince de Condé, plus grave, plus réfléchi, plus ambitieux pour son âge, étoit son camarade et son ami. Ils parurent ensemble sur la scène, et concoururent l'émulation sans connoître la jalousie. Coligni veut profiter du courage et de la confiance que l'arrivée des deux princes a répandus dans son armée, et reprend de nouveau l'offensive. Le combat de Roche-l'Abeille se termine à son avantage, mais les protestans souillent leur victoire par leur cruauté. Coligni met le siège devant Poitiers; la ville fait une belle défense, le duc d'Anjou s'avance pour la dé-

livrer, l'amiral abandonne le siège et marche à sa rencontre, la bataille s'engage près de Montcontour, et malgré les renforts que lui a amenés le duc des Deux-ponts, Coligni est battu. Après cette victoire, la France croit que le duc d'Anjou va poursuivre les restes des protestans; mais son indolence et son goût pour le plaisir l'empêchent de profiter de ses avantages. La prudence et l'activité de l'amiral lui fournissent les moyens de réparer ses pertes, et de livrer près d'Arnai-le-duc un combat dont le succès reste indécis. Cependant Charles IX jaloux de la gloire de son frère, incline pour la paix, afin de n'avoir plus besoin de ses services. Catherine veut employer de nouveau moyens pour détruire les protestans, et dans ce dessein il faut les endormir en leur accordant une paix avantageuse. Elle est conclue à St Germain-1570.
en-Laye. On accorde aux Calvinistes une amnistie générale, le libre exercice de leur religion, le droit de parvenir à toutes les charges de l'état, la permission de récuser six juges dans les parlemens, et quatre villes de sûreté. La paix paroît satisfaire les protestans, mais les catholiques murmurent;

Médicis les flatte, les caresse, en attendant que les circonstances lui permettent de découvrir ses artifices, et que le moment soit venu de frapper un coup décisif.

1572. Dans le traité de St Germain on avoit arrêté le mariage du jeune roi de Navarre avec Marguerite de Valois soeur de Charles IX. Le temps des noces est fixé; les préparatifs se font avec toute la pompe imaginable. Cette union doit terminer tous les troubles et prévenir toutes les guerres. La noblesse protestante est invitée à se rendre aux solennités du mariage. Elle accourt de toutes les parties du royaume, et pour honorer le roi de Navarre elle paroît avec éclat et déploie à Paris la plus grande magnificence; Coligni lui-même vient à Paris; Charles témoigne du respect et même de la confiance à ce vieillard, qui pour assurer la tranquillité de la France, propose au roi de diriger au dehors l'inquiétude des François et de tourner ses armes contre la maison d'Autriche. Charles adopte ce projet avec chaleur. Catherine qui craint l'ascendant de la vertu, emploie le crime pour la perdre; la reine de Navarre meurt subitement, et c'est le poison qui

qui termine ses jours; Coligni est blessé par un assassin. Henri duc de Guise, qui reproduit les vertus et les vices de son père, qui lui est égal pour le génie, supérieur en ambition, et qui brûle de venger sa mort, est l'âme des projets de Médicis. Elle assiège son fils de vaines terreurs, elle lui persuade que les réformés ont conspiré contre lui et contre toute la maison royale, qu'ils ne se sont rendus en si grand nombre à Paris que pour exercer d'horribles vengeances, et qu'il est perdu s'il ne se hâte de les prévenir; agité par les fantômes qu'elle lui présente, Charles ne se possède plus lui-même, et signe l'ordre de massacrer tous les protestans. A minuit, la cloche de St Germain l'Auxerrois donne le signal du carnage. Là commence une longue suite de crimes épouvantables dont les siècles n'ont pu affaiblir l'horreur, et que l'imagination succombant sous le poids de la réalité, ne peut ni se représenter ni peindre dignement. Soixante et dix mille François périssent égorgés par les ordres de leur roi, qui ne dédaigne pas de se ranger lui-même parmi les assassins; c'est un de ces momens où l'on croiroit que

24 août
1572.

les lois morales sont effacées de toutes les consciences ; et pour se réconcilier avec l'espèce humaine, il faut se rappeler des traits de vertus qui prouvent que la nature morale vivoit encore dans le coeur des François, et reposer ses regards fatigués sur la généreuse désobéissance de Hennuyer, de Jeannin, d'Aspremont, de Tendes, qui servirent Charles malgré lui-même, et refusèrent d'être les bourreaux de leurs concitoyens.

Le grand crime qui venoit de se commettre en France, remplit l'Europe entière d'indignation et d'effroi. Rome et l'Espagne seules firent des feux de joie et remercièrent le ciel de cet heureux événement, mais le peuple même de ces contrées ne partagea pas l'affreuse satisfaction de ses souverains. Par-tout ailleurs il s'éleva un cri général contre cette exécrationnable action. Elisabeth et sa cour en portèrent le deuil. Charles qui avoit osé tirer sur ses propres sujets fuyant ses ordres cruels, eut horreur de son délire quand le moment de la fièvre fut passé, et dans les lettres qu'il écrivit, il rejeta le massacre sur les Guises ; mais sa mère lui fit sentir les conséquences de cette démarche, et huit

jours après il tint un lit de justice dans le parlement, et ne rougissant pas de parler de ces forfaits dans le sanctuaire même de la loi, il prêta aux réformés les projets les plus odieux, et prétendit que tout ce qui s'étoit fait, n'avoit été qu'une mesure nécessaire contre une conspiration qui menaçoit de tout abîmer. Rien ne prouve mieux la fausseté de ces accusations que le peu de résistance que les réformés opposèrent à leurs assassins; il n'y en eut que deux qui se défendirent.

Le roi de Navarre et le prince de Condé n'avoient sauvé leur vie qu'en déclarant qu'ils vouloient se faire instruire. Charles entouré de ses gardes leur avoit crié dans le moment du massacre: „La messe ou la mort!” et ces jeunes princes intimidés avoient cédé à ces menaces. Dans le premier effroi les réformés crurent qu'on alloit les poursuivre à extinction, et qu'ils ne se relèveroient jamais de ce coup. Les uns essayèrent de sortir de France, les autres se sauvèrent dans les marais du Poitou et dans les défilés des Cevennes. Après ces scènes sanglantes on pensoit que la cour profiteroit de la circonstance pour exterminer

parti; elle fut heureusement inconséquente, et ne fit pas tout le mal qu'on avoit droit d'attendre d'elle. Au mois d'août elle avoit massacré les réformés, au mois d'octobre de la même année elle promit de les protéger et de leur rendre leurs biens. Mais en même temps elle ordonna d'assiéger la Rochelle, Nîmes, Montauban, Sancerre, les derniers asiles des religionnaires. Ils se préparèrent à les défendre, et invoquent les secours de l'Angleterre. La Rochelle est menacée la première: le brave la Noue y commande; vrai citoyen attaché également à sa religion et à sa patrie, zélé sans fanatisme et modéré sans foiblesse, la Noue jouit de la confiance des deux partis. Charles l'avoit nommé gouverneur de la Rochelle, et cependant les Rochellois lui abandonnent le soin de défendre la place contre l'armée de Charles qui s'avance sous les ordres du duc d'Anjou. La ville fait une belle résistance. La Noue répond à la confiance des calvinistes par les mesures sages et vigoureuses qu'il prend, à celle du roi en exhortant les calvinistes à la paix. Le duc d'Anjou presse mollement le siège, et son indolence l'empêche de réussir.

Bientôt il apprend que l'argent prodigué par Médicis en Pologne et l'habileté de Montluc chargé de conduire cette négociation, lui ont procuré le trône de Pologne. Henri pressé d'aller prendre possession de sa nouvelle couronne, et voulant terminer la guerre avant son départ, se hâte de conclure la paix avec les religionnaires; 1573. ils obtiennent le droit de célébrer librement leur culte à la Rochelle, à Nîmes, à Montauban. La ville de Sancerre abandonnée soutint encore un siège de deux mois, et fut ensuite démantelée.

Henri quitte la France; Médicis se sépare à regret de son fils chéri; Charles éprouve une joie secrète en voyant son successeur s'éloigner. Le roi de Pologne recueille sur son passage en Allemagne des expressions non-équivoques de l'horreur que la St Barthélemi a excitée dans tous les pays, et il va dans ses nouveaux états, vivre avec les François qui l'ont accompagné, manquer aux sermens qui le lient aux Polonois, s'ennuyer avec eux, et s'en faire mépriser. A peine est-il sorti de la France que la cour devient le théâtre d'intrigues nouvelles. Le parti des Montmorenci

avoit été contraire aux projets homicides qu'on avoit exécutés; mécontents de l'administration, ou plutôt irrités de ce qu'elle ne leur étoit pas confiée, ils s'étoient rapprochés des Huguenots. Confondant leurs plaintes et leurs desirs, ils demandent hautement la convocation des États-généraux pour réformer tous les abus. Voulant se distinguer des autres partis, ils prennent le titre de politiques, et gagnent le duc d'Alençon, le plus jeune des fils de Catherine. Ce prince avoit plus d'inquiétude que d'ambition, et plus d'ambition que de moyens. Jaloux de tous les genres de succès, il avoit envié à son frère, le roi de Pologne, ceux qu'il avoit eus auprès des femmes, comme ceux qu'il avoit obtenus à la tête des armées; mais la nature lui avoit refusé les grâces de la figure et les talens de l'esprit. Il avoit assez d'activité pour craindre le repos, sans avoir assez de force et de tenue pour supporter une vie active; assez de vanité pour désirer de jouer un rôle dans les affaires, et trop de légèreté et d'inconséquence pour s'acquitter de celui que les circonstances lui présentoient. Il entreprenoit beaucoup, et n'achevoit rien.

Son zèle se refroidissoit plus promptement encore qu'il ne s'étoit allumé. Tel étoit l'homme que les mécontents vouloient mettre à leur tête. Ils comptoient le créer lieutenant-général du royaume. Le rang du duc d'Alençon légitimoit en quelque sorte les vues de leur ambition, et on lui persuada facilement qu'il étoit fait pour sauver l'état. Ses favoris La Môle et Coconas l'enivroient des fumées de l'espérance et de l'orgueil. Il devoit quitter la cour où il étoit surveillé, pour se mettre à la tête des protestans. Le projet manqua parce que les mesures avoient été mal concertées. Catherine fit juger, condamner et mourir La Môle et Coconas, garder à vue le roi de Navarre et le duc d'Alençon, mettre à la bastille les maréchaux de Montmorenci et de Cossé; et les complots qui devoient la perdre, ne servirent qu'à augmenter son pouvoir.

„Encore s'ils avoient attendu ma mort!” s'écria douloureusement le jeune roi en se sauvant de St Germain à Paris au premier bruit de la conjuration. Entouré de dangers et d'ennemis, il s'étoit de nouveau entièrement abandonné à sa mère dont il

avoit commencé à se défier. Depuis le massacre de la St Barthélemi, ce malheureux prince n'avoit fait que languir. Agité de remords et de craintes, inquiet sur le passé et sur l'avenir, son imagination frappée lui présentoit sans cesse les crimes qu'il avoit ordonnés. Le jour et la nuit il se croyoit environné des victimes sanglantes de ses fureurs et d'ennemis qui se préparoient à venger sur lui le sang innocent. Sa vie ne fut plus qu'une longue agonie. Il mourut dans l'état le plus déplorable. Ses cruelles angoisses prouvent qu'il n'étoit pas familiarisé avec le crime, et que ceux qu'il a fait commettre appartiennent tous à sa mère. Avant de s'éteindre, il confia la régence du royaume à sa plus grande ennemie. Médicis en fut chargé jusqu'à l'arrivée du roi de Pologne.

CHAPITRE XXII

Etat de la France à la mort de Charles IX. Henri III monte sur le trône. Caractère de son administration. Naissance de la Ligue dirigée contre les Bourbons. Etats de Blois. Mort de Guise. Assassinat de Henri III. Henri IV triomphe de la Ligue et de l'Espagne. Paix de Vervins.

A la mort de Charles IX la France paroissoit calme, mais c'étoit un calme perfide, avant-coureur de longues et terribles tempêtes; tous les élémens de discorde, de crime et d'infortune y étoient réunis dans un même foyer. Les dispositions du peuple, l'animosité des partis, les intrigues des grands, les moeurs générales, et la corruption de la cour annonçoient à l'état les plus grands malheurs, et le menaçoient d'une désorganisation entière. Quatorze années de troubles et de guerres civiles avoient rompu toutes les habitudes de travail, de repos et d'obéissance dans les classes inférieures de la société. Des révolutions continuelles avoient donné le besoin des mouvemens et des troubles; on les avoit désirées comme moyen, beaucoup des gens avoient fini par les aimer en eux-

mêmes, et ne voyoient rien au-delà. Nombre d'individus dans toutes les provinces aimoient mieux vivre de butin que de travail, profiter des troubles que les prévenir, et employer leur force a désobéir impunément aux lois que de s'en servir pour les protéger; ceux qui avoient tout perdu ou qui n'avoient jamais rien eu à perdre, comptoient de refaire leur fortune dans le bouleversement général. Les catholiques avoient commis trop de crimes pour s'arrêter dans le plan de détruire les protestans et pour se refuser à quelques crimes de plus qui sembloient devoir leur assurer un triomphe complet sur leurs adversaires. Les protestans avoient trop souffert pour ne pas désirer la vengeance, et ils étoient encore assez puissans pour l'espérer. Les partis des Montmorenci et des Guises existoient toujours. Les premiers avoient fait avec le roi de Navarre et le duc d'Alençon une coalition dictée par la nécessité seule; les autres dirigés par un jeune homme qui avoit hérité du génie, de l'ambition et des projets de son père, étoient regardés comme les auteurs de la St. Barthélemi, et ce grand crime donnoit la mesure de leur audace,

de leur crédit et de leur attachement à la religion catholique. Dans le fond, les deux sectes suivoient des chefs indifférens sur la doctrine et sur le culte; les guerres, les massacres, les querelles, les débats, les écrits polémiques qui avoient allumé ou nourri le fanatisme du peuple, avoient éteint celui des hommes considérés qui avoient passé de la conviction au doute, et du doute à l'incrédulité; mais ils n'en étoient que plus dangereux, parce qu'ils n'en étoient que plus propres à diriger le fanatisme de leurs partisans, et que sous le masque de l'hypocrisie ils alloient plus sûrement à leur but. La cour étoit une véritable sentine de corruption et de désordres. Les étrangers les plus dépravés y accouroient de toutes parts offrir à Médicis les ressources de leur esprit et le secours de leur bras, et naturalisoient en France l'empoisonnement et l'assassinat. La reine employoit les charmes et les moeurs faciles des femmes de sa cour, pour séduire et captiver ses ennemis. Ses dames la suivoient par-tout, et elle ne marchoit jamais sans cet escadron volant. Le commerce journalier et intime des deux sexes avoit

Ôté à l'amour le caractère tendre, respectueux, moral, que lui avoit donné la chevalerie; et l'on n'y avoit pas encore substitué cette galanterie décente, ni cette politesse délicate qui sauvent du moins les dehors des mœurs. La férocité des hommes rendoit les femmes violentes et cruelles, et la hardiesse effrénée des femmes rendoit les hommes étrangers au sentiment. Il ne restoit de l'ancienne chevalerie que le goût des choses extraordinaires; mais on le portoit dans le désordre et le crime, et il y multiplioit les raffinemens et les excès. Dans ces temps de troubles, les confraternités d'armes devenoient des confraternités d'intrigues et de conspirations. La manie de mêler à tout la dévotion subsistoit encore; mais bien loin d'épurer l'amour, elle ne faisoit qu'ajouter l'impiété au dérèglement, et enfantoit les superstitions les plus bizarres. On consultoit les astrologues pour prévoir ses succès, on employoit les philtres pour s'en assurer, et l'on avoit recours aux sortilèges pour se débarrasser de ses rivaux.

Telles étoient les mœurs générales à l'époque où Henri fut appelé au trône de France par la mort de son frère. Il res-

sembloit trop à son siècle pour le changer. Bien loin d'avoir cette énergie de caractère qui donne à un souverain les moyens de régénérer les mœurs publiques par ses lois, par ses leçons et par son exemple, il réunissoit au plus haut degré dans sa personne les défauts et les vices de la cour la plus corrompue. Son séjour en Pologne n'avoit fait que développer ses mauvais penchans. Il étoit brave, mais il ne l'étoit que dans les momens critiques et décisifs. Enclin à l'indolence et à la mollesse, il n'avoit pris dans les camps ni une humeur belliqueuse ni des habitudes guerrières. Le voeu des Polonois l'avoit transplanté dans un pays encore étranger aux arts et à la culture du midi de l'Europe, entouré de voisins plus barbares que lui, qui ne connoissoit qu'un luxe grossier, où il régnoit plus de magnificence que de goût, et où les plaisirs et les désordres de la cour de France étoient également inconnus. Après avoir donné quelque temps à la représentation qu'il aimoit et pour laquelle il étoit fait, Henri s'étoit enfermé dans son palais avec les favoris qu'il avoit amenés, et avoit tâché d'y retracer l'image

des fêtes bruyantes et licencieuses auxquelles il étoit accoutumé. Ce fut là que les jeunes gens qui étoient à sa suite, acquirent sur ce cet empire absolu qui fut si funeste à la France, qu'il s'abandonna à une entière oïveté, que l'ennui déréglant son imagination, le pervertit, qu'il prit l'habitude de ne tenir aucun compte de l'opinion, et de ne pas plus respecter la décence que la moralité.

Sa mère se hâta de lui annoncer la mort de son frère. Cette nouvelle lui parvint dans l'espace de quatorze jours. Transporté de cet événement qui le tiroit de son exil, il ne consulta que son impatience et celle de ses favoris. Sans penser à ce qu'il devoit à la nation qui l'avoit honoré de la couronne, ni à ce qu'il se devoit à lui-même, il se déroba la nuit de son palais, à l'insçu de tout le monde, de crainte que son départ ne fût retardé. A leur réveil, les Polonois apprirent que leur roi avoit déserté sa place. Ils le poursuivirent et l'atteignent en Silésie; Henri les berce d'espérances vagues, et continue sa route. La manière indigne dont il quitte le trône de Pologne, annonce à l'Europe comment il remplira celui de France.

Il avoit été plus pressé de partir qu'il n'étoit pressé d'arriver. Les plaisirs et les fêtes l'arrêtèrent à Vienne et à Venise. Par-tout on lui donna le conseil de maintenir à tout prix la paix en France, et d'empêcher la naissance de nouveaux troubles en accordant aux Calvinistes protection et sûreté. Il auroit fallu pour cet effet, se faire estimer et craindre des protestans et des catholiques, gagner les honnêtes gens par une administration sage et paternelle, contenir les factieux par la fermeté et la justice, et suivre avec constance et avec vigueur un plan uniforme. A peine Henri eut-il pris possession du sceptre, qu'il devint le jouet de tous les partis. La France le revit plus frivole, plus incapable; plus corrompu qu'il ne l'avoit été. L'éclat qu'avoient répandu sur sa jeunesse quelques actions brillantes, s'étoit effacé. Le François, toujours l'ennemi secret de ceux qui le gouvernent, qui reconnoît difficilement une supériorité quelconque et lui obéit plus difficilement encore, le François toujours prêt à passer le niveau du ridicule sur tous les objets, devoit couvrir de ses mépris un prince qui passoit

sa journée à jouer avec de petits chiens ou bien à arranger des diamans, qui croyant devoir s'occuper d'actes de religion, et ne pouvant renoncer à ses frivolités, tâchoit de les allier ensemble, et faisoit du culte un spectacle, de la pénitence une farce, et des processions autant de mascarades.

Le parti des politiques ou des mécontents, né la dernière année du règne de Charles IX, subsistoit toujours, et ses liaisons avec les protestans étoient devenues plus intimes. Cette coalition étoit redoutable. Elle ne se contentoit plus de demander la liberté des cultes. Elle paroissoit vouloir qu'on réformât les abus de l'administration, et sollicitoit hautement la convocation des États-généraux; mais dans le fait, plusieurs des chefs se proposoient de démembrer la France et d'y former des souverainetés indépendantes, ou d'y établir des formes démocratiques et de faire du tout une espèce de république fédérative. L'opposition des vues et des intérêts des chefs, la naissance de la Ligue, le génie et les vertus de Henri IV éloignèrent de la France, à cette époque, une révolution qui l'eût rendue impuissante au dehors,

hors, et qui dans l'intérieur l'eût fait passer du despotisme à l'anarchie pour la ramener au despotisme.

Cependant la coalition étoit menaçante. Le duc d'Alençon, mécontent de son frère qui l'observe, le soupçonne et le fatigue par ses plaisanteries, échappe à sa surveillance, se sauve, et va se mettre à la tête des coalisés. Le roi de Navarre suit son exemple, se retire dans la Guienne, sert la cause des mécontents, et, s'arrachant à l'inaction et à la mollesse, entre dans la carrière de la vie active pour ne plus la quitter. Le comte palatin Jean Casimir amène au secours de la coalition une forte armée, et les étrangers viennent de nouveau se mêler des querelles domestiques des François. Henri intimidé par les forces des mécontents, et craignant tout ce qui peut troubler ses plaisirs, charge sa mère de négocier la paix à tout prix. Médicis se présente à la tête des femmes de la cour, au duc d'Alençon. Le prince est ébranlé; elle le presse, et conclut avec la coalition un traité déshonorant pour le roi, contraire au bonheur de la France, et dans lequel les intérêts du trône et ceux de la religion catholique sont

1576.

également sacrifiés. On cède au duc d'Alençon l'Anjou, la Touraine, le Berry avec tous leurs revenus; les protestans obtiennent la liberté de célébrer leur culte dans toute l'étendue du royaume à l'exception de Paris; on leur accorde dans chaque parlement une chambre mi-partie qui doit prononcer sur les points litigieux, et huit villes de sûreté où il leur est permis de mettre garnison, et qui doivent garantir à la coalition tous les autres avantages que le traité lui assure.

1576. Ce traité de paix donna naissance à la Ligue, et la Ligue enfanta dix-huit années d'infortunes et de guerres. On avoit déjà fait quelquefois des associations partielles et foibles pour le maintien de la religion catholique. Celle-ci fut une association générale qui étendit ses rameaux par toute la France. L'objet ostensible en étoit la défense de l'ancienne religion contre tous ses ennemis; l'occasion fut la paix honteuse conclue à l'avantage des protestans; le but secret étoit l'expulsion des Valois et un changement de dynastie; mais ce but n'étoit connu que des chefs. Les moyens de la Ligue étoient les sacrifices des fanati-

ques qui n'épargnoient rien pour la cause qu'ils défendoient, les prédications et les écrits incendiaires qui enflammoient et égaroient les esprits, l'influence des prêtres qui dans le confessionnal exerçoient un empire absolu sur les consciences et leur ordonnoient le crime, les bulles du pape, l'argent et les troupes de Philippe II qui vouloit combattre en France les insurgés des Pays-bas, et se flattoit qu'en attirant de nouveaux malheurs sur le royaume, il amèneroit le moment où les François las de leurs agitations et de leurs peines, chercheroient le repos dans ses bras, et se donneroient à lui. L'âme de la Ligue étoit Henri duc de Guise, fils de François. Dans la dernière guerre contre les protestans, où le roi n'avoit montré que de la foiblesse, ce jeune héros avoit été blessé à Langres en combattant les ennemis de l'état, et en avoit remporté le surnom du Balafre. Il réunissoit toutes les qualités nécessaires à un chef de parti dans cette époque malheureuse; une naissance illustre, un nom cher à la France et à la religion catholique, un extérieur imposant et majestueux, des manières prévenantes, des résolutions

promptes, prononcées et durables, de la bravoure et du talent pour l'intrigue, un esprit fécond et un tempérament actif, de l'audace et de la mesure, une ambition que rien ne satisfait et que rien n'étonne. On a dit que le cardinal de Lorraine son oncle, avoit formé le projet de la Ligue après la bataille de Dreux. Henri de Guise réalisa cette funeste idée, de concert avec le légat du pape et l'envoyé d'Espagne. Son plan ne fut pas d'abord aussi vaste qu'il le devint dans la suite; il s'étendit avec ses succès. A la naissance de la Ligue, il ne vouloit que se rendre redoutable au roi, et parvenir à régner sous son nom.

1576. Dans le dernier traité conclu avec les protestans, on avoit résolu de convoquer les Etats-généraux. Ils furent assemblés à Blois. Bodin, qui dans ce siècle des désordres avoit réfléchi sur les principes constitutifs des gouvernemens, célèbre encore aujourd'hui par ses écrits, et qui mérite surtout de l'être par son patriotisme incorruptible, fit entendre la voix de la raison au milieu des clameurs de la violence et du délire. Les Etats de Blois vouloient limiter l'autorité royale, en créant un comité

permanent de députés pris dans leur propre sein. Cette mesure auroit été aussi funeste à la liberté nationale qu'à l'autorité du prince; sans guérir les maux du moment, elle auroit affoibli pour toujours le pouvoir royal qui devoit un jour régénérer la France, substitué à un roi foible plusieurs tyrans, et fait de la monarchie une aristocratie turbulente. Bodin combattit ce plan avec autant de sagesse que de vigueur; cependant la proposition eût peut-être passé malgré sa résistance, si les Etats divisés sur la conduite à tenir envers les protestans, ne s'étoient pas séparés sans être arrivés à des conclusions fixes et générales. Dans ces temps de troubles, les assemblées nationales, étrangères à tout esprit public, n'étoient elles-mêmes que des instrumens dans la main des divers partis.

Henri III que la naissance de la Ligue avoit tiré un moment de son apathie, s'étoit flatté d'opposer la volonté nationale à la puissance de la Ligue. Il avoit paru aux Etats avec tout l'éclat d'une grande représentation, et y avoit employé toutes les ressources de son éloquence naturelle pour rallier les esprits autour du trône; mais ce

fut sans effet. Il vit clairement que la plupart des membres de l'assemblée avoient signé l'acte d'union, ou se préparoient à le faire. Trop foible pour combattre la Ligue à force ouverte, trop pénétrant pour ne pas mesurer toute l'étendue du danger qui le menaçoit, il prit une résolution qui étonna tous les partis. Ce fut de se mettre lui-même à la tête de la Ligue, et d'accéder à une confédération qui secrètement étoit dirigée contre lui. Ce moyen de déjouer les projets de ses ennemis étoit plutôt singulier que sage. A la vérité, il paroissoit propre à réconcilier les catholiques zélés avec le roi, mais il équivaloit à une déclaration de guerre contre les protestans. Comme les chefs de la Ligue ne pouvoient pas croire à la bonne-foi de Henri, cette mesure hasardée devoit être à leurs yeux un aveu formel de son impuissance, et il étoit facile de prévoir qu'ils ne présenteroient son accession à la Ligue aux fanatiques du parti que comme une ruse de guerre et une nouvelle preuve de son hypocrisie.

Après cette démarche décisive, qui ne réconcilioit pas les ligueurs avec le roi et qui leur donnoit le secret de sa foiblesse,

il falloit du moins qu'il épousât avec chaleur les affections de la Ligue, et qu'il évitât ces demi-mesures qui dans les orages des guerres civiles irritent tous les partis. Henri en sentit un moment la nécessité; il rompit la paix conclue avec les protestans, et les hostilités recommencèrent. Elles se firent mollement. Le roi manquoit de troupes, d'argent, et surtout d'une volonté bien prononcée. Il craignoit d'augmenter les prétentions des ligueurs en agissant avec rigueur contre les calvinistes. L'édit de Bergerac, qui laisse aux réformés leurs places fortes et les chambres mi-parties, soulève les catholiques. Guise, le pape, l'Espagne emploient pour enflammer les passions des zélateurs, leurs armes ordinaires, les prédications et les pamphlets incendiaires. Cependant le défaut de moyens, des ménagemens politiques, la conduite ferme et habile du roi de Navarre et du prince de Condé, arrêtent encore l'impétuosité des ligueurs; mais la mort du duc d'Alençon, frère unique du roi, devient le signal de nouveaux désastres. Ce prince entreprenant et mobile, se mêlant de tout, et ne conduisant rien à terme, mourut subitement

1577.

1584.

après avoir joué dans les Pays-bas un rôle digne de son caractère. Tant qu'il avoit vécu, l'ambition de Guise n'avoit pas employé ouvertement contre le roi, les grandes ressources dont il pouvoit disposer. Que lui auroit-il servi de détrôner Henri? son frère le remplaçoit. Mais la mort du duc d'Alençon ouvre à Guise des perspectives aussi vastes qu'imprévues; son imagination s'en saisit, et il s'empresse à les réaliser. La Ligue n'avoit été qu'un moyen préparé avec art, pour produire un grand bouleversement dans un but quelconque. Maintenant le but est déterminé. Le roi n'a point d'enfans. Henri de Navarre est un hérétique qui ne sauroit lui succéder. Le duc de Guise se voit déjà sur le trône. Des généalogistes complaisans le font descendre en ligne directe de Charlemagne, et publient que la race de Capet et de Valois est une race d'usurpateurs. Le pape promet de lancer ses bulles et de légitimer toutes les démarches de la Ligue qui auront besoin de l'être. L'Espagne applaudit à ce plan. L'ordre de la succession une fois bouleversé et l'héritier légitime exclu du trône, Philippe ne désespère pas de voir

porter le sceptre de France à un prince ou à une princesse de sa maison. Guise aussi droit qu'audacieux, se propose de se servir pendant quelque temps du nom du cardinal Charles de Bourbon, oncle du roi de Navarre, pour voiler ses projets ambitieux et ses vues personnelles.

Intimidé par la hardiesse des propos, des écrits et des actions des ligueurs, qui va toujours croissant, Henri voudroit suivre la politique que sa mère a suivie dans le commencement des troubles civils, contenir les protestans et les catholiques, le parti des Guises et celui du roi de Navarre, en les abaissant et les élevant tour-à-tour. Mais cette marche artificieuse étoit moins que jamais adaptée aux circonstances. Obligé de se déclarer pour ou contre les ligueurs, le roi conclut avec eux le traité de Nemours, leur accorde dix places de sûreté, et redemande aux hugenots celles qu'ils ont obtenues par les traités précédens. 1585.

La guerre étoit inévitable. Elle éclate. Henri est forcé malgré lui de combattre les protestans, et il les combat avec désavantage. Le roi de Navarre à la tête d'une

1587. armée peu nombreuse, mais adoré de ses soldats, remporte près de Coutras une victoire signalée sur l'armée royale commandée par Joyeuse. Ce favori de Henri III est tué dans la bataille. Guise qui ne perd pas un moment son plan de vue, profite de cette défaite pour calomnier le roi dans l'esprit du peuple, et l'accuse d'entretenir des intelligences secrètes avec les protestans. Dans le même temps il obtient de Rome une bulle qui déclare le roi de Navarre et le prince de Condé déchus de leurs droits à la couronne, et qui proclame le vieux cardinal premier prince du sang.

Cependant Paris devient le foyer des troubles et le centre des opérations de la Ligue. Réunis sur un point, les esprits s'exaltent, les têtes s'échauffent, les factieux peuvent avec la plus grande facilité donner les ordres, répandre les impressions, communiquer les idées dont ils ont besoin pour réussir. Une populace nombreuse, ignorante et pauvre, qu'il coûte peu d'acheter et de séduire, qui croit tout, convoite tout, ne peut que gagner au désordre, à qui ses chefs promettent du butin et les prêtres le ciel pour prix de ses

crimes, devient une véritable armée qui peut se former et se séparer avec une égale promptitude. Des hommes plus éclairés et plus réfléchis dirigent cette multitude de bras. Les députés des seize quartiers de Paris composent un conseil qui gouverne la commune, et qui par ses correspondances et ses écrits étend son pouvoir sur toute la France, et pousse au loin ses rameaux. Les fourbes et les fanatiques se partagent l'autorité ; Les citoyens probes et honnêtes souffrent, se taisent, et perdent la chose publique par leur silence et leur inaction. La religion et Guise ne sont plus séparés, ni dans les discours ni dans les coeurs. Le mépris et la haine pour le roi montent à leur comble. On lui prodigue les noms les plus odieux, on le menace ouvertement. Le duc de Guise, qui a taillé en pièces une armée d'Allemands avec laquelle le roi de Navarre auroit pu opérer sa jonction s'il n'avoit pas perdu un temps précieux, fier de sa victoire, se met en marche pour Paris dans le dessein d'y dicter des lois. Le roi lui défend de s'y rendre. Cet ambitieux qui ne respecte et ne craint plus rien, y paroît malgré ses or-

dres. Sa présence augmente l'effervescence générale. Henri ne se croit plus en sûreté, et fait entrer dans Paris un corps de troupes, suisses. Il irrite le peuple par cette précaution; et en différant d'employer ces forces, il tourne cette mesure contre lui-même. Le peuple voyant que la force armée reste immobile et paroît le craindre, l'attaque et l'oblige à reculer; les chaînes sont tendues dans les rues de Paris, on pousse les barricades jusqu'au Louvre, et Guise a besoin de tout son ascendant sur les esprits pour empêcher le massacre des Suisses. Ce service fait sentir au roi toute sa nullité et toute l'étendue du pouvoir de

1588. Guise. Il quitte furtivement Paris, tandis que Cathérine de Médicis amuse son ennemi par de feintes négociations. Guise profite de cette évasion pour déployer dans la ville sa toute-puissance. Il déplace les magistrats et en nomme d'autres, il s'empare de la Bastille, tout lui obéit. Le moment est venu où il peut précipiter du trône le dernier des Valois et y monter lui-même, mais il diffère l'exécution de son plan, soit pour donner à ses démarches une sorte de légalité, soit que les caractères les plus au-

facieux ayent des momens de timidité et de scrupule. Henri prend de nouveau son recours aux négociations; il flatte et caresse les sujets révoltés. Les protestans doivent être exterminés. Guise doit obtenir un degré de pouvoir qui le rende à-peu-pris indépendant, et les États sont convoqués à Blois pour réformer tous les abus du royaume. Le roi espère de trouver dans cette assemblée nationale de l'appui contre Guise, de le combattre avec ses propres armes, de gagner le peuple en s'entourant de formes constitutionnelles, et de perdre son ennemi en rivalisant avec lui de popularité. Les États s'ouvrent, et Henri voit avec effroi que la grande majorité des députés adopte les principes et partage les affections des ligueurs. L'édit d'union est déclaré loi de l'état. Guise parlant du ton d'un maître, fait des demandes et forme des prétentions qui tendent à dépouiller le roi de toute son autorité. Henri se réveille sur le bord du précipice. La peur lui donne un moment le courage de la résolution, mais il ne résout qu'un lâche assassinat. A la fois, furieux contre Guise et impuissant dans sa fureur, il n'ose pas lutter de

front contre un sujet rebelle. Il distribue lui-même les poignards aux assassins, et Guise tombe percé de coups dans le moment où il se rendoit au conseil du roi.

Il falloit du moins recueillir le fruit de ce crime. Si le roi se fût rendu sur-le-champ à Paris, il auroit peut-être pu frapper un coup décisif, et profiter de la première consternation que la nouvelle de la mort de Guise y avoit répandue; pour recouvrer son autorité. Mais toujours ami des demi-mesures et fidèle à son caractère, Henri laisse à Paris le temps de se reconnoître. La fureur y succède bientôt à l'étonnement. L'ambassadeur d'Espagne et les Seize rallient les esprits. La duchesse de Montpensier, soeur de Guise, ennemie personnelle de Henri III, souffle la vengeance dans tous les coeurs. Mayenne succède à son frère dans la direction de la Ligue. Plus sage, plus modéré, avec moins d'éclat et moins d'audace, il a trop d'ambition pour se refuser aux dangereux honneurs qu'on lui prodigue; et il n'a pas assez de hardiesse pour tirer des circonstances tout le parti possible.

Les États assemblés à Blois nomment

un comité de quarante personnes pour gérer les affaires générales du royaume. Henri est excommunié: On prêche ouvertement à Paris le régicide, on le recommande comme l'action la plus méritoire. Henri n'a plus d'autre asyle que le camp des protestans. L'intérêt de sa sûreté lui dicte ce parti. La politique conseille au roi de Navarre de le recevoir. Leur entrevue se fait au château de Plessis-les-Tours. Les deux rois marchent sur Paris pour y étouffer la révolte; l'armée des calvinistes est renforcée par tous les royalistes purs, étrangers à tous les partis, et par les ennemis personnels des Guises; les bons citoyens conçoivent de nouvelles espérances. Dans le moment où les affaires de Henri prennent une direction plus favorable, il est assassiné à St' Cloud par un dominicain nommé Jaques Clément, dont le fanatisme a échauffé l'imagination. En plongeant le poignard dans le sein de son roi, il sait qu'il marche à une mort certaine, mais il croit recevoir en même temps la mort et l'immortalité.

Ainsi périt le dernier des Valois. Cette maison malheureuse s'éteignit par un crime,

comme la plupart de celles qui ont régné en France *). Henri de Navarre est désigné roi de France par Valois mourant, et bientôt après proclamé par l'armée toute entière. Il prend le nom de Henri IV, mais le royaume ne le reconnoît pas, et il se voit dans la cruelle nécessité de reconquérir ses propres états. Les ligueurs se divisent; ils se réunissent tous à ne pas vouloir un roi protestant, mais les uns destinent la couronne à Mayenne, d'autres préfèrent le cardinal de Bourbon, vieillard foible de corps et d'esprit; un troisième parti moins nombreux incline pour l'Espagne. Mayenne trop foible ou trop scrupuleux pour déférer au voeu de la faction qui le porte sur le trône, proclame lui-même le cardinal de Bourbon sous le nom de Charles X, et se contente du titre de lieutenant-général du royaume. Henri IV abandonné d'une

*) Childéric III, le dernier des Mérovingiens, fut détrôné, rasé, et jeté dans un cloître par l'ambitieux Pepin. Louis V, le dernier des Carlovingiens, fraya par sa mort le chemin du trône à l'heureux Capet. Charles IV le dernier de la branche aînée de Capet mourut aussi de sa mort naturelle; mais les attentats du fanatisme religieux ont donné la couronne aux Bourbons, et le crime sous le masque du fanatisme politique la leur a enlevée.

d'une grande partie de son armée qui refuse de s'attacher à sa mauvaise fortune, est forcé de se retirer en Normandie. Mayenne l'y suit. La bravoure de Henri et l'enthousiasme que ses qualités personnelles inspirent à ses troupes, triomphent près d'Arques des ligueurs et des Espagnols réunis, 1589. L'armée suivante, une victoire plus décisive et plus complète que Henri remporte sur Mayenne près d'Ivry, augmente la gloire de ce prince sans améliorer sa situation; et la France aveuglée sur ses intérêts, s'obstine à repousser du trône celui qui devoit faire son bonheur. 1590.

Le fantôme de roi qui a régné sous le nom de Charles X, disparoit et meurt. Mais la Ligue refuse toujours de reconnaître le légitime souverain. Mayenne lui-même est dominé par les Seize, et bien loin de lui permettre de reculer, ils l'entraînent en avant. Ces tyrans se permettent durant son absence les exécutions les plus sanglantes, et espèrent de comprimer par la terreur les mouvemens des bons citoyens. Au milieu du désordre général, les gouverneurs des provinces veulent démembrer le royaume et se créer des souverainetés indépen-

dantes. Philippe prodigue plus que jamais ses troupes et ses trésors, pour placer l'infante sa fille sur le trône. Par ses ordres Alexandre de Parme entre en France à la tête d'une armée redoutable, afin d'arrêter les succès de Henri IV. Obligé de lever le blocus de Paris, Henri voit avec douleur que la guerre se prolonge et que le dénouement s'éloigne; on lui persuade que le seul moyen d'écraser la Ligue et de pacifier le royaume, est d'embrasser la religion catholique. Il cède à la fin aux sollicitations pressantes de ses amis, et fait
 1593. son abjuration solennelle à St Denys *), au

*) Henri agit-il dans cette occasion par conviction ou par calcul? Ce fait restera toujours douteux. Le cardinal du Perron qui fut chargé de l'instruire, avoit tout ce qu'il falloit pour l'éblouir et le persuader; un esprit subtil et brillant, des connoissances profondes, une élocution facile, et même une éloquence entraînante. Cette réunion de qualités étoit plus que suffisante pour ramener à la religion catholique un prince qui l'avoit déjà une fois embrassée, qui pour concilier son intérêt et sa conscience, souhaitoit secrètement d'être convaincu, et chez qui plus que chez tout autre, l'esprit pouvoit être la dupe du coeur. Le choix de du Perron étoit du moins très-propre à donner le change à l'opinion, et à faire croire que Henri n'avoit cédé qu'à la force des preuves et des argumens. Mais les réflexions de Sully sur cette époque de la vie de son maître et les plaisanteries qui échappèrent à Henri lui-

milieu des transports et des bénédictions d'un peuple immense, qui voit dans cette cérémonie la fin de ses malheurs et l'époque du rétablissement de l'ordre et des lois.

On vit bientôt les heureux effets de cet événement. Paris ouvre ses portes à son roi. Les chefs des ligueurs négocient leur paix particulière. Chacun d'eux tâche d'ob-

même, peuvent faire douter de sa sincérité. Sous le point-de-vue de la morale, s'il ne fut pas convaincu, son action peut être excusée par les circonstances, mais elle ne sauroit être justifiée. Sous le point-de-vue politique, la question a toujours paru décidée; et l'on a dit et répété qu'il n'y avoit qu'un changement de religion qui pût assurer le trône à Henri IV et pacifier la France. On pourroit peut-être en appeler de cette décision. La lassitude générale des esprits, et le désir du repos, qui ont toujours été les meilleurs alliés des usurpateurs dans les pays long-temps agités par les discordes civiles, et qui souvent ont attaché les peuples même à une autorité illégale, auroient ramené les François à leur roi légitime, quand il seroit resté protestant, et ses qualités personnelles l'auroient fait triompher de toutes les préventions et de toutes les craintes. Sa conversion ne lui gagna pas les catholiques zélés qui doutèrent toujours de sa sincérité; elle ne lui concilia pas les prêtres, qui ne demandoient rien moins que l'anéantissement des réformés, elle n'émoussa pas les poignards du fanatisme, et elle souleva les protestans qui accusèrent Henri de légèreté et d'ingratitude. Pour les calmer, il fut obligé de donner le fameux édit de Nantes; et cet édit mal calculé devint un principe de troubles et de nouveaux malheurs.

tenir des conditions avantageuses, et vend
cherement son obéissance. Mayenne lui
1594. même pose les armes. Le cardinal d'Ossat,
envoyé de Henri à Rome, réconcilie son
maître avec le pape par un heureux mé-
lange de souplesse et de fermeté, et ob-
tient pour lui l'absolution. Philippe II voit
échouer tous ses projets. Il a voulu dé-
membrer la France, et elle existe encore
dans toute son intégrité; il a espéré que
l'état périroit déchiré par les guerres civi-
les, et après de longs égaremens la nation
revient à elle-même, le trône est encore
debout, et Henri IV promet de lui rendre
tout son éclat; Philippe s'est flatté que les
malheurs de la France assureroient en Eu-
rope la domination de l'Espagne, et qu'elle
ne connoitroit plus ni rival ni concurrent:
il commence à craindre de nouveaux dan-
gers. La France paroît épuisée, mais elle
a de grandes ressources, et lui-même s'est
affoibli en travaillant à la ruine des autres.
Son orgueil s'indigne de l'inutilité de ses
efforts, il ne veut pas avoir prodigué sans
fruit ses trésors, et il s'obstine à ne pas
1598. quitter l'arène. La journée de Fontaine-
Françoise lui fait perdre toutes ses espé-

rances, et les négociations s'ouvrent à Ver-
vins entre l'Espagne et la France. Bellièvre
et Sillery ne sacrifient rien de la puissance
réelle de la France; et par le ton de digni-
té qu'ils prennent dans les conférences, ils
préparent sa puissance dans l'opinion. Après
vingt-huit années de combats et d'intrigues,
de crimes et de malheurs, Philippe n'ob-
tient d'autre avantage que le comté de Cha-
rolais, et ne remporte de cette sanglante
lutte que le pressentiment du bonheur qui
attend la France.

La désunion de ses ennemis et les ta-
lens de Henri, leurs crimes et ses vertus
devoient amener ce dénouement. Le fa-
natisme s'étoit usé par ses excès, même
les esprits étoient fatigués, le caractère et
les qualités du roi firent le reste. Henri IV
ne seroit probablement jamais monté sur
le trône, s'il avoit suivi les conseils de
ceux qui vouloient qu'il cherchât hors du
royaume un asyle et des secours. Il dut
son triomphe tardif mais éclatant, à son
courage et à sa constance, qui l'empê-
chèrent de désespérer de sa propre cause.
En restant dans le pays, et en exposant sa
vie tous les jours comme le moindre soldat,

il provoqua les sacrifices des autres. Ses partisans eurent un point de ralliement, son exemple fortifia les hommes énergiques, encouragea les timides, décida les incertains; et le devoir personnifié sous ses traits donna aux gens de bien le courage de la vertu.

Henri étoit monté sur le trône, mais il étoit encore environné de dangers et entouré d'ennemis; il falloit intimider les uns, gagner les autres, et les attacher au nouvel ordre de choses par des craintes ou des espérances. La France avoit purgé son sol des étrangers qui l'infestéient; la masse de la nation étoit lasse des troubles, et anguroit bien du règne de Henri; mais les ligueurs redoutoient de justes vengeance, les esprits étoient tourmentés de défiances et de soupçons. Le vice ne croit pas facilement à la vertu: des hommes perdus de crimes, et qui avoient toujours été implacables, ne pouvoient pas s'abandonner avec confiance à la clémence du vainqueur. Ceux qui avoient combattu le roi, devoient naturellement s'attendre qu'il leur préféreroit ceux qui l'avoient servi; ils voyoient avec douleur, et même avec une fureur secrète,

que le pouvoir, la considération, les richesses alloient leur échapper et passer en d'autres mains. Henri trompa toutes les craintes et surpassa toutes les espérances par une conduite vraiment magnanime. Il fit par un instinct du coeur ce que d'autres eussent fait par politique. Sa grande âme au-dessus de toute espèce de ressentiment, pardonnoit sans effort, car elle avoit le besoin d'oublier toutes les offenses. Il sentit que le seul moyen de prévenir la renaissance des troubles, étoit d'employer les hommes de tous les partis, d'opérer le rapprochement des François en leur donnant l'exemple de la réconciliation, d'empêcher par sa douceur le désespoir du crime, et d'inspirer par sa générosité des sentimens généreux à ses adversaires les plus acharnés. Son ton loyal, ses manières simples, sa franchise chevaleresque ne permirent pas de douter long-temps de sa sincérité, et il parvint à éteindre les haines et à calmer les passions qui menaçoient encore la tranquillité du royaume. Le désintéressement de ses amis lui facilita cette tâche difficile. Bien loin d'exercer sur le parti opposé des réactions toujours dange-

reuses, ils virent, sans regret, les chefs de la Ligue obtenir les emplois, les distinctions, les titres auxquels eux-mêmes pouvoient prétendre légitimement. Contens d'avoir sauvé la France en plaçant la couronne sur la tête de Henri, ce noble sentiment leur tenoit lieu de toute autre récompense. L'amitié du roi suffisoit à leur coeur, et ils étoient fiers de voir que Henri, assuré de leur fidélité, répandit ses faveurs sur ceux qui n'étoient pas assez heureux pour l'aimer.

Insensiblement, le souvenir du passé s'effaça : de nouvelles habitudes prirent naissance, les divisions cessèrent, les François apprirent à s'aimer, les différens partis formèrent un seul peuple, et Henri put entreprendre avec succès de réparer tous les maux du royaume, et de faire disparaître toutes les traces des guerres civiles. A son avènement au trône, la France n'offroit que des ruines fumantes et des campagnes incultes. Tout avoit été détruit ; l'agriculture, l'industrie, le commerce avoient dé péri faute de bras, d'avances, et surtout de sûreté publique. Dans l'espace de douze ans, toutes les branches de la richesse nationale

reprirent une vie nouvelle, et la France renaquit de ses cendres, plus vigoureuse et plus brillante. Les intentions droites et pures de Henri IV, la tête et l'activité de Sully opérèrent ces prodiges, et montrèrent au monde ce que peuvent pour le bonheur d'un grand peuple, un roi qui veut le bien, un ministre qui sait le faire et qui ne vit que pour exécuter les vues bienfaisantes de son souverain.

Quelqu'intéressant qu'il fût de faire succéder le tableau des créations du génie et de la vertu au tableau des ravages des passions, l'ordre des faits nous demande d'ajourner encore nos plaisirs. Avant de voir la France acquérir par le développement intérieur de ses forces, une puissance capable de menacer l'Espagne, il faut fixer nos regards sur les événemens qui enlevèrent à l'Espagne une partie de ses provinces, et sur l'administration d'Elisabeth en Angleterre. Le despotisme de Philippe à échoué en France contre Henri IV; il échoua dans le même temps contre ses propres sujets. Les troubles des Pays-bas, où l'Espagne perdit ses troupes et ses trésors, firent une diversion forcée à l'acti-

tivité malfaisante de l'Espagne dans les guerres civiles de la France, qui à leur tour favorisèrent les troubles des Pays-bas et la naissance de la république des États-unis.

CHAPITRE XXIII.

État des Pays-bas avant le règne de Philippe II. Situation de ces provinces lors de son avènement au trône. Ministère de Granvelle. Changemens inconstitutionnels et imprudens. Origine des troubles. Leurs progrès sous Albe, Requesens et don Juan. Guillaume sépare les provinces du nord de celles du midi. Union d'Utrecht. Formation de la république d'Hollande.

L'histoire du monde présente peu de spectacles plus imposans que la révolution qui détacha sept provinces de la monarchie espagnole, qui créa en Europe une nouvelle puissance, changea tous les rapports de la politique et du commerce, et força le possesseur des mines du nouveau monde à une banqueroute honteuse. Un peuple de pêcheurs et de pâtres, relégué dans des marais où il dispute son existence à la nature, qui pendant une longue suite d'années résiste à la première puissance de l'Europe, se donne à lui-même au milieu des orages un nouveau gouvernement, d'une main combat les Espagnols, et de l'autre repousse de ses rivages la mer qui les menace, et fertilise par un travail opiniâtre

le sol qu'il a conquis sur l'Océan; des villes florissantes et populeuses s'élevant du sein des eaux, et rivalisant d'industrie, d'audace et d'opulence, avec les premières nations commerçantes; un état qui dans le temps même où son existence en Europe est encore un problème, couvre les mers de flottes victorieuses, attaque dans les deux Indes la base de la puissance de ses ennemis, et tandis que l'Espagne ne voit en lui qu'un sujet rebelle, acquiert lui-même des sujets et des provinces entières, avec un sol qui suffit à peine à sa subsistance devient le pourvoyeur général de l'Europe, et parvenant rapidement à une prospérité dont les causes sont aussi remarquables que les effets, donne à tous les autres états d'utiles leçons et de grands exemples. Un tel phénomène a sans contredit de quoi surprendre, et devoit exciter l'étonnement et l'admiration du monde. Entre le degré d'élévation auquel cette nation est parvenue, et son point de départ, l'intervalle paroît immense; il importe de voir comment elle l'a franchi, et quels événements ont décidé sa fortune.

Les peuples qui habitent entre l'Escaut, la Meuse, le Rhin et la mer du Nord sont

l'origine germanique. De tout temps braves et laborieux, flegmatiques et réfléchis, plus ennemis de la servitude que passionnés pour la liberté, ils n'ont eu ni les vices ni les vertus qui tiennent à une imagination vive et ardente. Les Romains estimèrent leur valeur : elle leur fut souvent utile tant qu'ils surent les ménager ; et lorsqu'ils essayèrent de les asservir, ils reconnurent qu'on n'opprimoit pas les Bataves impunément. A la destruction de l'Empire ils passèrent sous la domination des Francs ; ou plutôt ils s'associèrent à leurs victoires. Durant tout le moyen-âge, ils partagèrent le sort du reste de l'Allemagne, et le gouvernement féodal s'y établit avec les modifications qu'il reçut des localités. Les provinces du nord, moins propres à la culture, virent moins de grands propriétaires naître et s'élever dans leur sein que les provinces du midi. A l'époque où les querelles du sacerdoce et de l'empire offrirent aux propriétaires terriens, et aux officiers qui sous le nom de comtes et de ducs administroient les provinces, les moyens de se rendre indépendans, et où tous en profitèrent pour acquérir une souveraineté plus ou moins illimitée, on vit naître dans les

Pays-bas des comtes de Hainault, de Hollande, de Frise, de Malines, d'Artois, de Flandre; il y eut autant d'états distincts et séparés qu'on a depuis compté de provinces. Des circonstances favorables créèrent dans ces contrées, plutôt que dans le reste de l'Europe, un tiers-état riche et puissant. Le voisinage de la mer et de grands fleuves navigables invitoient les Belges et les Bataves au commerce. Le commerce appela la liberté des personnes et des biens, et la liberté étendit et vivifia le commerce. Dans un temps où par-tout ailleurs le clergé et la noblesse avoient seuls une existence politique, dans la Flandre et le Brabant, un troisième ordre étoit déjà venu se placer à côté des deux autres, et jouissoit du droit de délibérer sur les affaires publiques dans l'assemblée générale de la nation. Des mariages avantageux, des contrats et des achats avoient fait de toutes ces provinces dans le quinzième siècle, l'héritage de la maison de Bourgogne. Philippe-le-hardi, le plus jeune des fils de Jean-le-bon, roi de France, ayant reçu de son père le fief de la Bourgogne, avoit commencé la fortune de sa maison. Il épousa la comtesse Marguerite de Flandre, et obtint avec elle

es comtés de Flandre, d'Artois, de Nevers, le Rhétel, de Salins et de Malines. Ses successeurs furent aussi heureux que lui. Philippe-le-bon son petit fils, acquit Namur par un arrangement fait avec le dernier comte; les duchés de Brabant et de Limbourg, par la mort du duc Philippe son cousin; les comtés de Hainaut, de Hollande, de Seelande, de la Frise occidentale, par un contrat avec Jacqueline de Bavière, héritière de ces provinces; et le Luxembourg, par la cession que lui en fit la princesse Elisabeth, petite-fille de l'empereur Charles IV. La réunion de toutes ces provinces formoit avec la Bourgogne et la Franche-Comté, une masse de puissance à qui il ne manquoit que le titre pour ranger avec les premières monarchies.

Les Pays-bas étoient le centre d'un commerce immense qui lioit le nord et le midi de l'Europe. Une industrie active y avoit créé de belles manufactures de laine, dont les Belges échangeoient les productions contre les marchandises de l'Inde qu'ils achetoient des Vénitiens, et qu'ils répandoient ensuite dans tous les pays du nord. Anvers, grande, riche, populeuse, étoit après Venise, la première ville commerçante de l'Europe.

Gand, Bruges, Malines, Bruxelles la suivoient de près, et rivalisoient avec elle. Le travail y avoit amené l'abondance, l'abondance enfanta le luxe, et les arts multiplièrent leurs créations, pour multiplier les besoins et les plaisirs de la vie. La cour des ducs de Bourgogne étoit la plus magnifique et la plus brillante de toutes les cours de l'Europe.

Les projets gigantesques de Charles-le-téméraire et sa mort qui les termina, furent un malheur pour les Pays-bas et pour l'Europe entière. La fin tragique et prématurée de Charles fit disparaître de la carte du monde politique une puissance indépendante et respectable qui dans la suite eût pu prévenir les guerres sanglantes de la France et de l'Autriche, s'opposer avec succès aux projets de domination de l'une et de l'autre, assurer la liberté de l'Allemagne, et fixer l'équilibre de l'Europe. Au lieu de ces brillantes et utiles destinées, le duché de Bourgogne devint une province d'un autre état, l'objet et le théâtre des dissensions de l'Autriche et de la France. Ce riche héritage passa à la maison de Habsbourg, par le mariage de Marie, la fille unique de Charles, avec Maximilien I. Philippe-le-bel,
leur

leur fils, en épousant Jeanne de Castille, avoit préparé la réunion de ces provinces à la monarchie espagnole, et Charles V avoit recueilli cette superbe succession.

Né et élevé en Flandre, il aimoit ces provinces préférablement à tous ses autres états. Son caractère étoit analogue au caractère de la nation. Il résidoit le plus souvent au milieu d'elle, et la regardoit comme le centre de sa sphère d'activité et comme la source principale de sa puissance. Les Flamands le secondèrent avec zèle dans toutes ses entreprises. Ils estimoient les qualités personnelles de l'empereur; ils s'intéressoient à sa gloire, et faisoient tourner ses vastes projets à l'avantage de leur commerce. Ce commerce avoit moins souffert que celui des Italiens par les découvertes de Vasco de Gama et de Colomb, car les Flamands n'avoient jamais pris une part directe au commerce de l'Inde, et l'argent de l'Espagne alimentoit leurs spéculations. Charles possédoit l'art de manier les esprits; connoissant les habitudes et les maximes favorites de ses compatriotes, il les employoit à ses vues en respectant les formes consacrées par la con-

stitution du pays. Il leur demandoit de grands sacrifices, et les obtenoit sans peine, parce qu'il avoit le talent de leur persuader que ces sacrifices étoient volontaires. Charles arrondit ses possessions de ce côté, et il fut le premier qui réunit sous son sceptre les dix-sept provinces des Pays-bas *).

Chacune de ces provinces avoit des lois et une constitution particulières. Nulle part la souveraineté ne résidoit uniquement dans la personne du prince. Par-tout elle étoit partagée entre le prince et les Etats, suivant des formes et des proportions différentes. L'organisation des Etats varioit de province à province. Composés comme dans la plus grande partie de l'Europe, du clergé, de la noblesse et des villes, le nombre des représentans de chaque ordre, leur degré

*) Le duc George de Saxe vendit ses droits sur la Frise à Charles V. L'Overyssel se soumit d'elle-même en 1528. La même année, l'évêque d'Utrecht renonça en faveur de l'empereur à son pouvoir séculier. Le duc de Gueldre fut obligé de consentir à la réunion de Groningue en 1536, et à la fin le duc de Clèves se vit forcé de céder la Gueldre et le pays de Zutphen qui lui étoient tombés en partage depuis la mort de Charles Egmont, et qu'il n'étoit pas en état de défendre et de conserver.

l'influence et la mesure de leur pouvoir n'étoient pas les mêmes par-tout. Dans toutes, l'autorité du prince étoit limitée, et il ne pouvoit rien décider d'important sans le concours des corps que la loi plaçoit à côté de lui. Par-tout il rencontroit des barrières constitutionnelles dans l'exercice de sa puissance; ici, elles étoient peut-être trop rapprochées, et resserroient le prince dans un cercle trop étroit pour qu'il pût même faire le bien; là, elles étoient trop foibles, ou posées à une trop grande distance du centre d'action, pour qu'elles pussent empêcher le mal et prévenir les abus de l'autorité. On avoit senti la nécessité d'assujettir le gouvernement à une marche légale, mais les lois politiques étoient imparfaites. L'art difficile de diviser les pouvoirs sans nuire à l'unité du corps social, étoit encore dans son enfance.

Ainsi les Pays-bas formoient une masse homogène relativement à la langue, à l'origine, aux moeurs et aux habitudes du peuple, mais sous le rapport politique ils ne formoient pas un véritable tout, et offroient des élémens fort hétérogènes. Les lois établies dans chaque province, et qui ré-

gloient le partage et l'exercice de la souveraineté, ou qui déterminoient les principes de l'administration, entravoient souvent les affaires, et s'opposoient quelquefois à des réformes utiles. Charles n'avoit pas la maladie de l'uniformité. Il connoissoit trop bien les Flamands pour croire que le but de l'ordre social pût y être atteint par les mêmes moyens et les mêmes formes qu'en Espagne et en Italie. Il sentoit surtout qu'il ne falloit pas introduire chez ce peuple attaché à ses habitudes, des changemens précipités; qu'il se refuseroit aux lois les plus sages, si elles lui étoient imposées par la force; et que pour être utiles et durables, les réformes et les innovations devoient être préparées dans l'opinion générale. Cependant il desira toujours de pouvoir faire des dix-sept provinces un seul état qui ne fût plus composé de pièces de rapport, et de donner à l'administration une marche plus régulière, plus rapide et plus fixe. Il ne perdit jamais ce plan de vue, et y travailla toujours sourdement. La réunion de ces provinces à l'Empire germanique dont elles formèrent un Cercle particulier, devoit préparer cette grande opéra-

tion. La sanction pragmatique qui établit l'indivisibilité des Pays-bas, et la loi de la primogéniture étoient un pas marqué vers l'accomplissement de ce but.

Lorsque Charles abdiqua les couronnes qu'il avoit portées avec tant de gloire, et qu'il les remit à Philippe, il recommanda particulièrement les Pays-bas à ses soins et à son amour, et ne se sépara qu'avec douleur des Flamands. De leur côté, sans prévoir encore tous les malheurs qui les menaçoient, ils sentirent qu'ils ne pouvoient que perdre à ce changement. Les larmes dont ils honorèrent la cérémonie de l'abdication de Charles, furent moins données au souvenir du passé qu'à la crainte de l'avenir. Déjà ils auguroient mal du règne de Philippe, et le caractère de ce prince leur donnoit des appréhensions légitimes.

En effet Philippe n'aimoit pas les Flamands. Leur caractère contrastoit avec le sien. Leur franche gaité lui paroissoit une familiarité offensante. La simplicité de leurs manières et de leur genre de vie choquoit son goût pour l'étiquette et pour la représentation. L'attachement qu'ils avoient pour leur constitution et pour leur pays, n'étoit

à ses yeux qu'une obstination qui révoltoit son orgueil, ou un esprit d'indépendance incompatible avec ses principes despotiques. Il haïssoit un pays où le prince n'étoit pas tout, et où les sujets étoient comptés pour quelque chose. Les Flamands étoient riches, ils savoient défendre leurs biens contre l'avidité du fisc, et se montroient d'autant plus jaloux de leur liberté politique qu'ils y voyoient la garantie et la sauve-garde de leurs propriétés. Philippe convoitoit leurs richesses, et s'indignoit de ne pouvoir se les approprier en multipliant à volonté les impôts. Il y avoit dans les Pays-bas des formes consacrées pour les affaires, auxquelles il falloit se plier pour réussir. Philippe, lui-même inflexible, demandoit des autres une soumission entière, et ne pouvoit supporter qu'on osât lui opposer des privilèges et des lois. Il ne vouloit céder qu'à la nature, et encore le faisoit-il à regret, et son esprit altier s'irritoit de cette invincible nécessité.

Les Flamands s'aperçurent bientôt que le roi d'Espagne étoit peu fait pour gouverner un pays tel que le leur. Jusqu'à cette époque, des conseils composés d'hom-

nes d'élite pris du sein de la nation même, avoient conduit les relations extérieures, géré les finances et surveillé l'administration de la justice. Il étoit facile de prévoir que Philippe substituerait à cette autorité tutélaire celle de ses ministres, et que ses ministres seroient des étrangers. Il ne vivoit qu'avec des Espagnols, ne consultoit et n'employoit qu'eux. Après la paix de Câteau-Cambresis il prit le parti de quitter 1559. la Flandre, et d'établir sa résidence en Espagne. De là, sans être témoin de la publication de ses ordres, ni de la résistance qu'on leur opposeroit, il se proposoit de changer l'organisation des Pays-bas, de provoquer des soulèvemens pour les punir, et de les punir en ôtant aux peuples ces formes politiques qui leur étoient aussi chères qu'elles lui étoient odieuses. Dans ce projet aussi contraire à la politique qu'à la justice, il voyoit un moyen sûr d'accroître sa puissance et d'affermir sa domination en Europe. A son départ de Flandre son plan étoit déjà arrêté irrévocablement, et c'étoit la religion qui devoit lui fournir l'occasion de le développer.

Les idées nouvelles des réformateurs

avoient pénétré de bonne heure dans les Pays-bas. Le commerce qui amène l'échange des marchandises, facilite aussi celui des opinions, et les Flamands étoient liés avec tous les peuples du Nord chez qui la réformation avoit fait des progrès rapides. Déjà sous le règne de Charles V, la religion nouvelle compta dans ces provinces beaucoup de partisans. Cet appel solennel fait par la raison, de l'autorité à l'examen, devoit plaire à des esprits réfléchis chez qui le jugement dominoit l'imagination. Des principes aussi hardis devoient trouver un accès facile chez des hommes que l'habitude de la liberté politique faisoit pencher vers la liberté religieuse. Cependant, une tolérance éclairée eût prévenu les troubles en prévenant l'effervescence des passions; et pour empêcher la naissance du fanatisme, il eût suffi que le gouvernement montrât plus d'indifférence et moins de partialité. Dans le temps où Charles V fit la guerre aux protestans d'Allemagne, il s'étoit cru obligé de sévir contre les novateurs dans les Pays-bas. Au lieu de laisser aux opinions un libre cours et aux esprits un mouvement salutaire, il avoit

persécuté avec violence ceux qui s'éloignoient de la doctrine de l'Eglise. Plus tard, l'expérience l'avoit éclairé sur le danger de ces moyens, et dans les dernières années de sa vie il étoit revenu à des remèdes plus doux et à des maximes plus libérales.

Philippe répugnoit également aux unes et aux autres. Il haïssoit toute espèce de liberté; il auroit voulu pouvoir exercer sur ses sujets tous les genres de contrainte. Pendant son séjour dans les Pays-bas, il avoit vu avec indignation les progrès de la doctrine nouvelle. Attaché à sa religion par tempérament et par principes, ce qu'il en aimoit le mieux étoit l'autorité. Il y voyoit un moyen de domination, et son esprit pénétrant avoit été frappé de l'appui réciproque que se prêtent le despotisme religieux et le despotisme politique. Vou-
lant détruire la constitution qui assuroit la liberté civile des Pays-bas, il se proposa d'attaquer le culte qui favorisoit la liberté religieuse, et d'extirper les protestans afin de préparer la servitude générale de tout le pays.

Tels étoient les desseins qu'il méditoit.

lorsqu'il s'embarqua pour l'Espagne et qu'il quitta les Pays-bas, leur disant, sans le savoir, un éternel adieu. Les Flamands le virent partir sans regret, mais avec des craintes trop légitimes. A la vérité, ils ne pouvoient imaginer toute l'étendue des projets sinistres qu'il rouloit dans son esprit; mais ce qu'ils ont vu de lui, suffit pour leur faire redouter les plus grands malheurs. Marguerite, la fille de Charles-quin, l'épouse d'Octave Farnèse duc de Parme, est nommée gouvernante des Pays-bas. Ce choix semble devoir rassurer les Flamands. Cette princesse avoit le ton, la démarche, les manières et les goûts d'un homme; elle aimoit avec passion la chasse et tous les exercices violens. Mais sous ces formes mâles et sévères elle portoit un coeur humain et sensible; élevée par Marguerite, et après sa mort, par Marie reine de Hongrie, toutes deux tantes de Charles-quin, elle avoit reçu de ces femmes supérieures à leur sexe, une éducation soignée; exercée de bonne heure dans les travaux du gouvernement, formée à la politique dans les cours d'Italie, elle n'étoit pas étrangère à l'art de deviner et de conduire les hommes;

son esprit actif, adroit, conciliateur, venoit à des temps difficiles; disciple de Loyola, elle étoit catholique zélée sans incliner au fanatisme. Elle avoit passé une partie de sa vie dans les Pays-bas, elle connoissoit le pays, elle l'aimoit; et l'on pouvoit espérer de voir renaître sous son administration les beaux jours de Charles-quin.

Mais Philippe qui ne voit dans la modération que de la foiblesse, et qui craint que Marguerite de Parme ne se prête que difficilement à ses funestes projets, lui donne Grenvelle pour conseiller, ou plutôt pour surveillant et pour maître. Ce ministre qui a joui de la confiance de Charles, a eu le talent de gagner au plus haut degré celle de son successeur. Peu d'hommes ont été plus capables que lui de diriger de grandes affaires dans des circonstances critiques. Son esprit profond, ses vastes connoissances et surtout son infatigable activité étoient à l'unisson de sa haute fortune. Il ne connoissoit d'autre délassement que celui de changer de travail; le jour et la nuit le trouvoient également appliqué. Il fatiguoit en même temps plusieurs secrétaires en

leur dictant en différentes langues ses ordres et ses instructions sur différens objets. Son éloquence étoit rapide, facile, brillante. Soumis aveuglément aux volontés de Philippe et dévoué à son service, il étoit l'homme du prince au lieu d'être celui de l'état. Confident de toutes les pensées de son maître, lui seul a son secret, lui seul connoît toute l'étendue du plan qu'il a formé contre les Pays-bas, il travaille à servir ses passions ardentes et sombres, et il ne désespère pas du succès.

Trois hommes aussi distingués par leur mérite personnel que par leur naissance et leurs richesses, l'inquiètent par l'ascendant qu'ils ont sur les esprits, et l'irritent par la résistance qu'ils opposent à ses démarches. Exercé à porter sur ceux qui l'entourent un jugement aussi prompt que sûr, Granvelle ne prend pas le change sur le caractère, les principes et les moyens de ses ennemis. A leur tête est le prince d'Orange de l'illustre maison de Nassau, qui a donné des empereurs à l'Allemagne. Guillaume avoit développé son génie près du trône de Charles et sous la puissante influence de l'exemple et des leçons de

l'empereur, qui devina en lui le grand homme. Libéral et magnifique, il prodigue tout à ses amis, il n'est avare que de sa confiance; son esprit observateur pénètre les hommes et les choses; et lui-même est impénétrable. Froid, réservé, timide même en apparence, quand il parle, le feu et la hardiesse de ses discours persuade, entraîne, subjugué tous les esprits. Le comte d'Egmont partage avec lui l'amour et l'admiration des Flamands; l'illustration qu'il doit à ses victoires relève l'éclat de sa fortune, mais son orgueil est encore au-dessus de ses talens, et l'habitude des armes lui a donné le goût des mesures violentes. Horn est plus riche et moins considéré que Guillaume et Egmont, cependant il n'a pas dégénéré de la vertu de ses ancêtres. Sorti d'une maison françoise, lié par le sang aux Montmorenci, il avoit prouvé dans les guerres de Flandre qu'il étoit digne de son illustre origine. Inférieur en génie à Guillaume, en talens militaires à Egmont, comme eux il hait la tyrannie, et sait lui opposer le courage de la résistance et de l'action.

Tous trois avoient reçu de Philippe, au

défaut de marques de confiance, des places distinguées, qu'il avoit plutôt accordées à la crainte qu'à l'estime. L'opinion publique ne lui permettoit pas de laisser sans pouvoir et sans emploi des hommes aussi considérés. Guillaume avoit obtenu le gouvernement de la Hollande, de la Sélande et d'Utrecht, Egmont celui de l'Artois, Horn la place d'amiral. Mais ces places, peu propres à les satisfaire, répondoient mal aux vœux de leur ambition. Ces faveurs prétendues ne les avoient pas attachés au trône, et n'avoient fait que leur fournir contre lui des moyens de résistance. Chacun d'eux croyoit avoir des titres à la place de Marguerite, et ils ne pouvoient supporter le crédit de Granvelle, qui exerçoit une véritable toute-puissance sous le nom de la gouvernante, et à qui sa qualité d'étranger suffisoit pour le rendre odieux.

Le cardinal desiroit de déguiser aux Flamands l'étendue de son influence, soit pour ménager l'orgueil de Marguerite, soit pour donner le change à la haine des grands et prévenir l'opposition qu'il redoutoit. Plus jaloux du pouvoir que des signes extérieurs du pouvoir, et du succès de ses

entreprises que de vaines décorations, Granvelle, dans l'espérance de cacher la main qui faisoit jouer tous les ressorts de l'administration, correspondoit avec Marguerite au lieu de conférer avec elle, et ne la voyoit que rarement. Mais les Flamands intéressés à découvrir la vérité; surent bientôt malgré toutes ses précautions, que rien ne se faisoit que par lui, et cette idée augmenta leur éloignement pour les innovations projetées.

Entre toutes les institutions nouvelles, l'inquisition devoit révolter le plus des esprits qui n'étoient pas encore façonnés à la servitude. Ce tribunal abhorré qui punissoit les erreurs comme des crimes, et qui regardoit comme une erreur dangereuse la moindre déviation de la doctrine de l'Eglise, étoit encore plus redoutable par les moyens dont il se servoit pour découvrir les hérétiques, que par les arrêts qu'il lançoit contre eux. Non-seulement il atteignoit par-tout sa victime sans qu'elle pût lui échapper, il la frappoit sans qu'elle pût se défendre, mais encore il employoit l'espionnage, les délations domestiques, les interprétations absurdes ou malignes des

choses les plus innocentes, pour pénétrer en quelque sorte dans l'intérieur de l'âme, deviner les pensées les plus secrètes, et s'assurer d'un prétendu délit dont l'auteur, l'objet et le théâtre sont également invisibles. Créé dans l'origine en Espagne contre les Maures par des raisons plus politiques que religieuses, les progrès de la réformation avoient fait croire dans plusieurs pays à la nécessité de multiplier ces formes tyranniques. Afin de laisser moins d'espérance à ceux contre lesquels l'inquisition devoit sévir, on l'avoit ôtée aux évêques, pour la donner aux moines plus dévoués au pape, plus étrangers aux relations sociales, et moins accessibles aux sentimens de l'humanité. Jamais on n'avoit fait de conjuration plus inique ni plus active contre la raison et la liberté de l'espèce humaine. En Espagne, elle avoit déjà ralenti l'activité des esprits, arrêté la circulation des idées et substitué par-tout à l'abandon d'une franche gaieté le silence de la réserve, de la contrainte et de la défiance. La liberté avoit été bannie des conversations, la confiance du sein des familles, et l'on en étoit venu à se défier de soi-même et à craindre ce qu'on

qu'on ne sauroit ni diriger, ni prévenir, les combinaisons de la pensée et les jeux d'une imagination active, que dans son cours rapide amène toutes sortes d'idées. Les objections secrètes, les doutes timides qui s'évoient quelquefois dans les esprits, y portoient la terreur. On les voyoit déjà trahis, condamnés et punis.

Dans le plan les Flamands devoient de Philippe éprouver le même sort, et déjà le fléau de l'inquisition menaçoit ce qu'ils avoient de plus cher. La prospérité du commerce des Pays-bas étoit inséparable d'une sage tolérance. Les lois, le caractère, les habitudes mêmes des Flamands repousoient cette institution redoutée. On ne pouvoit l'introduire légalement chez eux sans le consentement des États; mais Philippe qui vouloit assurer la servitude de ses sujets par l'uniformité de la croyance et du culte, avoit établi ce tribunal dans les Pays-bas avant de partir pour l'Espagne, et il l'avoit fait de sa propre et privée autorité malgré les réclamations des Flamands. Granvelle animoit le zèle de ce tribunal et provoquoit son activité. C'étoit à ses yeux un excellent moyen de se défaire de tous ceux

qui le génoient dans l'exécution de ses plans. On les accusoit d'hérésie et cette accusation vague menoit toujours à la mort. Les arrêts se multiplioient. Chaque jour voyoit tomber de nouvelles victimes. Les rigueurs de l'inquisition augmentoient le nombre des sectateurs de la doctrine nouvelle; le mécontentement général n'en étoit que plus prononcé, et malgré les bourreaux, l'indignation s'exhaloit en plaintes et en menaces.

A ces justes griefs des Flamands contre Granvelle et contre Philippe, s'en joignoient encore d'autres qui tenoient aux mêmes causes que les premiers. Dans ce temps de troubles et d'innovations, le nombre des évêques des Pays-bas avoit paru trop petit pour surveiller les diocèses. Ces évêques ressortoient des archevêques de Rheims et de Cologne, et cette dépendance étrangère déplaisoit à Philippe. A son instigation, le pape Paul IV avoit créé dans les Pays-bas treize évêchés nouveaux, et l'archevêque de Malines avoit été déclaré primat et juge suprême de toutes les affaires ecclésiastiques de ces provinces. Ce changement pouvoit être utile; à une époque différente

il eût peut-être réuni tous les suffrages, mais il avoit été fait d'une manière arbitraire. Ce nouvel ordre de choses altéroit tous les anciens rapports de la constitution du pays. Granvelle qui l'avoit conseillé, avoit été chargé de l'introduire, et ce bouleversement des lois avoit, soulevé contre lui les citoyens de toutes les classes. Du moment où tant de créatures du roi prenoient séance dans les Etats, la noblesse craignit que la liberté politique ne fût bientôt plus qu'un vain nom; les abbés riches et puissans regrettoient les sacrifices qu'ils étoient obligés de faire pour doter les nouveaux évêques; le peuple ne les regardoit que comme des suppôts de la tyrannie religieuse, et le jour où ils prirent possession de leur siège fut un jour de deuil pour la nation.

Afin d'appuyer par la force ces innovations que proscrivoit l'opinion publique, Philippe avoit laissé au mépris des lois des troupes espagnoles dans ces provinces. Craignant que la force qui devoit protéger l'ordre social, ne se tournât contre lui, la constitution de la Flandre ne confioit qu'aux indigènes le soin de la sûreté publique.

Philippe le savoit; les Flamands le lui avoient rappelé; il avoit solennellement promis de retirer ses satellites, mais il n'en avoit rien fait, et ces troupes assez nombreuses pour donner de l'inquiétude à la nation, ne l'étoient pas assez pour la contenir, et pour prévenir les effets de son mécontentement.

Ainsi Philippe avoit violé ses sermens, et s'étoit joué des lois auxquelles il devoit son autorité; mais le peuple qui accuse toujours plutôt les ministres que le prince, rejetoit tous ses griefs sur Granvelle seul; il portoit tout le poids de l'indignation publique, et cependant il ne faisoit qu'exécuter fidèlement les ordres cruels qu'il avoit reçus de son maître. Le prince d'Orange Egmont et Horn qui le haïssent personnellement, mais qui persuadent aux Flamands que le patriotisme seul les fait agir, et se le persuadent peut-être à eux-mêmes, veulent profiter de ces dispositions pour le perdre. Ils écrivent à Philippe des lettres fortes et pressantes afin d'obtenir son rappel. Philippe demande des faits et des preuves; il répugne à congédier un ministre qui ne peut avoir d'autre tort à ses yeux

que celui d'avoir trop bien servi ses passions. Mais Granvelle lui-même sent, que l'animosité générale est parvenue à un tel degré, qu'il ne peut plus être utile à Philippe; il demande son congé, et on l'accorde à ses instances. Il perd sa place sans perdre la confiance de son maître, qui emploie ailleurs ses talens et sa fidélité. 1564.

Les nobles qui s'étoient éloignés du conseil pendant l'administration de Granvelle, y reparoissent de nouveau et insistent sur la liberté des cultes. Philippe les berce de vaines espérances, et à la même époque, dans les conférences de Bayonne, le duc d'Albe et Médicis concertoient la ruine des protestans. Le comte Egmont lui-même fait le voyage d'Espagne pour tâcher de fléchir Philippe, et pour prévenir de plus grands malheurs en l'engageant à se relâcher sur l'article de la religion. Guillaume adresse à Marguerite des représentations d'autant plus fortes qu'elles sont plus mesurées. Philippe cache ses desseins secrets sous un masque de sincérité. Il paroît s'intéresser au sort des Flamands, et cependant il ordonne que les décrets du concile de Trente soient publiés dans les Pays-bas, 1565.

et exécutés avec la plus grande rigueur. Marguerite qui peut mieux juger de l'exaspération des esprits, tâche d'adoucir dans l'application les maximes sévères qu'elle est obligée de professer en apparence; elle voudroit assurer la tranquillité des Pays-bas, en composant avec les intérêts des Flamands et les passions de Philippe. Ce rôle est difficile; elle est gênée dans sa marche, et soumise à une surveillance continuelle. De là les incertitudes et les contradictions de sa conduite. Les protestans ne peuvent pas prendre confiance dans un gouvernement qui n'est pas d'accord avec lui-même, et dont les actions et le langage correspondent si mal ensemble. Dans le dessein de donner plus de force à leurs représentations, et de suite à leur démarches, ils forment une association étroite. Louis de Nassau, le frère de Guillaume, qui professe la doctrine nouvelle, dirige leurs mouvemens. Les catholiques eux-mêmes approuvent cette mesure hardie, parce qu'ils ne voient dans la résistance des protestans qu'un moyen de sauver la constitution et la liberté publique. Les chefs de l'opposition y applaudissent

également. Ceux d'entre eux qui s'intéressent au bien général, se flattent que la crainte ramènera Philippe à des sentimens plus modérés; ceux qui ont des vues personnelles, se félicitent de trouver dans les troubles des moyens de satisfaire leur ambition et leur cupidité. Le roi d'Espagne pouvoit encore d'un mot tout pacifier; mais étranger au caractère et au génie du peuple flamand, il ne connoissoit pas la nature du mal, et méprisoit ses ennemis. A ses yeux, toute résistance est un crime; un crime doit être réprimé ou puni par la force; la modération paroîtroit impuissance, la douceur ne seroit qu'une foiblesse honteuse. Quatre-cents gentilshommes lui présentent une adresse respectueuse, dans laquelle ils ne demandent que l'intégrité de la constitution et l'abolition de l'inquisition religieuse. Pour toute réponse, Philippe envoie le duc d'Albe gouverner les Pays-bas à la place de Marguerite.

C'étoit déclarer que la force seule devoit décider ce grand procès, et ôter toute espérance aux Flamands. Albe arrive à la tête de huit mille Espagnols éprouvés, qui seront de fidèles ministres de ses vengean-

ces. Son caractère est connu : ferme jusqu'à la dureté, impérieux et inexorable, il aimoit mieux briser les résistances que les fléchir. Accoutumé à prodiguer le sang dans les combats, il sera peu disposé à l'épargner dans les troubles civils. Au seul nom de cet homme redouté, la terreur et la consternation se répandent dans toutes les provinces, et il semble que toute la nation ait été mise sous le couteau du despotisme. Guillaume, qui connoît d'Albe et qui sait qu'il ne pardonne pas, ne voulant pas périr sans gloire et sans fruit pour son pays, soustrait sa tête aux dangers qui la menacent, et se retire en Allemagne. Egmont et Horn, moins prévoyans que lui, restent dans le pays, et exposent leur vie en voulant sauver leur fortune. Guillaume est suivi dans sa fuite par beaucoup d'hommes puissans et considérés, qui ont montré assez de vertu pour mériter la haine ou les soupçons de Philippe, et qui ont trop de courage pour acheter leur sûreté par des bassesses. Une partie du peuple même abandonne ses foyers et s'exile volontairement; la terreur du nom de d'Albe fait quitter au laboureur la charrue, à l'artisan

on atelier, et nombre de citoyens de toutes les classes vont porter ailleurs leur activité et leur industrie. La cruauté de l'Albe surpasse les craintes des malheureux Flamands. Les troupes sont réparties dans les villes principales; et les soldats espagnols animés par la haine des Flamands, par le desir du butin et par le fanatisme de la religion, se prêtent avec joie aux ordres de leur général. Par-tout on dresse des échafauds. Un tribunal inique, composé de douze juges, tous étrangers aux Pays-bas par leur naissance, ou vendus à l'Espagne, s'organise au mépris des lois du pays. Il prononce la peine de mort contre les délits les plus légers sur des indices foibles ou équivoques, et même sans preuves quelconques. Tous ceux qui ont appuyé des réclamations légales contre les abus de l'autorité, ou qu'on peut soupçonner de les avoir approuvées secrètement, sont regardés et jugés comme autant de fauteurs de l'hérésie, et tous ceux qui professent la doctrine nouvelle ou qui y inclinent, sont condamnés et punis comme rebelles. La richesse, la naissance, les talens deviennent des crimes;

les vertus et les services éclatans mènent à la mort; l'obscurité même ne sauve personne. Egmont et Horn, arrêtés et mis aux fers, invoquent en vain le privilège que les lois assurent aux accusés de leur rang, de n'être jugés que par leurs pairs; leur rang même est un titre de condamnation, et ils meurent dans les supplices sous les yeux d'un peuple immense. En voyant tomber ces têtes illustres, il semble que la liberté elle-même expire; on prévoit que la tyrannie qui ne les a pas respectées ne respectera rien, et qu'elle sera sans pudeur et sans terme. Les nombreux satellites de d'Albe, répandus parmi les spectateurs de cet attentat, contiennent leurs mouvemens et leurs murmures, mais ils ne peuvent empêcher la douleur publique de s'exhaler en gémissemens, et les victimes généreuses que le despotisme s'immole, objets de culte pour leurs concitoyens, sont suivies de leurs regrets et de leurs larmes.

On confisque les biens de Guillaume, et ces biens servent à payer les excès et les crimes des soldats. D'Albe parcourt tout le pays avec ses bourreaux, et par-tout de sanglantes exécutions annoncent aux peu-

les son arrivée; le glaive est levé sur toutes les têtes. Plus il commet de meurtres juridiques, et plus les provinces se dépeuplent. Le nombre de ceux qui s'exilent volontairement s'accroît tous les jours. Mais ces exils multiplient les confiscations, et les confiscations procurent à d'Albe les moyens de multiplier les instrumens de sa fureur, et de récompenser les suppôts de sa tyrannie.

Cependant, Guillaume retiré en Allemagne, n'oublie ni ce qu'il doit à sa patrie, ni ce qu'il se doit à lui-même. Les exilés le pressent de prendre les armes et de sauver la liberté mourante. Il ne s'agit pas pour lui de jouer le bonheur de toute une génération sur la table du hasard, dans l'espérance d'une perfection idéale, et de sacrifier le présent à un avenir éloigné, incertain, chimérique; il s'agit de prévenir par une mesure vigoureuse la ruine de tout un peuple, de combattre pour le maintien de l'ordre social que la tyrannie attaque, ébranle et menace de renverser, et de défendre par la force, des droits positifs que la force croit pouvoir violer impunément. Les lois autorisent Guillaume à

la défense de son pays. Allemand d'origine, il est Brabançon par les terres considérables qu'il possède dans le Brabant. Le contrat qui lie les Etats du Brabant à leur prince, libère les citoyens de toute obligation, du moment où le prince s'affranchit des siennes, et leur assure même le droit de le ramener par la contrainte au devoir. Cette constitution pouvoit être vicieuse, elle plaçoit la garantie des lois politiques dans la force physique des individus, au lieu de la placer dans le mode même d'organisation de la souveraineté, dans l'action et la réaction réciproques des élémens du pouvoir. C'étoit retomber dans l'état de nature pour sauver l'état social, en appeler aux passions des excès des passions, et leur fournir un moyen légal de bouleverser l'ordre public. Mais enfin, cette constitution existoit, elle avoit été jurée par le prince et par les membres des Etats, ils ne pouvoient et ne devoient pas avoir d'autre règle de la légitimité de leur conduite.

1568. Guillaume développe ces principes dans un manifeste qu'il publié pour justifier ses démarches, et les armes à la main demande le redressement des griefs des Pays-bas. Les

puissances protestantes dont il implore le secours, se montrent peu disposées à le secourir. La Suède et le Danemarck craignent l'Espagne, elles espèrent que les troubles de la Flandre feront tomber son commerce et que le leur s'élèvera rapidement. La reine d'Angleterre Elisabeth nourrit les mêmes craintes et les mêmes espérances; mais plus habile et plus voisine du foyer des agitations, elle veut entretenir le mouvement dont elle compte profiter, et promet de favoriser secrètement les plans de Guillaume. Coligni et les protestans de France sentent combien il leur importe que Philippe qui soutient leurs ennemis, soit occupé dans ses propres états, et que les partisans de la nouvelle doctrine n'y succombent pas sous ses efforts. Au défaut d'autres secours, Coligni éclaire Guillaume de ses conseils. Soit politique, soit conviction, soit peut-être l'une et l'autre, Guillaume prend de l'éloignement pour la religion des oppresseurs de son pays; sentant la nécessité de s'attacher fortement un parti, il embrasse la religion protestante qui est déjà celle de son frère, et se flatte qu'une partie de l'Allemagne épousera sa cause. Mais l'esprit concilia-

teur, le caractère doux et tolérant de Maximilien II étoient parvenus à calmer les animosités dans l'Empire, et la plupart des princes protestans lui avoient promis de ne pas prendre une part directe et active à la querelle sanglante qui alloit s'engager. Cependant ils favorisoient sourdement les mécontents des Pays-bas. Sans se déclarer pour eux, plusieurs avoient fourni à Guillaume des troupes et de l'argent, et ce fut avec ces secours qu'il commença la guerre.

Ses premiers efforts furent malheureux. A la vérité, l'opinion publique étoit pour lui dans toutes les provinces. Les catholiques et les protestans formoient également des vœux pour le succès de ses armes, car d'Albe avoit irrité tous les partis. Il n'étoit plus question de l'autorité des Etats; tout se faisoit sans eux et contre eux. Aux persécutions religieuses avoient succédé des impôts arbitraires, inconstitutionnels, excessifs, mal répartis, qui pesant sur le commerce, avoient réveillé l'égoïsme et l'avoient attaché lui-même à la cause commune. Mais les provinces et les villes étoient contenues par la terreur et par la force. Il ne falloit pas moins que des victoires pour leur

lonner le courage d'agir, et les premiers pas de Guillaume furent marqués par ses défaites. Trois fois il osa se mesurer avec l'Albe, et trois fois la supériorité du génie militaire de l'Espagnol et la discipline de ses troupes triomphèrent de la valeur et de la généreuse persévérance de Guillaume. La cause de la liberté politique des Pays-bas paroissoit perdue sans retour. Un événement aussi heureux qu'imprévu changea la face des affaires. 1572.

Des corsaires équipés par des émigrés belges et bataves ayant été obligés de quitter les ports de l'Angleterre, et ne sachant où trouver un asyle, avoient surpris le port et la ville de la Brille, et y avoient arboré l'étendard de l'insurrection. La conquête de cette ville fut le signal d'un grand mouvement dans les provinces du nord. Cette partie du pays offre un terrain coupé dans tous les sens, par des rivières des canaux, et par la mer elle-même. Elle est singulièrement propre à une guerre défensive. Les victoires ne peuvent pas y être décisives ni les défaites fort désastreuses; on peut avec facilité s'y refaire de ses pertes. Les habitans de ces provinces, moins

riches que ceux des provinces du midi, endurcis aux fatigues et aux dangers par une vie difficile et un travail soutenu, sont plus disposés aux sacrifices parce qu'ils ont moins à perdre, et n'attendent qu'une occasion d'éclater. Presque tous protestans, ils étoient plus irrités que les autres des persécutions du duc d'Albe quoiqu'ils en eussent moins souffert; et ce ne fut qu'à cette époque que l'insurrection prit une marche fixe, un caractère alarmant et des mesures redoutables.

Guillaume arrive dans ces contrées dont Philippe l'avoit nommé autrefois gouverneur, et où il avoit des biens considérables, des intelligences secrètes et beaucoup d'amis. Il fait de ces provinces le centre de ses opérations et le foyer de la liberté. Les Hollandois lui accordent de l'argent, et lui permettent de lever des troupes. Cependant, quelques prononcées que fussent ces mesures, les mécontents n'accusoient et n'attaquoient encore que le duc d'Albe; ils ne pensoient pas à rompre les liens qui les attachoient à leur prince, ou du moins les chefs ne trahissoient pas leurs secrets.

Leurs premières entreprises échouèrent;
celles

elles du duc d'Albe furent presque toutes couronnées par les succès. Les insurgés avoient plus d'ardeur que de moyens, plus l'énergie que de tactique, et leurs mouvemens manquoient le but, faute d'unité et de direction. Au contraire, d'Albe doubloit les forces par l'activité: lui seul avoit produit le mal, mais lui seul paroissoit aussi capable de le combattre et de le conjurer.

Il est rappelé à l'époque où il espéroit de triompher de l'insurrection et de recueillir le prix de ses forfaits. Philippe qui a longtemps approuvé sa conduite, cède aux insinuations de ses ennemis. Ils lui persuadent que la haine personnelle des Flamands contre le duc les empêche de se soumettre, et que son rappel seroit un bienfait qui les disposeroit à l'obéissance. Le roi d'Espagne envisageant d'un autre oeil les troubles des Pays-bas, croit en effet qu'il faut changer de système ou d'instrument pour les réduire. Requesens, commandeur de l'ordre de St Jaques, vient remplacer le duc d'Albe; c'étoit faire succéder la faiblesse à la férocité. Requesens plus initié dans les secrets de la politique que dans ceux de l'art de la guerre, trop âgé pour

être actif et entreprenant, naturellement doux, timide, irrésolu, adopte un système mitoyen, peu analogue aux circonstances. Il croit devoir mêler les voies de rigueur aux voies de conciliation, et par ce mélange il détruit l'effet des unes, et s'ôte le mérite des autres. Les insurgés ne se contentent plus de promesses vagues, et connaissant les avantages de leur position, ils demandent une garantie solennelle de leurs droits et de leur existence politique. Les propres soldats de Requesens servent leur cause. Malgré la richesse de l'Espagne le prêt des troupes n'étoit pas assuré, et souvent les soldats se mutinant, se payoient eux-mêmes en commettant des brigandages affreux, ou refusant de marcher à l'ennemi, faisoient manquer les plans les mieux concertés. L'armée de Requesens à qui il

1576. étoit dû des arrérages considérables, se révolte, et les désordres quelle se permet rendent le régime espagnol encore plus odieux. A peine ce mouvement est apaisé que Requesens meurt, et Don Juan d'Autriche le remplace.

1577.

Ce jeune héros, digne rejeton de Charles-quin, l'effroi des Ottomans, l'enfant

chéri de l'Eglise, l'objet de la haine secrète de Philippe, arrive avec tout l'éclat que répand sur lui la victoire de Lepante qu'il vient de remporter sur les Infidèles. Les provinces du nord et celles du midi avoient conclu la pacification de Gand. Le danger commun auquel les exposoient les excès d'une soldatesque effrénée, avoit rapproché les protestans et les catholiques. Durant l'intervalle qui s'étoit écoulé entre la mort de Requesens et l'arrivée de Don Juan d'Autriche, on avoit suspendu l'activité des lois pénales contre les religionnaires, et pour décider définitivement les points litigieux on s'étoit réuni à demander la convocation de l'assemblée générale des Etats du pays. En arrivant dans les Pays-bas, Don Juan avoit confirmé le traité de Gand par l'édit perpétuel, et ses premières démarches n'avoient annoncé que des vues impartiales et des intentions pacifiques. 1577.

Bientôt les Belges remarquent qu'il ne veut que gagner du temps, flatter les esprits pour les endormir, promettre pour tromper plus sûrement, et diviser les partis pour les détruire l'un par l'autre. Comme les mécontents manquent d'un centre de

direction, qu'ils savent bien ce qu'ils ne veulent pas, mais qu'ils ne savent pas distinctement ce qu'ils veulent, ils essaient de se ménager un appui dans un prince étranger. Sans former le dessein de se séparer à jamais de l'Espagne, ils appellent

1577. l'archiduc Mathias, pour le mettre à leur tête et lui donner les décorations du pouvoir. Ce prince sans moyens et sans énergie, manque de toutes les qualités propres à fixer la confiance, et bientôt il retourne en Allemagne. Les Belges espèrent plus

1580. de services de François duc d'Anjou; ils se flattent qu'un prince-du-sang de France leur donnera de la puissance et de la considération, et le duc inquiet et ambitieux saisit avec empressement cette occasion de faire parler de lui. Les espérances des Belges furent encore trompées: imprudent, léger, élevé dans une cour despotique, le duc d'Anjou trahit trop tôt ses vues intéressées; il veut obtenir par la force ce qu'il ne peut devoir qu'à l'adresse, au temps, à une soumission volontaire; il provoque la résistance par des entreprises hasardées, et ses desseins contre Anvers ayant échoué, il va

1583. cacher sa honte en France où le chagrin abrège ses jours.

Don Juan étoit mort accusé de projets ambitieux et contraires aux intérêts de l'Espagne. Sa mort subite avoit fait soupçonner d'un nouveau forfait une cour qui ne s'étoit jamais refusée aux crimes utiles. Alexandre Farnèse, prince de Parme, fils de Marguerite, avoit remplacé Don Juan. La victoire qu'il avoit remportée sur les insurgés à Gemblours, l'avoit désigné à Philippe pour ce poste difficile. Guerrier consommé, il joignoit à une valeur brillante une imagination vaste et un esprit réfléchi; il concevoit avec hardiesse, il exécutoit avec prudence. Autant homme d'état que capitaine, il savoit également combattre et négocier. Exercé à dissimuler et à feindre, il espère beaucoup de la division qui règne entre les provinces du midi et celles du nord; il l'entretient avec art; il la nourrit avec soin, et en semant adroitement la défiance et l'espérance dans les esprits, il parvient à son but. L'Artois, le Hainaut, la Flandre française se séparent des autres provinces, et se déclarent pour l'Espagne; une grande partie de la noblesse forme une alliance étroite avec le nouveau gouverneur, pour rétablir la soumission et l'ordre dans les Pays-bas. 1578.

Guillaume mûrissoit depuis long-temps dans le silence un projet hardi, mais sagement combiné, qui seul pouvoit fixer la liberté dans la contrée qu'il a arrachée à l'esclavage, et empêcher que le sang qui a coulé n'eut coulé sans fruit pour le bien de l'humanité: c'étoit de former des provinces du nord une république indépendante, et d'abandonner les autres à leur destinée. Le prince d'Orange avoit vu de bonne heure que l'union des dix-sept provinces seroit toujours foible, incertaine et précaire; qu'il étoit difficile de resserrer leurs liens, et que si elles conservoient les mêmes rapports, elles finiroient par subir toutes le joug également. La religion protestante dominoit dans les provinces du nord, celles du midi étoient presque tout entières catholiques. Dans les premières, le clergé n'avoit aucune espèce d'influence politique; dans les autres, les évêques et les abbés étoient tout-puissans. Dans celles-ci, le peuple plus riche, et par conséquent plus amolli, craignoit les dangers et les sacrifices; dans celles-là, le peuple pauvre, robuste, entreprenant, familiarisé avec la mer, étoit plus jaloux d'acquiescer que de conser-

er. Guillaume ne voit personne dans ces provinces qui puisse le lui disputer pour la naissance, le rang et les richesses; et le pouvoir qu'il y exerce n'est ni partagé ni contesté. Au contraire, dans les autres il trouve des rivaux d'ambition qui lui sont inférieurs en mérite, mais qui forment les mêmes prétentions que lui, et dont le crédit est même supérieur au sien. Toutes ces considérations réunies avoient attaché fortement Guillaume au projet d'unir les provinces du nord, et de les isoler des autres. Ramenant toutes ses pensées à ce plan favori, il s'en occupoit sans relâche, et préparoit de loin les voies à ce grand événement. L'alliance étroite qu'une partie des provinces du midi venoit de former avec le duc de Parme et avec l'Espagne, lui parut une occasion favorable d'éclater, et il en profita avec autant d'habileté que de succès.

Les députés de la Hollande, de la Zélande, de la Gueldre, de la Frise et de Gröningue s'assemblent à Utrecht. Guillaume leur développe son plan, il leur fait sentir la nécessité de cette mesure, leur en montre tous les avantages, prévoit les obsta-

Guillaume mûrissoit depuis dans le silence un projet hardiment combiné, qui seul pouvait briser l'esclavage, et empêcher que le sang ne coule de l'humanité: c'étoit de vaincre du nord une route, et d'abandonner une route nouvelle. Le prince ne se douta point que l'un ou l'autre seroit toujours le même, qu'il étoit d'ailleurs et que si les ports, et le jeu de la domination se trouvoient dominés par la création de la tholérance, la naissance d'une puissance n'étoit pas ce moment les liens qui d'ailleurs l'existence des provinces de l'Espagne, furent rompus pour toujours, et la révolution fut consommée.

En jugeant cette révolution, on ne doit pas oublier qu'elle ne mérite ce nom qu'improprement, si l'on entend par ce mot un bouleversement subit et total de

des lois, et de la situation
 solution complète de la
 insensiblement que
 atteignit son terme.

mes et incalcula-

des prépara-

le résultat

que de

nt de

avec

as de la

ys-bas de

ut l'effet d'une

pinions et des idées

mes établies y étoient

besoins, aux vœux et aux

la nation, et bien loin que le

las de ce mode d'existence, il

loit avec chaleur. Ce ne fut ni l'a-

our vague des innovations, ni la manie

de réaliser des théories abstraites et de

faire sur l'application des principes géné-

raux des expériences hasardées et sanglan-

tes, qui amena la fondation de la répu-

blique. Le comble de la tyrannie inspira

aux victimes de l'oppression le courage du

désespoir. Ce furent des sentimens, bien

591
 que ne voit primum dans l'ra
 puisse le lui disputer pour
 ang et les richesses de la
 ce n'est ni parni ni
 dans les autres il
 ion qui lui sont
 formement les
 ni la cré.
 l'ouine
 lid

cles et les facilités de l'entreprise, combat les unes par les autres, calcule les résistances et les moyens de les vaincre, et fixe les esprits incertains en leur offrant en perspective la liberté, la gloire et la puissance de la patrie commune. Son discours lumineux et profond semble dérouler à tous les yeux l'histoire future de la république, et en parlant des suites heureuses de cette grande résolution, il parle avec tant d'assurance, de force et de clarté, que l'avenir paroît aussi certain que le passé, et que le doute fait place à une entière confiance. Convaincus par les raisons, ou persuadés par l'éloquence de Guillaume, les députés obéissent à son ascendant, et signent
 1579. l'acte solennel de leur union. C'est de cette époque que date la création de la république et la naissance d'une puissance nouvelle. Dans ce moment les liens qui attachoient l'existence des provinces du nord à l'Espagne, furent rompus pour toujours, et la révolution fut consommée.

En jugeant cette révolution, on ne doit pas oublier qu'elle ne mérite ce nom qu'improprement, si l'on entend par ce mot un bouleversement subit et total de

la constitution, des lois, et de la situation politique, une dissolution complète de la souveraineté. Ce fut insensiblement que celle dont nous parlons, atteignit son terme. Des circonstances imprévues et incalculables y ont plus contribué que des préparations réfléchies. Elle fut plutôt le résultat de causes locales et accidentelles, que de ces causes générales qui déterminant de loin le sort des états, semblent agir avec une nécessité égale à celle des lois de la nature. La séparation des Pays-bas de l'Espagne, ne fut pas du tout l'effet d'une nouvelle direction des opinions et des idées dominantes. Les formes établies y étoient appropriées aux besoins, aux vœux et aux habitudes de la nation, et bien loin que le peuple fût las de ce mode d'existence, il y tenoit avec chaleur. Ce ne fut ni l'amour vague des innovations, ni la manie de réaliser des théories abstraites et de faire sur l'application des principes généraux des expériences hasardées et sanglantes, qui amena la fondation de la république. Le comble de la tyrannie inspira aux victimes de l'oppression le courage du désespoir. Ce furent des sentimens, bien

plus que des idées, qui dictèrent les premières résolutions. Les Flamands, dans l'origine ne vouloient pas changer leur constitution. Leur seul desir étoit de la conserver dans son intégrité, et les démarches que Philippe se permit contre leurs lois politiques, furent l'unique objet de leurs plaintes et le motif de leur insurrection.

Dans ces provinces, la souveraineté étoit partagée entre le prince et les États. Leur concours étoit absolument nécessaire pour créer de véritables lois. Du moment où le prince essayoit de substituer à ce concours salutaire, qui seul devoit être l'organe de la volonté générale, sa volonté particulière, c'étoit lui proprement, et lui seul, qui entreprenoit une révolution. De ce moment, les Etats n'avoient plus l'obligation de lui obéir, et pouvoient lui résister légitimement puisqu'il n'avoit pas le droit de violer les formes constitutionnelles du pays. Par-tout où la souveraineté est composée de différens élémens et de plusieurs pouvoirs, celui d'entre eux qui tâche le premier de paralyser et d'anéantir les autres, dépasse le premier la ligne du droit; franchissant les limites qui seules

endent sa puissance légale, il donne aux autres le droit de le refouler dans son enceinte, et d'assurer le maintien de leurs lois politiques en s'opposant à son usurpation. Ainsi, dans les Pays-bas, non-seulement les Etats pouvoient, mais ils devoient même résister à Philippe. En exécutant leurs décrets et en appuyant leurs mesures, le peuple obéissoit à une autorité légitime.

Aussi, au commencement des troubles, on ne vouloit pas enlever au roi d'Espagne la part qu'il avoit à la souveraineté; on vouloit simplement l'empêcher de s'attribuer un pouvoir qui ne lui appartenoit pas, et lorsque toutes les représentations eurent été inutiles, le ramener par la force aux termes du droit. Cette juste entreprise conduisit finalement à l'entier renversement de l'ancienne constitution et à la création d'un nouvel ordre de choses. Mais ce grand changement ne s'opéra qu'au bout de vingt ans; il fut l'ouvrage de la nécessité et des circonstances. A l'époque des premières divisions et même des premières hostilités, aucun de ceux qui prirent les armes ne pensoit à détacher les Pays-bas

de l'Espagne. Guillaume lui-même, quand il s'engagea dans la carrière qu'il a fournie avec tant de gloire, n'avoit pas conçu un plan aussi vaste et aussi hardi. En supposant le contraire, on se feroit une fausse idée de ses principes, et l'on élèveroit son génie aux dépens de son caractère. Si Philippe avoit fait droit aux justes griefs des mécontents, ils seroient restés avec plaisir dans leurs relations politiques, ou se seroient rangés de nouveau sous les lois d'une dépendance à laquelle ils étoient accoutumés. Il ne falloit pas moins que les fautes multipliées du ministère espagnol, pour faire d'une insurrection qui n'étoit pas dans ces contrées un phénomène extraordinaire, le premier anneau d'une révolution décisive.

L'acte d'union signé à Utrecht, conservoit à chaque province ses formes politiques, ses droits et ses usages. L'association n'avoit d'autre but que le maintien de la liberté générale et la défense commune du pays contre l'ambition persévérante du roi d'Espagne. Chaque province devoit former un état séparé, mais ces états réunissoient leur force et concertoient leurs mesures

pour tout ce qui tenoit à la sûreté extérieure. Les dépenses et les sacrifices devoient être répartis également par l'assemblée fédérative composée des députés des différentes provinces. Ce n'étoit qu'à l'unanimité que la guerre ou la paix devoient être résolues, et qu'on pouvoit exiger des peuples de nouveaux impôts. Dans toutes les autres affaires, la majorité des voix étoit décisive. Les démêlés qui s'éleveroient entre les provinces, devoient être jugés par les stadthouders ou capitaines-généraux. Les confédérés devoient s'assembler à Utrecht à des jours marqués, et on leur remettoit à éclaircir et à interpréter les points litigieux et obscurs de l'acte d'union.

Guillaume avoit été l'âme des opérations de l'assemblée d'Utrecht. Des raisons politiques l'avoient empêché de se montrer entièrement à découvert; mais peu de temps après que l'acte d'union eût été conclu et publié, il y accéda ouvertement. Les imperfections et les défauts de ce gouvernement fédératif n'avoient sûrement pas échappé à son oeil pénétrant. L'acte d'union étoit l'ouvrage de la nécessité des circonstances. On y avoit calculé les rap-

ports et les mesures pour le présent, et non pour un avenir éloigné. Cette fédération manquoit d'ensemble et d'unité. On y avoit sacrifié l'unité à la division des pouvoirs. Les ressorts n'étoient pas assez concentrés, pour que le mouvement fût rapide, uniforme et sûr *). Le génie de Guillaume fut maîtrisé par les événemens. C'étoit beaucoup pour le moment, d'avoir organisé cette union. Ses vues s'étendoient plus loin. Dans ses idées cet acte devoit être temporaire, et non servir de base fixe et durable à la constitution des Etats-unis. Il attendoit beaucoup du temps, de ses services

*) Quels que soient les défauts que les théoriciens politiques aient trouvé dans la constitution fédérative des États-unis, il est certain qu'elle a été le principe de leur puissance et de leur bonheur pendant plus de deux siècles. Pendant cette période, la marche progressive de la population, du travail, de la richesse et de la culture dans cette république commerçante dépose en faveur de la sagesse de ses lois politiques, ou plutôt prouve par un exemple frappant une vérité qu'on ne doit pas se lasser de répéter, parce qu'on ne se lasse pas de la perdre de vue; c'est que les mœurs, les habitudes, le caractère national d'un peuple servent de contre-poids ou de correctif à l'imperfection de ses lois; que l'esprit de son gouvernement importe plus à son bien-être que les formes de sa constitution, et que l'étude des faits inspire une juste défiance contre les principes généraux de ces théories politiques qui procèdent par voie d'exclusion.

et d'une paix glorieuse. S'il avoit été conservé à son pays, il lui auroit probablement donné une constitution où les pouvoirs eussent été partagés sans être isolés, et conciliant l'intérêt général avec son intérêt particulier, il auroit assuré par de nouveaux arrangemens, la fortune de sa maison et la liberté publique.

Du moment où Philippe apprit que les provinces du Nord s'étoient formellement séparées de l'Espagne, et que Guillaume avoit été le moteur secret de cette entreprise et l'approuvoit hautement, il ne déguisa plus sa haine, il annonça clairement ses projets de vengeance, et déclarant le prince d'Orange hors de la loi il mit sa tête à prix. Les Etats-unis répondirent à cette démarche violente, en publiant que Philippe étoit un tyran qui ne méritoit aucune espèce d'obéissance, et qu'ils rompoient pour toujours tous les liens de dépendance qui les attachoient à lui. Guil- 1581.
laume n'opposa rien à l'arrêt qui le condamnoit à la mort, que l'indifférence du mépris et le calme du courage. Plus sa vie étoit en danger, plus il l'exposoit avec une généreuse confiance.

soin du secours de l'Angleterre. Elisabeth le lui promit et le lui accorda; mais les
 1585. ports de Flissingue, de Ramekens et de la Brille furent engagés à l'Angleterre pour payer sa protection, et ce prix pouvoit paroître excessif. Le comte de Leicester, favori d'Elisabeth, qu'elle envoya
 1586. en Hollande pour être gouverneur-général de la république, étoit peu fait pour la gouverner; incapable de la défendre, il nuisit à ses intérêts par des fautes graves, l'agita par ses intrigues, et annonça le dessein de l'asservir; ses inconséquences et sa légèreté le perdirent, et obligeant la
 1588. reine à le rappeler, elles sauvèrent les Etats-unis. La guerre directe qui éclata bientôt après entre l'Angleterre et l'Espagne, devoit entraîner la ruine de la république si l'Espagne triomphoit; elle succomba, et la république acquit durant cette lutte sanglante un plus haut degré de consistance et de force. Nous ne nous arrêtons pas à ces événemens, ils trouveront leur place dans le tableau du règne d'Elisabeth.

Les victoires de Henri IV, les défaites de la Ligue, les efforts multipliés et inutiles de Philippe II pour la soutenir, servi-

ent puissamment la cause de l'indépendance des Etats-unis. La politique leur dictoit impérieusement de s'attacher à la France et à l'Angleterre qui obligeoient leur ennemi commun à partager ses forces. Si Philippe avoit pu réunir toutes les siennes contre la Hollande, la Hollande auroit subi le joug; mais l'Angleterre et la France sentoient que l'existence de la république nouvelle importoit à leur propre sûreté, et elles favorisèrent l'établissement de cette puissance naissante. Cette union fut durable; elle reposoit sur l'identité des intérêts.

Les circonstances assuroient des alliés aux Etats-unis, les événemens conspiraient à leurs succès, mais ils se montraient dignes de leur bonheur par une conduite réfléchie, sage, mesurée, qui n'excluoit pas les entreprises hardies. Le duc de Parme trouva dans le jeune Maurice un rival toujours brave et souvent heureux. Le génie de 1590. Guillaume revivoit dans le second de ses fils. Après la mort du duc de Parme, l'Es- 1592. pagne n'eut plus à opposer à Maurice de général qui méritât de combattre contre lui. A la même époque, les Hollandois

1595. jetoient les fondemens de leur puissance dans l'Inde; leur amiral Corneille Hootman doubloit le cap de Bonne-espérance; le commerce et la marine des Bataves s'élevoient sur la ruine du commerce et de la marine de l'Espagne, et ils attaquoient cette puissance avec ses propres richesses.

L'époque des grands dangers de la république fut l'époque des grandes vertus. Le gouvernement montrait de la prudence sans timidité, de l'ardeur sans enthousiasme, de la persévérance sans obstination. Le même esprit avoit passé dans les particuliers et animoit toute la nation. On ne composoit point avec les besoins de l'état. Chacun voyoit sa fortune dans la fortune publique, les sacrifices étoient les seules jouissances dont on fût avide et jaloux. Les moeurs étoient sévères et pures, la vie simple et mâle, les relations domestiques douces et saintes, la piété sincère et fervente. Ce peuple méritoit d'être libre, car il craignoit Dieu, respectoit les lois et plaçoit la liberté dans la justice.

CHAPITRE XXIV.

Elisabeth monte sur le trône. Son caractère. Ses principes de gouvernement et d'administration. Sa politique extérieure. Progrès de la puissance et de la richesse nationale de l'Angleterre. Mort tragique de Marie reine d'Ecosse. La guerre éclate entre l'Espagne et l'Angleterre. L'Angleterre triomphe. Troubles d'Irlande. Faveur, disgrâce, mort d'Essex. Mort d'Elisabeth et de Philippe II. Épuisement de l'Espagne. Sa décadence politique.

Les passions et le fanatisme détruisoient en France l'ouvrage de plusieurs siècles, et y naturalisoient le désordre et le crime; l'Espagne s'affoiblissoit en semant le trouble chez ses voisins; l'insurrection des Pays-bas obligeoit Philippe II à prodiguer ses troupes et son argent pour soumettre ses propres sujets; l'Angleterre seule, tranquille et heureuse, se félicitoit des faux calculs du roi d'Espagne, profitoit de ses fautes, et augmentoit en silence ses forces pendant qu'il consumoit inutilement les siennes. Du sein de son île, Elisabeth suivoit de l'oeil les agitations du continent, les dirigeoit par son active prévoyance, et jouoit le rôle d'un spectateur paisible tout en prenant

une part indirecte aux événemens. Son génie créa la puissance de l'Angleterre. Elle suscita des obstacles et des ennemis à l'Espagne, l'attaqua d'abord sourdement, puis avec éclat et par ses triomphes sauva tous les états de l'Europe de l'esclavage qui les menaçoit.

1538. Elisabeth, fille de Henri VIII et d'Anne de Boleyn, étoit née sous les plus heureux auspices. Bientôt le sort tragique de sa mère changea entièrement le sien, et elle connut de bonne heure l'infortune et les larmes. Le malheur qui brise les âmes foibles, donne de la trempe aux esprits supérieurs; il est la meilleure école des princes: ce fut celle d'Elisabeth. Elle ne trouvoit à la cour de son père ni les plaisirs, ni les flatteries qui enivrent les jeunes cœurs; l'avenir ne lui offroit point de perspective riante ni assurée; elle sentit le besoin de se ménager d'autres ressources que celles de la fortune et de la faveur. Ses études sérieuses et profondes furent au-dessus de son âge et de son sexe. Elle apprit le françois, l'italien, le latin et même le grec. On l'occupa beaucoup plus des langues mortes que des sciences:

c'étoit l'esprit du siècle. Le commerce des grands écrivains de l'antiquité développa son caractère, lui donna le goût du beau et une certaine élévation de pensées. Son esprit étoit juste et solide. Active sans inquiétude, elle savoit s'assujettir à un travail réglé et uniforme. Dans les affaires, son jugement exercé préféroit les partis sûrs aux projets vastes et incertains. Elle saisissoit par un tact heureux dans tous les objets le point essentiel, et démêloit facilement la vérité au milieu de toutes les erreurs qui lui ressemblent. Maîtresse d'elle-même, elle ne donnoit rien dans l'administration au hasard, et ne cédoit pas au premier mouvement; calme et réfléchie, elle mettoit de la mesure dans ses discours et dans ses démarches, et réservoit l'énergie pour les cas extrêmes. Sa politique n'étoit rien moins que généreuse, franche et noble; la générosité qu'elle affectoit quelquefois, n'étoit elle-même qu'une politique déguisée. Tout chez elle étoit soumis au calcul, comme il arrive à tous ceux qui ont plus d'esprit que de sensibilité et d'âme. Habile à deviner les hommes et à les employer, elle ne voyoit dans la défiance

qu'une précaution nécessaire pour ne pas mal placer sa confiance; l'avoit-elle une fois accordée, elle la retiroit difficilement. Vaine de sa beauté, elle attachoit plus de prix aux dons de la figure qu'elle croyoit avoir et que la nature lui avoit refusés, qu'à ses éminentes et grandes qualités. Plus jalouse de plaire que d'être aimée, elle employa le pouvoir royal à punir les femmes qui effaçoient ses charmes, et les hommes qui les dédaignoient. Sur le trône, elle paroît grande et commande l'admiration; dans les relations domestiques et sociales, elle paroît puérile, petite, odieuse, et ne se ressemble plus à elle-même.

Les maximes uniformes d'administration qu'elle suivit pendant son règne, feroient croire au premier coup-d'oeil qu'elle avoit un système fortement conçu et lié dans toutes ses parties. Cette uniformité de principes tenoit à la fermeté de son caractère, bien plus qu'à des recherches profondes. Elle s'explique en partie par l'uniformité des circonstances où elle s'est trouvée; mais il faut principalement en attribuer l'honneur à Guillaume Cécil qui a eu une influence décisive dans toutes les

affaires; ministre de confiance d'Elisabeth, il méritoit son crédit et son élévation par la sagesse de ses conseils et par l'étendue de ses vues. Une partie des grandes choses qui se sont faites sous ce règne lui appartiennent, mais Elisabeth conserve toujours la gloire d'avoir su distinguer, interroger, comprendre et suivre cet esprit supérieur, qui n'étoit étranger à aucune branche de l'administration.

Elisabeth avoit vingt-cinq ans quand elle monta sur le trône. Sous les règnes précédens sa vie avoit été souvent en danger. Sommerset et Northumberland, les favoris de son frère Edouard, avoient craint l'ascendant qu'elle pourroit prendre sur l'esprit du jeune roi, et l'éloignant d'elle lui avoient suscité des persécutions secrètes. Marie toujours défiante et sombre, la haïssoit. Elle ne voyoit dans sa soeur que la fille d'Anne de Boleyn, l'auteur de toutes les infortunes de sa mère. Jalouse de toute espèce de prééminence, elle ne pouvoit pardonner à Elisabeth de lui être supérieure pour les connoissances et l'esprit. Elle soupçonnoit les protestans d'attendre sa mort avec impatience, et de hâter par

leurs vœux le règne de sa soeur. Cette idée suffisoit pour provoquer ses vengeances. Elisabeth perdit la liberté, et fut détenue dans une étroite prison. Marie forma même le dessein de la faire mourir, et sans Philippe qui soutenoit Elisabeth dans des vues intéressées, et qui vouloit acquérir des droits à sa reconnoissance, elle n'auroit probablement pas échappé au supplice.

1558. D'abord après la mort de Marie, elle fut proclamée reine par le parlement, et pendant quarante ans elle gouverna l'Angleterre avec autant d'habileté que de bonheur. Reposons nos regards fatigués de crimes et de malheurs sur le spectacle d'une administration sage, longue et pacifique, dont nous ne pourrons saisir que les traits les plus saillans: nous verrons l'Angleterre prendre des accroissemens rapides, augmenter sa puissance en augmentant sa richesse nationale, et déployer cette puissance avec succès pour la défense de sa liberté et l'établissement de l'équilibre politique.

La religion sollicitoit la première l'attention d'Elisabeth. Par des lois de sang et des exécutions multipliées, Marie avoit

détruit l'ouvrage d'Edouard; mais en replaçant par des moyens violens la religion catholique sur le trône, elle n'avoit fait qu'affermir dans leur opinion les sectateurs de la doctrine nouvelle, et qu'accroître le nombre de ses partisans. Déclarée illégitime par le pape, Elisabeth ne peut soutenir le parti qui attaque ses droits à la couronne, elle doit protéger l'autre. Elevée dans les principes contraires à la foi catholique, elle y tient par politique encore plus que par conviction et par habitude. Son âme fière et indépendante répugne à l'idée d'être soumise à un souverain étranger. Son esprit éclairé sent que la religion protestante favorise la population et le travail; et ce motif suffiroit pour la déterminer en sa faveur. D'ailleurs, Philippe est à la tête du parti catholique en Europe; elle connoît ses vues ambitieuses, elle les redoute: il faut opposer un contre-poids à la puissance menaçante de l'Espagne; elle le trouve dans la réunion des états protestans contre l'ennemi commun, et elle espère de jouer le premier rôle dans cette association à la fois politique et religieuse, et de se servir d'elle pour combattre Philippe.

Rien n'étoit plus contraire au caractère d'Elisabeth que la précipitation. Elle observe pendant quelque temps les deux partis, puis elle fait succéder avec lenteur les changemens les uns aux autres. On rétablit la suprématie; on célèbre le service divin en langue vulgaire; la messe est abolie, et les biens ecclésiastiques sont de nouveau enlevés aux premiers possesseurs. Le parlement toujours docile, et accoutumé à changer les lois relatives à la religion avec autant de facilité que des réglemens de police, sanctionne toutes les mesures d'Elisabeth. Cette révolution religieuse produit beaucoup de mécontents, et oblige la reine à une vigilance continuelle, qui prévienne ou déjoue tous les complots. Les catholiques irrités des pertes qu'ils ont faites, enhardis par leurs principes qui légitiment tous les moyens, conspirent contre Elisabeth; ces conspirations n'échappent pas à sa surveillance, et elle les punit sévèrement. Philippe qui n'espère plus l'épouser, est devenu son ennemi secret; son or et ses intrigues le rendent l'âme du parti catholique. Elle tâche d'écarter de l'Angleterre l'activité mal-faisante de ce

prince, en lui suscitant des affaires et des dangers dans ses propres états. Les protestans sont divisés entre eux. Les sectateurs rigides de la discipline et des dogmes de Calvin veulent les introduire dans le royaume. Une réformation faite dans les principes mitigés de Cranmer, qui conserve la hiérarchie et semble composer avec l'erreur, leur paroît inadmissible. Elisabeth, jalouse de son pouvoir, croit que le souverain doit avoir de l'autorité dans l'église afin d'en avoir d'autant plus dans l'état, et s'oppose aux progrès du calvinisme. L'acte d'uniformité consacre l'ordre établi par Cranmer; on dresse même trente-neuf articles, qui doivent être le symbole de la religion nouvelle, servir de règle, de loi et de point de ralliement aux opinions flottantes. Cette ligne de démarcation, invariable entre les deux partis, augmente leur animosité naturelle. Sous le nom de presbytériens, de puritains, de non-conformistes, les calvinistes zélés se prononcent avec plus de force. La résistance qu'ils opposent à l'autorité ne dérive pas essentiellement de leurs principes, elle tient bien plus au sentiment de leur défaite et au désir du tri-

1563.

1573.

omphe, mais elle provoque de la part d'Elisabeth une résistance active et des mesures vigoureuses. Elle croit avec quelque apparence de raison que cette secte incline à faire des révolutions politiques, et veut appliquer à la société civile les maximes de son gouvernement ecclésiastique. Pour l'empêcher de dominer, elle tâche de tenir la balance exacte entre les protestans et les catholiques, et en leur donnant frayeur les uns des autres, elle les retient tous dans l'obéissance.

Sur le théâtre politique elle suit la même marche, et emploie les mêmes moyens avec un égal succès. En France et dans les Pays-bas, le fanatisme persécuteur a enfanté le fanatisme de la résistance. La guerre civile a éclaté. Le roi d'Espagne est le ressort secret des troubles de la France. Il les a préparés par ses perfides conseils; il les alimente par les discours et les écrits des prêtres qu'il entretient à sa solde, il les prolonge et les complique en faisant naître de nouveaux incidens et en envoyant sans cesse de nouveaux secours. Son intolérance qui sévit contre les opinions, son despotisme qui

renverse toutes les barrières légales, et la cruauté du duc d'Albe ont allumé les feux de la révolte dans les Pays-bas. Elisabeth est sollicitée d'un côté par Condé et Coligni, de l'autre par Guillaume de Nassau à protéger la liberté contre la tyrannie. L'intérêt de sa sûreté lui dicte de les secourir. S'ils succombent, l'orgueil et l'ambition de Philippe pèseront sur l'Europe entière, et l'Angleterre sera la première asservie. S'ils résistent avec succès, elle peut compter sur des alliés fidèles, dont au défaut de la reconnaissance, l'identité des vues lui garantit le dévouement. L'Espagne, à cette époque la première puissance maritime de l'Europe, est l'ennemie naturelle de l'Angleterre qui ne peut élever sa puissance que sur la mer, et s'enrichir que par le commerce. L'Espagne domine sur l'une, et voudroit seule faire l'autre. Le seul moyen de détruire sa domination est d'occuper et d'affoiblir Philippe en lui suscitant des ennemis qui l'obligent à une grande dépense de moyens, et en lui opposant dans la carrière que son ambition lui ouvre, des obstacles qui usent et qui consomment ses forces. Elisabeth ne peut ni ne veut pa-

roître elle-même dans l'arène. Elle se résout à donner des secours aux protestans, en France et dans les Pays-bas; mais ces secours seront secrets afin de ne pas engager l'Angleterre dans une guerre directe contre l'Espagne. Elisabeth couvre ses démarches d'un respect apparent pour le droit des gens. Sont-elles découvertes, elle les désavoue et met sur le compte du hasard ce qui fut l'ouvrage d'un dessein prémédité, ou accuse ses ministres pour se justifier elle-même. Philippe la pénètre, mais comme elle ménage son orgueil en sauvant les dehors, il dissimule ses ressentimens et ajourne ses vengeances. Les secours qu'Elisabeth accorde aux protestans suffisent pour les empêcher de succomber sous leurs ennemis, mais ils ne sont pas assez considérables pour leur assurer une supériorité décisive et constante. Elle nourrit la guerre, au lieu de hâter sa fin; elle paroît craindre le triomphe de ses amis presque autant que leur entière défaite; elle voudroit du moins les retenir toujours dans la dépendance de l'Angleterre, et ne jamais les mettre en état de se passer de ses secours.

Cette politique peu généreuse suppose
plus

plus d'aptitude au calcul que d'élévation d'âme, mais elle étoit impérieusement dictée à Elisabeth par la loi de sa propre conservation. D'ailleurs, elle ne faisoit qu'user de représailles en soutenant les protestans dans les Pays-bas; les émissaires de Philippe travailloient sans relâche en Angleterre à soulever contre elle les catholiques. Enfin, elle se devoit avant tout à ses propres sujets, et le premier de ses devoirs étoit d'assurer leur tranquillité. Le dévouement et la générosité sont admirables quand on ne sacrifie et ne dévoue que soi-même; mais un souverain ne doit jamais oublier que la nation qu'il gouverne veut conserver son existence, et non la compromettre pour étonner le monde par des actes de magnanimité.

L'événement justifia la politique d'Elisabeth. Philippe perdit son temps et ses forces en voulant enlever le trône de France aux Bourbons, et en faisant de vains efforts pour soumettre les Flamands. Quelque foibles que fussent les secours d'Elisabeth, sans ces secours, Henri IV et Guillaume auroient difficilement résisté à la puissance espagnole. Du moment où la mort de

Henri III eut fait de la cause des protestans la cause du souverain légitime, et où l'union d'Utrecht eut décidé du sort de l'existence d'une république nouvelle, Elisabeth envoya des secours plus considérables, et se prononça plus hautement en faveur de ses alliés. Deux fois on lui offrit la souveraineté des Pays-bas, et deux fois elle la refusa: en l'acceptant, elle eût fait perdre à l'Angleterre de sa puissance réelle, en la mettant dans la nécessité de devenir une puissance continentale. Elle souhaitoit d'acquérir quelques ports sur les côtes de la France et sur celles des Pays-bas. Le Havre qu'elle posséda un moment devoit la dédommager de la perte de Calais elle le perdit. Ramekens, Flessingue, et la Brille qu'elle obtint des Hollandois restèrent à l'Angleterre pendant tout son règne.

1562

jusqu'à

1563.

Elisabeth augmentoit sa puissance par des moyens plus sûrs et plus glorieux, en encourageant le travail et en développant tous les genres d'industrie. Elle ne s'occupoit des relations étrangères et des intérêts politiques, qu'autant qu'il le falloit pour procurer aux Anglois cette tranquillité précieuse qui permet aux peuples de produire,

et de jouir en paix. Pendant qu'elle acquéroit une plus grande puissance relative en concourant à l'affoiblissement de l'Espagne, sa puissance absolue s'accroissoit avec la richesse nationale. Egalement éloignée de l'avarice et de la prodigalité, elle mettoit une économie sévère dans sa dépense, accordoit peu de faveurs aux courtisans, se refusoit beaucoup de choses à elle-même, et se ménageoit les moyens d'encourager les entreprises utiles et de récompenser le mérite. Elle remarqua de bonne heure que les principes de la réformation et les progrès de l'aisance générale avoient amené un changement dans l'opinion publique, et que les parlemens pourroient bien lui opposer plus de résistance qu'ils n'en avoient opposé à ses prédécesseurs. Ne voulant ni sacrifier ni compromettre son autorité, elle prit le parti de se passer des parlemens le plus que possible, en se passant de subsides. Pour cet effet, elle mit dans l'administration de sa maison et de ses domaines un ordre admirable, et ne voulut multiplier ses revenus et ses ressources qu'en hâtant les progrès de la prospérité nationale. Ses travaux dans ce genre

furent aussi éclairés que soutenus; pour la première fois dans les temps modernes, les progrès de l'activité d'un grand peuple furent le but suprême d'un gouvernement, et non un simple moyen d'atteindre d'autres fins moins nobles et moins belles.

La liberté des forces est le principe de leur développement; le travail des nations, comme celui des individus, a bien plus besoin de lois qui le protègent, que de lois qui le dirigent. Celles d'Elisabeth ne furent pas toujours conformes aux vrais principes de l'économie politique, mais cette science qui de nos jours est encore dans son enfance, n'étoit pas même née à cette époque. Elisabeth fit peut-être trop de réglemens relatifs à l'industrie et au commerce, et ces réglemens furent souvent de véritables entraves; mais dans tous les genres les erreurs précèdent la vérité, les premiers pas sont difficiles, et l'histoire de son administration prouve du moins que son attention s'étendoit à toutes les branches de la prospérité publique, qu'elle ne voyoit la puissance que dans le travail, et qu'elle ne séparoit pas la richesse de l'état et la richesse nationale.

L'agriculture perfectionna ses procédés, étendit ses travaux et multiplia les productions et les matières premières. L'exportation du blé fut permise; le laboureur ayant la perspective de vendre avec avantage, puisqu'il avoit la liberté de vendre par-tout, défricha et cultiva le sol avec plus d'ardeur et de succès. Pour concilier la sûreté publique avec l'intérêt des propriétaires, il fut statué que le commerce des grains seroit défendu du moment où leur prix dépasseroit le terme moyen. Le servage n'étoit pas aboli. On adoucit le sort des serfs par des lois sages, on leur offrit des facilités pour se racheter de cet état de sujétion, et sans porter atteinte au respect pour les propriétés, on tâcha d'amener par des moyens doux et insensibles le moment de la liberté des personnes. Les pauvres s'étoient multipliés avec les riches. La taxe pour les pauvres prit naissance, elle parut faire de l'aumône un impôt, et d'une obligation morale une redevance civile: mais elle assura la tranquillité générale, et ne tarit pas les sources de la bienfaisance.

L'industrie des Flamands étoit supérieure

à celle de toutes les autres nations; les troubles religieux et politiques des Pays-bas forçant les arts qui cherchent toujours le repos, à s'expatrier, l'Angleterre adopta
 1567. un grand nombre de colons actifs et intelligens. Les manufactures de laine prirent des accroissemens rapides, celle qu'on vendoit autrefois aux Flamands fut travaillée dans le pays même. De nouvelles étoffes de cette matière précieuse vinrent étonner l'Angleterre. *)

Le commerce extérieur demandoit que les monnoies ne fussent pas sujettes à des altérations continuelles, que leur valeur réelle fut proportionnée à celle des monnoies des autres nations, et ne se trouvât pas trop au-dessous de leur valeur de convention; Elisabeth régla définitivement cet objet important. Les dangers que courent les marchandises en passant d'un pays dans un autre, devinrent moins redoutables grâce à l'ingénieuse invention des assurances.

*) Les boys, les serges, les camelots furent fabriqués par des mains angloises. On découvrit et l'on exploita des mines de cuivre dans le comté de Cumberland. On établit des fabriques de couteaux, des manufactures de bas-de-soie etc.

L'incertitude elle-même fut assujettie au calcul.

Le commerce maritime exige de grandes avances qui ne peuvent être couvertes que par de grands profits. Il se forma en Anglererre des sociétés du commerce du Levant, de la Baltique, de la Russie; on leur accorda des droits exclusifs pour un temps déterminé; ces monopoles devoient amener la liberté du commerce et mettre la nation en état d'en jouir. Jusqu'à cette époque les villes de la Hanse avoient eu en Angleterre des privilèges considérables, qui tournoient au détriment des indigènes. Elisabeth vouloit encourager l'activité nationale, elle accueillit les négocians de la Hanse, mais elle ne les favorisa pas plus que les autres étrangers, et pour exciter ses sujets à faire eux-mêmes les spéculations qui enrichissoient les villes de la Hanse, elle mit sur leurs marchandises un impôt qui tendoit à faire pencher la balance en faveur des Anglois. 1578.

Le génie d'Elisabeth électrisant les esprits, les entreprises les plus hardies se succédèrent avec rapidité. Chaque particulier pouvoit compter sur les secours, les

récompenses et l'approbation éclairée de sa souveraine, s'il travailloit à la mériter. La navigation s'étendit. On réalisa des projets qui paroissent chimériques avant d'avoir été exécutés. Hawkins fit le premier le commerce des nègres sur les côtes de la Guinée, et arbora le pavillon anglois dans les Indes occidentales. 1577. Forbisher chercha un passage aux Indes orientales du côté du nord; il ne trouva pas ce qu'il cherchoit, mais il découvrit une partie de 1585. l'Amérique septentrionale. Dawis pénétra dans le détroit qui porte son nom. L'audacieux Drake, et après lui Cavendish, firent 1577 le tour du monde. Le premier aussi célèbre jusqu'à 1580. par son habileté et par son courage que fameux par sa barbarie, reçut à son retour, sur son vaisseau, la visite de sa souveraine; et après avoir porté le nom anglois sur des mers inconnues, il le fit redouter et triompher sur des mers voisines de sa patrie. Ces voyages, ces expéditions, ces découvertes enflammèrent l'émulation, animèrent l'activité et développèrent les talents; en multipliant les besoins et les jouissances et en offrant au travail de nouveaux débouchés, elles amenèrent la multiplication et la perfection du travail.

Pendant qu'Elisabeth faisoit avancer sa nation dans la carrière du développement des arts et de la richesse, l'Ecosse étoit le théâtre de troubles et de divisions sanglantes, et ces événemens tragiques détournoient l'attention de la reine de ses occupations favorites, Marie Stuart, veuve de François II roi de France, étoit revenue 1561. après sa mort prendre possession d'un trône mal-affermi. Catholique zélée, elle étoit haïe des protestans qui sous la bannière de Jean Knox, le réformateur de l'Ecosse, nombreux, ardens, enflammés par des prédicateurs fougueux, se faisoient un devoir de perdre Marie par leurs calomnies dans l'opinion publique. La haute noblesse d'Ecosse, riche et puissante et familiarisée avec l'indépendance durant une longue régence, voyoit à regret le retour de la reine et répugnoit à lui obéir. Marie, dans la fleur de sa jeunesse et de sa beauté, faite pour vivre au sein d'un peuple aimable et léger, accoutumée aux hommages et aux plaisirs d'une cour brillante et polie, fut frappée du contraste que les manières agrestes, les moeurs austères, le genre de vie monotone et triste des Ecos-

sois formoit avec les objets qu'elle venoit de quitter. Au lieu de sacrifier ses goûts et ses habitudes, et de dissimuler ses regrets, elle souleva les rigoristes par les fêtes et les amusemens qui se succédoient à sa cour, irrita les patriotes par son mépris pour les usages de sa nation, et par ses inconséquences elle mérita le blâme et l'animadversion des sages. Elisabeth la haïsoit et la craignoit. Non-seulement elle voyoit en elle une rivale de beauté dont les charmes séduisans effaçoient les siens, elle y voyoit encore une ennemie dangereuse. Au défaut d'Elisabeth, Marie avoit les premiers droits sur le trône d'Angleterre. Elle les tenoit de son aïeule, soeur de Henri VIII. Les catholiques qui dans leurs principes ne pouvoient reconnoître la légitimité d'Elisabeth, portoient Marie à sa place par leurs vœux et par leurs efforts. La reine d'Ecosse avoit même pris en France le titre de reine d'Angleterre, et Elisabeth n'avoit pas oublié cette injure. La jalousie, la crainte, la vengeance se réunissent dans son âme contre Marie, et ces passions s'abritant sous le masque de la politique et de la religion, elle conspire

en secret contre sa tranquillité et travaille sans relâche à la perdre. Marie elle-même favorise les projets de son ennemie et court à sa perte. Elle étoit douée de tous les talens, de toutes les grâces, de tous les dons de l'esprit et du cœur; mais irréfléchie autant que sensible, esclave de ses penchans, dupe des premières impressions, portant toutes ses affections à l'excès, elle ne voyoit jamais que le moment, ne calculoit aucune de ses démarches; par sa légèreté elle ne servit que trop bien la haine d'Elisabeth, et devint l'artisan de sa propre ruine. Eprise de Darnley, aveuglée sur sa médiocrité elle l'épousa dans un accès de passion. Bientôt dégoûtée de lui, elle le négligea entièrement. Jaloux des préférences qu'elle accordoit à un musicien nommé Rizzio il les avoit punies par un assassinat. Après la mort de Rizzio, Marie joignant la haine au mépris pour son époux, avoit formé des liaisons intimes avec le comte de Bothwell. Ce nouvel amant avoit conjuré la ruine de Darnley, il voyoit dans cette catastrophe le chemin de la fortune et celui du cœur de la reine. L'infortuné Darnley, victime

1567. d'une réconciliation feinte entre Marie et lui, avoit péri tragiquement. Au lieu de punir Bothwell de son crime, elle n'avoit pas craint de paroître sa complice, en lui pardonnant. Enlevée par le meurtrier de son mari, elle avoit même eu la criminelle foiblesse de l'épouser. L'Ecosse justement indignée avoit réclamé contre cette union scandaleuse. La noblesse avoit pris les armes, les mécontents s'étoient rangés sous sa bannière, les prédicateurs du nouveau culte avoient profité de cette occasion pour soulever tous les esprits contre la reine. Marie avoit essayé de repousser la violence par la force; battue, prisonnière, privée du trône, fugitive, elle avoit cherché un asile là où elle ne pouvoit rencontrer que des dangers, et s'étoit réfugiée dans le sein de sa plus mortelle ennemie.

1568. Accusée par ses propres sujets devant une reine qui étoit son égale et qui ne pouvoit être son juge, elle consentit à répondre à ses accusateurs, oubliant ce qu'elle se devoit à elle-même et à la dignité royale. Elle ne fut pas condamnée, mais elle ne fut pas absoute, et la vie qu'on lui laissa parut être une grâce bien plutôt qu'un acte

le justice : elle ne méritoit pas du moins le nom de bienfait. Marie traîna pendant dix-huit ans en Angleterre une existence languissante, ignominieuse, précaire ; elle vécut sans plaisirs et sans honneurs, tourmentée par ses souvenirs et ses espérances, agitée de craintes et de remords, passant d'une extrémité du royaume à l'autre, au gré des craintes et des soupçons d'Elisabeth. Souvent on conspira à son insçu, en son nom et pour elle ; elle servoit de signe et de point de ralliement à tous les ennemis d'Elisabeth ; elle étoit l'objet des vœux secrets ou prononcés des catholiques. Babington, d'intelligence avec l'Espagne, ayant formé le projet de détrôner Elisabeth et de placer Marie sur le trône, sa conspiration fut découverte, et la reine d'Angleterre enveloppa l'infortunée reine d'Ecosse dans la ruine de ceux qui avoient voulu la servir. On suborna des témoins, on lui refusa d'être confrontée avec eux ; on employa tous les moyens reçus par la tyrannie pour perdre l'innocence. Après une étroite et longue captivité, Marie regarda comme une faveur l'arrêt de mort qui brisoit ses liens et l'affranchissoit du

joug d'Elisabeth. Toujours aimable et intéressante, elle parut grande dans ses derniers momens. Ses infortunes, en surpassant ses fautes, les avoient fait oublier; son déplorable sort remplissant l'âme toute entière, effaçoit les souvenirs du passé. On ne vit en elle qu'une victime auguste et touchante de la politique et de l'envie; elle
 1587. emporta l'admiration générale, et légua à sa cruelle rivale l'indignation publique.

Elisabeth avoit immolé Marie à sa jalousie et à sa haine bien plus qu'à sa sûreté. Ces passions implacables qui ne pardonnent et ne reposent jamais, lui avoient fait saisir avec empressement le prétexte de la conjuration de Babington, pour perdre une reine qui n'avoit eu d'autre tort que de desirer la liberté, et qui n'étoit pas comptable devant un tribunal étranger des fautes graves qu'elle avoit commises en Ecosse. La reine d'Angleterre sentoit que cette injustice criante révolteroit toute l'Europe; joignant la dissimulation et la feinte à la barbarie elle joua la douleur, désavoua et punit même ceux qui n'avoient été que trop fidèles à ses ordres, et écrivit au roi d'Ecosse fils de l'infortunée Marie, les

êtres les plus touchantes. Jacques VI parut un moment vouloir venger la mort de Marie; mais il avoit à peine connu sa mère, et il manquoit d'élevation d'âme et l'énergie. Les raisons d'état l'emportèrent sur le plus juste ressentiment. L'Ecosse ne pouvoit pas lutter avec succès contre l'Angleterre. Les protestans, de tout temps les ennemis de Marie, se monroient peu disposés à venger sa mort. Jacques craignit de perdre ses espérances au trône d'Angleterre, et de compromettre son autorité dans ses propres états. Il resta donc tranquille. Ses amis dirent pour justifier sa conduite, que les rois se doivent tout entiers à leurs sujets et non à leur famille, et qu'ils sont obligés de sacrifier leurs affections les plus légitimes à l'intérêt de l'état: maxime aussi juste en elle-même que cruelle pour les individus qu'elle regarde. Jamais peut-être il n'eût été plus pardonnable de la violer, ni plus sublime de la suivre par devoir. Jacques la suivit par faiblesse; il étoit trop incapable de toute espèce d'élan, pour qu'on puisse lui faire un mérite de sa modération.

Philippe II fit ce que le roi d'Ecosse ne

pouvoit et ne vouloit pas faire. Il parut affecté de la mort de Marie, comme d'un malheur ou d'une insulte personnelle, et annonça de terribles vengeances. Soit par politique, soit par attachement à la religion, il épousa avec chaleur la cause des catholiques d'Angleterre, que la mort de la reine d'Ecosse avoit dépouillés de leurs espérances. Le pape partagea son animosité, et lança ses foudres contre Elisabeth.

Sixte V occupoit le siège pontifical. Né dans l'indigence, le pâtre de Montalte s'étoit élevé aux premières dignités de l'Eglise à force de talens et d'habileté; par un heureux mélange de persévérance et de souplesse, il avoit conservé et augmenté son crédit sous des papes de caractère différent et de principes opposés; le chapeau de cardinal avoit récompensé ses services. Dans un état où l'ambition peut aspirer à tout, et où les formes électives offrent au génie les chances les plus brillantes, le cardinal de Montalte, peu fait pour la seconde place, convoitoit la tiare, et il l'obtint en affectant la décrépitude, et en faisant croire à ses concurrens qu'il n'avoit plus que peu de jours à vivre. Arrivé au
pon-

pontificat en s'appuyant sur des béquilles, sous le masque de la foiblesse il déploya une force de tête et de caractère et une rigueur de tempérament qui étonnèrent l'Europe et confondirent ses rivaux. Doué de toutes les qualités d'un grand souverain, il prouva par sa conduite qu'il en connoissoit les devoirs et qu'il savoit les remplir. Ardent, impérieux, ferme, dans le siècle de Grégoire VII il auroit été, comme lui, la terreur des princes et l'arbitre des couronnes; mais assez éclairé pour juger son siècle et pour apprécier la force et la direction de l'opinion publique, il étoit trop habile pour lutter avec elle et pour hasarder des tentatives infructueuses. Plus jaloux d'augmenter sa puissance temporelle par une administration sage et vigoureuse que de faire revivre des prétentions surannées, il s'occupoit beaucoup plus de ses états que de l'église. Juste et sévère jusqu'à la rigueur, il avoit aboli le droit d'asile, qui n'étoit que le droit de violer impunément ceux des autres; et les scélérats qui troubloient l'ordre public, furent sans distinction de rang ni d'état, arrêtés et punis. Créateur de la force armée et de

la marine de l'Etat ecclésiastique, il n'y voyoit que ce qu'il devoit y voir, le moyen de protéger le commerce et d'assurer la tranquillité publique. Econome sans avarice, il savoit être libéral sans prodigalité fastueuse. Ami des lettres et des arts, il consacroit des sommes considérables à l'embellissement de Rome et à l'acquisition de chefs-d'oeuvres, et trouvoit encore les moyens d'amasser un trésor. Sixte avoit trop de génie pour ne pas rendre hommage à celui d'Elisabeth et de Henri; il savoit les comprendre, les admirer et les imiter; mais cette estime et cette admiration étoient secrètes. Comme souverain pontife, il ne pouvoit pas avouer tout haut ces sentimens; comme prince séculier, il craignoit et ménageoit Philippe. Le roi d'Espagne lui ayant demandé d'appuyer de ses armes spirituelles la guerre qu'il méditoit contre l'Angleterre, Sixte le lui avoit promis avec d'autant plus de facilité que la mort de Marie étoit à ses yeux, comme à ceux de toute l'Europe, une action atroce et une tache ineffaçable de la vie d'Elisabeth.

Cependant l'Angleterre étoit menacée du plus grand danger. Philippe faisoit des

réparatifs immenses, et ne se proposoit
en moins que de détrôner Elisabeth et
de conquérir ses états. Long - temps il
voit dissimulé sa haine et ajourné ses ven-
geances. Ses griefs étoient nombreux : Eli-
abeth avoit refusé sa main, elle avoit établi
la religion protestante en Angleterre, per-
écuté les catholiques, soutenu en France,
par ses troupes et de son argent, le parti
des réformés, et favorisé l'insurrection des
Pays-bas. Par-tout elle avoit traversé se-
crètement ses entreprises, et fait échouer
les projets qui sans elle eussent probable-
ment réussi. Philippe auroit éclaté plutôt,
mais il vouloit étouffer la république des
Etats-unis dans son berceau avant de pu-
nir Elisabeth de sa complicité, et cette
idée seule l'avoit engagé à différer sa ven-
geance. Jusqu'alors il s'étoit contenté de
diriger les mouvemens du parti catholique
qui vouloit placer Marie sur le trône d'An-
gleterre. La mort de cette reine rompit
toutes ses mesures. Il craignit qu'Elisabeth
délivrée des inquiétudes que lui donnoit sa
rivale, ne consolidât la république nais-
sante par des secours qui pourroient être
décisifs. Changeant de plan, il résolut de

combattre ses sujets en punissant leurs alliés, et de conquérir la Hollande en Angleterre. Les forces qui devoient assurer le succès de cette expédition, ne pouvoient être trop considérables; on travailla aux armemens avec la plus grande ardeur. Les victoires de l'Espagne devoient être certaines, et la ruine de l'Angleterre complète.

La partie ne paroïssoit pas égale. A la vérité, Philippe avoit perdu quelques-unes de ses provinces, mais il avoit acquis une nouvelle couronne, et venoit de ranger au nombre de ses états un royaume puissant dont la marine florissante, les riches colonies et le commerce étendu augmentoient considérablement ses ressources. La conquête du Portugal avoit été facile et rapide. Ce royaume étranger aux intérêts politiques et aux malheurs du reste de l'Europe, avoit étendu dans toutes les parties du monde les rameaux de sa navigation. Maître du Brésil et des plus beaux établissemens sur les côtes des Indes orientales, il approvisionnoit toutes les autres contrées des marchandises précieuses dont le luxe avoit fait des objets de nécessité première.

Tranquille et heureux, le Portugal s'enrichissoit en silence et multiplioit ses capitaux en les appliquant à un travail productif, pendant que les autres états perdoient leurs forces en travaillant à s'affoiblir réciproquement. La mort du roi Sébastien interrompit ce long et paisible cours de prospérité, ou plutôt y mit fin par une révolution désastreuse. Ce jeune prince, petit-fils de Jean III, avoit reçu de la nature une de ces têtes romanesques qui n'aiment que les choses extraordinaires. La lecture assidue des croisades avoit encore échauffé son imagination ardente. Les prêtres qui avoient dirigé son éducation lui avoient persuadé que les guerres contre les Infidèles étoient de toutes les guerres les plus méritoires et les plus glorieuses. Sébastien parvenu au trône n'avoit soupiré qu'après l'occasion d'acquérir cette double immortalité que ses maîtres avoient fait espérer à son jeune coeur. Malheureusement elle s'étoit offerte à lui. Muley Mahomet roi de Maroc; chassé par son oncle Mulei Moluc de ce trône ensanglanté où l'on ne monte que par un crime, et d'où l'on descend de même, avoit imploré le secours

du roi de Portugal. Sébastien saisit avidement ce moyen de réaliser le plus cher de ses vœux. Malgré les prières de sa mère, et les représentations de ses ministres, il résolut de porter la guerre en Afrique. Philippe II qui étoit son oncle maternel, lui avoit fortement déconseillé son entreprise; de bonne foi selon les uns, selon d'autres, pour irriter par sa résistance l'esprit vif et fier du jeune roi, et l'enflammer de plus en plus. Voyant que ses discours étoient inutiles, il lui avoit promis des secours qu'il ne lui accorda jamais. Sans les attendre, 1578. Sébastien s'étoit embarqué avec une armée d'élite; il avoit pris terre en Afrique, et encouragé par ses premiers succès, il s'étoit engagé imprudemment dans le pays. Défait près d'Alcassar, il avoit perdu la vie dans la bataille. L'indépendance, le bonheur, la gloire du Portugal avoient expiré 1578. avec lui. Son oncle le cardinal Henri, frère de Jean III, avoit pris le sceptre, et le tenoit d'une main défaillante. Apesanti par l'âge, incapable de régner, menacé d'une mort prochaine, ce vieillard sentit lui-même qu'il falloit se hâter de choisir son successeur. Il y avoit trois compétiteurs au

trône, le prieur Antonio de Crato, Philippe II, et la duchesse de Bragance *). Les Etats se préparoient à décider cette grande question, et probablement leur choix ne seroit pas tombé sur le roi d'Espagne, lorsque Henri mourut subitement. Sa mort 1580. avoit changé la face des affaires, et la force avoit été substituée au droit. Philippe avoit sur-le-champ fait avancer une armée, et le duc d'Albe oubliant l'ingratitude de son maître, avoit accepté le commandement de ces troupes. Une partie de la noblesse et du clergé, gagnée par l'argent et les promesses du roi d'Espagne, ou intimidée par sa puissance, s'étoit déclarée pour lui. La masse du peuple, plus incorruptible et plus attachée à la gloire du pays, faisoit des vœux pour don Antonio. Ces vœux avoient été stériles. Ce prince, avec plus d'ardeur que de talens, n'avoit pas pu lutter contre la puissance du roi d'Espagne, l'activité du duc d'Albe et une partie de ses propres

*) Tous trois descendoient d'Emanuel-le-grand au même degré. Philippe étoit né d'Isabelle fille d'Emanuel. Antonio de Crato étoit fils de Louis duc de Beïa, frère cadet d'Isabelle. Catherine duchessé de Bragance étoit la fille d'Edouard duc de Guimaraens, le dernier des enfans d'Emanuel.

concitoyens. Le royaume et les colonies avoient prêté hommage à Philippe, et il n'étoit resté au prier que la petite île de Tercère, qui ne tarda pas à suivre l'exemple du reste de la monarchie.

1580.

Dans tout autre temps, l'Europe entière se seroit armée pour empêcher l'Espagne d'ajouter cette superbe acquisition à ses vastes et riches provinces, et de devenir par cette conquête la reine des mers et la maîtresse du commerce des deux Indes. Philippe ne rencontra d'opposition nulle part. Toutes les puissances se turent d'étonnement, de crainte, ou d'impuissance. Assez éclairées pour sentir l'étendue du danger que couroit l'équilibre politique, elles étoient trop foibles pour le conjurer. La France étoit occupée de ses divisions intestines; l'Italie partagée entre un grand nombre de petits états, le Nord trop éloigné et trop indifférent pour agir. L'Angleterre plus intéressée que tous les autres états à empêcher la réunion du Portugal à la monarchie espagnole, connoissoit trop la mesure de ses forces pour les exposer à un combat aussi inégal,

En perdant son indépendance politique,

e Portugal perdit en même temps sa puissance, et la nation vit tomber rapidement la considération dont elle jouissoit en Europe. Un esclave, fût-il heureux dans les fers d'un maître doux et humain, perdra toujours dans la servitude sa personnalité. Il en est de même des états. En perdant son indépendance extérieure, un peuple cesse de l'être; sa physionomie s'efface, son caractère se perd, l'orgueil national et le patriotisme n'existent plus que dans les souvenirs et les regrets, qui deviennent bientôt inutiles ou dangereux, et finalement s'éteignent dans tous les coeurs. Le Portugal offrit un exemple frappant de cette grande vérité. Sous le sceptre espagnol la nation fut apauvrie, dépouillée et dégradée; son opulence et sa dignité s'évanouirent. Philippe avoit juré à la diète de Tomar, de respecter tous ses privilèges, de ne confondre ni ses revenus ni son commerce ni son administration avec celle des Espagnes, et de ne nommer aux places de confiance que des Portugais. Malgré ces promesses, le pays fut bientôt traité en province conquise, et livré à la rapacité des gouverneurs et des autres officiers pu-

blics. La perte de l'indépendance politique affoiblit l'honneur national auquel les Portugais avoient dû leurs succès et leur gloire. Dans la suite, les Hollandois ne voyant en eux que des sujets de l'Espagne, les traitèrent en ennemis, et leur enlevèrent les plus florissantes colonies. Mais à l'époque où Philippe menaçoit l'Angleterre, le Portugal avoit encore une vigueur et une santé qu'il devoit à son premier régime; par ses vaisseaux et ses trésors il augmentoit considérablement la puissance de l'Espagne.

Les yeux de toute l'Europe étoient fixés sur les armemens de Philippe. L'inquiétude générale étoit d'autant plus grande qu'on ignoroit encore leur véritable destination. Le roi d'Espagne, qui espéroit d'écraser l'Angleterre avant qu'elle eût le temps de se reconnoître, couvroit ses desseins du mystère, et paroissoit n'avoir d'autre but que celui de mettre fin par un grand effort à la guerre des Pays-bas. Mais Elisabeth avoit pénétré son secret, et son esprit actif avoit pris aussitôt toutes les mesures nécessaires pour détourner l'orage. Elle fut étonnée du danger qui la menaçoit,

sans en être abattue. Avant que les préparatifs de Philippe fussent achevés, elle ^{1587.} envoya Drake à la tête d'une flotte sur les côtes de l'Espagne. Cet audacieux marin détruisit un grand nombre de vaisseaux ennemis à la vue de Cadix et de Lisbonne, enleva des gallions qui revenoient des Indes chargés de richesses, et retourna en Angleterre avec un butin immense. Pendant ce temps, le secrétaire d'état Walsingham, de concert avec deux habiles négocians anglois, Sutton et Gresham, par une opération de banque bien calculée, enlevèrent à Philippe les ressources pécuniaires qu'il comptoit trouver à Gènes, et prouvèrent à l'Europe l'influence décisive du commerce et du crédit sur la puissance. L'expédition de Drake et le défaut d'argent obligèrent le roi d'Espagne à différer le départ de la flotte à l'année suivante. Elisabeth gagnoit beaucoup en gagnant du temps. Elle entama des négociations dont elle n'attendoit aucun fruit, afin d'enflammer le patriotisme de sa nation, et de la convaincre de la nécessité inévitable de la guerre.

Cependant on débattoit dans le conseil de Philippe tous les détails du plan d'opé-

rations qu'on méditoit, et les avis y étoient partagés. Ibaquez, un des plus habiles ministres de l'Espagne, voyoit des dangers là où son maître ne voyoit que des victoires. La flotte angloise réunie aux forces navales des Hollandois lui paroissoit redoutable; un danger commun disoit-il ralliera toute l'Angleterre autour du trône, les catholiques eux-mêmes armeront en faveur d'Elisabeth, et l'on ne peut compter sur leurs secours. Sa prudence ne fut aux yeux des autres conseillers qu'une timidité honteuse, et le doute qu'il osoit hasarder sur les succès de Philippe un attentat contre sa puissance. Le duc de Parme vouloit qu'on s'emparât de quelques ports de la Zélande avant de rien entreprendre contre l'Angleterre, afin que la flotte eût un refuge en cas de malheur. Ce plan ne convenoit ni à l'impatience ni à l'orgueil de Philippe; il le rejeta. La flotte qu'il avoit armée dans le port de Lisbonne étoit à ses yeux une flotte invincible, et il lui donna ce nom superbe. Cette flotte étoit en effet plus grande et plus redoutable que toutes celles qui jusqu'à cette époque avoient paru sur les mers. Elle étoit composée de cent

et trente vaisseaux de différente grandeur, mais dont plusieurs étoient d'une force bien supérieure à tout ce que l'on connoissoit; elle étoit servie par huit mille matelots; elle portoit près de vingt mille hommes de troupes de débarquement, et deux mille cinq-cents canons. Il fut décidé dans le conseil de Philippe qu'elle feroit voile vers le Canal; arrivée dans la Manche, elle devoit opérer sa jonction avec le duc de Parme, qui avoit rassemblé près de quarante mille hommes dans le voisinage de Dunkerque et de Nieuport, et un nombre suffisant de bâtimens de transport construits à Anvers, et conduits par les canaux d'Anvers à Gand, de Gand à Bruges, de Bruges à Nieuport. La jonction faite, les forces de l'Espagne devoient cingler vers la Tamise, s'emparer de Londres par surprise ou par assaut, soumettre l'Angleterre avec le secours des catholiques mécontents, et ajouter cette couronne à toutes celles qui chargeoient déjà le front de Philippe.

Ces vastes projets soutenus par des forces aussi menaçantes, prouvent que le système politique qu'Elisabeth avoit suivi

depuis son avènement au trône, étoit sage et bien calculé. En fomentant les troubles des Pays-bas et en occupant l'activité inquiète de Philippe, elle l'avoit forcé de différer l'exécution des plans qui dans ce moment paroisoient dictés par la vengeance, mais qui dans tous les temps l'auroient été par l'ambition. Durant ce long intervalle de repos, elle avoit pu multiplier les moyens de résistance de l'Angleterre; elle avoit acquis un allié utile dans la nouvelle république des Etats-unis. Des marins habiles et audacieux s'étoient formés dans ses états par des entreprises difficiles et des navigations lointaines, et elle avoit appris aux Anglois le secret de leurs forces. Le péril qui la menaçoit, effrayoit toute l'Europe, et elle n'en parut alarmée qu'autant qu'il le falloit pour en triompher. Jamais elle ne parut plus féconde en ressources, plus calme et plus ferme que dans cette guerre de défense légitime, où elle combattoit pour son trône et pour son existence. Ses sujets qu'elle n'avoit jamais immolés à des vues personnelles et ambitieuses, et qui enrichis par ses soins recueilloient les fruits d'une administration pater-

elle, en sentoient tout le prix, et se prêtèrent volontairement aux plus grands sacrifices. L'admiration, la reconnoissance, l'intérêt propre se réunissoient pour leur inspirer le courage des privations. En annonçant qu'il vouloit détruire l'Angleterre et perdre Elisabeth, Philippe avoit resserré tous les liens qui attachoient les Anglois à leur reine. La crainte d'un gouvernement de fer, qui ne respecteroit ni les propriétés ni la liberté des personnes; éteignit l'esprit de parti; on ne vit plus par-tout que l'esprit public; l'Angleterre toute entière parut animée d'une même pensée, et le patriotisme de ce peuple noble et fier, qui n'est jamais plus grand que dans les crises nationales, rivalisa de succès et d'audace avec les peuples les plus célèbres de l'antiquité.

L'Angleterre n'a d'autres forteresses que ses citadelles mouvantes. Rien n'étoit plus facile à l'ennemi que d'opérer un débarquement si une flotte puissante ne le tenoit pas éloigné des côtes. Elisabeth n'avoit à cette époque que quarante vaisseaux bien inférieurs en force à ceux de l'Espagne *). La noblesse et les villes se dis-

*) Il paroît qu'Elisabeth n'avoit même que treize vais-

putent l'honneur de lui en fournir. On arma des vaisseaux marchands, et bientôt Elisabeth put disposer de plus de cent quatre-vingt-dix bâtimens. La Hollande, la seule alliée, qui sent que son existence dépend de celle de l'Angleterre, ordonne à Justin de Nassau de joindre avec quarante-quatre vaisseaux la flotte angloise. Les côtes sont visitées avec soin par ordre d'Elisabeth; elle prend toutes les mesures nécessaires pour les mettre en état de défense. Une armée de quatre-vingt mille hommes veille à la sûreté du royaume; vingt mille sont répartis sur les points menacés, un corps considérable de troupes est posté à Tilbury dans le comté d'Essex, sous les ordres de Leicester; le reste se rassemble autour d'Elisabeth elle-même, afin de se porter avec elle par-tout où le danger l'exigera.

1388. La flotte prétendue invincible devait mettre à la voile dans les premiers jours du printemps, mais la mort subite du marquis de Ste Croix et du duc de Paliano qui la

seaux de guerre. En tout, elle entretint à ses frais dans cette occasion 76 vaisseaux. La ville de Londres en fournit 38. On comptoit 83 garde-côtes.

a commandoient empêche son départ. La perte de ces deux officiers, tous deux marins habiles et éprouvés, fut un premier malheur pour l'Espagne. La perte d'un temps précieux ne fut pas moins contraire au succès de l'expédition. Le choix du duc de Medina-Sidonia qui fut chargé du commandement de la flotte, suffisoit pour faire manquer toute l'entreprise. Cet amiral n'avoit pour lui qu'un grand nom, d'ailleurs peu d'expérience et un génie médiocre. La flotte partit de Lisbonne, ayant à bord le grand inquisiteur et cent cinquante dominicains, exécuteurs des arrêts de l'inquisition. C'étoit préparer les chaînes de l'Angleterre avant de l'avoir vaincue, et en lui montrant le sort qui l'attendoit, l'exciter à une résistance désespérée.

29 mai
1588.

Howard, marquis d'Effingham, qui commandoit la flotte angloise, s'étoit stationné devant Plymouth, croyant que l'armée invincible tenteroit d'y aborder. Howard la suit et la serre de près, dans le dessein d'éviter la bataille et de profiter de toutes les occasions pour l'attaquer en détail avec avantage. Drake, Hawkins et Forbisher qui commandent sous lui, le se-

condent par leurs efforts. Le duc de Medina-Sidonia, arrivé à la hauteur de Calais, en donne avis au duc de Parme, et l'invite à le joindre. Mais Farnèse bloqué dans Nieuport par les Hollandois, ne peut sortir du port à moins que l'amiral espagnol ne vienne le dégager. 7 août. Medina s'avance jusqu'à Dunkerque. Pendant la nuit les Anglois lancent dans la flotte ennemie des barques chargées de matières combustibles, qui y portent le ravage et l'effroi. Cinq combats consécutifs qui s'engagent entre une partie de la flotte invincible et la flotte angloise se décident à l'avantage de la dernière. Les vaisseaux anglois plus légers et mieux servis, attaquent avec succès dans ce bras de mer, ces masses énormes dont les mouvemens sont plus lents et les manoeuvres moins justes et moins précises.

Medina ne peut pas opérer sa jonction avec le duc de Parme. Les vaisseaux espagnols qui prennent beaucoup plus d'eau que les vaisseaux hollandois, ne peuvent pas les approcher ni les obliger à débloquent Nieuport. Déjà Medina veut retourner en Espagne, lorsqu'une tempête effroya-

ble s'élève; les vaisseaux anglois cherchent et trouvent un asile dans leurs ports; la flotte espagnole ne peut se réfugier nulle part, elle est dispersée par les vents, abîmée par les flots, et brisée contre les écueils. Plus de vingt vaisseaux échouent sur les côtes de l'Angleterre, près de cinquante sur celles de la France, de la Hollande et du Danemarck. Il ne resta que des débris de ce magnifique et redoutable armement. Cette catastrophe sauva l'Angleterre, assura la liberté de l'Europe, et porta un coup mortel à la puissance de l'Espagne. En apprenant la nouvelle de ce funeste événement qui détruisoit ses plus chères espérances et plongeoit la plupart des familles de l'Espagne dans le deuil, Philippe affecta de se montrer impassible. Ensevelissant dans son âme ses fureurs secrètes et ses regrets amers, il auroit voulu donner le change par son insensibilité sur l'étendue du malheur que l'Espagne venoit d'éprouver. Lorsque le duc de Medina-Sidonia reparut pour la première fois devant lui, il le remercia de n'avoir pas désespéré de l'état, et il dit froidement: La volonté du Seigneur soit faite! J'avois envoyé ma

flotte pour combattre l'Angleterre et non les élémens.

Les expressions de la joie furent plus fortes en Hollande et en Angleterre que n'osèrent l'être en Espagne les expressions de la douleur. Plus le danger avoit été grand, plus le triomphe étoit flatteur. Elisabeth qui avoit dissimulé ses craintes et ses alarmes, et montré l'espérance à tout le monde, se dédommagea de cette contrainte en laissant après la victoire un libre cours à ses sentimens. Sa vive satisfaction donnoit la mesure des inquiétudes qui l'avoient agitée. Le ciel lui-même sembloit avoir combattu pour les Anglois. Portée sur un char, entourée de tous les officiers de sa cour et des grands du royaume, elle se rendit à l'église de St Paul, au milieu des flots d'un peuple immense qui partageoit avec un juste et noble orgueil le triomphe de sa souveraine; et les voûtes majestueuses du temple retentirent d'hymnes saints chantés au Dieu libérateur. L'Europe entière prit part au bonheur de l'Angleterre. Avec elle seroit tombée l'indépendance de tous les états, et il n'y auroit plus eu qu'un maître et des esclaves. De-

puis la destruction de l'armée la puissance de l'Espagne ne fut plus l'épouvante des nations, et déclina sensiblement.

Enhardis par leurs succès, les Anglois portèrent à leur tour la terreur sur les côtes de l'Espagne. Un essaim de corsaires se répandit sur toutes les mers, enlevèrent tous les vaisseaux espagnols, interceptèrent les tributs que les mines du nouveau monde payoient à Philippe, et poussèrent l'audace jusqu'à piller la Corogne, et à infester les embouchures du Tage. Une flotte considérable attaqua la puissance navale de l'Espagne, prit Cadix, l'entrepôt du commerce des deux mondes, et y fit un butin prodigieux.

Pour se venger de ses pertes et pour faire diversion aux victoires de l'Angleterre, Philippe fidèle à son ancienne politique, excita les catholiques de l'Irlande à prendre les armes; les troubles qui s'élevèrent dans ce royaume ralentirent en effet l'activité de la guerre contre l'Espagne, interrompirent le cours des prospérités d'Elisabeth, et lui préparèrent des chagrins domestiques dont elle fut la victime.

L'Irlande conquise par Henri II avoit

ajouté peu de chose à la puissance de l'Angleterre. Inculte et barbare, elle étoit partagée entre de grands propriétaires qui se faisoient une guerre éternelle et ne sa-voient se réunir que contre leur souverain. Cette île fertile où la nature n'a besoin que d'être sollicitée par le travail pour produire en abondance toutes les choses nécessaires à la vie, étoit habitée par un peuple pauvre, mais brave, intrépide, attaché aux vices et aux abus de son régime, comme d'autres peuples ne le sont pas toujours à un bon gouvernement. Rien n'étoit plus difficile que de gouverner cette nation ardente et opiniâtre, qui plaçoit son orgueil et sa liberté dans la conservation de ses anciens usages. Le génie d'Elisabeth qui s'étendoit à tout, avoit formé le plan de civiliser les Irlandois, et d'en faire des sujets dociles en les rendant heureux. Elle avoit donné au gouverneur un plus grand pouvoir et des forces considérables, pour contenir les grands et pour protéger le peuple. Afin d'adoucir les mœurs et de répandre les lumières dans le pays, elle avoit créé une université à Dublin. Des lois dictées par la politique et qui paroiss-

soient l'être par l'humanité, avoient amélioré la condition des classes inférieures, et tendoient à diminuer l'aristocratie de la noblesse. Les nobles assez éclairés pour deviner les vues secrètes de la reine, trop cupides et trop orgueilleux pour les seconder, avoient l'habitude du désordre et de la désobéissance. Le peuple familiarisé avec le malheur, étoit tellement aveuglé sur ses vrais intérêts, qu'il épousoit la cause de ses tyrans contre le souverain qui vouloit le protéger. Hugh O'Néale issu d'une des plus anciennes et des plus illustres familles de l'Irlande, se propose de faire échouer tous les projets d'Elisabeth, et d'éterniser en Irlande l'état d'anarchie dont elle vouloit la faire sortir. Il avoit trompé le gouverneur Norris par de vains dehors de soumission, et avoit profité de sa sécurité pour organiser une insurrection générale. La reine l'avoit nommé comte de Tyrone; mais il sentoit que ses faveurs n'avoient d'autre but que de l'asservir, et soit patriotisme soit orgueil, il croyoit que son pays ne seroit heureux qu'après avoir secoué le joug de l'Angleterre. A un jour marqué les Irlandois prennent les armes,

se réunissent, et défont entièrement l'armée anglaise commandée par sir Henri Bagnol. Elisabeth voit la nécessité de repousser la force par la force; elle nomme Essex lord-lieutenant d'Irlande, et le charge de venger l'honneur des armes anglaises. D'Evereux comte d'Essex avoit remplacé le comte de Leicester dans le coeur de sa souveraine. Elisabeth croyoit qu'un homme qui avoit eu le bonheur de lui plaire, devoit être un grand homme, et que l'objet de son amour devoit être celui de sa confiance. Elle employoit Essex dans les affaires les plus importantes, comme elle avoit employé Leicester. Doué de toutes les grâces de la figure, qui font quelquefois pardonner le défaut de mérite réel, Essex avoit assez de mérite réel pour se passer du secours des grâces. Son esprit s'élevoit au-dessus de la mesure commune, et il l'avoit nourri et développé par l'étude et par le travail. Brave, entreprenant, actif, il savoit former des plans brillans, et les exécuter avec succès. Magnifique et généreux avec ostentation, impérieux, fier et jaloux de son pouvoir, il se faisoit aimer du peuple et craindre des grands. L'amour

n'il avoit inspiré à Elisabeth, auroit été pour lui un fardeau odieux s'il n'avoit pas atté sa vanité et servi son ambition. Essex voit paru avec éclat dans les guerres civiles de la France, à la tête des secours qu'Elisabeth envoyoit à Henri IV, et ce prince avoit rendu justice à sa valeur. Dans la guerre contre l'Espagne, il s'étoit distingué par des expéditions maritimes brillantes et hardies sur les côtes de ce royaume. Elisabeth qui connoissoit sa passion pour la gloire, et qui la consultoit plus que l'amour qu'elle avoit pour lui, le chargea de pacifier l'Irlande, lui confia une armée nombreuse et choisie, et pour assurer ses triomphes lui accorda un pouvoir presque illimité.

Essex partit avec la confiance du succès, mais sa présomption le perdit. Il fut assez imprudent pour diviser ses forces dans un pays qu'il ne connoissoit pas, et où il rencontroit des ennemis à chaque pas. O'Néale et les autres chefs de l'insurrection profitèrent de ses fautes et de la connoissance qu'ils avoient du terrain, pour battre ses troupes en détail. Essex vit son armée se fondre et ses espérances s'éva-

nour. En même temps, il apprit que ses ennemis enhardis par son absence, le calomnioient, lui attribuoient ses malheurs, et en diffamant ses talens, accusoient encore ses intentions secrètes. Il prit le parti de retourner en Angleterre, et de quitter l'armée, malgré la défense positive d'Elisabeth. Il espéroit que sa présence lui feroit tout pardonner, et qu'un moment d'entretien avec la reine lui suffiroit pour effacer toutes les impressions qui lui étoient désavantageuses. Il parut à la cour. Dans le premier moment, l'attendrissement et la surprise empêchèrent Elisabeth de lui faire de justes reproches. Mais à peine se fut-il retiré que l'orgueil reprit ses droits, la colère l'emporta sur l'amour, et l'amante fit place à la souveraine. Irrité de la désobéissance d'Essex, elle le fit arrêter; un arrêt du conseil-privé le dépouilla de toutes ses places et le priva de la liberté. Peu après la reine lui permit de se retirer à ses terres, mais elle ne lui rendit pas sa faveur.

C'étoit une épreuve bien plutôt qu'une disgrâce. Elisabeth vouloit humilier ce caractère altier; son amour ne lui permet-

toit pas de l'éloigner pour toujours de sa personne. Mais le superbe Essex, irrité de l'ascendant que ses ennemis conservoient sur la reine, oublia ses bienfaits, et ouvrit son coeur à des projets de vengeance. Son palais devint l'asile des mécontents et un véritable foyer de conspirations. Il entama des négociations avec le roi d'Ecosse, et lui offrit de le placer sur le trône d'Angleterre. Jacques n'étoit pas sans ambition, mais la timidité de son caractère le faisoit répugner à toutes les entreprises hardies. Les principes ne l'auroient peut-être pas arrêté, la crainte de se perdre l'arrêta. Il avoit des droits au sceptre qu'on lui offroit; il pouvoit espérer qu'Elisabeth le nommeroit son successeur, il risquoit de ruiner sa fortune s'il essayoit d'en hâter le moment, et il refusa les propositions d'Essex. Elisabeth en fut instruite. Le comte voyant ses projets découverts avant qu'il les eût conduits à maturité, hasarda une démarche extrême. Il se mit à la tête de deux-cents chevaux et tenta de soulever le peuple. Le peuple qui l'aimoit, mais qui aimoit encore plus Elisabeth et qui avoit appris à respecter les lois, abandonna ce jeune

ambitieux aux suites funestes de sa témérité, et ne fit rien pour le seconder. Essex se retira dans son château dans la résolution de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité; mais cette résolution ne fut que passagère; et bientôt il se rendit à discrétion.

Elisabeth partagée entre ses devoirs et ses affections; tour-à-tour souveraine et amante, craignant également de perdre son autorité et de perdre Essex, flotta longtemps entre sa raison et son coeur, entre la sévérité et la clémence. Elle signa son arrêt de mort elle le révoqua, elle le prononça de nouveau. Prête à accorder la grâce d'Essex à quiconque la lui auroit demandée, elle ne trouva personne qui lui rendit ce service. Un mot d'Essex eût suffi pour le sauver, mais son orgueil irrité lui fit préférer la mort à une vie qu'il auroit tenue de la générosité d'Elisabeth. Il sentit qu'en mourant il la punissoit et vengeoit sa mort. Cette idée adoucit son supplice, et il porta la tête sur l'échafaud avec courage. On l'exécuta dans la tour de Londres afin de prévenir toute espèce de mouvemens populaires. Il avoit trente-quatre ans.

Cependant Mountjoy, le successeur d'Essex en Irlande, plus habile et plus heureux que lui, avoit terminé la guerre. Vainqueur des rebelles à Kinsale, il avoit obligé ses chefs à poser les armes, et Tyrone lui-même n'espérant rien d'une plus longue résistance, avoit demandé la paix et obtenu la grâce. 1603.

Elisabeth n'étoit plus capable de prendre un vif intérêt à ces succès. Indifférente à tout ce qui l'avoit occupée dans les jours de sa force et de sa gloire, étrangère aux affaires et aux plaisirs, elle se montrait rarement en public; et quand elle se montrait, elle paroissoit abattue, rêveuse, dévorée d'un chagrin secret. La mort d'Essex avoit brisé tous les ressorts de son âme et rompu les liens qui l'attachoient au monde; mécontente d'elle-même, dégoûtée de la vie, fatiguée de sa grandeur, elle voyoit sans regret ses forces dépérir et sa profonde mélancolie la conduire lentement à la mort. Après un règne long et heureux, elle mourut la douleur et le désespoir dans le cœur, et hâta même l'instant décisif en refusant de prendre de la nourriture. Elle avoit peu connu les passions dans l'âge des

passions, et ce fut une passion malheureuse qui à l'âge de soixante et dix ans la conduisit au tombeau.

1603.

1598.

La fin de Philippe II avoit été plus tragique encore : il avoit terminé sa coupable vie cinq ans auparavant ; une maladie affreuse avoit cruellement vengé l'espèce humaine. Cependant la force d'âme qu'il montra dans sa longue agonie, avoit répandu une sorte d'intérêt sur ses derniers momens ; sa volonté disputant en quelque sorte son cadavre à la nature, avoit condamné ses organes affaiblés à un travail opiniâtre, et il n'avoit cessé de régner qu'en cessant de vivre. Dévoré par une putréfaction lente et insensible, il supporta les souffrances les plus aiguës sans laisser échapper un seul gémissement. Aussi dur envers lui-même qu'envers les autres, il ne sollicita pas une pitié qu'il n'avoit jamais accordé aux maux de personne, et se vit périr d'un oeil sec et insensible ; mais sa superstition pusillanime ne s'étoit pas démentie. Tourmenté de craintes il avoit revêtu le froc, comme pour surprendre l'entrée du ciel à la faveur de ce déguisement qui devoit couvrir ses crimes, et s'étoit fait porter au pied du grand

dans l'Escorial pour calmer les terreurs que lui inspiroit une religion qu'il n'avoit jamais servie que par la terreur et par le sang. Sa mort fut un bienfait pour l'humanité. L'Espagne respira, l'Europe espéra des temps plus tranquilles.

Le règne de Philippe n'avoit été qu'une longue agitation. Son orgueil fut puni de ses projets homicides par la douleur de les voir tous échouer. Il avoit voulu démembrer la France, ou l'enlever à son souverain légitime; et il la vit toute entière réunie, obéissante et heureuse sous le sceptre bienfaisant de Henri IV. Il avoit voulu ôter aux Pays-bas leurs droits politiques, y asservir les consciences et les actions; et la liberté triompha de ses efforts, elle lui enleva sept provinces, elle y établit son règne sur des lois sages et fortes. Il avoit voulu anéantir la puissance de l'Angleterre; et l'Angleterre victorieuse porta la terreur et la destruction dans ses propres états, et éleva sa marine sur les débris de la marine espagnole. Si Philippe avoit eu autant de talent pour la guerre qu'il en avoit pour le travail du cabinet, l'Europe étoit perdue. Peut-être même il ne lui a manqué pour

réussir, que de mettre dans ses entreprises moins de violence et de précipitation. Il entreprenoit trop de choses à la fois; ses projets se nuisoient les uns aux autres, et en partageant ses forces entre plusieurs objets, il les manquoit tous également. Son nom devenu celui du délire de l'orgueil et de l'ambition, est condamné à une honteuse immortalité. S'il avoit eu des succès, la postérité éblouie ne l'auroit peut-être pas marqué d'un sceau de réprobation, car le succès est le grand apologiste du crime. Avec un revenu de vingt-cinq millions de ducats, il laissa cent et cinquante millions de dettes; et mourut insolvable. Ses entreprises de tout genre lui coûtèrent plus de cinq-cents millions de ducats. Il laissa la monarchie espagnole dans l'état le plus déplorable. Elle avoit un sol superbe et point de bras pour le cultiver; un luxe effréné et point d'industrie, des mines d'or et des dettes; c'étoit un vaste corps sans vigueur et sans nerf, qui avoit perdu ses forces dans les débauches de l'ambition, et qui ne pouvoit supporter le poids de sa propre grandeur.

QUA-

QUATRIÈME PÉRIODE.

1598 — 1618.

CHAPITRE XXV.

État de la France à l'époque de la paix de Vervins. Caractère de Sully. Son ministère. Sa marche pour rétablir l'ordre dans les finances et pour augmenter la richesse nationale. Heureux effets de son administration. Vastes projets de Henri IV. Mort de ce prince.

L'Espagne perdoit sa prépondérance en Europe, la France augmentoit la sienne: l'époque de l'affoiblissement et de la décadence de l'une, est l'époque de la régénération de l'autre. Trente-huit années de guerre civile avoient desséché en France toutes les sources de la richesse publique et de la puissance nationale. On s'étoit battu avec acharnement sur tous les points de cette vaste surface, et par-tout on avoit détruit avec une égale fureur les hommes et les troupeaux, les villes et les villages, les fruits et les instrumens du travail. Il s'étoit fait une dépense immense de forces et de capitaux qui étoient perdus sans re-

tour, et qui auroient pu se reproduire à l'indéfini. A la vérité, les François avoient acheté d'eux-mêmes les moyens de se détruire, et la perte avoit été moindre pour le royaume que s'ils les avoient achetés au dehors; mais elle n'en avoit pas été moins réelle. On ne songeoit qu'aux besoins du moment, et l'on ne s'occupoit plus de l'avenir. Le travail languissoit, car on manquoit d'avances de culture. Le défaut de sûreté rendoit toutes les propriétés précaires. Le fanatisme et les passions avoient tellement rempli toutes les têtes qu'il n'y avoit point eu de place pour les projets utiles ni pour les spéculations pacifiques. L'agriculture manquoit de bras pour remettre en valeur des terres que l'absence des grands propriétaires et les ravages des armes avoient frappées de stérilité. Les villes avoient été toutes converties en places de guerre, et l'industrie ne pouvoit y prospérer. La plupart des habitans uniquement occupés d'exercices militaires, manioit mieux l'épée que la navette. Dans un temps où l'on rompoit avec tous les besoins de luxe parce qu'on avoit à peine l'étroit nécessaire, les demandes

res, et la production ne pouvoit pas être fort abondante. Le commerce étoit nul; il n'y avoit point d'objet d'échange ni de circulation. Les grandes routes étoient infestées et dégradées. La marine n'existoit pas. Tout avoit péri, ou s'étoit arrêté au milieu des horreurs de l'anarchie.

Cependant la situation de la France n'étoit rien moins que désespérée. Son sol fertile et varié, son climat doux et heureux, le génie inventif et l'activité de ses habitans lui offroient de précieuses ressources. Il suffisoit de quelques années de repos et d'une administration sage, pour réparer les maux de la guerre et pour couvrir les vestiges de la destruction par des créations nouvelles. Déjà Henri IV avoit donné la paix au royaume. Ce prince avoit la passion du bien public. Son coeur sensible et bienfaisant voloit à la rencontre de toutes les idées utiles à ses peuples. Mais il avoit besoin d'un homme assez éclairé pour voir le bien, et assez ferme pour le faire. Il eut le bonheur de le trouver, le talent de le deviner, et assez de vertu pour se servir de lui. Cét homme étoit Sully.

Maximilien de Béthune, baron de Rosny, 1560.

tour, et qui auroient pu se
 l'indéfini. A la vérité, les Fr
 acheté d'eux-mêmes les ma
 truire, et la perte avoit
 le royaume que s'ils les
 dehors; mais elle n'en
 réelle. On ne songe
 moment, et l'on ne
 venir. Le travail
 quoit d'avances
 sûreté rendoit te
 Le fanatisme
 ment rempli
 point eu d
 les ni pou
 griculture
 tre en
 des g
 des
 Les
 pl
 v
 une
 une
 ont peu
 que
 et au milieu du désordre général, qu'il

Catherine
 c. Partageant
 fortune, il s'étoit
 ses destinées, et n'a-
 quitté sa personne. Brave
 prudent sans foiblesse, éco-
 bien afin de se ménager les
 libre libéral, il avoit servi son
 de sa tête et de sa
 dans le temps où ce prince com-
 et se voyoit dans la
 de conquérir ses propres
 Henri avoit reconnu dans ce jeune
 un esprit juste, un jugement sain
 une ferme; il savoit que Rosny
 besoins et beaucoup d'acti-
 mettoit de l'ordre dans ses affai-
 milieu du désordre général, qu'il

lui-même et pour les
 attaché à sa per-
 sonne, il le ré-
 comanda à lui, en
 et en
 doit être
 au minis-
 tère de toutes les
 sciences; il étoit le germe;
 se trouvèrent au ni-
 veau toujours difficile, et qui
 dans ces circonstances criti-
 ques savoit s'élever en admi-
 ration à des principes fixes et généraux,
 dans lesquels la connoissance des détails
 étoit un véritable dédale où l'on marche
 au hasard; mais il s'engageoit avec cou-
 rage dans l'étude et la recherche des dé-
 tails, sans lesquels on se trompe toujours
 dans l'application des principes. Infatigable
 au travail, il trouvoit du temps pour tout,
 parce que ses occupations étoient réglées,
 et qu'il ne connoissoit ni les passions ni
 les plaisirs. Appelé à vivre dès sa jeunesse
 au milieu des hommes, et à les voir dans
 les orages des factions où ils quittent leur
 masque, il les aimoit assez pour les servir,

qui fut dans la suite duc de Sully, étoit né à Rosny. Sa naissance coïncide presque avec celle des guerres civiles. Les malheurs de la France commencèrent, et celui qui devoit les guérir et les lui faire oublier, parut à la même époque. Il fut sur le point d'être victime du fanatisme le jour de la St Barthélemy. Il s'attacha au roi de Navarre depuis le moment où ce prince rompit les liens dans lesquels Catherine de Médicis le tenoit embarrassé. Partageant sa bonne et sa mauvaise fortune, il s'étoit entièrement associé à ses destinées, et n'avoit presque plus quitté sa personne. Brave sans témérité, prudent sans foiblesse, économe de son bien, afin de se ménager les moyens d'être libéral, il avoit servi son maître de son bras, de sa tête et de sa fortune, dans le temps où ce prince combattoit pour son trône et se voyoit dans la cruelle nécessité de conquérir ses propres états. Henri avoit reconnu dans ce jeune homme un esprit juste, un jugement sain et une âme ferme; il savoit que Rosny avoit peu de besoins et beaucoup d'activité, qu'il mettoit de l'ordre dans ses affaires au milieu du désordre général, qu'il

étoit sévère pour lui-même et pour les autres; et sincèrement attaché à sa personne. Devenu roi de France, il le récompensa d'une manière digne de lui, en lui imposant de nouveaux devoirs, et en lui ouvrant une carrière où il pouvoit être utile à sa patrie. Sully parvenu au ministère des finances, y déploya toutes les grandes qualités dont il recéloit le germe; son génie et sa vertu se trouvèrent au niveau d'une place toujours difficile, et qui l'étoit surtout dans ces circonstances critiques. Son esprit savoit s'élever en administration à des principes fixes et généraux, sans lesquels la connoissance des détails devient un véritable dédale où l'on marche au hasard; mais il s'engageoit avec courage dans l'étude et la recherche des détails, sans lesquels on se trompe toujours dans l'application des principes. Infatigable au travail, il trouvoit du temps pour tout, parce que ses occupations étoient réglées, et qu'il ne connoissoit ni les passions ni les plaisirs. Appelé à vivre dès sa jeunesse au milieu des hommes, et à les voir dans les orages des factions où ils quittent leur masque, il les aimoit assez pour les servir,

mais il les connoissoit trop pour les estimer facilement, et il ne prodiguoit pas sa confiance. Nourri dans les camps, élevé au sein des armes, il y avoit pris le goût d'une éloquence nerveuse et serrée, et l'habitude d'une marche franche et libre, de mesures prononcées et expéditives. Lié par le sang à ce qu'il y avoit de plus illustre en France, et distingué dans la carrière des armes il se servoit de l'ascendant de sa naissance et de sa réputation de bravoure pour appuyer dans les affaires le langage de la raison, et pour se faire pardonner des vérités dures. Jamais il ne séparoit ni dans son esprit ni dans son coeur la cause du roi des intérêts de l'état, il croyoit la gloire de l'un intimement attaché à la puissance et au bonheur de l'autre, il étoit l'ami de son maître parce qu'il étoit citoyen, et quand Henri se préféroit à la France et vouloit passer avant elle, il trouvoit dans Sully autant de résistance qu'il y rencontroit d'ordinaire de dévouement. Religieux sans fanatisme, tolérant sans indifférence, vertueux par principes, il y a eu peu d'âmes humaines sur qui la sainte idée du devoir ait eu plus

l'empire que sur la sienne; sa mâle et rigide vertu brisoit tous les obstacles que lui opposoient les passions, et ne fléchissoit amais. Sa fierté ne s'abaissoit pas à l'intrigue, repoussoit et refusoit la flatterie. Plus jaloux de l'honneur de Henri que de sa faveur, et plus empressé à lui être utile qu'à lui plaire, il ne le ménageoit pas plus qu'un autre; il connoissoit de plus grands malheurs que la disgrâce, et fut toujours digne de sa place parce qu'il ne craignoit pas avant tout de la perdre. Pendant tout son ministère il n'a vu qu'un seul objet, la prospérité de la France. Sa table étoit frugale, sa maison opulente mais simple, ses délassemens les relations domestiques. Sa franchise ressembloit quelquefois à la rudesse, sa fermeté à la roideur, sa justice à la dureté, et la conscience qu'il avoit de sa vertu à l'orgueil; mais ces défauts tenoient à l'énergie même de son caractère; et la force de la volonté fut le trait distinctif de l'âme de Sully et la source de sa grandeur.

Pour bien apprécier ses principes d'économie politique et les services qu'il a rendus à la France, il faut se faire une juste

idée de l'état dans lequel il trouva les finances, et des difficultés de tout genre qu'il eut à vaincre. Les dettes montoient à trois-cent-trente millions de livres, ce qui feroit à-peu-près aujourd'hui huit-cent millions. Ces dettes, contractées à des conditions très-onéreuses, devoient suivant les maximes erronées qu'on suivoit à cette époque dans les emprunts, être remboursées à des termes fixes, et bien loin d'avoir les moyens de rendre le capital aux prêteurs, on ne savoit pas même comment acquitter régulièrement les intérêts. Il n'entroit dans les caisses du roi que trente millions de livres, et les contribuables en payoient annuellement cent cinquante. Cet ordre de choses qui appauvrissoit en même temps les particuliers et l'état, tenoit au mode de perception, à l'avidité de tous les employés de la finance, et à la méthode qu'on suivoit pour satisfaire les créanciers du fisc. Les impôts n'étoient pas en régie, mais en ferme. Les fermiers-généraux avoient leurs fermiers particuliers, à qui ils abandonnoient une partie de leurs droits; ceux-ci en avoient d'autres à leur tour. Afin que tous les intermédiaires trouvassent leur pro-

it à ces opérations, les derniers pesoient sur le pauvre peuple, et l'obligeoient à payer le quadruple de ce qu'ils avoient droit d'exiger de lui. Au sortir des guerres civiles, le roi s'étoit vu dans la nécessité de marchander la soumission des gouverneurs des provinces, et l'obéissance de tous les personages considérables par leur naissance, leurs richesses et leurs services. Obligé d'acheter la fidélité de ses sujets, il avoit sacrifié la somme de trente-deux millions pour ramener les réfractaires à leur devoir. Il avoit eu la foiblesse de leur permettre de se payer de leurs propres mains, et de lever sur les provinces des droits qui leur rapportoient le double et le triple de ce qui leur revenoit. On s'étoit même arrangé de cette manière avec plusieurs souverains étrangers; et la France entière se trouvoit à-peu-près engagée aux créanciers de l'état.

Les impôts mal-assis et mal-répartis n'étoient proportionnés ni à la fortune ni aux jouissances des individus; la taille et la gabelle étoient les deux sources principales du revenu public. La taille étoit excessive, elle frappoit le sol de stérilité,

en ôtant au laboureur la volonté et les moyens de perfectionner la culture des terres. La gabelle portoit sur un objet de nécessité première et exigeoit une surveillance continuelle, parce que les contribuables travailloient sans cesse à se soustraire à un impôt aussi onéreux. Des essaims de commis, de traitans et d'agens mettoient tout leur art à tromper l'état impunément, et s'entendoient entre eux pour couvrir leurs dilapidations. On ne dressoit point d'état annuel de la recette et de la dépense, il n'y avoit point d'ordre dans la comptabilité, point de contrôle sévère sur l'emploi fidèle des deniers publics. Aussi l'argent manquoit pour toutes les entreprises utiles, et même pour les objets de nécessité première. Les troupes, quoique peu nombreuses, ne recevoient pas le prêt exactement, et se dédommageoient aux dépens des campagnes; les arsenaux étoient vides; la marine n'existoit pas; les bâtimens publics tomboient en ruines; le roi lui-même ne pouvoit pas entretenir sa maison, et se trouvoit réduit à mendier les secours des traitans qui le voloient. Nous avons vu que l'agriculture, l'industrie et le

mmerce ne produisoient aucune valeur nouvelle, faute de capitaux, de confiance, de bras et de sûreté. Bien loin de vivifier les principes de richesses réparateurs des maux de l'état, on travailloit à leur ôter toute activité. Les guerres civiles avoient donné aux esprits des habitudes d'insubordination qui paroissent incompatibles avec la renaissance de l'ordre; le lien social étoit par-tout relâché et affoibli; quiconque étoit en état de se faire craindre, ne craignoit rien; et ce qu'il y avoit encore de force publique, ne paroissoit exister que pour opprimer la foiblesse. Henri vouloit le rétablissement des finances, de l'ordre et du travail; mais ses idées en fait d'administration ne pouvoient être que superficielles; il manquoit sur cet objet de principes et d'expérience, et les vues du génie lui-même ne sauroient tenir lieu de la connoissance des faits. Il desiroit sincèrement que chaque paysan eût la poule au pot le dimanche, mais il ignoroit les moyens de réaliser ce mot heureux, qui exprime avec tant de simplicité le grand oeuvre du gouvernement. Plus sensible que ferme, il ne savoit rien refuser aux

besoins et aux passions des individus; sa bonté étoit souvent celle d'un particulier aimable, et non celle d'un roi qui doit vouloir le bonheur général et ne voir le bien des individus que dans celui de toute la nation. Les femmes qu'il aimoit et les grands qu'il redoutoit, pouvoient facilement égarer son impétuosité naturelle, lui donner le change sur les projets les plus utiles, et lui montrer des abus d'autorité dans les mesures vigoureuses qui devoient les faire cesser pour toujours.

Tel étoit l'état de la France lorsque Sully eut le courage de se charger de l'administration sans être effrayé des obstacles nombreux que lui préparoient les choses et les personnes. La marche qu'il suivit dans cette grande entreprise ne fut ni compliquée, ni oblique, ni timide; elle alloit droit au but; elle fut simple, droite, ferme comme son caractère.

L'essentiel dans les opérations de ce genre est de savoir ce qui existe pour juger de ce qui peut et doit se faire. Il falloit commencer par acquérir une connoissance exacte et approfondie du désordre organisé qui portoit le titre d'adminis-

tration. Sully parcourut toutes les généralités du royaume pour se faire une juste idée de leurs besoins et de leurs ressources. Il interrogea le sol, le climat, la position, afin de déterminer le genre d'industrie qui convenoit à chaque province, et d'apprécier la nature et la quotité des impositions qu'elle pouvoit supporter sans inconvénient. Malgré la mauvaise volonté des intéressés, il se fit donner tous les papiers relatifs aux finances, et parvint à porter la lumière dans ce cahos. Faisant un dépouillement laborieux de tous les registres, il dévoila les vices de gestion, les fourberies secrètes et déguisées, les erreurs et les négligences honteuses dont les officiers du roi s'étoient rendus coupables. De retour à Paris, il commença ses réformes. Les baux que les fermiers avoient multipliés à l'indéfini sans l'autorisation du gouvernement, furent cassés. L'état de toutes les créances et de toutes les pensions fut revu; on n'abandonna plus une partie des revenus publics à ceux qui avoient de justes prétentions à former, mais ils furent assignés sur le trésor public. Le nombre des agens et des employés subalternes fut

considérablement diminué. On créa des formes fixes et déterminées, pour accuser les recettes et justifier les dépenses. Tous les ans, on dressa des tableaux comparatifs des unes et des autres. Sully, retranchant sans pitié et sans ménagement toutes les branches parasites, se trouva riche pour les objets utiles. Les revenus de l'état n'allèrent plus se rendre dans les caisses des particuliers; le versement se fit d'une manière plus directe et plus sûre dans le trésor du souverain. Non-seulement le mode de perception fut simplifié; il partagea si bien le travail, que les employés divisés d'intérêt exercèrent une surveillance sévère les uns sur les autres. Lui-même se multiplioit pour faire face aux affaires. Dans les premières années de son ministère il s'assujettit à écrire tout lui-même, afin de s'instruire de tous les détails et de ne pas être trompé par ses secrétaires. Il ne pouvoit sans doute tout examiner lui-même, mais il contenoit tout le monde dans les limites du devoir par la seule idée de son activité, qui d'un moment à l'autre se portoit sur les objets les plus différens. On redoutoit son oeil pénétrant, on con-

noissoit son inflexible justice; et bientôt la machine de l'administration tournant sur les deux pivots de l'ordre et de l'économie, eut un jeu libre et assuré.

Ces travaux étoient nécessaires pour sauver l'état et pour assurer sa subsistance; mais ils ne demandoient qu'une probité scrupuleuse, une volonté droite, une activité soutenue, des mesures sages et vigoureuses. Sully n'étoit pas fait pour s'arrêter au milieu de la route; il vouloit créer la richesse de l'état en créant la richesse nationale. Il avoit remis au peuple vingt millions de taille dans une année; il l'avoit répartie avec plus d'équité entre les contribuables; l'impôt sur le sel ayant été diminué, étoit devenu productif. Le ministre encouragea le travail; c'étoit en multipliant les productions et en facilitant la circulation des marchandises, qu'il vouloit accroître les revenus du roi. Plus un peuple travaillera avec succès, plus il vendra avec profit à l'étranger, plus il achètera de lui d'objets de jouissance; et à raison de son bien-être et de ses jouissances, il sera plus disposé et plus capable de contribuer aux charges publiques.

Quand le mouvement est une fois imprimé à une nation par le besoin, les circonstances ou quelques hommes d'élite, et que toutes les forces sont sorties de leur léthargie, il n'est plus nécessaire que le gouvernement agisse directement pour multiplier les valeurs; il doit peut-être se contenter d'une action négative, protéger et laisser faire les particuliers. Qu'il débarrasse la liberté d'industrie de toutes les entraves qui ne sont pas commandées par l'intérêt général; qu'il assure à tous les individus la paisible possession des fruits de leurs entreprises; qu'il les fasse jouir sous son égide tutélaire de la plus grande liberté possible: et ils n'auront besoin ni de ses encouragemens ni de ses secours. L'espérance d'un profit certain et d'un plus grand bien-être sera le ressort de l'activité générale; la richesse enfantera la richesse, et le peuple s'élèvera graduellement au plus haut degré d'opulence et de développement.

Au contraire, lorsqu'un pays n'est pas encore sorti de l'enfance et que le génie de ses habitans ne s'est pas encore aperçu de ses ressources, ou lorsque des circonstances désastreuses y ont détruit l'ouvrage
des

des siècles, et l'ont replacé dans une espèce de barbarie, il faut que le gouvernement prépare et élève ce peuple à la liberté de l'industrie et de commerce, et avant de l'émanciper, lui apprenne à se passer de tutelle. On doit alors éclairer l'ignorance, enhardir la timidité, marquer le but, et désigner la route à l'inexpérience qui s'essaie dans une carrière nouvelle. Alors des encouragemens et des avances, ou des récompenses dispensées à propos développeront les premiers germes du travail et de l'industrie. La simple protection seroit insuffisante; l'état des choses demande une action directe, positive et continuelle.

Telle étoit à la paix de Vervins la situation de la France. Tout y avoit péri, il falloit tout faire renaître. A la vérité, le malheur même de temps pouvoit donner des espérances de succès: les esprits étoient fatigués des troubles civils; cependant ils avoient pris au sein des orages l'habitude de l'activité, ils avoient besoin de mouvement, et l'on pouvoit se flatter que la paix les porteroit sur des objets utiles. La guerre avoit considérablement diminué la population; mais ce déchet même rendant l'alimenta-

tion des enfans plus facile; devoit augmenter les naissances dans des proportions plus qu'ordinaires. Durant les guerres civiles on avoit détruit beaucoup d'objets d'agrément et de luxe; les demandes fréquentes qu'on alloit en faire, devoient réveiller les arts et les encourager à la reproduction. Mais quelque favorable que ces circonstances fussent à la renaissance du travail, il falloit le génie et l'activité de Sully pour en profiter et les faire servir aux progrès de la richesse nationale.

L'agriculture fixa principalement son attention et ses soins; il la protégea préférablement aux arts qui augmentent la valeur des matières en leur donnant des formes nouvelles, et au commerce qui produit le même effet en transportant les marchandises d'un lieu dans un autre et en accélérant leur circulation. Ce ne fut pas la maladie des systèmes ni la manie d'un principe exclusif qui fit regarder à Sully la culture des terres comme la principale source de la richesse de la France. Ce furent des idées simples et saines, qui lui étoient suggérées par un bon-sens exquis, et que la nature elle-même l'invitoit à suivre. Il faut

aux arts des matières premières pour les élaborer, au commerce des objets d'échange; l'agriculture les fournit. Ce genre de travail est le moins exposé aux variations; il conserve toujours son prix parce qu'il conserve toujours sa nécessité, et c'est même le plus ou le moins de cherté de ses produits qui règle le prix de la main d'oeuvre et de tous les genres d'industrie. C'est par l'agriculture que Sully commence, et il croit avec raison que les progrès de cette branche de richesses amèneront ceux de l'industrie et du commerce; il ne veut pas intervertir la marche de la nature, il veut la suivre; et la culture des champs, de la vigne, des oliviers, l'amélioration des forêts, l'éducation de toutes les espèces de bétail, et surtout celle des moutons, deviennent les objets favoris de ses méditations et de ses travaux. Le labour et le pâturage, disoit-il, sont les deux mamelles de l'état.

Fidèle à ses principes, il proclame le premier en France la libre exportation des grains. Il sait que plus les débouchés sont faciles et nombreux, plus la culture augmente; et que pour fixer dans le royaume l'a-

bondance, il vaut mieux produire beaucoup et exporter beaucoup, que de produire peu et de ne rien exporter. Les habitans des contrées qui vivent de l'éducation du bétail, peuvent en vertu de ses sages réglemens, acheter le sel à bas prix, et n'ayant plus besoin de l'épargner, ils n'en seront plus avares pour les troupeaux. Bien loin d'attirer de riches propriétaires à la cour, et de les rendre étrangers à leurs terres et à leurs vasseaux il engage Henri à témoigner de l'indifférence aux gentilshommes qui viennent étaler à Paris un luxe stérile au lieu de rendre au sol qui les nourrit une partie des richesses qu'ils en tirent. Bien loin de multiplier le nombre des serviteurs oisifs du luxe, il donne à cet égard l'exemple de la plus grande simplicité, diminue le nombre de ceux qui vivent sans produire, les renvoie à la charrue, et les force à un travail utile. En général, le travail est à ses yeux le principe de la richesse publique, et surtout le régulateur des moeurs nationales. Dans ses vues éclairées et bienfaisantes, il voudroit amener en France un état de choses où avec un travail assidu chacun fût sûr de trou-

ver l'aisance, et où sans travail on ne trou-
vât pas même le nécessaire.

Ennemi du luxe par caractère encore plus que par principes, il auroit voulu le bannir de la France. Peut-être peut-on lui reprocher de n'avoir pas vu que les peuples ne produisent qu'à raison de leurs besoins et des plaisirs qu'ils goûtent ou qu'ils espèrent, et qu'en leur présentant de nouveaux objets de jouissance, on augmente leur activité, et par conséquent la richesse. Mais il avoit des mœurs sévères; il croyoit que les vertus publiques sont les garans de la puissance et du bonheur des nations, que la vertu n'existe pas sans la simplicité; et fidèle aux maximes des anciens, il plaçoit la moralité dans la modération et dans l'abstinence. Ce fut conformément à ces idées qu'il vit à regret Henri IV encourager la culture du mûrier et le planter même dans ses jardins, et qu'il s'opposa inutilement à la création des manufactures de soie, d'étoffes d'or et d'argent qu'on établit à Lyon. Il ne prévoyoit pas qu'elles seroient un jour une des sources principales de la richesse de la France. Peut-être aussi pensoit-il que le moment de cultiver cette

branche d'industrie n'étoit pas encore arrivé, et vouloit-il moins la proscrire que l'ajourner à d'autres temps.

On ne doit pas s'étonner qu'il ait encore confondu la richesse qui ne consiste que dans l'excédent annuel du travail sur la consommation, avec l'argent qui en est le signe ou plutôt le véhicule. Cette erreur, encore aujourd'hui trop commune, étoit plus pardonnable de son temps. Il défendit l'exportation de l'or et de l'argent, sans songer qu'une nation doit payer ses dettes, et que si elle achète plus qu'elle ne vend, il est tout simple qu'elle paie son solde en numéraire. Pour empêcher la sortie des espèces il diminua la valeur intrinsèque des monnoies, et sans atteindre son but il nuisit au commerce extérieur de la France. L'intérêt légal étoit très-considérable; il le baissa dans l'idée de favoriser les laboureurs par cette mesure. Mais le prêt à intérêts est un de ces objets qu'il faut abandonner à eux-mêmes; le législateur ne sauroit fixer la ligne de démarcation entre le prêt à intérêts, et l'usure que d'une manière arbitraire, au lieu que la force des choses tend toujours, à conserver ou à rétablir

l'équilibre entre les conditions du prêteur et les profits de celui qui emprunte.

Sully paya peut-être à cet égard tribut à son siècle, mais il se montra supérieur à lui, en débarrassant le commerce des entraves multipliées que des courtisans avides vouloient y mettre; un jour il renvoya à Henri vingt-cinq édits qui tendoient tous à gêner la circulation des marchandises en les chargeant de droits multipliés. Dans ses idées, l'impôt n'étoit que la mise que chaque individu met dans la société civile pour avoir part à ses bienfaits; elle doit être proportionnée aux avantages qu'il en retire, à sa fortune et à ses jouissances; surtout elle doit être prise sur ses profits; mais elle ne doit pas entraver son activité qui seule peut l'enrichir ni entreprendre sur son industrie qu'il place, en payant l'impôt, sous la sauvegarde du gouvernement.

Après dix années de travaux et d'opérations, toutes dictées par l'amour du bien public, et dont la plupart le furent par la sagesse, Sully recueillit le fruit de

ses peines; la France qui ne se reconnoissoit pas elle-même, fut étonnée de ses progrès. Les traces des guerres civiles étoient effacées; l'état étoit riche, et demandoit moins aux particuliers que dans le temps où il étoit pauvre et obéré. Les dettes étoient acquittées, les créanciers avoient consenti à des remboursemens partiels qui leur étoient avantageux et qui libéroient l'état. Les troupes augmentées et payées régulièrement maintenoient l'ordre public et n'étoient plus l'effroi des citoyens paisibles. Nommé grand-maitre de l'artillerie, Sully travailla dans cette partie avec son activité ordinaire, et bientôt il y eut cent pièces de canon dans l'arsenal, et une abondance prodigieuse de munitions de guerre. La marine ne fut pas négligée. Les François ne faisant pas encore le commerce des deux Indes, n'avoient pas encore dans leur marine marchande une pépinière nombreuse de bons matelots. Mais l'état de la France à cette époque n'exigeoit pas des forces navales considérables. Les ports sur l'Océan Atlantique n'existoient pas encore ou bien étoient peu fréquentés, on construisit dans ceux de la Méditerranée des galères desti-

nées à protéger le commerce. Des routes commodés et sûres et des canaux de navigation multiplient le travail en multipliant les débouchés, et augmentent la richesse nationale en facilitant la circulation des marchandises. Sully exécuta le canal de Briare; il fit réparer les grands chemins; des arbres plantés par ses ordres, et qui long-temps ont conservé son nom, embellirent les routes et offrirent un abri commode au voyageur fatigué. Toujours libéral quand il falloit l'être, il savoit même être magnifique dans les dépenses publiques; Paris vit s'élever au sein de ses murs des bâtimens solides et dessinés avec goût; le Pont-neuf, la rue Dauphine, une partie des quais qui bordent la Seine furent entrepris et exécutés par ordre de Sully, qui avoit joint à toutes ses autres places celle de grand-voyer et de surintendant des bâtimens. La galerie du Louvre fut commencée. Les bienfaits du roi allèrent chercher et récompenser le savant Casaubon. Inexorable pour les maîtresses et pour les courtisans, Sully ne refusoit rien aux plaisirs innocens du roi, et n'épargnoit rien de ce qui pouvoit relever la majesté du

trône. Au milieu de ses vastes projets il étendit et embellit Fontainebleau; le palais et les terrasses de St Germain s'élevèrent par ses ordres et sous ses yeux.

Ainsi les lumières de ce grand homme, sa volonté forte et persévérante, son activité infatigable et les intentions pures de son maître opérèrent en peu de temps des prodiges d'administration qui régénérèrent la France, et prouvèrent ce que peuvent un roi et un ministre éclairés, avec l'idée toute simple que le but suprême de l'état est le bonheur du peuple, et que le gouvernement n'est que le grand moyen de l'ordre et de la félicité publique. Les formes monarchiques le secondèrent puissamment. Il n'y en a point de plus favorables à une action prompte et rapide qui du centre s'étende à tous les points de la circonférence, elles n'empêchent pas toujours le mal, mais avec elles un prince et un ministre qui veulent et voient le bien, le font avec plus de facilité, les ressorts sont concentrés, l'action est une, la marche du gouvernement n'est pas compliquée par la multiplicité des rouages, ni embarrassée par les résistances.

On s'étonne d'autant plus de tout ce que Sully a pensé, exécuté, écrit en fait d'administration, que ses travaux dans le ministère n'ont été qu'une partie de sa tâche, et que son temps étoit partagé entre des occupations d'un genre bien différent. Comme il avoit toute la confiance de son maître, Henri le consultoit sur tous les objets, versoit dans son sein ses chagrins et ses inquiétudes, et le chargeoit de toutes les affaires épineuses. C'étoit lui qui empêchoit le roi de satisfaire l'avidité et l'ambition de ses maîtresses; la duchesse de Beaufort le trouvoit toujours sur son chemin, et il déjouoit toutes ses intrigues. Sans lui, l'adroite marquise de Verneuil auroit épousé Henri IV. Ce fut lui qui négocia le mariage du roi avec Marie de Médicis, fille de François de Médicis duc de Toscane; il crut voir dans cette union le bien du royaume, mais Henri n'y trouva pas le bonheur. Marie plus spirituelle que sensible, jalouse sans amour, dénuée de douceur et de gaieté, n'étoit pas faite pour fixer Henri au sein des relations domestiques où ce bon prince auroit aimé à vivre, et dont il étoit fait pour sentir le charme

et le prix. Elle éloignoit Henri par sa froideur et sa gravité, il cherchoit ailleurs des consolations, elle lui reprochoit ses torts avec aigreur, les querelles s'envenimoient et se multiplioient. Sully étoit sans cesse occupé à les rapprocher l'un de l'autre et à pacifier leurs différens; il recommandoit la sagesse au roi, la douceur à la reine; ses leçons étoient souvent mal reçues et plus mal suivies, mais sa tendresse pour Henri le soutenoit dans cette position difficile.

Egalement propre à servir l'état dans les camps et dans le cabinet, Sully fut chargé de la guerre contre Charles Emmanuel duc de Savoie. Ce prince ayant refusé de rendre à la France le marquisat de Saluces, Henri prit le parti de l'y contraindre, et de lui faire sentir sa puissance. Ce fut une guerre de sièges. Sully la conduisit avec autant d'activité que d'art. La prise de Carbonnière et de Montmélian qui passoient pour imprenables, fut son ouvrage. La paix avantageuse qui termina cette guerre, et qui procura la Bresse et le Bugey à la France, fut encore due à ses conseils et à son talent pour les négociations.

Le maréchal de Biron, qui avoit partagé les dangers et la gloire de Henri IV, et qu'il avoit récompensé en souverain généreux, conspira contre lui. Il avoit été utile à la bonne cause; mais en la défendant il n'avoit fait que son devoir, et Henri qui ne comptoit pas avec ses serviteurs, s'étoit acquitté envers lui en le comblant de distinctions et d'honneurs. Biron fut assez ingrat pour oublier les preuves qu'il avoit reçues de la reconnoissance de son maître. Cet homme superbe, d'un caractère inquiet et ardent, ivre de sa réputation, ne jugeant rien au-dessus de son mérite ni de ses espérances, avoit formé avec la Savoie et l'Espagne des relations intimes et secrètes, dont le but étoit de détrôner Henri, et de replonger le royaume dans les horreurs de la guerre civile. Philippe III et Charles Emanuel avoient flatté Biron de l'espérance de devenir un souverain indépendant, et de se former un état des débris de la France. La conjuration fut découverte par un des complices; Henri refusa long-temps d'y ajouter foi, il connoissoit trop la reconnoissance pour croire facilement à l'ingratitude. A la fin il fut forcé de se rendre à l'évi-

idées de finances, qu'il eut à trois-cents millions. Conditions les maximes époque dans à des termes moyens de on ne savoit régulièrement les caisses livres, et les nuellement choses qui les particulie perception, de la finance voit pour sa Les impôts ferme. Les fermiers par noient une en avoient tous les inter

ce projet unique de sa patrie et les talents, à se chargeoit de la politique en même temps de son activité et de ses succès. Le projet politique que les ennemis de l'Angleterre eurent de lui étoit de bonne heure. Les ennemis de l'Angleterre étoient dans le silence. Les ennemis de l'Angleterre étoient dans le silence. Les ennemis de l'Angleterre étoient dans le silence.

e faire un nouveau partage de l'Europe, et d'asseoir sur cette base une paix générale et durable, garantie par la fédération de tous les états de l'Europe. Sully avoit développé ce vaste projet à Elisabeth, et en le lui faisant connoître, il avoit eu l'art de le lui faire goûter. La reine d'Angleterre avoit assez d'élévation dans l'esprit pour être éblouie par des conceptions aussi brillantes: cependant la politique sage et mesurée d'Elisabeth l'auroit peut-être fait revenir de cette première impression; peut-être même que sa pénétration lui offrit d'abord ce qu'il y avoit d'avantageux pour l'Angleterre dans les plans de Henri IV, et qu'elle résolut de profiter de son ardeur généreuse sans la partager. Sully parut avoir complètement réussi dans sa négociation avec elle. A sa mort, il fut de nouveau envoyé en Angleterre pour gagner Jacques I et s'assurer de son concours. Ce prince étoit peu fait pour saisir et pour admirer un plan qui embrassoit toute l'Europe et regardoit un avenir éloigné. Sully eut pourtant le bonheur ou l'adresse de lui présenter ces idées sous des formes simples et des couleurs séduisantes, et Jacques lui

promit de s'intéresser à ce projet gigantesque. Ainsi cet homme unique se multiplioit pour le service de sa patrie; il paroissoit avoir tous les talens, il prenoit tous les rôles, il se chargeoit de tous les genres de travaux. La politique, la guerre, les finances étoient en même temps le théâtre de son activité et de ses succès.

Le projet politique que Sully avoit communiqué à l'Angleterre, étoit le projet favori et l'idée dominante de Henri IV. Il l'avoit conçu de bonne heure, long-temps il l'avoit médité dans le silence, il en avoit combiné toutes les parties; ce qu'il y avoit de praticable, de juste et de sage lui faisoit illusion sur le reste; la pureté de ses motifs, l'élévation du but, la nouveauté et la grandeur même de l'entreprise concouroient à lui en déguiser les difficultés insurmontables; il comptoit fléchir les résistances par la force de la raison, ou les briser par la puissance de ses armes; et dans son généreux enthousiasme, il s'exagéroit également l'une et l'autre.

La première partie de son plan reposoit sur des bases solides et conformes aux maximes d'une saine politique. Il vouloit

vouloit assurer la tranquillité de la France et de l'Europe, en affoiblissant la maison d'Autriche. Les deux branches de cette maison, celle d'Allemagne et celle d'Espagne, s'étoient rapprochées et formoient des projets contraires à la liberté politique et religieuse de tous les états. Leurs forces réunies étoient redoutables. Henri vouloit se servir de la puissance qu'il devoit aux progrès de la richesse nationale, pour humilier son ennemi naturel, venger ses anciennes injures, prévenir de nouvelles attaques, et donner une garantie solide à la sûreté générale de l'Europe. L'Angleterre, la Hollande, la république de Venise, les princes protestans d'Allemagne lui avoient promis de concourir au rétablissement de l'équilibre.

Dans les vues de Henri, l'abaissement de la maison d'Autriche ne devoit être que le premier acte de la pièce, et conduire à un grand dénouement. Vainqueur de l'Espagne, il vouloit faire, de concert avec ses alliés, un nouveau partage de l'Europe.

Les Turcs devoient être relégués en Asie. Le czar de Russie devoit avoir le même sort s'il refusoit d'entrer dans l'association.

Le nombre des puissances devoit être réduit à quinze, savoir six monarchies héréditaires, cinq monarchies électives, et quatre républiques souveraines.

Les six monarchies héréditaires étoient la France, qui ne prenoit pour elle-même que le duché de Limbourg, le Brabant, la juridiction de Malines, à charge d'en former huit pairies; l'Angleterre, qui ne devoit rien acquérir sur le continent; la Suède et le Danemarck; l'Espagne qu'on vouloit resserrer dans ses limites naturelles en Europe, en lui laissant ce qu'elle avoit découvert et conquis dans les autres parties du monde. La maison d'Autriche devoit perdre tout ce qui lui avoit appartenu en Allemagne, dans les Pays-bas et en Italie. Enfin on créoit une nouvelle monarchie héréditaire dans le nord de l'Italie, en faveur du duc de Savoie, sous le nom de royaume de Lombardie, et pour lui former une masse d'états qui méritât de porter ce nom, on ajoutoit à ses anciennes provinces le Milanès et le Montferrat.

Les monarchies électives devoient être la Bohême (en y joignant la Moravie, la Silésie et la Lusace), la Hongrie, la Pologne,

l'Empire d'Allemagne et l'Etat ecclésiastique, qu'on vouloit, décorer du titre de monarchie, et agrandir, en y incorporant Naples, la Pouille et la Calabre. On conservoit la république de Venise en lui accordant la Sicile; la république Helvétique en la déclarant souveraine; on associoit les Pays-bas catholiques à la république des sept Provinces-unies, et on lui donnoit le nom de république Belgique; enfin on appeloit république Italique la réunion de tous les petits états de l'Italie, de Gènes, de Florence, de Mantoue, de Modène, de Parme et de Lucques, qui devoient garder leur forme de gouvernement; de Bologne et de Ferrare qui devoient être érigées en villes libres, et qui devoient tous les vingt ans rendre hommage au pape.

L'Europe ainsi partagée, toutes les puissances devoient accorder une liberté et une protection entières aux trois religions principales, la catholique, la luthérienne et la réformée; mais en même temps, bien loin de favoriser la licence des esprits, elles devoient s'opposer à la naissance de sectes nouvelles.

La guerre nécessaire pour amener ce

bouleversement général, devoit être la dernière de toutes. Ce nouvel ordre de choses une fois établi, pour le rendre permanent et invariable, on vouloit substituer dans la grande association des états de l'Europe le droit à la force, et organiser un tribunal suprême qui décidât en dernier ressort de toutes les collisions d'intérêts, et dont toutes les puissances s'engageroient à faire exécuter les arrêts.

Cette espèce de conseil général de l'Europe devoit être composé de députés de tous les états. Les ministres, au nombre de soixante-six, devoient conserver leur places pendant trois ans. Les formes et la manière de procéder de ce sénat de représentans des souverains devoient être déterminées par des lois organiques qui seroient son propre ouvrage. Il devoit prononcer lui-même dans toutes les affaires d'une importance majeure, et celles d'une moindre importance devoient être soumises à la décision de six corps subalternes qui seroient placés sur différens points de la surface de l'Europe.

Tels étoient les principaux traits du vaste plan de Henri IV. Quelque extraor-

linaire qu'il nous paroisse, ce qu'il a de singulier ne nous donne pas le droit de révoquer en doute son authenticité. Sully, l'ami et le confident de son maître, qui avoit médité ce projet avec lui, et qui s'étoit chargé de le faire adopter par les puissances amies de la France, entre sur cet objet dans des détails qui ne nous permettent pas de nier sa réalité,

Mais pour avoir été formé sérieusement, ce plan n'en est pas moins chimérique; pour avoir été ressuscité et rajeuni par plusieurs écrivains politiques, il n'en pêche pas moins par le but et par les moyens d'exécution. Les noms de Henri et de Sully ne sauroient ici nous imposer. Ils sont assez grands pour qu'on doive convenir de leurs foiblesses, et celle-ci étoit la foiblesse d'une belle âme. Rien de plus vague ni de plus arbitraire que cette nouvelle division de l'Europe qu'on vouloit substituer à l'ancienne. Le nombre des états qu'on laissoit subsister, le nombre de ceux qu'on se proposoit de créer ou d'agrandir, la nature du gouvernement qu'on leur assignoit, tout paroît avoir été fait et réglé au hasard, sans qu'on puisse soupçonner même les

principes qui ont dirigé cet arrangement. Si ces états avoient été à-peu-près égaux en forces, et capables de se contre-balancer dans leur action, la fédération universelle auroit été inutile, le repos seroit né de l'équilibre, et l'équilibre de l'action réciproque des masses les unes sur les autres. Si ces états étoient inégaux par leur étendue et leurs moyens; si par la différence même de leur régime, les uns étoient forts et les autres foibles, il étoit facile de prévoir que les premiers ne se soumettroient pas aux arrêts du tribunal suprême, et que les seconds seroient victimes d'un despotisme d'un nouveau genre. Or dans le partage projeté, la plus grande inégalité régnoit entre les différentes parties de cet assemblage confus de monarchies et de républiques.

Enlever à la maison d'Autriche toutes ses possessions, ne lui laisser que l'Espagne et ses colonies, c'étoit trop l'affoiblir et donner aux autres états de justes craintes contre la prépondérance de la France, qui au nom de la liberté générale auroit exercé en Europe une véritable dictature. L'idée de former entre la France et l'Allemagne

une seule république des dix-sept provinces des Pays-bas, et dans le nord de l'Italie une puissance capable d'en défendre et d'en fermer les passages aux étrangers, étoit une idée lumineuse, et offroit le seul moyen de contenir dans de sages limites l'ambition de la maison d'Autriche et de la famille des Bourbons. On doit regretter pour le bonheur de l'Europe, que cette partie du plan de Henri IV n'ait pas été réalisée.

Etablir une nouvelle balance des forces, en partageant l'Europe comme on partage un terrain inhabité entre des colons qui y abordent, c'étoit y naturaliser la guerre pour la faire cesser, et entreprendre un ouvrage long et difficile qui devoit rencontrer des résistances invincibles.

En supposant même que ce partage eût réussi, qu'en fût-il résulté? Organiser en Europe une grande république de puissances, faire cesser pour les nations l'état de nature où chacune d'elles est seule juge et seule garante de ses droits, substituer à cette anarchie où la force seule décide de tout, un ordre légal, c'étoit tenter l'impossible; il auroit fallu pour cet effet rendre tous les

gouvernemens impassibles ou impuissans; on ne pouvoit pas espérer l'un, on ne devoit pas même espérer l'autre. La tranquillité de l'Europe et la sûreté des états ne peut résulter que d'un système de contre-forces, où chaque puissance seroit assez forte pour résister à des attaques injustes, et où aucune ne le seroit assez pour briser facilement la résistance des autres *).

On peut présumer que l'expérience ou de plus mûres réflexions auroient ramené Henri IV à ces principes, et qu'il auroit abandonné un projet plus extraordinaire que grand, qui étoit en contradiction avec la nature humaine. Il se seroit contenté d'abaisser la maison d'Autriche sans prétendre l'anéantir, il auroit enrichi d'autres états de ses dépouilles, et l'Europe n'auroit pas été dans le cas d'échanger un danger contre un autre.

Tout étoit préparé pour cette grande entreprise. La France avoit conclu des alliances étroites avec les ennemis naturels de l'Autriche; les magasins étoient remplis.

*) Voyez sur cette matière le Discours préliminaire du premier volume.

les munitions de guerre et de bouche; cent-mille hommes étoient prêts à combattre; le roi lui-même vouloit commander l'armée qui devoit attaquer les Pays-bas; celle qui étoit dirigée contre l'Italie devoit marcher sous les ordres de Lesdiguières. Quarante millions de livres, fruits de l'ordre et de l'économie de Sully, auroient couvert les dépenses de la guerre jusqu'au moment où la victoire permettant aux François de tirer leurs ressources de leurs conquêtes, ils auroient combattu leurs ennemis avec leurs propres armes.

La succession litigieuse des états du duc de Clèves devoit servir de prétexte aux mouvemens de l'armée françoise, et devenir le premier chaînon d'une longue suite d'événemens. Guillaume IV dernier duc de Clèves, étoit mort sans héritiers mâles; ses soeurs, et à leur défaut leurs descendans, devoient lui succéder suivant les lois féodales du pays. L'électeur de Brandebourg Jean Sigismond, gendre de la soeur aînée de Guillaume, Philippe Louis palatin de Neubourg, qui avoit épousé sa soeur cadette, étoient les deux principaux compétiteurs qui se disputoient cette riche suc-

cession. Les droits de Jean Sigismond étoient incontestables. La maison d'Autriche avoit tenté de s'emparer des états de Guillaume sous prétexte que la ligne masculine étoit éteinte; ayant échoué dans cette usurpation, elle se déclara conjointement avec l'Espagne pour le palatin de Neubourg, Wolfgang Guillaume fils de Philippe Louis, qui lui avoit succédé et qui avoit embrassé la religion catholique. La république des Etats-unis et les princes protestans d'Allemagne épousoient les intérêts de Sigismond. Il leur importoit beaucoup que les états de Clèves situés entre la Hollande et l'Allemagne, ne tombassent pas au pouvoir d'un prince catholique. Sigismond étoit protestant, et il avoit passé peut-être par politique du culte luthérien au culte réformé. Cette succession litigieuse partageoit toute l'Europe. La France se préparoit à servir la cause de Sigismond. La séquestration de tous les états de Clèves devoit être la première opération de la guerre. Une agitation sourde régnoit dans tous les pays; l'inquiétude tourmentoit toutes les cours, les peuples suspendus entre l'espérance et la crainte, ne

oyoient que l'avenir. Tout annonçoit un grand mouvement, mais on ne connoissoit ni sa mesure ni sa direction ni ses effets, et l'Europe trembloit.

Henri sur le point de partir pour l'armée, résolut avant son départ de faire couronner solennellement la reine son épouse, afin qu'elle pût au besoin être chargée de la régence du royaume. Paris n'étoit occupé que de cette fête brillante. Henri voulut en contempler les préparatifs. Au milieu de son peuple qu'il aimoit et dont il étoit aimé, il se promenoit en voiture, sans défiance et sans crainte, la sérénité sur le front, la bienveillance dans l'âme. La voiture est forcée de s'arrêter au passage de la rue de la Féronnerie; un fanatique obscur nommé Ravailac, saisit ce moment pour plonger au roi un poignard dans le sein. Il meurt, et avec lui meurent ses vastes projets. La France perd le gage de son bonheur; un seul instant change les destinées de l'Europe; tout ce que le règne de Henri a réalisé, tout ce qu'il promettoit encore, ne paroît plus qu'un rêve brillant.

Peu de catastrophes ont été plus saisiss-

24 mai
1610.

santes; peu d'événemens ont été plus malheureux et plus décisifs. Selon toutes les apparences, Henri auroit été vainqueur dans la guerre contre l'Autriche. L'incapacité de Rodolphe II, la foiblesse de Philippe III, les immenses préparatifs de Henri, son armée, son trésor, ses alliances, les ressources de son génie, l'amour que son peuple lui portoit, tout lui présageoit des triomphes. La victoire lui donnoit le droit et les moyens d'établir sur des bases plus solides et plus équitables les rapports des catholiques et des protestans, et d'assurer l'indépendance de la Hollande. Une guerre courte, rapide, active eût prévenu la plus longue et la plus désastreuse de toutes; celle de trente ans n'eût probablement pas existé. Les causes qui la firent naître et qui l'alimentèrent, eussent été étouffées dans leur principe. A l'époque où elle commença, l'Europe auroit été en possession des avantages qu'elle acquit par la paix de Westphalie, peut-être même dans une position politique plus sûre et mieux calculée. En assassinant Henri IV, Ravailiac porta un coup mortel à l'humanité, et retarda ses progrès d'un demi-siècle. Depuis sa mort

usqu'à l'année où la guerre commença, 1618.
Europe jouit du calme; mais c'étoit un
alme perfide, avant-coureur des plus ter-
ribles calamités.

CHAPITRE XXVI.

Des états de l'Europe jusqu'au commencement de la guerre de trente ans. La France. L'Espagne. L'Italie. La république des États-unis. L'Angleterre.

La mort de Henri IV avoit plongé toute la France dans le deuil, la cour exceptée. Le peuple craignoit le retour de l'anarchie, les grands l'espéroient et se flattoient de voir renaître le temps des intrigues, des cabales et des factions. Le génie, la vertu, le patriotisme avoient quitté la cour dans la personne de Sully. Ne pouvant plus faire le bien de son pays, et ne voulant pas sanctionner le mal par sa présence, ce grand citoyen s'étoit retiré dans son château de Sully. Après avoir payé sa dette à l'état, il n'avoit pas voulu assister à la destruction de son ouvrage, et il avoit cru qu'il se devoit à lui-même de quitter une place où il ne pouvoit plus être utile. Sa retraite étoit une protestation solennelle contre les nouvelles maximes d'administration, et une forte leçon pour la cour. Elle n'avoit pas su la comprendre, ou elle n'avoit pas eu la sagesse d'en profiter. Marie de

dicis déclarée régente, fonda la durée
 son pouvoir sur l'ignorance et la foiblesse de son fils le jeune roi Louis XIII. Elle prolongeait avec art son enfance, en remplissant sa vie de plaisirs puérils et frivoles au lieu de l'occuper de choses utiles. Avec un esprit médiocre, elle avait une inquiétude de caractère qui lui faisait entreprendre des choses qu'elle n'avait pas le talent d'exécuter. Elle voulait gouverner les autres, et elle avait elle-même besoin de l'être. Impétueuse et violente, elle ne savait pas employer les armes de l'adresse et de l'artifice. Timide et irrésolue, elle ne savait pas emporter par des mesures vigoureuses ce qu'elle n'avait pas pu obtenir par la ruse. Extrême dans ses attachemens et dans ses haines, amie crédule et facile, ennemie implacable, elle inspirait trop de sécurité à ses favoris, trop de crainte et de défiance à ceux qui avaient encouru sa disgrâce. Avec moins de talens et d'énergie que Catherine de Médicis, elle étoit moins dépravée que cette reine, et ne portoit dans le mal ni ses combinaisons savantes ni son audace.

Marie de Médicis avait donné toute sa

confiance à des favoris indignes de l'obtenir. C'étoient deux Florentins qui l'avoient suivie en France, Concini et sa femme Eléonore Galigai. Concini fils d'un secrétaire du duc de Florence, sans fortune et sans relief personnel, avoit été fait gentilhomme de la chambre et maréchal d'Ancre, et s'étoit élevé rapidement, à force de complaisances et de bassesses, au plus haut degré de pouvoir. Il étoit généralement haï. Sa qualité d'étranger blessoit la vanité nationale. Il irritoit les grands par ses hauteurs, le peuple par son avidité vexatoire, les vrais citoyens par son ineptie. Cependant il valoit mieux que sa femme; souvent il répugnoit aux prétentions et aux démarches ambitieuses qu'elle lui suggéroit, et il regrettoit son obscurité; mais sa femme l'avoit asservi à ses volontés, et faisoit de lui l'instrument de ses passions. Soeur de lait de la reine, Eléonore Galigai exerçoit sur son esprit un ascendant sans bornes. Marie la consultoit dans toutes les affaires, et suivoit aveuglément ses conseils. Altière, impérieuse, vindicative, intrigante, cette femme se plaisant à semer la division entre le roi et la reine, avoit causé de
cruels

ruels chagrins à Henri IV, et depuis sa mort elle faisoit le malheur de la France. Bien supérieure à son mari en esprit et en talens, elle avoit même une certaine élévation de courage qui ne la rendoit que plus dangereuse; elle pouvoit tout, et elle osoit tout; sa hardiesse égaloit son pouvoir.

Les grands du royaume ne pouvoient voir avec indifférence la toute-puissance de ces deux étrangers. Comme ils n'avoient encore perdu ni les moyens ni le goût de la révolte, ils avoient pris les armes pour obliger la reine à choisir des ministres plus dignes d'elle. Henri II prince de Condé, qui auroit voulu gouverner l'état, s'étoit mis à la tête des mécontents. Marie de Médicis les avoit combattus par un grand déploiement de forces et par des négociations habilement conduites. Le traité de Ste Menehould qui assuroit des avantages aux principaux chefs des ennemis de la cour, avoit paru apaiser les troubles. 1614.

La majorité du roi et l'assemblée des Etats-généraux du royaume n'avoient apporté aucun changement à l'état des choses. Le roi majeur de nom, étoit resté de fait sous la tutèle de sa mère, et sa mère étoit

gouvernée despotiquement par ses favoris. Les Etats-généraux ne firent rien pour le bonheur du royaume, leur langage fut foible, leur marche incertaine, et leurs doléances demeurèrent sans effet. Depuis cette époque on ne les convoqua plus. Rarement ils avoient fait le bien, souvent ils avoient fait, ou laissé faire le mal. La France ne les regretta pas, et ils tombèrent en désuétude sans qu'elle parût s'en apercevoir.

Bientôt après, la faveur toujours croissante des Concini avoit fait renaitre les troubles. Le prince de Condé, jaloux de leur crédit, avoit repris les armes, et on l'avoit encore calmé par le traité de Loudun. Mais Concini ayant eu l'audace de le faire arrêter et d'éloigner les anciens ministres, avoit lui-même amené sa ruine. Ce fut un jeune homme dont personne ne se défioit qui le perdit. Luynes, attaché de bonne heure à Louis XIII en qualité de page de la chambre, avoit gagné sa confiance par de petits talens agréables. C'étoit dans son sein que le roi versoit les chagrins secrets que lui donnoient sa propre nullité et l'insolence des favoris de sa mère. Les succès de Luynes avoient dé-

veloppé son ambition. Résolu de s'élever sur la ruine du maréchal d'Ancre, il inspira au roi un parti vigoureux. L'ordre fut donné à Vitri capitaine des gardes, d'arrêter le maréchal. Il obéit, et dans le moment même où il demandoit à Concini son épée, ce malheureux fut tué par les gardes sous prétexte de résistance. Le peuple assouvit sa haine sur son cadavre. On fit le procès à sa femme; ce procès la conduisit à l'échafaud. On lui prêta des crimes pour la perdre; elle étoit coupable, sans être criminelle aux yeux de la loi. Cet arrêt couvrit ses juges de honte. Elle avoit subi l'interrogatoire avec noblesse, elle mourut avec fermeté. 1617.

Marie de Médicis, étonnée de l'audace des conseillers de son fils, effrayée du sort tragique de ses favoris, et traitée encore avec une déférence apparente, avoit dévoré ses ressentimens et sa fureur. Luynes étoit tout-puissant. Louis n'avoit fait que changer de maître; mais Luynes lui laissoit du moins les dehors de la liberté, et n'étoit pas tout-à-fait indigne de sa fortune. Il ne manquoit pas d'esprit, mais il manquoit de lumières, de connoissances, d'activité, et

ses talens n'étoient pas à l'unisson de sa place. Cependant il avoit pour lui des formes agréables et nobles, il aimoit sincèrement le roi, et il préféroit l'honneur à l'argent.

Louis XIII se croyoit libre, et paroissoit l'être parce que Luynes étoit l'homme de son choix. Ce prince qui fut malheureux toute sa vie faute de volonté, n'avoit aucune des qualités brillantes et aimables de son père; mais il n'étoit pas sans moyens, et il avoit des vertus. La nature lui avoit refusé l'imagination active et féconde du grand Henri, mais elle lui avoit donné un esprit judicieux, qui saisissoit avec facilité, et jugeoit sainement les idées des autres. Sa valeur ne jetoit pas un éclat éblouissant, mais aussi souvent qu'on lui permit de paroître à la tête de ses troupes, il prouva qu'il ne craignoit pas le danger et qu'il savoit lui opposer un courage froid et réfléchi. Son humeur sévère et triste contrastoit avec le caractère enjoué de son père, mais elle étoit l'effet naturel d'un tempérament foible et des soupçons dont on avoit environné sa jeunesse. On évita de lui inspirer de la gaieté, parce qu'elle

est le signe et quelquefois le principe d'une stérile confiance en ses propres forces, et ceux qui dirigèrent son éducation vouloient qu'il se défiât de lui-même, afin qu'il se reposât sur eux de toutes les affaires. Ce défaut fut l'unique cause de ses torts, de ses fautes et de son malheur. Il voyoit bien, et il renonçoit à ses propres lumières pour suivre celles des autres; il vouloit agir, et il se condamnoit lui-même à l'inaction. Impatient du joug et ne pouvant s'en passer, s'indignant en secret de sa faiblesse sans avoir le courage de rompre ses fers: tel fut Louis XIII pendant toute sa vie; tel il étoit déjà à cette époque.

Les dilapidations de Marie Médicis avoient appauvri l'état, les intrigues de la cour avoient distrait l'attention du gouvernement des objets utiles; cependant la France n'avoit pas perdu ses forces, elle travailloit et s'enrichissoit en silence. Les grands n'avoient pas encore appris à respecter les lois qui leur déplaisoient, et à plier sous l'autorité du souverain lors même qu'il paroissoit en abuser. Les réformés à qui les grands privilèges que l'édit de Nantes leur assuroit, pouvoient faci-

lement servir d'armes offensives, formoient dans le royaume une espèce d'état à part, et leurs chefs étoient souvent intéressés à leur persuader qu'il falloit attaquer pour se défendre. L'esprit factieux des grands et l'indépendance des réformés nourrissoient les espérances des étrangers qui travailloient à combattre la France par la France elle-même. Marie de Médicis avoit abandonné le système politique du grand Henri, qui voyoit avec raison dans l'Autriche l'ennemie naturelle de la France. Un double mariage avoit rapproché la maison d'Autriche de la maison de Bourbon. Louis XIII avoit épousé Anne d'Autriche, la fille de Philippe III roi d'Espagne, et le prince des Asturies s'étoit uni à une princesse du sang de France. A voir l'harmonie apparente des deux cours, on auroit dit que toutes les craintes et les défiances étoient inutiles; et cependant les rapports des deux puissances n'avoient pas changé, et leurs intérêts étoient toujours opposés. C'étoit à Richelieu qu'il étoit réservé de ramener la France aux vrais principes. Armand du Plessis, alors évêque de Luçon, avoit commencé sa fortune sous Concini, et la con-

inuoit sous Luynes. Il travailloit sourdement à satisfaire sa vaste ambition, qui n'étoit que le besoin naturel d'un génie plus vaste encore. Mettant à parvenir aux timon des affaires autant d'adresse qu'il mit dans la suite d'audace à s'y maintenir, il se montroit aussi souple qu'il parut dans la suite inflexible et inébranlable.

L'Espagne n'avoit pas profité comme elle l'auroit dû, des grands changemens que la mort de Henri avoit amenés en France. Le danger qui la menaçoit l'avoit fait frémir, mais elle n'avoit pris aucune mesure pour l'empêcher de renaître. Les talens, l'activité, l'énergie qui avoient caractérisé le règne de Charles-quin et celui de son fils, paroissent avoir abandonné pour toujours cette branche de la maison d'Autriche. Elle ne présente plus de princes qui gouvernent par eux-mêmes, et sans gagner du côté de la sagesse et de la modération, elle ne présente plus de traces de cette vigueur qui pendant un demi-siècle avoit étonné et effrayé l'Europe. Malgré l'épuisement des finances, la désorganisation de l'état, le défaut de génie et de caractère dans le souverain, les vastes projets et les

hautes prétentions du cabinet espagnol subsistoient toujours. Ces idées ambitieuses et ces plans de monarchie universelle, plus que jamais chimériques, se perpétuoient par tradition. C'étoient autant de maximes fondamentales qu'une espèce de respect superstitieux empêchoit d'abandonner. L'Espagne étoit ruinée; mais elle avoit conservé le ton, et les habitudes d'une grande fortune, elle se berçoit d'espérances qui appartenoient à sa grandeur passée. Faute de choisir un régime approprié à sa foiblesse, cet état s'affoiblissoit de plus en plus, et prenant l'effort pour la force, s'aveugloit sur les progrès de sa décadence.

1598
jusqu'à
1621.

Philippe III qui occupoit le trône d'Espagne, ne ressembloit à son père que par une dévotion minutieuse, et par ce fanatisme persécuteur qui pour conquérir le ciel convertit la terre en désert. Ce prince ne voyoit la grandeur que dans l'étiquette, et confondoit la représentation avec la dignité. Indolent et taciturne, il faisoit consister la sagesse dans la gravité, et la politique dans le silence. Retiré dans le fond de son palais, inaccessible à tout le monde, il ne régnoit que par des apparitions, et ne

se montrait presque en public que pour honorer de sa présence les autos-da-fé. Dès son avènement au trône, il avoit abandonné le royaume à François Gomez de Sandoval, marquis de Denia et duc de Lerme.

Ce ministre avoit l'esprit d'un homme du monde, l'avidité d'un financier, la mollesse d'un épicurien, et il rivalisoit d'inaction avec son maître. Philippe lui abandonnoit toutes les affaires, et lui se remettoit de tout sur Rodrigue de Calderone son favori. Calderone étoit fils d'un pauvre soldat de Valladolid; de laquais du duc de Lerme, il étoit devenu comte d'Oliva et marquis de Siete Iglesias; il exerçoit un empire absolu sur l'esprit du duc, et gouvernoit despotiquement les Espagnols. On ne s'élève jamais d'une condition aussi obscure à une si haute fortune, sans avoir une certaine mesure de talens; Calderone en avoit, mais il devoit sa fortune aux défauts du duc, et peut-être à ses propres vices, beaucoup plus qu'à son esprit et à son activité. Bas et rampant envers son maître, il étoit fier avec les grands, insolent avec ses égaux, tyrannique envers ses

inférieurs. Le duc de Lerme regardoit l'état comme une ferme dont le produit devoit alimenter son luxe, et qu'il avoit chargé Calderone d'exploiter en lui abandonnant des profits immenses. Calderone s'acquittoit dignement de cette fonction. Il mettoit tout son art à enlever aux particuliers, à titre d'impôts ou d'amendes, ce qui leur appartenoit, et à vendre au plus offrant ce qui appartenoit à l'état. Ces deux hommes régnoient en Espagne sans contrôle. Le conseil d'état que Philippe II consultoit toujours sans suivre toujours ses conseils, avoit été aboli par de Lerme, qui ne vouloit être ni arrêté ni éclairé ni observé de près dans ses opérations politiques. Le clergé et la noblesse faisoient quelquefois entendre aux États-généraux de la nation des vérités hardies et fortes; bientôt

1602. on ne les convoqua plus, et l'on se contenta de demander l'avis du troisième ordre, plus docile et plus souple parce qu'il étoit moins riche et moins éclairé. Les riches cargaisons des galions d'Amérique ne suffisoient pas aux dilapidations des ministres; l'impôt territorial fut haussé au point de frapper la terre de stérilité. L'Es-

agne souffroit de la décadence de l'agriculture et de la population, et semblable à un malade exténué qui croiroit regagner les forces en se faisant ouvrir les veines, Philippe ne prenant conseil que de sa superstition, et n'écoutant que les perfides conseils des archevêques de Tolède et de Valence, avoit banni de ses états six-cent mille Morisques. Malgré l'oppression sous laquelle ils gémissaient, les Morisques actifs et intelligens cultivoient et embellissoient le pays. Ce fut une perte irréparable pour le royaume. Au dehors, l'Espagne avoit perdu de sa considération et de sa puissance. Elle avoit même été forcée de conclure une trêve de douze ans avec la république des Etats-unis, et de reconnoître leur indépendance. Mais les gouverneurs et les envoyés qui la représentoient dans les provinces de la monarchie et dans les pays étrangers, étoient encore animés de l'esprit dominateur et inquiet de Philippe II. Ne pouvant plus parvenir à la domination universelle par le déploiement d'une grande puissance, ils étoient réduits à devenir des conspirateurs, et substituoient aux attaques ouvertes et aux négociations franches, des

1609
 jusqu'à
 1610.

trames secrètes et des complots homicides.

L'Italie venoit d'être le théâtre d'une de ces conspirations ourdies avec art, profondément combinées, et long-temps couvertes d'un voile impénétrable; elle étoit encore étonnée de l'audace du projet, et partagée entre la surprise et l'effroi. L'Europe entière avoit été indignée de cet attentat; l'Espagne en avoit récompensé les auteurs. Trois hommes que rapprochoient le talent, le goût et même le besoin des entreprises hasardeuses, avides de la gloire qui suit trop souvent de succès de ce genre, et jaloux des récompenses que le cabinet espagnol accordoit aux crimes qui lui étoient utiles, avoient uni leur génie, leurs ressources et leur activité pour détruire Venise, la plus ancienne et la plus illustre des républiques de l'Italie. Tous trois étoient revêtus d'un caractère public. Le marquis de Tolède étoit gouverneur de Milan, le duc d'Ossune vice-roi de Naples, le marquis de Bedmar ambassadeur d'Espagne à Venise. Leur plan étoit de mettre le feu à l'arsenal de Venise et de profiter du désordre et de la confusion que cette

atastrophe devoit amener, pour s'emparer de la ville et pour bouleverser l'état. Tode devoit faire avancer des troupes du côté du Milanès; d'Ossune avoit promis l'envoyer une flotte dans la mer Adriatique sous prétexte de punir les brigands qui l'infestoient; Bedmar avoit employé les intrigues, l'argent, les promesses, pour se former un parti dans Venise même, et pour gagner les ouvriers de l'arsenal. Il comptoit sur les bernabottes, la petite noblesse de Venise toujours jalouse des patriciens riches et distingués; sur la noblesse de la terre-ferme, qui, exclue du gouvernement, étoit étrangère à l'esprit public, et devoit desirer une révolution qui mettroit leurs maîtres à son niveau; sur cette populace nombreuse qui sans fortune et sans principes, n'attend dans toutes les grandes villes qu'un acheteur pour se vendre au crime. Les craintes et les espérances que Bedmar savoit répandre habilement, l'étonnement et l'effroi que la première explosion devoit faire naître, présageoient aux conspirateurs un succès complet. L'hôtel de l'ambassadeur étoit le foyer des complots, l'arsenal le théâtre secret de leurs mouvemens, tout

étoit concerté, prévu, préparé; les rôles étoient distribués, les moyens, le jour, l'heure même étoient choisis. La vigilance du conseil des dix étoit en défaut; Venise péroissoit. Peu d'heures avant la catastrophe, le remords parla dans l'âme d'un des conjurés, il révéla tous les détails du complot; le gouvernement expia sa sécurité par des
 1618. mesures aussi sages que promptes et vigouzeuses. La république fut sauvée.

Cette conjuration avoit donné à l'Italie la mesure de l'audace et de l'ambition de l'Espagne; mais au lieu de provoquer de justes vengeance, ce terrible exemple n'avoit fait que glacer de terreur tous les esprits. Venise elle-même s'étoit vue dans la cruelle nécessité de dissimuler son ressentiment, et le silence qu'elle garda fut si profond, qu'il répandit même quelques doutes sur la certitude de l'événement.

L'Italie jouissoit de la paix, mais c'étoit la paix de la servitude. Maîtresse du Milanès et de Naples, l'Espagne contenoit dans la soumission le nord et le midi. Dans les états où elle ne dominoit pas par la force, elle régnait par son crédit et par une influence toujours active. Les patriotes éclairés de

Italie desiroient que la France y acquit
 la considération et de l'ascendant pour
 contre-balancer le pouvoir de l'Espagne,
 mais ce moment n'étoit pas encore venu.

Paul V qui occupoit la chaire de St
 Pierre, haïssoit l'Espagne comme souve-
 rain : mais sa haine étoit impuissante, et
 en qualité de pape il ménageoit cette
 puissance redoutable. Son intérêt lui di-
 oit de ne pas se brouiller avec elle.
 Ce pays dévoué à la religion catholique,
 étoit une mine de richesses pour le St
 Siège. La Toscane s'enrichissoit par le
 commerce. Côme II qui gouvernoit ce
 petit état, se livroit, à l'exemple des au-
 teurs de la fortune de sa maison, à des
 spéculations mercantiles, et sous des noms
 empruntés faisoit de grandes affaires. C'é-
 toit sous le sien qu'il protégeoit les lettres,
 et même la philosophie. Pour assurer son
 existence politique, il tâchoit de suppléer
 par l'adresse à la force qui lui manquoit.

Les Gonzagues qui régnoient à Mantoue,
 ainsi que les ducs de Parme et de Modène,
 n'étoient que des souverains titulaires. Les
 vice-rois d'Espagne leur dictoient des or-
 dres et dirigeoient toutes leurs démarches.

Charles Emanuel, duc de Savoie, avoit perdu par le traité de Lyon la Bresse et le Bugey; il avoit été dédommagé de cette perte par l'acquisition du marquisat de Saluces. La Savoie travailloit sourdement à s'agrandir aux dépens de Gènes. Elle y excitoit et fomentoit des troubles dont elle espéroit de profiter. Gènes jadis puissante, étoit réduite à prévenir ou à repousser les attaques d'un ennemi qu'elle avoit longtemps méprisé.

Pendant que les états de l'Italie marchoient à leur décadence, la république des Etats-unis qui s'étoit déjà fortifiée au milieu des orages, achevoit de se consolider au sein de la paix. Elle avoit forcé l'Espagne de signer son acte d'affranchissement. En vain Philippe II avoit espéré de recouvrer les Provinces-unies pour sa maison, en faisant épouser à l'archiduc Albert l'infante Isabelle et en lui cédant les Pays-bas. Elles étoient trop éclairées pour s'aveugler sur leurs vrais intérêts, elles étoient trop puissantes pour craindre l'issue de la guerre. Les talens d'Ambroise Spinola qui combattoit avec zèle pour l'archiduc, avoient trouvé dans ceux
de

e Maurice, héritier du pouvoir, du nom
t de la gloire de Guillaume, des rivaux
ignes d'eux, et plus d'une fois la for-
me de la république avoit triomphé du
énie et des efforts de l'habile Génois.
L'Espagne avoit senti le besoin de la paix,
ependant elle n'avoit voulu conclure qu'une
trêve; mais la trêve qu'elle avoit signée,
étoit une véritable paix. Le président Jean-
nin qui négocioit au nom de la France, 1609
avoit eu une grande influence sur ce traité.
L'orgueil espagnol avoit vu dans le terme
de trêve un déguisement heureux de son
impuissance, et la république comptoit
d'en profiter pour augmenter ses forces.
Elle se réservoit d'achever l'humiliation de
son ennemi, quand elle auroit pris plus de
consistance, et que les événemens auroient
amené des circonstances favorables qu'il
n'étoit pas difficile de prévoir. Mais tran-
quille et déjà respectée au dehors, la répu-
blique étoit agitée par des troubles inté-
rieurs. Les deux partis qui ont toujours
existé dans toutes les républiques, s'étoient
formés de bonne heure dans les États-unis.
Tous deux vouloient le bonheur de la pa-
trie, tous deux comptoient d'excellens ci-

toyens; mais tous deux pouvoient fournir un masque et des armes à l'ambition. L'un craignoit que l'autorité du gouvernement ne dégénérait en despotisme, l'autre que la liberté du peuple ne prit les caractères de la licence et de l'anarchie; le premier vouloit que le pouvoir fût partagé et amovible et que la part des Etats fût beaucoup plus grande que celle du stadthouder; le second persuadé qu'il falloit concentrer et fixer les ressorts du gouvernement dans un petit nombre de mains, inclinoit toujours à augmenter la prérogative du prince. Maurice étoit naturellement le chef et l'âme du parti qui voyoit le bonheur public dans le maintien et l'accroissement de son autorité. Olden Barneweldt, avocat de la province d'Hollande, étoit regardé comme le chef de l'autre. Ce vertueux citoyen étoit républicain par ses moeurs et son caractère encore plus que par ses principes. Il ne séparoit jamais la cause de la liberté dans son coeur ni dans sa tête, de celle de l'ordre et de la justice; mais il se défioit de l'ambition et des grands talens de Maurice, il craignoit les excès auxquels la reconnaissance pouvoit entraîner les Bataves. A

un esprit lumineux, sage, profond, il joignoit une grande expérience des affaires, un zèle infatigable pour son pays et une simplicité vraiment antique. Il avoit blanchi dans les travaux utiles à l'état, sa vigilance inquiète avoit veillé sur la république naissante, il avoit conjuré les dangers extérieurs par sa fermeté dans les momens critiques et par l'art des négociations. C'étoit principalement à lui que les Hollandois devoient les avantages de la trêve, et tout nouvellement il avoit engagé le roi d'Angleterre à leur rendre la Brillc, Vlissingue et Ramekens. Trente-trois années de services lui avoient acquis un crédit mérité. Dans le temps de l'administration de Leicester il avoit sauvé la république de son ambition, et il observoit d'un oeil éclairé celle de Maurice. Les deux partis, surveillans naturels l'un de l'autre, auroient entretenu dans l'état un esprit d'opposition salulaire, et restant tranquilles, auroient servi la chose publique par leur défiance réciproque, sans les querelles théologiques qui s'élevèrent dans les Provinces-unies. L'église protestante, par la liberté qui la caractérise, favorisa la variété des opinions.

Cette variété qui entretient le mouvement des esprits, seroit un bien pour l'espèce humaine, si les passions ne se hâtoient pas toujours de faire alliance avec les opinions utiles à leurs vues, et si la politique ne corrompoit par un alliage impur les idées les moins dangereuses. La Hollande en offrit un triste exemple. Deux sectes opposées 1609. étoient nées à l'université de Leyde. Jacques Arminius avoit mitigé les principes sévères et durs de Calvin sur la prédestination et la grâce; il croyoit que l'usage que l'homme fait de sa liberté étoit la condition du salut et la raison des divins décrets. François Gomar soutenoit les principes de Calvin dans toute leur rigueur; pour sauver la liberté de Dieu, il anéantissoit celle de l'homme. Ces questions qui tiennent à tout ce que la métaphysique a de plus subtil, n'auroient jamais dû être agitées par le commun des esprits. Des écoles où elles avoient pris naissance, elles avoient passé dans toutes les familles. Bientôt la Hollande fut divisée d'opinion sur des objets incompréhensibles pour la plupart des hommes, obscurs pour tous. Les noms de secte achevèrent de tout per-

dre. On ne vit plus que des Gomaristes et des Arminiens. Olden Barneweldt trouvoit les idées d'Arminius plus simples et plus saines que celles de Gomar, parce qu'elles ne répugnoient pas au sens intime, ni à la dignité de la nature morale de l'homme. Maurice redoutoit l'ascendant de Barneweldt, et le haïssoit comme l'ennemi secret de sa personne et de sa maison. Il suffisoit que Barneweldt épousât le parti d'Arminius, pour que le prince d'Orange se déclarât en faveur de Gomar. Les deux partis se prononçant plus fortement l'un contre l'autre, et les chaires retentissant d'injures et de déclamations violentes, on crut que le vrai moyen de terminer cette lutte scandaleuse seroit de porter le procès devant un synode national. Les Arminiens, plus doux, plus tolérans et plus foibles que leurs adversaires, avoient eux-mêmes demandé que la cause de leurs opinions fût jugée. Barneweldt et les Etats d'Hollande qu'il dirigeoit de concert avec le savant et profond Grotius, étoient contraires à la convocation d'un synode. A leurs yeux, la décision d'une assemblée de ce genre ne prouvoit ni pour ni contre la vérité d'un

principe; ses arrêts ne pouvoient avoir force de loi, car les lois ne doivent porter que sur les actions, et les opinions ne sont pas de leur ressort; d'ailleurs, il étoit facile de prévoir que les Arminiens seroient condamnés à ce synode, et leur tolérance convenoit mieux à une république commerçante que l'intolérance de leurs adversaires; enfin, les Etats d'Hollande croyoient que chaque province n'avoit besoin de prendre conseil que d'elle-même dans tout ce qui regardoit la religion. Pour appuyer leur résistance et faire régner l'ordre dans les villes que les Gomaristes troubloient par leur violence, les Etats d'Hollande levèrent des troupes sans le concours de Maurice qui étoit capitaine-général de la république. Ce fut le signal des vengeances. Le prince blessé de cette atteinte portée à son pouvoir, excité par les Gomaristes à des mesures hardies, sûr de la protection de ce parti nombreux et puissant, saisit cette occasion de satisfaire sa haine contre Olden Barneweldt à qui il ne pardonnoit pas d'avoir hâté la conclusion de la trêve avec l'Espagne. Ce respectable vieillard fut arrêté avec Hoger-

beets, Grotius et Ledenberg ses partisans déclarés. Maurice vouloit le perdre. Pour y réussir, il se mit au-dessus de toutes les lois. L'arrestation se fit sans la permission des Etats-généraux, et l'on n'eut aucun égard aux représentations fortes et motivées des Etats d'Hollande. Le fanatisme des Gomaristes se prétoit à toutes les démarches illégales du prince; ou les sanctionnoit après qu'il se les étoit permises. Les États-généraux approuvèrent ce qui s'étoit fait; on écarta des États d'Hollande et des magistratures des villes tous les Arminiens, on leur substitua des Gomaristes, et les corps qui avoient généreusement protesté contre le despotisme de Maurice, ne firent plus entendre que des applaudissemens. Encouragé par ces succès, le prince fait instruire le procès de Barneweldt et de ses amis. La plupart de leurs juges étoient leurs ennemis déclarés; c'étoient des fanatiques qui se croyoient tout permis pour assurer le triomphe de leur cause, ou de ces êtres foibles et lâches, toujours vendus au pouvoir qui les paie ou qui les intimide. Il étoit difficile de trouver des torts à ces illustres proscrits; on leur imputa des crimes, on

accusa Barneweldt d'avoir trahi la patrie qui lui devoit son existence. L'envoyé de France du Maurier et la princesse douairière d'Orange voulant épargner à Maurice et à la république un éternel sujet de honte et de regret, élevèrent leur voix en faveur de Barneweldt; son âge, ses vertus, ses longs et immortels services parloient pour lui avec une force à laquelle on ne pouvoit rien ajouter. Tout fut inutile, son épouse et ses enfans demandèrent à grands cris qu'on lui rendît justice, et elle lui fut refusée; mais dignes d'appartenir à ce grand homme par leur noble fierté, ils ne voulurent pas le déshonorer et se déshonorer eux-mêmes en demandant sa grâce, qu'ils auroient peut-être obtenue de l'orgueil de Maurice. A l'âge de septante-deux ans Barneweldt porta sur l'échafaud sa tête blanchie dans des travaux honorables. Tout en protestant de son innocence, il abandonna sans peine à la fureur de ses ennemis les restes d'une vie que la nature devoit bientôt terminer, et son dernier soupir fut un vœu pour cette patrie ingrate qui récompensoit par le dernier supplice trente-trois ans de dévouement.

Jogerbeets et Grotius furent condamnés à une prison perpétuelle; Ledenberg effrayé de la torture dont on le menaçoit, s'étoit lui-même donné la mort. Le synode de Dordrecht avoit condamné les Arminiens, et l'on sévissoit contre eux dans toutes les provinces.

Au milieu de ces scènes tragiques dont pour la gloire de Maurice et l'honneur de l'humanité on voudroit pouvoir effacer le souvenir, l'industrie et le commerce de la république faisoient des progrès continuels, et se développoient avec une rapidité prodigieuse. Le pavillon hollandois se monroit sur toutes les mers; douze cents vaisseaux marchands portoient dans les ports de la Hollande les productions du monde connu, et les faisoient circuler dans toute l'Europe. Ces richesses permettoient aux Etats-unis d'entretenir trente mille hommes d'infanterie et quatre mille chevaux. Leurs places étoient fortifiées avec art, leurs camps étoient regardés comme l'école de la valeur, et la jeune noblesse d'une grande partie de l'Europe s'empressoit à venir apprendre la guerre sous les ordres du prince Maurice et de son frère Frédéric Henri.

L'Angleterre n'avoit plus en Europe la haute considération dont elle avoit joui sous le règne d'Elisabeth. Le caractère personnel de Jacques et le système politique qu'il avoit suivi depuis son avènement au trône, la lui avoient fait perdre. Ce prince avoit été proclamé roi par le
1603. parlement d'abord après la mort d'Elisabeth qui l'avoit désigné pour son successeur. Jacques, fils de Marie Stuart et de Darnley, n'avoit aucune des qualités aimables et brillantes de sa mère. Son esprit n'étoit pas dépourvu de sagacité, mais il manquoit de justesse et d'étendue. Plus instruit que ne l'étoient la plupart des souverains, il étoit sur des objets étrangers à son état, et s'occupoit beaucoup de théologie. Dans le choix de ses études et par l'étalage qu'il faisoit de son savoir, il montrait une pèdanterie ridicule. Passionné pour la chasse et pour tous les genres de spectacles, il avoit de la gaieté sans noblesse, et ne savoit pas être populaire avec dignité. Sa timidité le faisoit répugner à toutes les entreprises difficiles ou d'un succès douteux. Trop foible ou trop indolent pour gouverner par lui-même, il avoit cependant sur

l'origine et la nature de l'autorité royale les idées les plus exagérées et les plus contraires à l'esprit du siècle. Embarrassé de la mesure de pouvoir que les lois lui assuroient, il s'imaginait qu'un pouvoir illimité seroit seul à l'unisson de ses talens, de sa dignité et de ses devoirs. Les Écossois l'aimoient sans l'estimer et sans le craindre. Les Anglois le comparant avec Elisabeth, le jugeoient peu propre à soutenir la gloire de la nation, et ne voyant en lui qu'un esprit étroit et une âme commune, étoient portés à le mépriser.

Son avènement au trône avoit réuni 1603. deux puissances long-temps rivales et ennemies naturelles l'une de l'autre. Dans la joie qu'avoit l'Écosse de donner un roi à l'Angleterre, elle oublioit qu'elle-même alloit jouer un rôle secondaire, et de son côté la réunion entière des deux royaumes n'auroit peut-être pas rencontré des difficultés insurmontables. Mais l'Angleterre n'étoit pas encore assez éclairée sur ses vrais intérêts pour exécuter un projet dicté par la saine politique. D'ailleurs, l'organisation ecclésiastique des Écossois et leurs principes religieux s'opposoient à l'union des

deux peuples. A cette époque les différentes sectes se prononçoient avec plus de force. Quoique Jacques eût été élevé dans les maximes rigides des presbytériens, il protégeoit la hiérarchie anglicane par goût encore plus que par devoir. Il croyoit y trouver un des plus fermes appuis du pouvoir royal, tandis que la doctrine des presbytériens lui paroissoit le menacer. Cette dernière avoit fait de grands progrès en Angleterre, et même elle y avoit pris un caractère alarmant pour l'ordre et la liberté publique. Les puritains commençoient à devenir dangereux, et se plaignoient hautement de Jacques. De leur côté, les catholiques qui s'étoient flattés que le fils d'une reine catholique replaceroit cette religion sur le trône, s'irritoient de voir que Jacques eût trompé leurs espérances. Dans leur fanatisme aveugle et cruel, persuadés que le but légitime les moyens, excités secrètement par les jésuites, agens du pape et de l'Espagne, ils formoient des conjuration toujours renaissantes contre le gouvernement. La plus terrible de toutes avoit été la conjuration des poudres. On ne vouloit rien moins que

aire périr le roi, la famille royale, la cour et les deux chambres assemblées. Jamais peut-être le fanatisme ne s'étoit montré plus atroce, plus réfléchi, plus inaccessible aux remords. Mais une lettre obscure, écrite par l'un des conjurés à un des pairs du royaume qui devoit être épargné, et la sagacité de Jacques à l'interpréter, avoit sauvé l'Angleterre.

Malgré les complots homicides des catholiques et les preuves multipliées de leurs intelligences avec l'Espagne, Jacques 1604. avoit non-seulement fait la paix avec cette puissance, mais il paroissoit encore vouloir former avec elle des relations plus intimes. Soit politique soit jalousie, il n'inclinoit pas pour la France. L'adresse et l'éloquence de Sully l'avoient gagné en apparence aux grands projets de Henri IV, mais il ne les auroit probablement jamais appuyés. La Hollande dont l'Angleterre regardoit la prospérité et la puissance comme son ouvrage, n'intéressoit Jacques que foiblement. Infidèle au système politique qu'Elisabeth avoit suivi avec tant de gloire, Il vouloit conserver la paix à tout prix, fut-ce aux dépens de la considération et de l'honneur

national, parce qu'il ne savoit pas faire la guerre, et qu'en général il étoit peu fait pour paroître avec éclat dans des circonstances critiques. Les Anglois, passionnés pour les entreprises hasardeuses, ennemis de l'Espagne par religion encore plus que par politique, et qui de tout temps ont préféré les dangers de la gloire et l'activité de la puissance à la nullité d'une existence précaire et obscure, murmuroient contre la pusillanimité de Jacques, et ne déguisoient pas leur mépris pour sa personne.

Cependant on lui devoit la justice de dire qu'il employoit les loisirs de la paix à des travaux utiles. L'Irlande toujours encore inquiète, agitée et étrangère aux bienfaits de la civilisation, avoit vu naître dans son sein une organisation judiciaire qui garantissoit la liberté civile des individus de toutes les classes. Des lois écrites avoient été substituées à des coutumes arbitraires et vagues. La navigation avoit été encouragée. Le gouvernement favorisoit les nouveaux établissemens dans l'Amérique septentrionale et dans les Antilles. Ces colonies produisoient de nouvelles va-

eurs, et offroient un vaste marché aux manufactures angloises. Dans ce temps les entreprises de ce genre étoient ordinairement formées par de simples particuliers actifs et hardis qui ne demandoient au souverain que la permission d'entreprendre; on abandonnoit à-peu-près à eux-mêmes ces établissemens qui devoient devenir un jour le principe de la richesse de l'Angleterre, et ils n'en prospéroient que mieux. Elisabeth avoit laissé subsister ou même créé des monopoles de commerce; elle vouloit encourager le génie des spéculateurs par l'appât d'un grand profit. A cette époque, les monopoles arrétoient l'essor de l'activité et entravoient l'industrie. Jacques tâcha de les abolir.

Pendant que ces travaux pacifiques et utiles tendoient à lui réconcilier sa nation, ses favoris le perdoient dans l'esprit du peuple. Il les choisissoit sans discernement, leur prodiguoit les honneurs, et ignoroit ou pardonnoit les abus révoltans qu'ils faisoient de leur pouvoir. Robert Catr qu'il avoit créé comte de Sommerset, 1611. et qui le gouvernoit en maître, n'avoit dû sa fortune qu'à une figure agréable et à des

manières séduisantes. Ses liaisons scandaleuses avec la comtesse d'Essex, l'empoisonnement de Thomas Owerbury qui avoit été son guide, son ami, et qui n'avoit eu d'autre tort que de combattre sa coupable passion, son mariage amené par le divorce d'Essex, avoient rendu Sommerset odieux à toute la nation. Jacques lui-même avoit à la fin ouvert les yeux sur l'indigne conduite de son favori. Le peuple demandoit sa mort, mais le roi s'étoit contenté de l'éloigner de la cour. Le mépris public et le remords avoient fait justice de ce scélérat, et il étoit mort à charge à lui-même et aux autres, odieux à son odieuse épouse.

1616. George Villers, simple gentilhomme, dans la fleur de l'âge et de la beauté, l'avoit remplacé dans le coeur et dans la confiance de Jacques; et bientôt au titre de duc de Buckingham il avoit réuni les plus hautes dignités et les places les plus importantes de l'état. Buckingham avoit plus d'esprit, plus d'instruction, et surtout plus d'activité que Sommerset. A l'amour de l'or et du pouvoir il joignoit des vellétés de réputation qui l'arrachotent momentanément aux plaisirs et à la mollesse. D'ailleurs

urs, passionné pour la représentation, magnifique, superbe, prodigue des revenus de l'état et des siens, confondant la hauteur avec la fierté, l'éclat avec la gloire, il accabloit son maître du poids de ses prétentions, et portoit jusques dans ses relations avec les femmes des besoins de vanité incompatibles avec l'amour. Ses dépenses insensées épuisant les ressources du trésor public, mettoient Jacques dans la nécessité d'avoir recours aux parlemens. Les parlemens moins dociles que sous le règne de Henri VIII et de ses successeurs, profitoient de la pénurie du roi pour attaquer sa prérogative et pour augmenter leur pouvoir. Jacques et Buckingham opposoient la hauteur et la violence à un langage qui étoit appuyé sur l'esprit du temps, et ils irritoient par une résistance mal-adroite ceux qu'ils auroient pu gagner ou apaiser par une marche ferme et sage. La conduite du gouvernement ne lui concilioit pas l'estime du peuple. On venoit de rendre aux Hollandois les villes de la Brille, de Flissingue, de Rameckens qu'ils avoient engagées pour elle et qui étoient à l'Angleterre d'une grande importance. Cette politique

étoit plus généreuse qu'habile, ou plutôt elle étoit simplement l'effet de la vénalité du favori de Jacques. L'avidité de Buckingham lui avoit fait proposer cette mesure au roi, qui l'avoit adoptée avec sa complaisance ordinaire. La mort de Sir Walter Raleigh, qui périt sur l'échafaud avec le même courage qu'il avoit montré dans les combats, avoit achevé de perdre le roi et son ministre dans l'opinion publique. Raleigh avoit une de ces imaginations vastes, fortes, ardentes, qui aiment de préférence les projets extraordinaires, enfantent des espérances exagérées, et font croire tout ce qu'elles font desirer. Des âmes de cette trempe sont toujours le foyer de passions violentes, et vivent dans une agitation continuelle. Raleigh étoit ambitieux, mais de cette ambition indifférente aux places et aux titres, qui ne veut que les jouissances de l'activité, le travail et la gloire. Les hommes de ce caractère sont quelquefois de grands hommes, mais souvent aussi des hommes dangereux. Ils se jouent de la vie des autres comme de la leur. Les conspirations, les découvertes lointaines, les révolutions politiques, la création ou la

ruine des états sont les seuls objets à l'im-
 mission de leur activité dévorante. Raleigh,
 navigateur audacieux, marin habile, guerrier
 intrépide, s'étoit distingué sous le règne
 d'Elisabeth, dans la guerre contre l'Espagne,
 par des actions d'éclat. Sous le règne de
 Jacques il avoit été accusé de projets con-
 traires à la tranquillité publique. Faute de
 preuves on n'avoit pas pu le condamner,
 mais les présomptions avoient été trop for-
 tes pour l'absoudre, et il avoit été privé de
 la liberté. Dans sa prison, le loisir et l'en-
 nui lui avoient fait entreprendre des tra-
 vaux littéraires. Son esprit impatient du
 repos, avoit formé le projet d'écrire une
 histoire universelle. Ces occupations paisi-
 bles ne suffisoient pas à son âme de feu.
 Afin de sortir de captivité, il conçut le
 plan de créer des établissemens nouveaux
 sur les côtes de la Guyane. Le plan fut
 agréé par le gouvernement, et Raleigh
 qu'on desiroit d'élargir et d'éloigner de
 l'Angleterre, avoit été chargé de l'exécuter.
 Ayant mal réussi dans cette entreprise, il
 avoit attaqué les possessions de l'Espagne.
 Cette violation du droit des gens étoit un
 délit grave, et devoit perdre Raleigh à une

époque où l'Angleterre caressoit l'Espagne, et où Buckingham, au mépris de la politique, vouloit faire épouser une infante au prince de Galles. On avoit fait le procès à l'audacieux Raleigh. Il avoit payé de sa tête sa témérité, pleuré par l'Angleterre que la religion et la politique animoient contre l'Espagne, et qui n'avoit vu dans la mort de cet homme extraordinaire qu'une nouvelle preuve de la haine du gouvernement contre lui, et de la basse complaisance du ministère pour le cabinet de Madrid.

Ainsi l'Angleterre, sans perdre de sa puissance réelle, avoit perdu de sa puissance d'opinion, en suivant un faux système politique et en s'attachant à son ennemie naturelle. Elle étoit plus riche qu'elle ne l'avoit été sous Elisabeth, mais sa marche timide, incertaine trahissoit un défaut de confiance, et rendoit ses ressources inutiles. La hardiesse des principes et le mécontentement général y préparoient des événemens qui devoient lui ôter pendant un long espace de temps toute espèce d'influence extérieure.

CHAPITRE XXVII.

Continuation du même sujet. État du Nord jusqu'au commencement de la guerre de trente ans. La Suède. Le Danemarck. La Pologne. La Prusse. La Russie. L'Allemagne.

Le Nord étoit toujours encore isolé. Séparé du Midi, il étoit étranger à sa politique et aux intérêts qui l'agitoient, comme à son développement et à sa culture. Dans le Nord lui-même il n'y avoit point encore de puissances assez grandes et assez éclairées pour donner ou prendre de la jalousie, pour méditer des projets d'aggression, et obliger les autres à préparer leurs moyens de défense. La force absolue d'aucune d'elles n'ayant éprouvé des changemens, leur force relative étoit restée la même. Elles ne se contre-balançoient pas l'une l'autre; elles se trouvoient toutes à-peu-près dans la même impuissance. Mais à cette époque se préparoient les événemens qui devoient les faire sortir de leur obscurité; un seul homme recéloit dans son génie les moyens de puissance qui devoient changer le système politique de l'Europe.

La Suède avoit perdu depuis long-temps le créateur de son indépendance et de ses lois. Gustave Wasa étoit descendu dans le tombeau sans regret et sans remords, avec des souvenirs glorieux et avec des craintes légitimes sur l'avenir de son royaume. Il avoit laissé trois fils, Eric, Jean et Charles. Eric d'un caractère ardent et sombre, d'un tempérament fougueux, étoit emporté dans ses desirs, imprudent dans sa conduite. Jean, foible et ambitieux, dissimulé et faux, étoit également incapable de s'élever au pouvoir par des moyens généreux, et de l'employer avec modération. Charles, le cadet, avoit une tête active et forte, et une volonté plus forte encore. Avidé de pouvoir, il avoit assez de génie pour faire un bel usage de l'autorité: inflexible et souple au besoin, il préféroit les partis prononcés aux mesures adroites; mais il savoit également employer tous les moyens de succès. Eric XIV n'avoit régné que huit ans, et il avoit signalé son règne par des inconséquences multipliées et des violences révoltantes. Assez heureux pour ajouter l'Esthonie à la Suède, il n'avoit dû cette conquête qu'aux troubles de la Livo-

1560
jusqu'à
1567.

Eric. Après avoir brigué la main d'Elisabeth, il s'étoit marié, avec la fille d'un caporal nommée Catherine Monck. Le prince Jean avoit épousé une princesse catholique, la fille de Sigismond Auguste, le dernier des Jagellons. Eric le soupçonna, (et ses soupçons n'étoient pas destitués de fondement) d'avoir concerté sa ruine avec les Polonois, et de conspirer contre lui. Jean avoit été arrêté, jugé, condamné à mort. Son frère lui avoit fait grâce de la vie. Ce fut ce qui perdit le malheureux Eric. Son humeur sombre, défiante et cruelle tenoit à un vice de constitution qu'il avoit apporté en naissant; cette maladie fit à la suite de cette conspiration des progrès rapides et alarmans, et cet infortuné prince tomba dans une véritable démence. Aliéné, et même furieux, il n'épargnoit personne. Jean et Charles ses frères, soutenus par la première noblesse du royaume, se saisirent de lui, et l'enfermèrent dans le château de Grypsholm, où après avoir promené pendant plusieurs années sa mélancolique existence, il mourut empoisonné. Jean avoit été proclamé roi. Pendant un règne de vingt-quatre ans il n'avoit su gagner ni

l'amour de ses sujets, ni la confiance et la considération de ses voisins. Son attachement secret pour la religion catholique, et son penchant à se mettre au-dessus des lois, avoient donné des appréhensions légitimes aux Suédois également zélés pour leurs lois et pour leur culte. Mais son caractère incertain et timide le rendoit peu
 1587. dangereux. Sigismond son fils avoit été élu roi de Pologne. En acquérant une couronne élective, il perdit un trône héréditaire. A la mort de son père il avoit montré aux Suédois du mépris pour les lois du royaume, un zèle mal-adroit et imprudent pour la religion catholique, et le dessein de résider en Pologne et de traiter la Suède en province.

Charles son oncle, qui savoit ce qu'on pouvoit attendre et espérer du caractère national dans des circonstances pareilles, et qui formoit depuis long-temps des plans ambitieux, avoit observé les fautes de son neveu, les avoit envenimées avec art, et en avoit habilement profité. Deux partis divisoient la Suède. L'un, composé des grandes familles, avoit vu avec plaisir que le souverain résidât en Pologne; il espéroit

égner en son absence, et établir l'aristocratie sur les ruines de l'autorité monarchique. L'autre, formé de la masse du peuple, jaloux de sa constitution politique et religieuse, redoutoit les atteintes dont Sigismond la menaçoit. Son orgueil supportoit impatiemment l'idée de se voir préférer une autre nation, et elle craignoit le retour des temps d'avilissement et d'anarchie, tristes fruits de l'union de Calmar. Charles s'étoit attaché à ce parti, dont les intentions étoient droites, mais qui étoit moins éclairé que l'autre, et plus fait pour se laisser entraîner par ses passions que pour calculer ses démarches. On pouvoit échauffer ces esprits et les mener avec plus de facilité. Ce fut à leur instigation, ou plutôt dans l'espérance de les calmer, que Sigismond nomma Charles administrateur du royaume pendant son absence, et hasarda de remettre son pouvoir entre les mains de son plus cruel ennemie. L'habile Charles suivit une marche lente et sage, et sans perdre jamais son but de vue, il s'en approcha insensiblement. A la fin, Sigismond éclairé sur l'étendue du danger qui le menaçoit, résolut d'employer la force

1598. pour régner sans contrôle, et de se défaire d'un tuteur incommode; Battu à Stangebrö, il fut obligé de se soumettre à la diète de Linköping aux conditions les plus dures. Quatre sénateurs qui avoient épousé sa cause avec trop de chaleur, furent envoyés à l'échafaud par l'ambitieux Charles, qui depuis cette époque régna sans porter le titre de roi. Sigismond courut cacher en Pologne sa honte et son impuissante fureur. Trois ans s'étoient écoulés avant que Charles osât s'asseoir sur le trône et prendre le sceptre. Il vouloit avoir le temps de gagner la noblesse jalouse de son pouvoir, ou lui donner l'habitude de l'obéissance et la préparer à son élévation. A la fin il

1604. avoit fait le pas décisif, la diète de Nor-köping avoit fixé la couronne dans sa maison, et après douze ans de travaux, de dangers et de persévérance, il se vit au terme de ses vœux.

La guerre étoit inévitable. Les Polonois soutenoient Sigismond, et battirent les

1605. Suédois à Kexholm; mais la noblesse de Pologne connoissoit trop ses intérêts et aimoit trop la liberté, pour desirer que Sigismond triomphât de son rival, et rétablît

sa puissance en Suède. Ils vouloient sauver leur honneur en donnant des secours à leur roi, et en même temps assurer leur indépendance. Ils négligèrent leurs avantages, et firent la guerre mollement. Bientôt après, les affaires politiques du nord s'étoient compliquées, et la Suède avoit eu à combattre les Russes qui rejetoient le prince qu'elle vouloit placer sur le trône des Tsars, et les Danois dont le souverain haïssoit personnellement Charles IX, et craignoit l'ascendant de la Suède dans le nord. Charles en mourant avoit laissé ces trois 1611 guerres à son fils, mais ce fils étoit un grand homme, et ces guerres furent pour lui l'école de la valeur, de l'héroïsme et de la politique. Gustave Adolphe n'avoit que dix-huit ans quand il succéda à son père, mais c'étoit un de ces génies rares qui ne connoissent point d'enfance, étonnent par leur maturité précoce, portent en même temps des fleurs et des fruits, et devinent tout ce qu'ils ignorent. Ses qualités brillantes et ses défauts même étoient à l'unisson des besoins de sa nation, qui aimoit l'enthousiasme et la gloire comme d'autres peuples aiment le repos. Nous

verrons Gustave Adolphe paroître sur un plus grand théâtre, tirer ses braves Suédois de leur obscurité, placer par la force de son talent la Suède au premier rang des puissances, et la servir selon son goût en l'illustrant sans l'enrichir.

Le Danemarck se reposoit de ses agitations, et réparoit les maux que lui avoient faits la religion et la politique, sous l'administration paternelle de Chrétien IV. Peu de princes ont eu à un degré aussi éminent le goût des choses utiles. Il étoit plus fait pour les travaux paisibles du gouvernement que pour les entreprises hasardeuses et brillantes. Cependant il avoit eu des succès dans la guerre qu'il avoit faite aux Suédois par politique encore plus que
 1611. par passion. La conquête de Calmar avoit été le fruit de son habileté. Il avoit conclu avec Gustave Adolphe à Siörod une paix avantageuse au Danemarck. Cette puissance possédoit encore à cette époque la Scanie, Blekingue et le fief de Bahus.

Sigismond III occupoit le trône de Pologne, il le devoit aux talens et au zèle du grand-chancelier Zamoïski. Ce trône, en devenant électif, avoit perdu de son éclat

et de sa stabilité. La haute noblesse de la république se croyoit libre parce qu'elle étoit libre de se vendre, de fouler le peuple et de résister au prince; l'autorité du roi n'étoit pas assez forte pour assurer le règne des lois, et plus son pouvoir légal étoit foible et restreint, plus il étoit tenté de l'accroître par des mesures illégales. De là, des plaintes continuelles de la nation et de justes récriminations de la part du prince. Les nobles reprochoient à Sigismond ses infractions nombreuses et sacrées au contrat solennel qu'il avoit conclu avec la république en prenant le sceptre. Sigismond avoit été repoussé par les Suédois. La perte de la couronne de Suède donnoit aux mécontents plus de hardiesse et à leurs reproches plus d'amertume. A la mort de Zamoïski, une confédération générale s'étoit formée contre Sigismond. Après deux ans de troubles, où pour éviter le despotisme on organisoit l'anarchie, le roi avoit été obligé de souscrire aux dures conditions que lui avoient imposées les grands, et de promettre plus de modération. Mais pour occuper au dehors l'activité inquiète des Polonois avides

de mouvement et de gloire, il fomentoit les troubles que l'extinction de la maison régnante avoit amenés en Russie, et ce fut de la Pologne que sortirent les aventuriers qui sous de faux noms agitérent la Moscovie et la remplirent de leurs crimes.

1605. La Russie s'étoit long-temps débattue au milieu des horribles convulsions de la guerre civile et de la guerre extérieure. Depuis la mort de Boris Goudounow, qui étoit devenu maître de l'empire en se débarrassant par le poison du czar Théodore dont il avoit épousé la soeur, et du jeune Démétrius son frère par un assassinat, la Russie étoit déchirée par les étrangers et par ses propres enfans, et dans la lutte sanglante dont elle fut le théâtre et l'objet, elle paroissoit destinée à devenir le partage et le prix du plus scélérat des concurrents. Soit que le prince Démétrius eût échappé à ses meurtriers, soit que des ressemblances imparfaites égarassant le peuple ignorant et fanatique, le trône des caars fut successivement occupé par des hommes audacieux, qui sous le nom de Démétrius assouvirent leurs passions aux dépens des malheureux Moscovites. Chez une nation

où il n'y avoit point de lois politiques fixes et respectées, où les habitudes aveugles qui tenoient lieu de lois étoient rompues par les événemens, où l'opinion publique étoit muette ou nulle, où le peuple ne connoissoit qu'une obéissance passive, et les grands n'avoient d'autre activité que celle des passions, les révolutions devoient être faciles et cruelles. Chaque nouvel usurpateur s'étoit légitimé en versant le sang de ses sujets, la force l'avoit élevé, l'abus de la force le faisoit redouter jusqu'à ce qu'une force supérieure à la sienne et non moins oppressive l'étendit aux pieds de ce trône souillé de meurtres. Lasse de tant d'horreurs, une partie de la nation avoit offert la couronne aux princes voisins, qui refusèrent le dangereux honneur de lui donner des lois, ou firent un triste et court essai du pouvoir, et furent chassés par le parti véritablement patriote qui ne vouloit pas obéir à un étranger. Après quinze ans de troubles et de malheurs ce parti triompha. Le génie de cet empire réservé pour de grandes choses, fit tomber le choix de la nation sur Michel Théodorowitz Romanoff, allié à la dynastie 1813.

qui venoit de s'éteindre. Ce prince d'un esprit sage et d'un caractère humain, tâchoit de fermer les plaies de l'état, et par son mariage avec la vertueuse Eudoxie il préparoit la gloire d'un empire qui devoit se former plus tard que tous les autres pour profiter de leurs travaux, et sortir de son obscurité pour partager le monde entre l'étonnement, l'admiration et l'effroi.

A cette époque, on se doutoit aussi peu de ses destinées futures que de celles de la Prusse. Le duché de Prusse avoit passé à la branche de la maison de Hohenzollern qui occupoit le trône électoral de Brandebourg. Déjà sous le règne de l'électeur

1568. Joachim II, il avoit été décidé par les négociations habiles du chancelier Distelmaier, que la Prusse orientale retomberoit à la maison électorale à l'extinction des descen-

1525. dans mâles d'Albert de Brandebourg qui avoit enlevé cette province à l'Ordre Teutonique. L'électeur Jean Sigismond s'étoit encore assuré cette importante succession par son mariage avec Anne, fille d'Albert Frédéric duc de Prusse. Ce prince foible d'esprit vége-toit depuis long-temps dans un état d'imbécillité qui le mettoit hors d'état de

de

le se gouverner lui-même, bien plus encore
 le gouverner ses états. Son gendre avoit
 été chargé de la régence. A sa mort, Si-
 gismond avoit pris possession de la Prusse,
 avec l'agrément de la république de Po-
 logne qui lui en avoit accordé l'investiture.
 Il étoit mort peu de temps après avoir fait
 cette acquisition si décisive pour la gran- 1618.
 deur de sa maison. George Guillaume son
 fils lui avoit succédé. Ce prince capable
 de prévoir les dangers, incapable de les
 prévenir ou de les surmonter, parvenoit au
 trône dans des circonstances critiques, où
 la force terrible des choses et des événe-
 mens ne pouvoit être maîtrisée que par
 des âmes fortes, et il avoit une âme foible.
 Se défiant de lui-même et ne se défiant pas
 des conseillers perfides qui l'environnoient,
 prenant l'inaction pour le repos et la timi-
 dité pour la prudence, son caractère devoit
 faire son malheur et celui de ses sujets.
 Jusqu'à son règne, le Brandebourg avoit
 pris des accroissemens lents et sûrs; à cette
 époque tout devoit être détruit pour re-
 naitre sous des formes brillantes, et la for-
 tune de l'état devoit rétrograder pour pren-
 dre un vol aussi rapide que soutenu. Aucun

état n'a eu de plus grandes obligations aux qualités personnelles de ses souverains, qui ont été presque tous des hommes sages et énergiques, et dont quelques-uns ont été des hommes prodigieux. On peut dire à la lettre que la fortune de la Prusse a été la fortune de la maison régnante. Elle a dû beaucoup aux circonstances, mais elle a toujours eu l'art de les attendre, ou de les faire naître, et le talent d'en profiter. Cette dynastie des Hohenzollern, qui de Souabe a passé en Franconie, pour prendre de son essor vers le trône, offre dans l'histoire une empreinte de vigueur d'esprit et de force de volonté qui la distinguent de toutes les autres maisons souveraines. Depuis Frédéric I qui en acquérant la Marche, avoit fait preuve d'ordre; d'économie et de sagesse, jusqu'à George Guillaume, ils avoient tous présenté à un degré inégal ces traits caractéristiques.

A cette époque tout annonçoit non-seulement à la Prusse, mais à l'Allemagne toute entière, les plus grands malheurs. Cette belle contrée de l'Europe fertile, riche, habitée par un peuple mâle, patient et actif, souffroit des vices de sa

onstitution, et d'une fermentation religieuse qui devoit tôt ou tard amener les plus terribles catastrophes. Les princes qui avoient acquis la souveraineté, ne voyoient dans l'empereur qu'un chef titulaire qu'ils observoient d'un oeil jaloux, dont ils redoutoient la grandeur, et auquel ils ne savoient pas obéir. Ils choisissoient les chefs de l'Empire dans la branche allemande de la maison d'Autriche, parce qu'ils craignoient les Turcs, et que la Hongrie étoit regardée comme le boulevard de l'Allemagne. Depuis Charles-quinz qui avoit vu échouer ses projets ambitieux contre le génie et l'activité de Maurice, les empereurs qui avoient occupé le trône impérial n'avoient rien entrepris contre la liberté de l'Allemagne; les uns par une sage politique, d'autres par indolence, d'autres encore par impuissance. L'Allemagne avoit dû à Ferdinand I la paix de religion, et fidèle à ses maximes pacifiques, il avoit su calmer les esprits échauffés, contenir tous les partis, et faire croire à son impartialité. Tempérant sa tolérance par une juste sévérité contre les perturbateurs de l'ordre public, il avoit eu le bonheur d'entretenir la tranquillité

générale. Par un bonheur plus grand encore, il avoit laissé le trône à un fils digne de lui qui hérita de ses principes et le surpassa en vertus. Maximilien II n'avoit aucune de ces qualités brillantes qui dans les souverains font souvent la gloire et le malheur des peuples, mais il vouloit sincèrement le bien. Sans âme douce et humaine ne connoissoit d'autre passion que celle de ses devoirs. Eclairé et sensible, il auroit désiré de faire servir ses lumières au rapprochement des catholiques et des protestans; et à l'extinction de tout esprit de secte. Son siècle n'étoit pas assez sage pour le comprendre ni pour le suivre. Il falloit encore aux esprits les cruelles leçons de l'expérience pour sentir le prix de la modération. Maximilien fut du moins assez habile pour reculer l'époque où les animosités religieuses devoient enfanter les guerres civiles. Par-tout il recommandoit la fermeté et la justice comme les seuls appuis solides de l'autorité, et Philippe II n'auroit pas perdu une partie des Pays-bas s'il avoit suivi ses conseils. Rodolphe II fils de Maximilien lui avoit succédé; son esprit vif et pénétrant, ses con-

oisances variées et solides avoient donné es espérances aux peuples. Mais à peine toit-il monté sur le trône, qu'il se plongea dans l'inaction et dans la mollesse; ivré aux femmes qui le gouvernoient et aux ministres qui abusoient de son autorité, il avoit préparé les malheurs de l'Allemagne. Au lieu de s'enrichir en mettant de l'ordre et de l'économie dans ses finances, il s'occupoit sérieusement à faire de l'or, et cherchoit à connoître l'avenir par les rêves de l'astrologie judiciaire, tandis qu'il ne voyoit pas les symptômes alarmans que présentoit l'état de l'Europe. Pendant un règne de trente-six ans il n'avoit rien fait pour le bonheur de l'Allemagne. Spectateur indifférent et inactif des démêlés continuels des catholiques et des protestans qui s'accusoient réciproquement d'usurpation et de violation des traités, il ne savoit ni les contenir ni les calmer. Les Turcs ravageoient ses provinces héréditaires, et ne rencontroient que peu ou point de résistance. Les princes de l'Empire ne consultoient que leurs convenances, ou plutôt la mesure de leurs forces; et l'on s'accoutumoit au désordre, à l'anarchie, à une

- guerre sourde et continuelle. Rodolphe n'avoit jamais été marié. Il avoit voulu
 1610. exclure de la succession son frère Mathias; mais ce prince plus actif et plus entreprenant que lui, l'avoit prévenu, et l'avoit même formé à lui céder la Bohême de son vivant. Le foible Rodolphe avoit consenti
 1612. à tout. Il étoit mort se méprisant lui-même et généralement méprisé.

Mathias avoit été élu empereur: mais comme son âge et ses infirmités ne lui promettoient pas une longue vie, le choix éventuel de son successeur occupoit tous les esprits, et fixoit les craintes et les espérances. Mathias ainsi que ses frères Albert et Maximilien n'avoit point d'enfans. Les lois de la succession appelloient au trône l'archiduc Ferdinand de la branche de Stirie, cousin germain de Mathias et petit-fils de l'empereur Ferdinand I. Le roi d'Espagne Philippe III qui connoissoit le caractère de ce prince, et qui comptoit sur lui pour l'exécution de ses projets d'ambition, ne s'opposa pas à la grande fortune qui l'attendoit. Ferdinand avoit déjà été couronné roi de Hongrie et de Bohême, et il étoit facile de prévoir qu'il

Obtiendrait aussi l'Empire. Ses principes, ses passions et ses moyens le rendoient également redoutable. Elevé par les jésuites dans les maximes de l'intolérance, avide de pouvoir, et assez habile pour faire servir les mêmes moyens à conquérir la terre, et à s'assurer le ciel, doué d'un esprit réfléchi, propre aux combinaisons de la politique et capable d'un grand travail, Ferdinand réunissoit tout ce qu'il falloit pour donner à ceux qui rapprochoient de ses talens et de ses dispositions l'état de l'Allemagne, des craintes bien légitimes.

Nous avons déjà observé que la paix ^{1555.} de religion avoit été l'ouvrage des circonstances bien plus que d'une saine politique, et que bien loin de satisfaire les parties intéressées, elle leur fournissoit des armes l'une contre l'autre. On n'avoit point placé de protestans dans la Chambre impériale de Spire. Elle étoit toute composée de catholiques, et dans un temps où les intérêts religieux effaçoient toutes les idées de justice, les protestans ne pouvoient pas croire à l'impartialité de ce tribunal. Il étoit impossible qu'il leur inspirât de la confiance, et ils devoient souvent

être tentés. d'en appeler de ses arrêts à la force. Les protestans s'étoient engagés s'ils faisoient encore de conquêtes dans l'opinion à ne plus en faire sur les biens des catholiques. La réservation ecclésiastique étoit la barrière qu'on avoit opposée à leurs projets d'agrandissement. Mais ils étoient trop puissans pour ne pas desirer de le devenir davantage, et les catholiques avoient trop perdu pour ne pas craindre de nouvelles pertes, et pour ne pas souhaiter de recouvrer une partie de ce qu'on leur avoit enlevé. Suivant que l'un des deux partis étoit le plus fort ou le plus foible on violoit, on éludoit les traités. De là les plaintes, les récriminations, les vengeances, les animosités, les haines qui venoient de jour en jour et plus actives et plus prononcées. L'empereur gardoit le silence, ou parloit plutôt en partie intéressée qu'en juge. On s'irritoit de sa partialité, ou l'on se moquoit de sa foiblesse.

Cependant, on paroissoit toujours craindre de voir renaître les projets de Charles-quin. Il est certain que ces plans longtemps ajournés sembloient reprendre de la

faveur à la cour de Madrid et à celle de Vienne. Les deux branches de la maison d'Autriche s'étoient rapprochées depuis le règne de Philippe III, et surtout depuis l'avènement de Mathias au trône impérial. Bien que l'Espagne eût beaucoup perdu de sa puissance, et que le pouvoir de la maison d'Autriche en Bohême et en Hongrie fût fort contesté, la réunion de leur forces pouvoit amener de nouveaux dangers pour l'Allemagne. Henri IV avoit donné l'éveil aux protestans, et leur avoit persuadé que leur existence seroit toujours précaire tant que l'Autriche ne seroit pas écrasée. Ces idées avoient germé dans des têtes faites pour les recevoir. L'union évangélique, conclue à Halle en Souabe, avoit été amenée par les craintes que la France avoit adroitement suggérées. Les catholiques qui sentoient que l'intérêt de la maison d'Autriche étoit de faire cause commune avec eux, s'étoient rapprochés d'elle, et voyant que c'étoient eux que l'union évangélique menaçoit, ils lui avoient opposé une ligue, qui s'étoit formée à Wurtzbourg la même année que l'union. 1610.

Ainsi les deux partis étoient déjà en présence l'un de l'autre dix ans avant que la guerre éclatât. Les troubles religieux de Donawerth, à la suite desquels cette ville avoit perdu sa liberté, avoient donné aux protestans de justes sujets de craintes. La succession de Clèves et de Juliers qui étoit toujours encore litigieuse, quoique l'électeur de Brandebourg Jean Sigismond et le palatin de Neubourg se fussent emparés d'une partie de ces provinces, étoit un objet de la plus haute importance. Il ne s'agissoit de rien moins que de savoir si elles accroîtreient la puissance du parti protestant ou du parti catholique; et déjà le sort des armes paroissoit devoir en décider. Les progrès de l'Allemagne dans la route de la civilisation alloient être interrompus. Ces progrès avoient été soutenus. Elle avoit profité de près de soixante ans de paix pour s'enrichir par le travail et par l'industrie, et n'avoit pris qu'une part indirecte aux guerres des pays voisins; ses belliqueux habitans qui aiment la gloire et le butin, s'étoient enrôlés en France et dans les Pays-bas sous les drapeaux de tous les partis, et avoient versé leur sang

dans des causes qui leur étoient étrangères. La noblesse surtout ne connoissoit encore d'autres occupations que celle des armes. Le commerce de l'Allemagne avoit diminué depuis que Venise avoit perdu une partie du sien, et que l'Angleterre, la Suède, le Danemarck faisoient elles-mêmes leurs affaires, et ne les abandonnoit plus à la Hanse. Les arts mécaniques prospéroient dans toutes les contrées de l'Empire; on recherchoit les artisans allemands, et on leur attribuoit généralement plus d'activité, de patience et d'exactitude qu'aux autres. Les ressources des princes étoient peu considérables. Par-tout, les états du pays partageoient l'autorité avec eux, et c'étoit sur l'article de l'impôt qu'ils se montroient le plus difficiles. Les souverains les plus puissans étoient l'électeur palatin, le duc de Bavière et l'électeur de Saxe.

Frédéric V électeur palatin auroit mérité d'être à la tête de l'union évangélique par l'étendue des ressources dont il pouvoit disposer et par les sûretés que présentoient ses principes et son caractère. Mais sa qualité de réformé aliénoit de lui

tous les luthériens qui formoient la grande majorité du corps des protestans; d'ailleurs, il manquoit du génie et de la fermeté nécessaires à un chef de parti. Doux, humain, bienfaisant, il eût été un particulier estimable et un souverain médiocre dans des circonstances ordinaires; mais ses qualités n'étoient pas à l'unisson des circonstances difficiles où il devoit se trouver. Il avoit épousé Elisabeth fille de Jacques I roi d'Angleterre; cette union devoit faire son malheur et la fortune de ses descendans.

Maximilien de Bavière, qui étoit destiné à le combattre, à le vaincre et à s'enrichir de ses dépouilles, lui étoit bien supérieur en talens, en énergie, en activité. Ambitieux et réfléchi, son esprit calculateur connoissoit à fond les intérêts, les besoins et les ressources de tous les princes de l'Allemagne. Il vit ce que les circonstances lui permettoient d'espérer et d'entreprendre, et il ne se trompa ni dans ses espérances ni dans ses projets. Brave dans le moment décisif, et mesuré dans les acheminemens à ses vues il ne donnoit rien à la violence, peu

au hasard, beaucoup à la prudence et à la sagesse des combinaisons.

L'électeur de Saxe Jean George I étoit un prince indécis et irrésolu, dans un temps où les demi-mesures devoient infailliblement perdre celui qui les employoit. Trop vain pour se contenter d'un rôle subordonné, il n'avoit pas assez de moyens pour jouer le premier rôle, et se laissoit gouverner par des ministres vendus à ses ennemis.

Tel étoit l'état de l'Empire et de l'Europe à la fin de la première époque des révolutions du système politique. Nous avons vu la marche progressive de la puissance de l'Espagne, sa prépondérance décidée, son despotisme, les excès qui la perdirent, et sa décadence. La France dans la seconde époque nous présentera les mêmes phases de croissance, et prendra la place de sa rivale. Les puissances du midi ont jusqu'ici paru seules sur la scène, et seules ont senti la nécessité de l'équilibre et les avantages du système des contre-forces. Ici commence un nouvel ordre des choses.

Le Traité de la suite des
 : et mouvement général. Le
 : sur le Midi, le Nord sur le
 : système de
 : les

*Fin de la Table et de la première
 partie.*

TABLE

TABLE DES MATIERES

DU

SECOND VOLUME.

	<i>Pages.</i>
<i>Réflexions sur l'impartialité historique</i> 1—XLVII	
<i>Tableau des révolutions du système politique de l'Europe.</i>	
CHAP. XIII. <i>Des causes et de l'occasion de la Réformation. Sa naissance, ses progrès, sa marche, ses effets. Ligue de Smalkalde</i> - - - - -	51—95
CHAP. XIV. <i>Ligue de Smalkalde. Guerre de Charles V contre les protestans. Ses conséquences. Maurice de Saxe sauve l'Allemagne. Paix de Passau</i> - -	96—136
CHAP. XV. <i>Changemens dans le Nord. La Suède se sépare du Danemarck. La Réformation s'établit dans ces deux royaumes</i> - - - - -	137—186
CHAP. XVI. <i>Fluctuations religieuses de l'Angleterre. Elle se sépare de Rome. Mort de Henri VIII. Son fils Edouard VI prépare les voies à la Réformation. Marie rétablit la religion catholique dans son intégrité</i> - - - - -	187—211
CHAP. XVII. <i>Abdication de Charles-quin. Son fils Philippe lui succède. Caractère de ce prince</i> - - - - -	212—220
CHAP. XVIII. <i>De la puissance de l'Espagne à cette époque. Guerre contre la France. Paix de Câteau-Cambresis</i> 221—252	

- CHAP. XIX. *Etat de la France à l'époque de la naissance des troubles civils. Considérations générales sur ces troubles. Caractères des principaux acteurs* 253—279
- CHAP. XX. *Commencemens des guerres civiles. Conspiration de la Renaudie. Mort de François II. Régence de Catherine de Médicis. Première, seconde, troisième guerre de religion - - - - -* 279—299
- CHAP. XXI. *Henri de Navarre parolt à la tête des protestans. Fin de la troisième guerre. Paix simulée. La cour veut l'extinction des réformés. Massacre de la St Barthélemi. Mort de Charles IX*
300—312
- CHAP. XXII. *Etat de la France à la mort de Charles IX. Henri III monte sur le trône. Caractère de son administration. Naissance de la Ligue dirigée contre les Bourbons. Etats de Blois. Mort de Guise. Assassinat de Henri III. Henri IV, triomphe de la Ligue et de l'Espagne. Paix de Vervins - - - - -* 313—346
- CHAP. XXIII. *Etat des Pays-bas avant le règne de Philippe II. Situation de ces provinces lors de son avènement au trône. Ministère de Granvelle. Changemens inconstitutionnels et imprudens. Origine des troubles. Leurs progrès sous Albe, Requesens et don Juan. Guillaume sépare les provinces du nord de celles du midi. Union d'Utrecht. Formation de la république d'Hollande - - -* 347—404
- CHAP. XXIV. *Elisabeth monte sur le trône. Son caractère. Ses principes de gouvernement et d'administration. Sa po-*

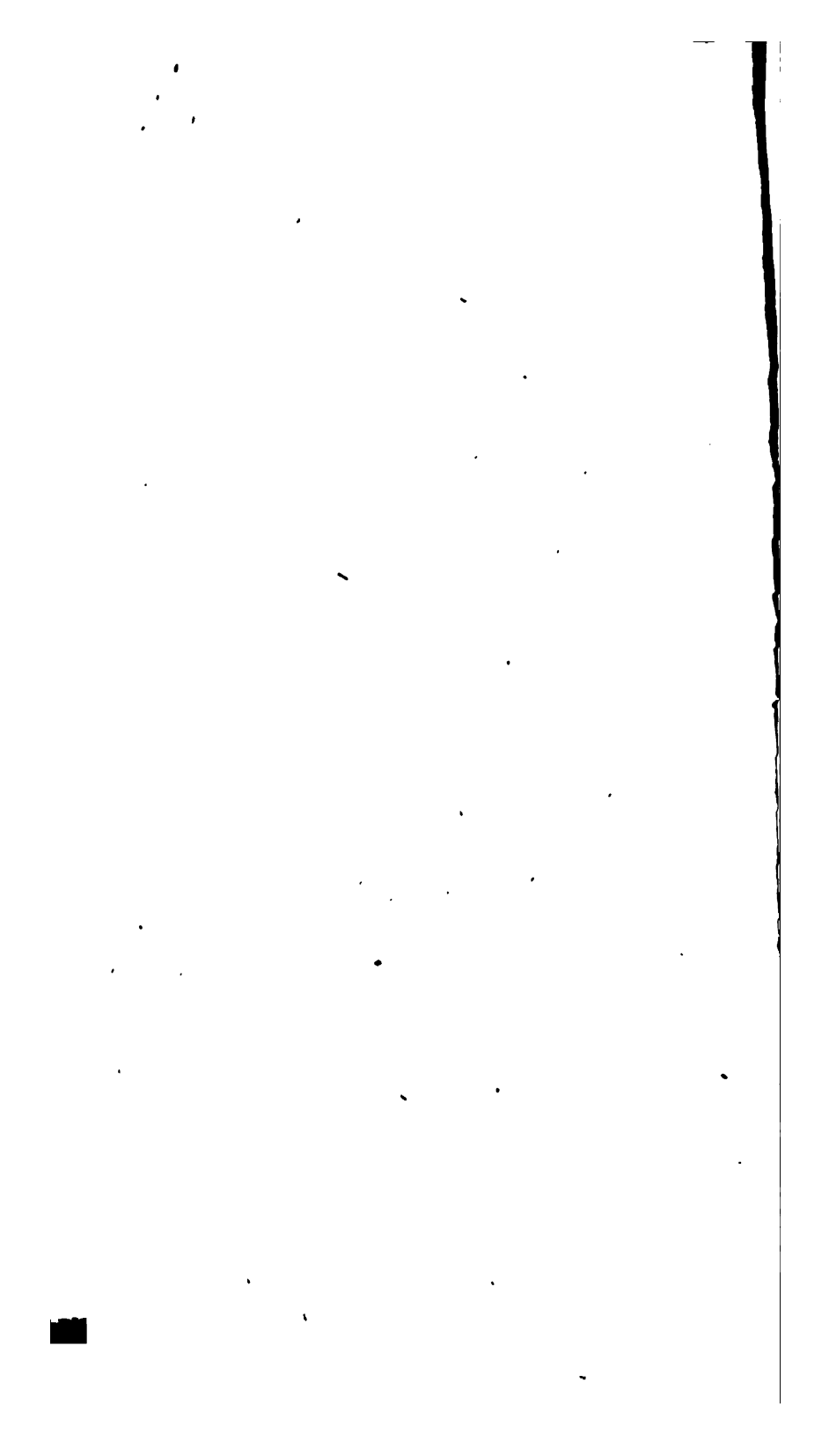
litique extérieure. Progrès de la puissance et de la richesse nationale de l'Angleterre. Mort tragique de Marie reine d'Écosse. La guerre éclate entre l'Espagne et l'Angleterre. L'Angleterre triomphe. Troubles d'Irlande. Faveur, disgrâce, mort d'Essex. Mort d'Elisabeth et de Philippe II. Épuisement de l'Espagne. Sa décadence politique. 405—464

CHAP. XXV. *État de la France à l'époque de la paix de Vervins. Caractère de Sully. Son ministère. Sa marche pour rétablir l'ordre dans les finances et pour augmenter la richesse nationale. Heureux effets de son administration. Vastes projets de Henri IV. Mort de ce prince* - - - - - 465—509

CHAP. XXVI. *Des états de l'Europe jusqu'au commencement de la guerre de trente ans. La France. L'Espagne. L'Italie. La république des États-unis. L'Angleterre* - - - - - 510—548

CHAP. XXVII. *Continuation du même sujet. État du Nord jusqu'au commencement de la guerre de trente ans. La Suède. Le Danemarck. La Pologne. La Prusse. La Russie. L'Allemagne* - - - - - 549—574





ERRATA

DU SECOND TOME.

- Page 64 l. 9 tarisqient, lisez: tarissoient.
l. 14 et, l. m.
- 72 l. 22 restés, l. restées.
- 76 l. 9 déclare, l. juge.
- 77 l. 9 c'est par le sens même des, l. c'est par les.
- 87 l. 18 de ne plus en faire de, l. d'en faire de.
l. 25 révolution, l. résolution.
- 96 l. 5 mais les, l. les.
l. 7 furent, l. furent encore.
- 99 l. 11 affiblis, l. affoiblis par.
- 142 l. 4 capable commettre, l. capable de commettre.
- 161 l. 10 et ne ce silence rompent, l. et ne rompent ce
silence.
- 232 l. 22 la production, l. la population.
- 239 l. 11 elle l'avoit, l. elle avoit.
- 240 l. 18 le feu de, l. des.
- 260 l. 7 Anne du Boug, l. Anne du Bourg.
- 283 l. 13 de a, l. de la.
- 337 l. 8 l'armée, l. l'année.
- 339 l. 19 de la note, rien moins, l. pas moins.
- 361 l. 6 aux unes, l. aux uns.
- 369 l. 8 Dans le plan les Flamands devoient de Philippe
éprouver, l. Dans le plan de Philippe les Fla-
mands devoient éprouver.
- 392 l. 2 les unes, l. les uns.
- 398 l. 2 de la note, ayant trouvé, l. qnt trouvé.
- 400 l. 4 Savrigni, l. Jauregui.
l. 16 d'Assouville, l. d'Assonville.
- 448 l. 21 1388, l. 1588.
- 521 l. 4 Gomer, l. Gomez.
- 517 l. 23 d'Ossune, l. d'Ossone.
- 531 l. dern. favorisa, l. favarise,
- 544 l. 16 Villers, l. Villiers.
- 545 l. 26 Pour elle et qui étoient à l'Angleterre, l. à l'An-
gleterre et qui étoient pour elle.
- 557 l. 13 sacré au contrat solemnel, l. au contrat solemnel
et sacré.

BERLIN,
IMPRIMÉ CHEZ LOUIS QUIEN.



114

115

116





THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
REFERENCE DEPARTMENT

*This book is under no circumstances to be
taken from the Building*



